PAYS de VILLERSEXEL
Communauté de Communes

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Communauté de Communes du Pays de Villersexel

Pièce 1.2
Rapport de Présentation
Diagnostic agricole

Dossier Arrêt	
Dossier conforme à celui annexé à la délibération du Conseil Communautaire du 26 février 2026 arrêtant le projet de PLUi.	**Le Président,** Communauté de communes du Pays de Villersexel 144 rue de la Prairie 70110 VILLERSEXEL

ESTERR URBANISME · PAYSAGE

O.G.E. OFFICE DE GÉNIE ÉCOLOGIQUE

Métis Ingénierie

mp2i conseil Management de Projet Ingénierie en infrastructure Conseil

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2

INTRODUCTION 4

Contexte d'étude 4
Calendrier 4
Zone d'étude 5

PORTRAIT DES ACTIFS AGRICOLES ET EXPLOITANTS DE LA CCPV 6

Caractéristiques démographiques 6
Taille des structures et statut juridique 10
Principaux enjeux identifiés lors de la concertation 11

SYNTHESE DU PORTRAIT DES ACTIFS AGRICOLES ET EXPLOITANTS DE LA CCPV 13

L'OCCUPATION AGRICOLE DU TERRITOIRE 14

Milieux 14
Typologie du parcellaire 14
Assollement 16
Répartition des cultures 19
Principaux enjeux identifiés lors de la concertation 21

SYNTHESE DE L'OCCUPATION AGRICOLE DU TERRITOIRE 22

LES ORIENTATIONS ECONOMIQUES 23

Les orientations technico-économiques 23
Cheptel 23
Productions agricoles présentes sur le territoire 24
Démarche de valorisation des produits 25
Production énergétique 26
Activité dans le prolongement de la production 26
Principaux enjeux identifiés lors de la concertation 26

SYNTHESE DES ORIENTATIONS ECONOMIQUES 27

ATLAS COMMUNAUX 28

Aillevans 28
Athesans-Etroitefontaine 32
Autrey-le-Vay 39
Beveuge 43
Bonnal 47
Courchaton 51
Crevans-et-la-Chapelle-lès-Granges 55
Esprels 62
Fallon 69
Georfans 73
Gouhenans 77
Granges-la-Ville 90
Granges-le-Bourg 94
Longevelle 98
Les Magny 102
Marast 109
Mélecey 113
Mignavillers 117
Moimay 121
Oppenans 125
Oricourt 129
Pont-sur-l'Ognon 133
Saint-Ferjeux 137
Saint-Sulpice 141
Secenans 145
Senargent-Mignafans 149
Tressandans 156

Vellechevreux-et-Courbenans *160*
La Vergenne *167*
Villafans *171*
Villargent *178*
Villersexel *182*
Villers-la-Ville *192*

ANNEXES **196**

Lexique : *196*
Annexes règlementaires *197*

INTRODUCTION

Contexte d'étude

Désireuse de maîtriser et d'organiser son développement, la Communauté de Communes du Pays de VILLERSEXEL (CCPV) a souhaité lancer un projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). La Communauté de Communes a désigné la Chambre d'agriculture de Haute-Saône, en collaboration avec le cabinet ESTEER, pour aborder la partie agricole du dossier (diagnostic).

L'agriculture est une composante essentielle des territoires ruraux. La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et le Grenelle de l'environnement posent la préservation du foncier comme une urgence et un enjeu fondamental avec une volonté forte de favoriser un équilibre durable des territoires.

L'étude qui a été menée en concertation avec les acteurs de terrains, exploitants, a permis d'identifier des enjeux territoriaux propres à la CCPV, enjeux qui, au-delà de leur prise en compte dans l'élaboration du PLUi, permettront d'apporter un éclairage sur les filières agricoles et leur pérennité afin de l'intégrer dans un projet de territoire.

Chaque chapitre est illustré par des cartes, des photos et se conclut par des éléments de synthèse destinés à alimenter les réflexions des élus du territoire, notamment dans l'objectif de l'élaboration du PLUi.

Calendrier

Validation du partenariat :

Signature de l'acte d'engagement	Le 11 janvier 2022

Concertation agricole :

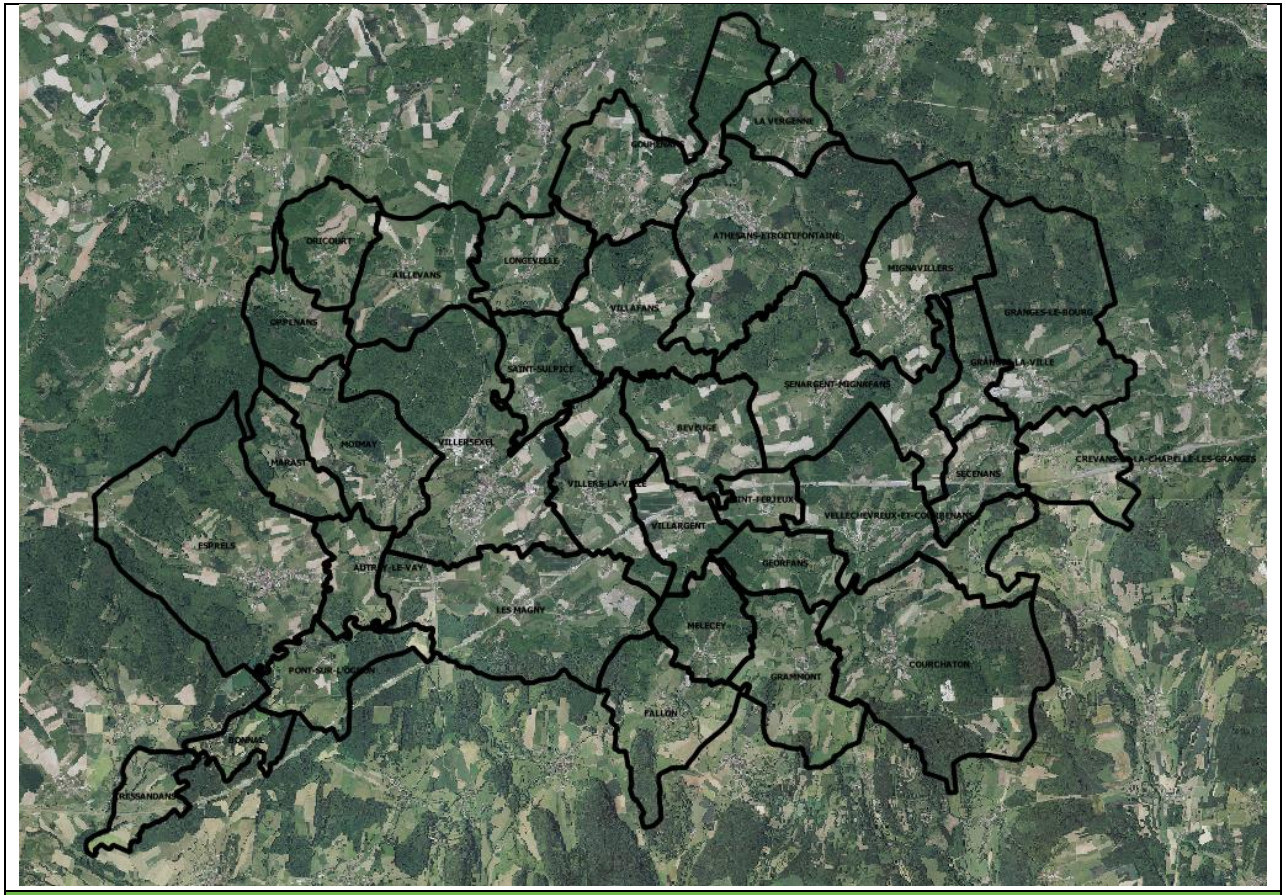
Réunion agricole d'enjeux	Le 14 avril 2022 - Villersexel
Réunion agricole terrain	Le 3 octobre 2022 – Grammont – Secenans - Villargent- Saint Sulpice
Réunions de secteur	Janvier et février 2023

Restitution des travaux partie 1 auprès des élus de la Communauté de Communes	Le 8 novembre 2022 Le 2 mais 2023 (enjeux en vue du PADD)

Zone d'étude

La zone d'étude du diagnostic recouvre l'ensemble des communes appartenant à la Communauté de Communes du Pays de Villersexel (dénommée CCPV dans le document).

La carte ci-dessous présente le territoire concerné par cette étude.



Territoire de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel

Source : BD ORTHO® © IGN PARIS 2020

PORTRAIT DES ACTIFS AGRICOLES ET EXPLOITANTS DE LA CCPV

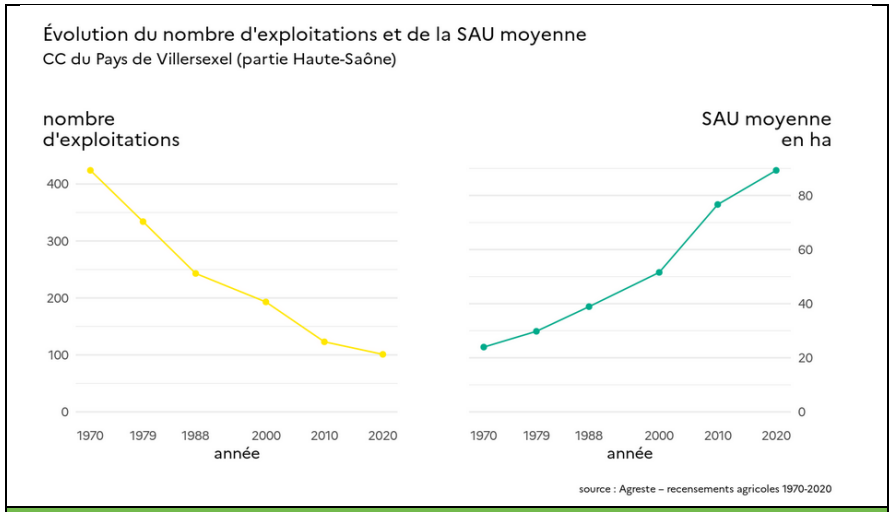
Caractéristiques démographiques

En 2020, on recensait **104 structures ayant leur siège sur la CCPV** (RGA2020), 152 structures exploitaient au moins une parcelle sur le territoire (dont les exploitations provenant de l'extérieur, données PAC 2020).

En 2022, on recensait environ 120 structures possédant un SIREN (source CFE CA70) en lien avec des activités agricoles ou de paysage sur le territoire. Parmi elles, 104 ont été reconnues comme étant professionnelles.

Comme sur de nombreux territoires, le nombre de structures agricoles est en recul, moins 17 % en 10 ans. Cette diminution va probablement s'accélérer ces prochaines années.

Concernant les actifs agricoles, le nombre d'ETP est d'environ 159 (RGA 2020), la MSA recense, en 2021, 141 chefs d'exploitation, dont 22 % sont des femmes.



Evolution du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne – CC du Pays de Villersexel (partie Haute-Saône)

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

L'âge moyen des chefs d'exploitation est de **46,6 ans,** une statistique légèrement plus favorable que son équivalent national fixé à 49,3 ans. Pour autant, comme pour de nombreux territoires, beaucoup de départs à la retraite sont à prévoir ces 15 prochaines années, la part des jeunes exploitants de moins de 35 ans ne représente que 18,4 % des chefs d'exploitation.

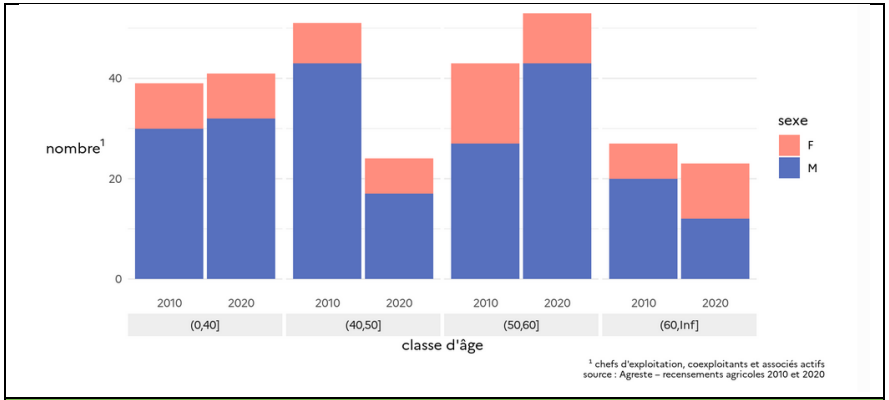
23% des exploitations sont concernées par un départ à la retraite éventuel d'ici 2023. Plus d'un tiers d'entre eux n'ont pour l'instant pas de repreneur. Il est a noter par ailleurs qu'une partie des exploitants ayant atteint l'âge

légal de départ à la retraite n'envisage pas de la prendre dans l'immédiat. **Les courbes démographiques impliqueront un départ possible à la retraite des actifs concernant plus d'un actif sur deux d'ici 15 ans.**

En parallèle, en 2016, on recensait sur le territoire 46 contrats actifs en fin d'année en production agricole et 27 contrats liés à la transformation.

En matière d'installations, on recense 19 installations aidées entre 2016 et 2020. Cette dynamique semble s'estomper et ne permettra pas de maintenir les actifs agricoles du territoire.

On recence 312 retraités agricoles sur le territoire.



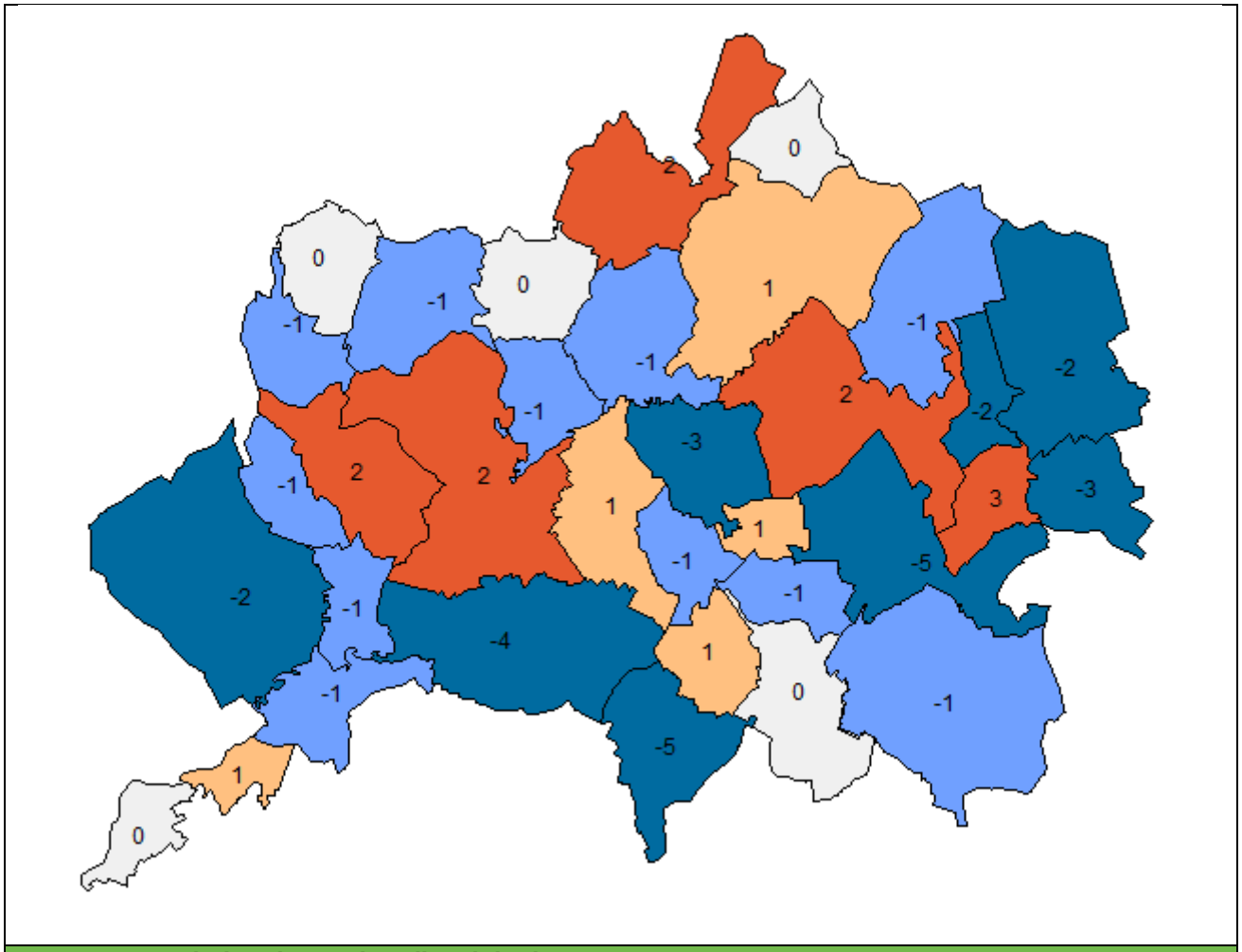
Répartition de la population agricole par grandes tranches d'âges en CCPV

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

Tableau n°1 : nombre d'exploitations par commune

AILLEVANS	4
ATHESANS-ÉTROITEFONTAINE	4
AUTREY-LE-VAY	1
BEVEUGE	4
BONNAL	2
COURCHATON	4
CREVANS-ET-LA-CHAPELLE-LÈS-GRANGES	4
ESPRELS	9
FALLON	3
GEORFANS	1
GOUHENANS	3
GRAMMONT	5
GRANGES-LA-VILLE	0
GRANGES-LE-BOURG	1
LA VERGENNE	0
LES MAGNY	4
LONGEVELLE	2
MARAST	4
MIGNAVILLERS	1
MOIMAY	6
MÉLECEY	3

OPPENANS	2
ORICOURT	2
PONT-SUR-L'OGNON	2
SAINT-FERJEUX	3
SAINT-SULPICE	2
SECENANS	4
SENARGENT-MIGNAFANS	7
TRESSANDANS	1
VELLECHEVREUX-ET-COURBENANS	2
VILLAFANS	0
VILLARGENT	4
VILLERS-LA-VILLE	5
VILLERSEXEL	5



Evolution du nombre d'exploitations par commune entre 2010 et 2020 en CCPV

Source : Chambre d'Agriculture 70

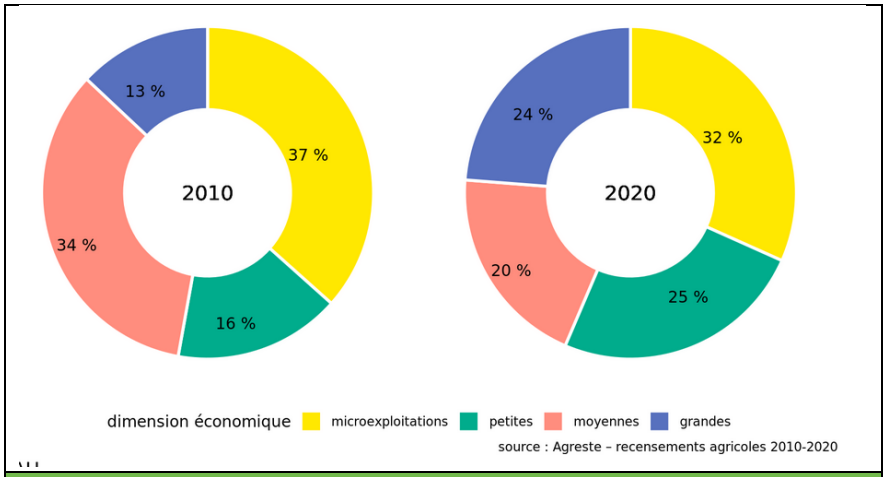
Taille des structures et statut juridique

La **SAU moyenne** des structures agricoles **est d'environ 90 ha,** ce qui est inférieur à la moyenne haut-saônoise (115 ha). La SAU moyenne par structure agricole a **progressé de 16,5 % entre 2010 et 2020**. Cet agrandissement se retrouve également à l'échelle de l'ensemble de la Haute-Saône, bien que la moyenne haut-saônoise montre une plus grande progression (+38 %).

Face à une érosion de plus en plus forte du nombre d'actifs agricoles et aux conséquences de plus en plus notable des évolutions climatiques, il est probable que la surface exploitée par exploitation continue d'augmenter comme ce fut le cas par le passé. Les surfaces les plus difficilement exploitables (pente, accessibilité difficile, surface peu productive) seront probablement délaissées ou sous-exploitées.

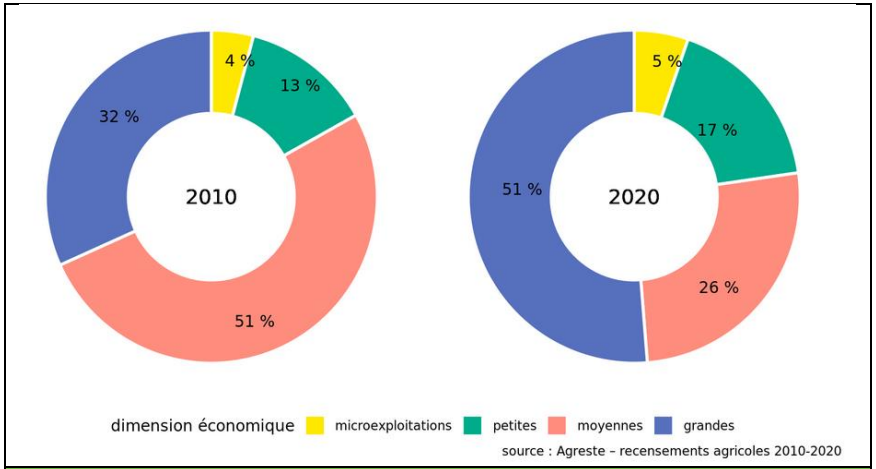
Sur les 152 structures exploitant au moins une parcelle sur le territoire, on identifie 14 structures exploitant plus de 150 ha et 20 structures ayant entre 100 et 150 ha. On recense, par ailleurs, 26 structures exploitant entre 50 et 99 ha.

Un agrandissement des structures agricoles, +11 % de grandes exploitations



Comparaison (2010/2020) du poids numérique des différents types d'exploitations en CCPV

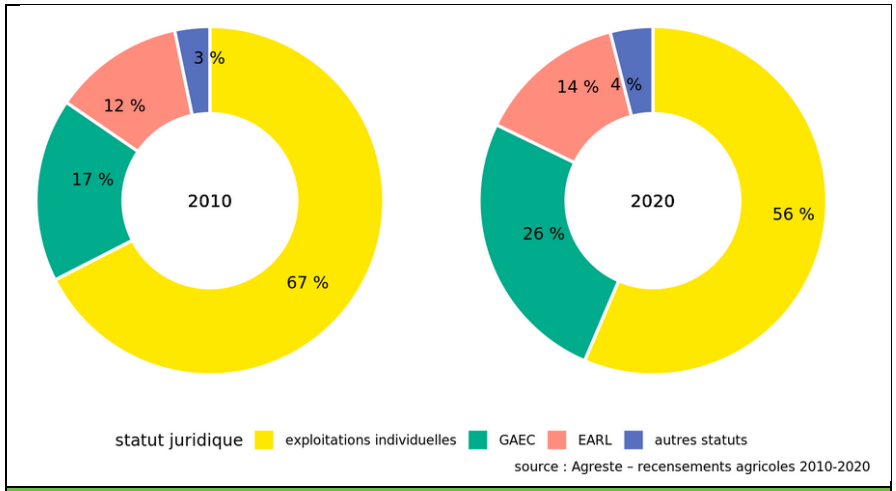
Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté



Comparaison (2010/2020) du poids surfacique des différents types d'exploitations en CCPV

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

On recense sur le territoire 18 EARL, 29 GAEC, 3 SCEA, 3 SARL, 67 structures individuelles



Comparaison (2010/2020) des différentes formes sociétaires en CCPV

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

Une réduction des exploitations individuelles à la faveur de GAEC, sans obligatoirement d'installation.

Principaux enjeux identifiés lors de la concertation

Deux réunions de concertation d'enjeux collectifs ont permis d'identifier les forces et faiblesses du territoire.

Lors de la première rencontre collective, 3 ateliers ont été constitués. Un atelier concernait les enjeux autour des actifs. Trois enjeux fondamentaux ont été relayés, deux sont liés, à savoir la capacité à installer des jeunes agriculteurs sur le territoire et découlant de cette interrogation, la transmission des structures à l'échéance de 10 ans.

Fort de ce constat, la réunion de terrain organisée le 3 octobre 2022 a permis d'échanger sur ces deux thématiques spécifiques. Il en ressort que le vieillissement des chefs d'exploitation et la dynamique à l'installation annoncent une période charnière en ce qui concerne le maintien des actifs sur le secteur. Les choix et besoins sociétaux ont fortement évolués ces dernières années, **la pénibilité du métier, et plus particulièrement de l'élevage laitier, implique un véritable risque de voir disparaître des exploitations laitières** (notamment en individuel) au bénéfice d'un agrandissement de structures et/ou du changement de cheptel.

Dans ce cadre, la rencontre des jeunes scolarisés dans des établissements agricoles, pourrait permettre d'identifier les freins à l'installation et ainsi de travailler à les lever.

Il ressort des discussions qu'avant tout, **le PLUi ne devra pas imposer ou impliquer des contraintes supplémentaires à celles existantes, permettant ainsi la pérennisation des sites existants et faciliter leur reprise**, qu'il devra prendre en compte la nécessité de maintenir des espaces agricoles attenants aux bâtiments principaux d'exploitation et plus particulièrement les prairies. Un travail plus fin sera réalisé lors des rencontres avec les exploitants afin d'identifier avec eux la pérennité des structures à l'échéance du PLUi.

Un travail plus spécifique autour de la transmission pourrait alors être mis en place afin d'identifier bien en amont de la cessation d'activité les

possibilités de reprise et, par voie de conséquence, la mutabilité des sites d'exploitation.

Concernant la main d'œuvre disponible sur le territoire, un autre point a été soulevé, à savoir le salariat agricole. L'élevage demande des compétences spécifiques, si le nombre d'exploitants baisse, il est probable que le salariat permette de combler en partie ce déficit. On identifie 23 salariés permanents sur les structures agricoles (hors ETA, CUMA et autres services). Ce chiffre est assez stable. Le volume horaire réalisé par ces salariés a cependant nettement augmenté (+ 30 %) en 10 ans. Concernant les salariés saisonniers et occasionnels, on note au contraire une forte diminution. Cette réduction est certainement liée en partie à la réduction du recours de saisonniers pour la cueillette des mirabelles notamment.

Le PLUi ne peut pas avoir d'effet direct sur la formation et la qualification, ou le montant des salaires. Cependant, au-delà de l'attractivité d'un métier, l'attractivité du territoire, **sa capacité à permettre le logement** d'apprentis (adultes ou mineurs) ou de salariés sera un facteur déterminant à capter ces actifs.

Concernant **le logement des exploitants,** des expressions diverses ont fait jour, mettant en lumière des différences en matière zootechnique (vulnérabilité), en matière de sécurité, de choix de vie. Ces expressions quelquefois contradictoires devront être prises en compte par le PLUi. Certains souhaitent que le document de planification permette la création de logement de fonction, d'autres considèrent qu'il est positif de séparer les lieux de vie avec l'activité professionnelle. **Le PLUi devra ainsi se saisir de cette question et fixer des règles claires**. Dans ce contexte, les élus pourraient **s'appuyer sur les doctrines de la CDPENAF** en l'adaptant au contexte local.

L'accès au foncier a lui aussi été pointé comme facteur déterminant, pour d'une part, conforter certaines structures et favoriser l'installation non-familiale, plus particulièrement dans des productions de diversification.

Ainsi, un des enjeux du maintien d'actifs sur le territoire sera la capacité des exploitations existantes à transmettre et libérer du foncier en faveur de ces structures. Dans ce contexte, les communes et l'intercommunalité devront, le cas échéant, s'interroger sur leur gestion de foncier, notamment en zone agricole.

L'autre enjeu sera la capacité des structures sociétaires à accueillir de nouveaux associés et, le cas échéant, de développer des productions à forte valeur ajoutée afin de pallier à l'absence de foncier disponible.

SYNTHESE DU PORTRAIT DES ACTIFS AGRICOLES ET EXPLOITANTS DE LA CCPV

PORTRAIT DES ACTIFS AGRICOLES ET EXPLOITANTS DE LA CCPV			
Enjeux internes		**Enjeux externes**	
ATOUTS	**FAIBLESSES**	**OPPORTUNITES**	**MENACES**
• Une main d'œuvre familiale encore présente. • Une entraide entre exploitants.	• Une main d'œuvre familiale en régression. • Un travail en commun pas toujours développé. • Pas assez d'actifs pour développer des ateliers à forte valeur ajoutée. • Métiers pénibles dans l'élevage, pénibilité qui n'est pas compensée par un revenu supérieur.	• Arrivée d'un point de bascule impliquant la nécessité d'augmenter la main d'œuvre pour pallier les départs en retraite (entreprises, salariat, installation). • Peu d'expression sur des difficultés de cohabitation entre exploitants et habitants. • Densité, proximité des bourgs / services, commerces : positif notamment pour les conjoints et enfants. • Densité des exploitations, secteur dynamique (ambiance des exploitants / communale entre eux). • La qualité du territoire, la présence de signes de qualité sur le territoire, pourrait permettre l'installation d'actifs en diversification de l'activité principale	• Une installation d'actifs insuffisante pour combler les départs en retraites • Une difficulté à trouver des salariés qualifiés (salaires et formation) • Des bâtis agricoles qui risquent d'être de moins en moins valorisés à la transmission pouvant impacter les capacités financières des futurs retraités. • Des exploitants de moins en moins représentés dans les conseils municipaux. • Un risque d'érosion de l'entraide par diminution du nombre d'exploitations.

L'OCCUPATION AGRICOLE DU TERRITOIRE

L'espace agricole occupe environ 9 000 ha du territoire, soit environ 44 % de la superficie intercommunale.

Milieux

Plus de 2000 ha sont exploités (près ¼ de la SAU) avec une contrainte à l'épandage liée à la présence de cours d'eau ou à la proximité du bâti. Cette situation est une forte contrainte pour l'élevage, sachant que d'autres critères non pris en compte dans ces chiffres peuvent augmenter les contraintes (topographie notamment).

L'Ognon et les ruisseaux impliquent, par ailleurs, la présence de nombreux milieux humides (plus de 1 000 ha) et contraignent en partie l'exploitation agricole. Concernant ces milieux, on note plusieurs facteurs : des prairies humides en bordure de cours d'eau, quelquefois sur des terrains d'alluvions plutôt sableux et des parcelles à forte teneur en argile.

Les typologies de sol montrent une forte hydromorphie, **plus de 3 500 ha sont recensés en sol fortement hydromophe (en vallée ou sur les plateaux**), les sols profonds et sans marque d'hydromorphie profonde sont minoritaires (environ 22 % du territoire) et sont principalement situés sur les communes de Secenans, Granges-le-Bourg, Autrey-le-Vay, Villers-la-Ville, Marast, Les Magny, Longevelle, Oppenans, Oricourt, Moimay, Villersexel, et Esprels.

Typologie du parcellaire

Le territoire a connu plusieurs organisations foncières. Une partie d'entre elles, datant des années 1970 et 1980, une autre partie ayant été réaménagée lors du passage de la LGV. Cependant, une grande majorité de communes a fait le choix de gérer les chemins ruraux. Plusieurs dissolutions d'associations foncières de remembrement ont été faites ces dernières années. Nous ne recensons plus que 9 associations foncières sur le territoire.

La taille des îlots est tout à fait acceptable, même si l'on note des variations entre communes. Cette variation est due à deux choses, d'une part les contraintes naturelles et d'autre part, le nombre de structures par commune ayant favorisé ou non l'agrandissement des structures locales. Il n'est pas anormal de retrouver ainsi les communes ayant le moins de contraintes de sol parmi celles ayant les îlots les plus vastes.

Surface moyenne des îlots agricoles par commune

COMMUNE	SURFACE ILOT
GRANGES-LA-VILLE	2,8
MIGNAVILLERS	3,3
GRANGES-LE-BOURG	3,7
ESPRELS	3,7
LA VERGENNE	3,8
SECENANS	3,9
FALLON	3,9
GEORFANS	4,1
AILLEVANS	5,1
SENARGENT-MIGNAFANS	5,2
GRAMMONT	5,4
VILLERS-LA-VILLE	5,5
GOUHENANS	5,5
CREVANS-ET-LA-CHAPELLE-LES-GRANGES	5,6
COURCHATON	5,8
AUTREY-LE-VAY	5,8
VILLARGENT	6,0
MELECEY	6,0
PONT-SUR-L'OGNON	6,1
VELLECHEVREUX-ET-COURBENANS	6,2
ATHESANS	6,7
VILLERSEXEL	6,7
SAINT-FERJEUX	7,1
BEVEUGE	7,1
OPPENANS	7,3
MARAST	7,4
SAINT-SULPICE	7,4
LES MAGNY	7,4
VILLAFANS	7,6
MOIMAY	7,9
LONGEVELLE	8,2
TRESSANDANS	9,0
BONNAL	10,3
ORICOURT	10,7

Assollement

L'occupation du territoire est plutôt stable depuis 10 ans sur le territoire. Les prairies occupent une large partie du territoire. Maïs, fourrage et ensilage restent stables.

Surface en priaires permanentes

Une partie importante du territoire est en prairie permanente, cette caractéristique est due d'une part à l'orientation économique des structures, d'autre part aux conditions pédo-climatiques observées. On note cependant une hétérogénéité selon les communes. Il faut néanmoins la relativiser au regard de la SAU totale.

Communes	Surface en prairies permanentes	Surface totale	% prairies
BONNAL	18,55	80,48	23,0%
VILLARGENT	51,73	190,92	27,1%
TRESSANDANS	50,08	143,13	35,0%
SECENANS	57,98	150,35	38,6%
LES MAGNY	179,58	452,88	39,7%
VILLERS-LA-VILLE	164,63	369,44	44,6%
SENARGENT-MIGNAFANS	174,35	387,91	44,9%
VILLERSEXEL	169,52	371,69	45,6%
MIGNAVILLERS	116,05	246,48	47,1%
BEVEUGE	178,72	365,92	48,8%
COURCHATON	284,19	564,8	50,3%
ESPRELS	270,41	524,24	51,6%
GRANGES-LE-BOURG	117,88	219,47	53,7%
AILLEVANS	199,86	365,17	54,7%
GEORFANS	72,86	130,75	55,7%
LA VERGENNE	46,83	82,03	57,1%
GRANGES-LA-VILLE	43,28	75,67	57,2%
MELECEY	85,58	142,88	59,9%
MOIMAY	209,25	348,47	60,0%
GOUHENANS	170,16	282,58	60,2%

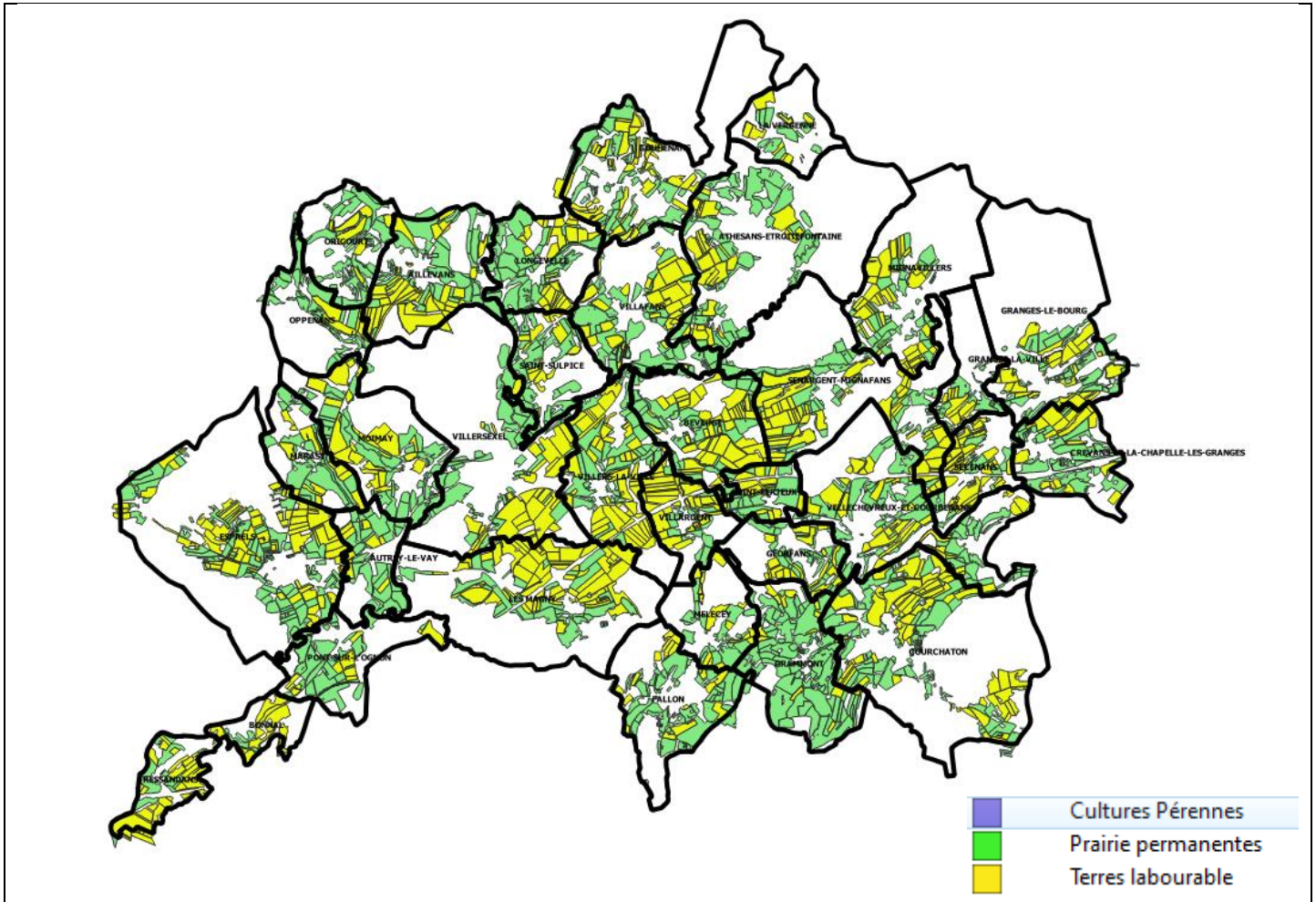
VILLAFANS	210,34	344,08	61,1%
VELLECHEVREUX-ET-COURBENANS	251,63	410,27	61,3%
SAINT-FERJEUX	81,13	129,16	62,8%
CREVANS-ET-LA-CHAPELLE-LES - GRANGES	150,14	236,88	63,4%
ATHESANS	268,02	414,86	64,6%
LONGEVELLE	190,26	273,93	69,5%
MARAST	122,9	175,01	70,2%
SAINT-SULPICE	134,96	178,68	75,5%
OPPENANS	112,75	147,76	76,3%
PONT-SUR-L'OGNON	132,58	173,34	76,5%
ORICOURT	125,28	160,89	77,9%
AUTREY-LE-VAY	130,81	166,94	78,4%
FALLON	184,84	234,99	78,7%
GRAMMONT	401,72	434,2	92,5%

Répartition des cultures

La forte présence de l'élevage sur la zone implique une présence de prairies largement majoritaires sur la plupart des communes. Les surfaces en céréales et oléo-protéagineux (SCOP) se divisent en 1/4 des surfaces arables en maïs (essentiellement maïs, ensilage et fourrage pour l'alimentation des bovins – environ 1000 ha), le maïs occupe ainsi 11 % des surfaces déclarées. Les rotations pratiquées sont majoritairement des rotations sur trois ans : maïs-blé-orge/colza-blé-orge.

On note une petite évolution des surfaces déclarées en maraîchage depuis 2010, mais cette occupation du sol reste très marginale.

Bien qu'une partie importante du sud du territoire soit concernée par des vergers en production, ces derniers sont très rarement déclarés comme tel mais plutôt comme surface en herbe.



Répartition des terres labourables et prairies en CCPV

Source : Chambre d'Agriculture 70

Principaux enjeux identifiés lors de la concertation

Deux réunions de concertation d'enjeux collectifs ont permis d'identifier les forces et faiblesses du territoire.

Lors de la première rencontre collective, 3 ateliers ont été constitués. Un atelier concernait les enjeux autour de l'occupation du sol.

Bien que la structure du foncier soit correcte en matière de surface par îlot, l'évolution et l'agrandissement des structures implique des éloignements de plus en plus importants entre siège et parcellaire. **Ainsi, il a été noté qu'un travail de réorganisation du foncier** (échanges entre exploitant) pourrait permettre la réduction des charges.

Concernant la préservation des espaces agricoles, **il est apparu que les surfaces en prairie à proximité des bâtiments ainsi que les terres à forte valeur agronomique doivent être maintenues**. Les besoins des exploitations vont évoluer avec le changement climatique. Il est probable que, pour un même cheptel, les besoins en surfaces fourragères augmentent afin de faire évoluer les stocks disponibles et pouvoir subvenir au besoin du cheptel en période hivernale, mais aussi en période estivale.

Les exploitants s'accordent à dire que l'accessibilité au parcellaire doit être maintenue, que **les aménagements de chaussée doivent être sujets à concertation** afin de prendre en compte leur besoins et l'évolution des structures. On note des expressions allant dans le sens d'une demande de maintien des chemins ruraux en état afin d'assurer une accessibilité du parcellaire. Les exploitants notent une dégradation de l'entretien des chemins dans une partie des communes (absence d'associations foncières).

Concernant le **développement des énergies sur les terrains agricoles** (photovoltaïsme au sol, éolien et cultures dédiées, notamment à la méthanisation), la majeure partie des exploitants **ne considèrent pas cela comme une priorité**, l'alimentation reste avant tout l'objectif principal. **La thématique de l'énergie est plutôt clivante**. Le PLUi devra ainsi se saisir de cette thématique tout en définissant des règles à même de trouver des compromis sur le territoire.

Pour certains, le développement de productions pérennes comme la vigne ou l'agroforesterie peut être une opportunité à saisir.

L'accès au foncier (surface agricole) est un enjeu très particulier notamment pour trois typologies d'exploitation, les installations hors cadre familial, les installations sur des productions non majoritaires, les confortations de structures agricoles en déséquilibre (notamment fourrager). Une identification du foncier sans repreneur pourrait permettre une meilleure disponibilité.

Pour l'instant, la présence de haies est plutôt vécue comme une contrainte du parcellaire. Cependant, la difficulté provient souvent de sa localisation (intra parcellaire et non en limite) contraignant notamment les travaux agricoles (fenaison, itinéraires techniques des parcelles en culture).

L'accès à l'eau est identifié comme un enjeu fort. Ainsi, le PLUi devra réfléchir à maintenir cet accès, notamment du fait que la majeure partie du troupeau présent sur le territoire est pâturant.

Le projet de planification doit prendre en compte l'environnement. Cependant, il ne doit pas ajouter des contraintes supplémentaires.

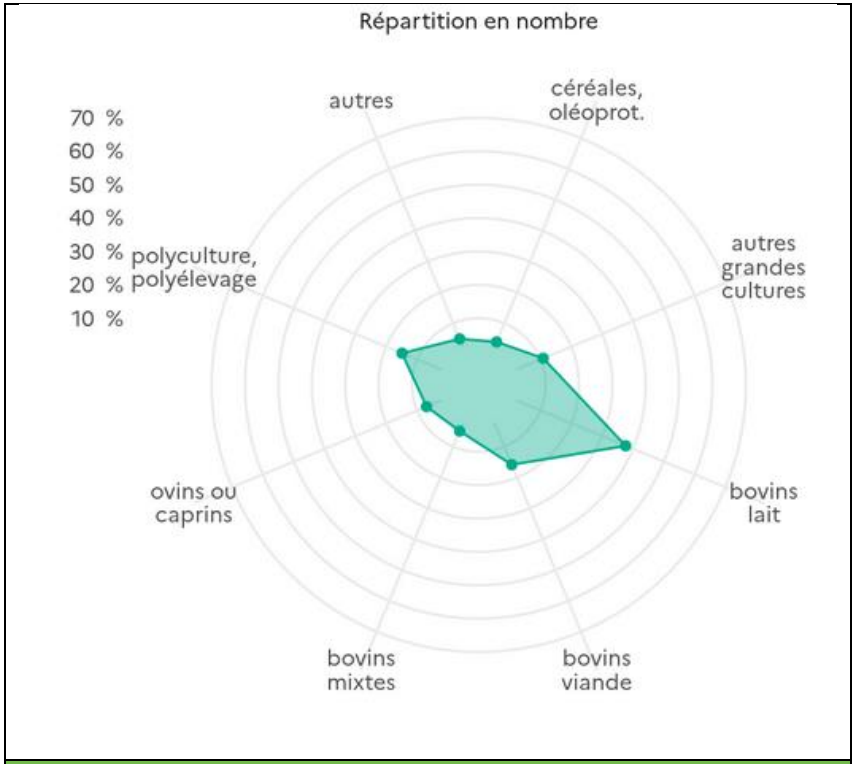
SYNTHESE DE L'OCCUPATION AGRICOLE DU TERRITOIRE

OCCUPATION AGRICOLE DU TERRITOIRE			
Enjeux internes		**Enjeux externes**	
ATOUTS	**FAIBLESSES**	**OPPORTUNITES**	**MENACES**
• Un territoire avec forte présence de cours d'eau et un accès à l'eau facilité pour les troupeaux. • Une stabilité du parcellaire observée ces 10 dernières années.	• Un territoire avec de nombreuses contraintes (zones humides, cours d'eau) imposant des difficultés d'épandage et des conditions d'exploitations difficiles. • Une identification de zones humides impliquant des difficultés d'extension de certains sites et d'assainissement de certaines parcelles. • Des conditions pédologiques très variables qui contraignent l'évolution des productions végétales.	• Une qualité environnementale permettant la mise en place de PAEC sur le territoire. • La qualité paysagère, la présence de l'Ognon et d'autres cours d'eau, le lac de Bonnal, les infrastructures touristiques, peuvent permettre le développement du tourisme rural. • Une ressource en eau facilement accessible pour les agriculteurs.	• Une partie du parcellaire à forte contrainte pourrait être abandonnée à la faveur des agrandissements. • La sur-fréquentation de certains sites (Ognon, voie verte) pourrait conduire à l'augmentation du nombre d'incivilités (déchets, destruction de clôtures…) • L'arrivée de grands prédateurs comme le loup. • L'accès au foncier reste très difficile, notamment dans le cas d'installation hors cadre familial. • Les incidences environnementales et les conditions pédo-climatiques ne permettent pas à tous les exploitants du territoire de bénéficier des mêmes opportunités et ainsi des mêmes capacités d'adaptation aux marchés. • Le changement climatique et l'accès à l'eau sont deux enjeux incontournables.

LES ORIENTATIONS ECONOMIQUES

Les orientations technico-économiques

Sur le territoire, selon le dernier RGA, la majorité des exploitations agricoles ayant leur siège sur la CCPV sont des exploitations avec prédominance d'élevage bovin.



Répartition statistique des exploitations par orientation technico-éconimque

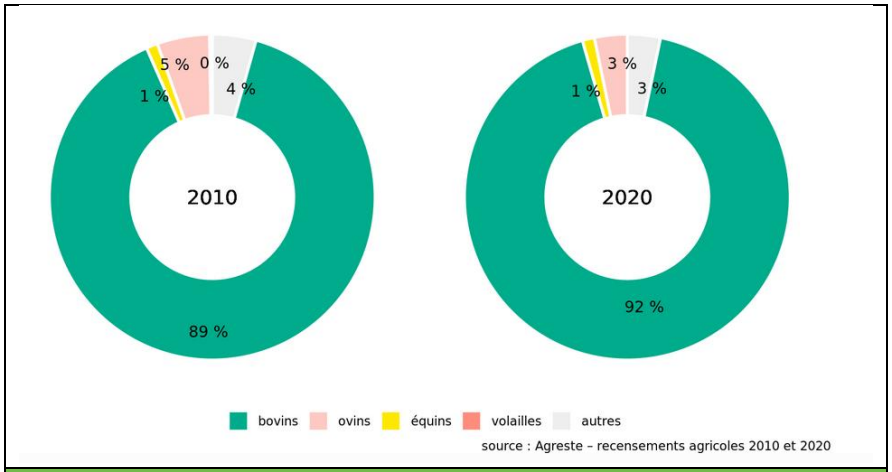
Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

On note par ailleurs une augmentation significative des structures en polyculture-élevage. L'agrandissement de certaines structures s'est fait à la faveur de l'augmentation des surfaces en SCOP, ces structures ne vivent pas uniquement de revenus issus de l'élevage, mais aussi des cultures de vente.

Cheptel

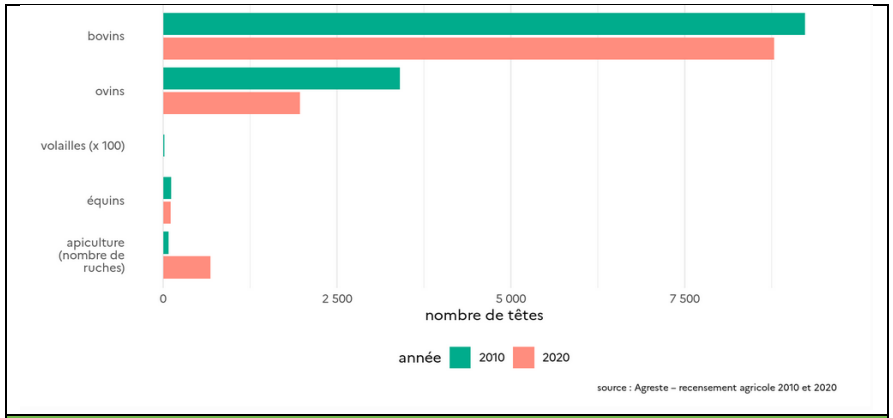
Entre 2010 et 2020, on note une relative stabilité des structures agricoles disposant d'un cheptel bovin. Cependant, on constate une régression des cheptels bovins lait à la faveur des élevages allaitants. Ainsi, sur le territoire, on observe une régression de 410 UGB bovins lait (4 247 en 2010 contre 3 837 en 2020) et une progression de 403 UGB bovins allaitants (627 en 2010 contre 1 030 en 2020).

Concernant les autres cheptels, on recense 16 structures agricoles ayant un cheptel ovin représentant 295 UGB (dont 226 UGB brebis mères), 13 structures ayant un cheptel équin pour un équivalent de 109 UGB. Bien que présent sur le territoire, l'élevage porcin est très peu représenté.



Evolution statistique du cheptel en CCPV (en UGB) entre 2010 et 2020

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté



Evolution numérique du cheptel en CCPV (par tête) entre 2010 et 2020

Source : Agreste – DRAAF Bourgogne – Franche-Comté

Productions agricoles présentes sur le territoire

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, **la production majoritaire sur le territoire est le lait issu de l'élevage bovin**. Sur la base d'une moyenne de 6 000 L par vache et par an, le territoire produit environ 16 millions de litres par an soit plus de 2 000 L par habitant, ce qui est largement excédentaire au regard de la consommation par habitant.

Les deux principaux acteurs économiques structurant la filière laitière sur le secteur sont la coopérative Pâturage Comtois et l'entreprise Sodiaal. Les outils de transformation de ces deux structures sont situés en dehors du territoire. La grande majorité du lait est valorisée en lait standard.

La production de viande bovine est essentiellement issue du troupeau de réforme et du troupeau allaitant. On compte 8 375 UGB en 2020 sur le territoire. Une partie de ces bovins est destinée à la production de viande.

On estime, à l'échelle régionale, qu'1/3 du tonnage de viande produite provient du troupeau laitier de réforme. La production de viande bovine est elle aussi largement excédentaire à l'échelle du territoire.

Ainsi, la majorité de la production agricole du territoire est valorisée dans des filières de collecte et de transformation traditionnelle.

On note la présence d'un cheptel ovin assez important sur le territoire (environ 2 000 têtes), essentiellement destinée à la production de viande.

La production de volaille a quasiment disparu du territoire en 10 ans, passant de 31 structures à 5 structures en 2020. La production porcine, bien que présente, est très confidentielle.

Concernant les productions végétales, la majeure partie des cultures non valorisées pour de l'autoconsommation, est prise en charge majoritairement par la coopérative INTERVAL.

On note la présence de quelques producteurs en maraîchage (4 identifiés en 2020).

En conclusion, si l'on projette les besoins du territoire en production animale, on peut conclure que la production laitière et la production de viande bovine sont largement excédentaires, alors que les productions avicoles et porcines sont déficitaires. Concernant la production végétale, le territoire est aussi déficitaire en production maraîchère.

Démarche de valorisation des produits

Vente directe

On identifie, en 2020 (Source Agreste), 20 structures agricoles vendant tout ou partie de leur production en circuits courts.

Peu de producteurs en vente directe sont identifiés dans les réseaux locaux (Bienvenue à la ferme ou identifiés par la plateforme « j'veux du Local 70 »). On peut noter que les exploitants peuvent aussi bénéficier d'une plateforme logistique « agri-local », permettant de mettre en relation producteurs et acheteurs publics.

Signe de qualité

Les principaux signes de qualité présents sur le territoire sont : l'IGP Gruyère, la récente IGP cancoillotte et l'emmental grand cru label rouge pour les produits laitiers.

Les IGP saucisse ou jésus de Morteau, saucisse de Montbéliard, porc de Franche-Comté pour les productions de viande.

Dans les faits, de très rares structures produisent aujourd'hui sous ces labels de qualité.

Agriculture biologique

En 2020, on recensait 20 structures engagées en AB ayant leur siège social sur la CCPV et 7 extérieures. Les surfaces exploitées sous le label agriculture biologique représentent environ 17 % de la SAU (environ 1 600 ha- dont environ 300 ha en cultures). En 10 ans, le nombre d'exploitations a fortement progressé. La plupart de ces structures sont des producteurs laitiers et des producteurs ovins.

Production énergétique

On n'identifie, pour l'instant sur le territoire, aucune unité de méthanisation, ni de centrale photovoltaïque au sol. Cependant, concernant le deuxième point, deux projets de développement de centrales PV au sol sont identifiés à Moimay/Marast et Pont-sur-l'Ognon. Tous deux font état d'une future production ovine sous les panneaux.

Activité dans le prolongement de la production

Bien que l'attrait touristique de la CCPV soit indéniable, il n'en reste pas moins que le tourisme en prolongement de l'activité agricole reste peu développé sur la zone. Le contexte pédo-climatique du territoire implique que l'élevage restera la production prédominante, les aléas économiques des filières d'élevage imposent, pour le maintien des actifs, une réflexion sur les compléments de revenus des agriculteurs. Le tourisme peut apparaître dans ce contexte comme une opportunité à développer. Le tourisme peut être aussi l'opportunité de rénover des anciens corps de ferme à valeur patrimoniale. Cependant, cela restera un secteur de niche.

Principaux enjeux identifiés lors de la concertation

Deux réunions de concertation d'enjeux collectifs ont permis d'identifier les forces et faiblesses du territoire.

Lors de la première rencontre collective, 3 ateliers ont été constitués. Un atelier concernait les enjeux autour de l'économie.

La principale préoccupation du territoire est bien sûr l'installation d'actifs agricoles mais adossée à de la production laitière, véritable locomotive du territoire. Le territoire reste et restera, compte tenu de ses caractéristiques pédologiques et hydrologiques, une terre d'élevage. Le défi est ainsi de maintenir des conditions optimales pour l'accueil de l'élevage (facilitation du développement des sites agricoles, accès pâturage, accès à l'eau).

Cependant, le constat est que malgré la présence de signes de qualité sur le territoire, peu d'exploitations sont engagées dans ces démarches.

Ainsi, l'autre défi du territoire est d'augmenter la valeur ajoutée produite et développer les productions déficitaires et tournées vers les circuits courts. Dans ce cadre, on peut notamment citer le maraîchage. Mais c'est aussi développer sur les fermes des activités de diversification complémentaires à l'activité principale. Notamment donner la possibilité d'investir dans le tourisme (structures d'accueil et de vente), le développement des énergies renouvelables pourrait constituer aussi une opportunité de diversification (agroforesterie, méthanisation, photovoltaïsme).

La valeur ajoutée est aussi dépendante du développement d'outils de transformation sur le territoire. Outils souvent difficilement rentables à l'échelle d'une structure agricole, un investissement collectif pourrait trouver un écho chez les exploitants.

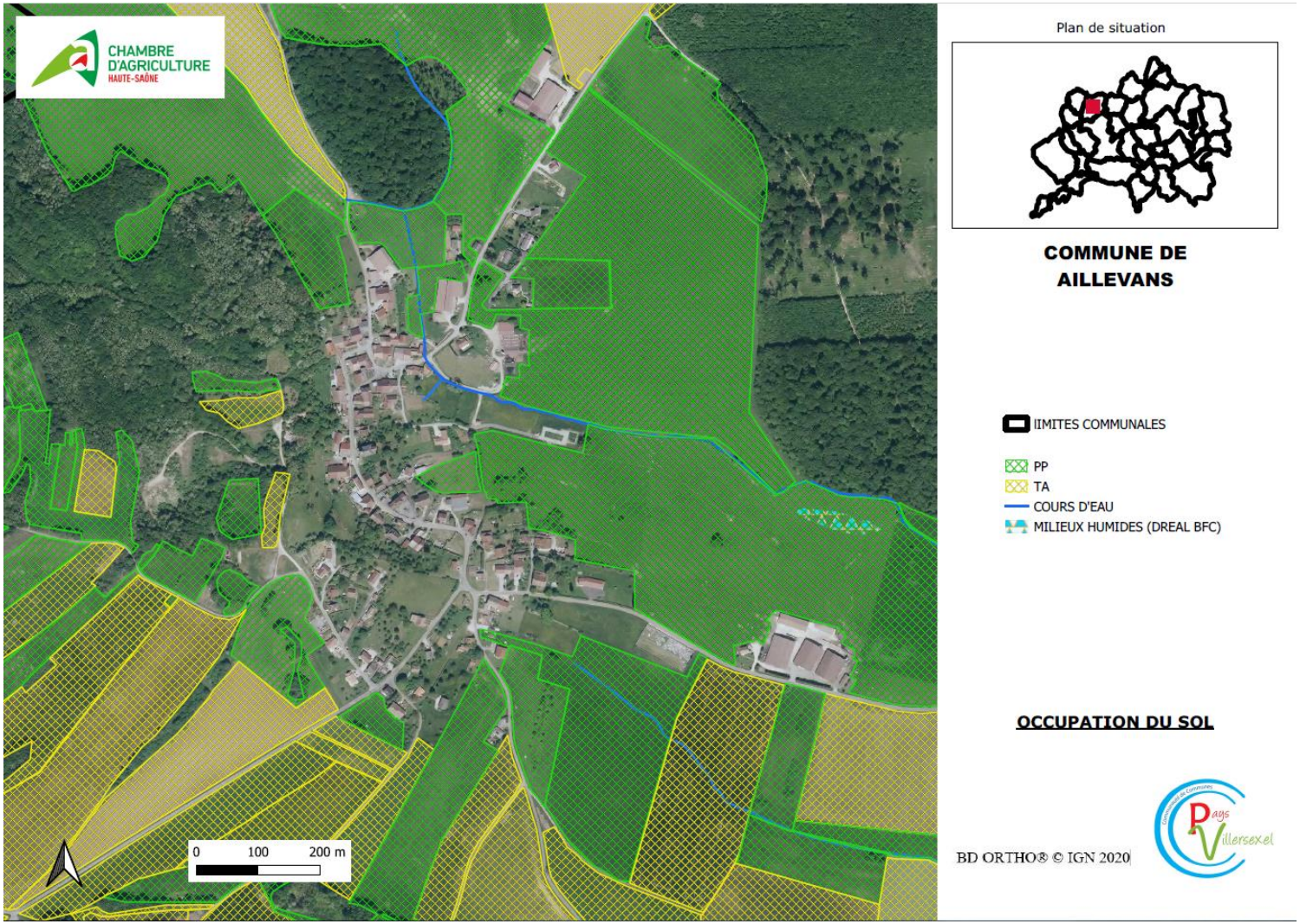
SYNTHESE DES ORIENTATIONS ECONOMIQUES

ORIENTATIONS ECONOMIQUES			
Enjeux internes		**Enjeux externes**	
ATOUTS	**FAIBLESSES**	**OPPORTUNITES**	**MENACES**
• L'élevage laitier locomotive du territoire et valorisant le terroir local. • Présence d'une agriculture familiale assez autarcique. • Une agriculture qui a su s'adapter au contexte actuel. • Un rôle fondamental : nourrir les gens.	• Un métier d'éleveur laitier moins attractif, souvent en décalage avec les attentes sociétales. • Des filières présentes sensibles à la concurrence externe (lait standard, élevage allaitant, céréales, ovins viande). • Une profession qui a l'impression de ne pas être considérée ou consultée.	• Développement de production et services à plus de valeur ajoutée. • Possibilité de diversification (vergers, produits). • La place des énergies renouvelables (photovoltaïque, méthanisation…).	• Une vraie menace de voir disparaître les UGB lait à la faveur de productions végétales. • Consommation de l'espace sur des surfaces stratégiques. • Développement de la méthanisation au détriment de la production agricole alimentaire. • Disparition des fournisseurs de proximité (vétérinaire, garagistes spécialisés…).

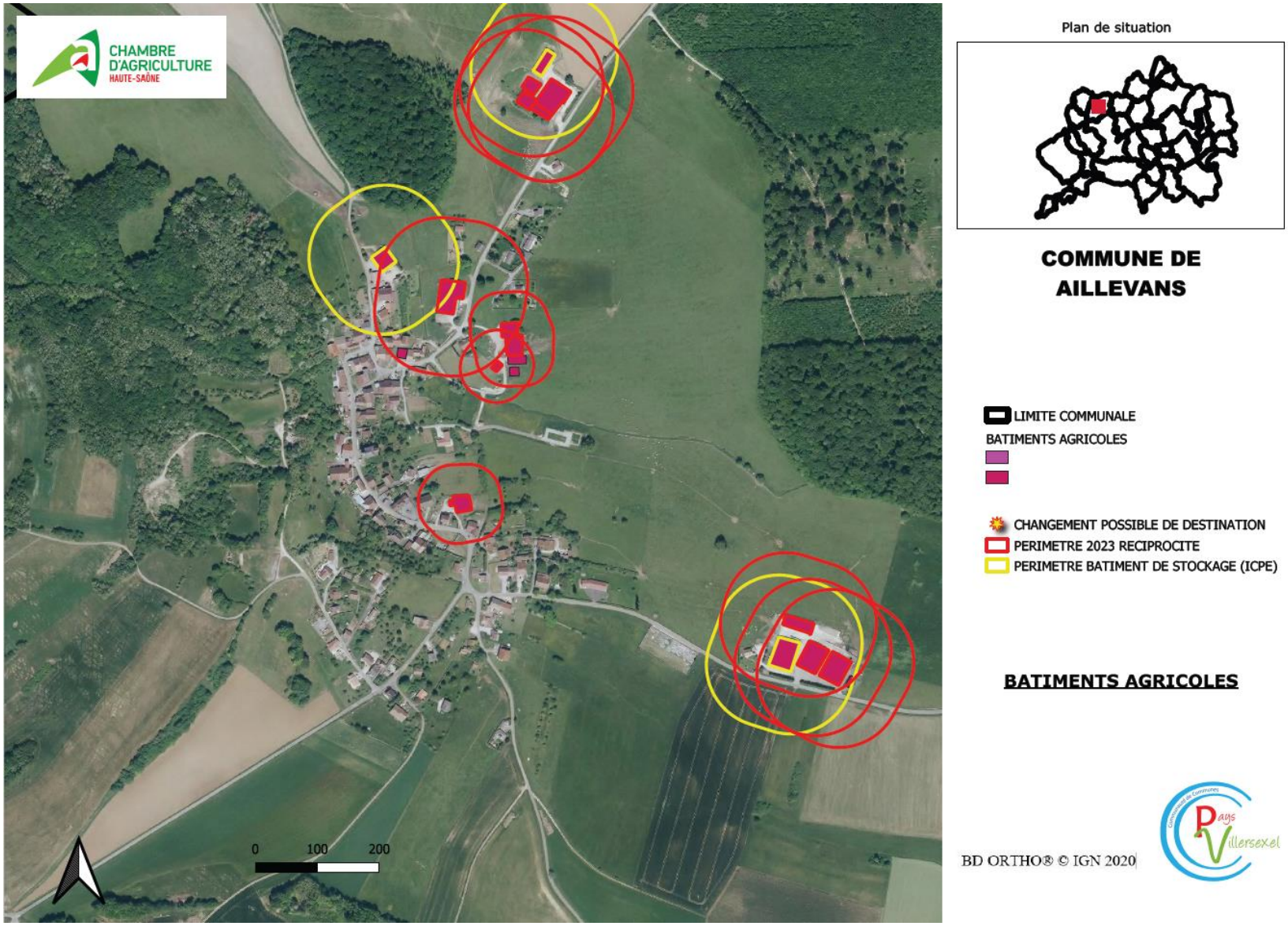
ATLAS COMMUNAUX

Aillevans

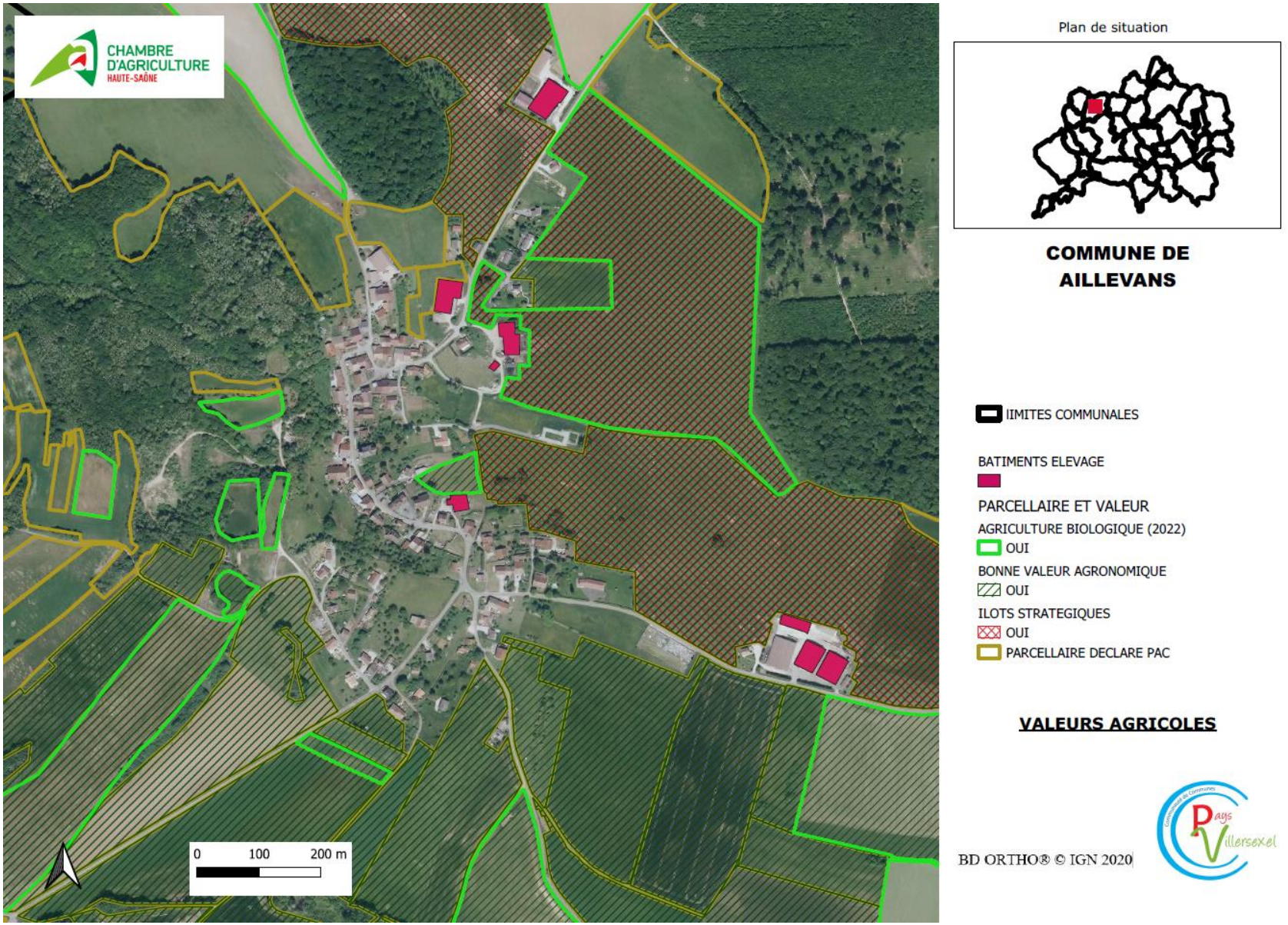
Occupation du sol



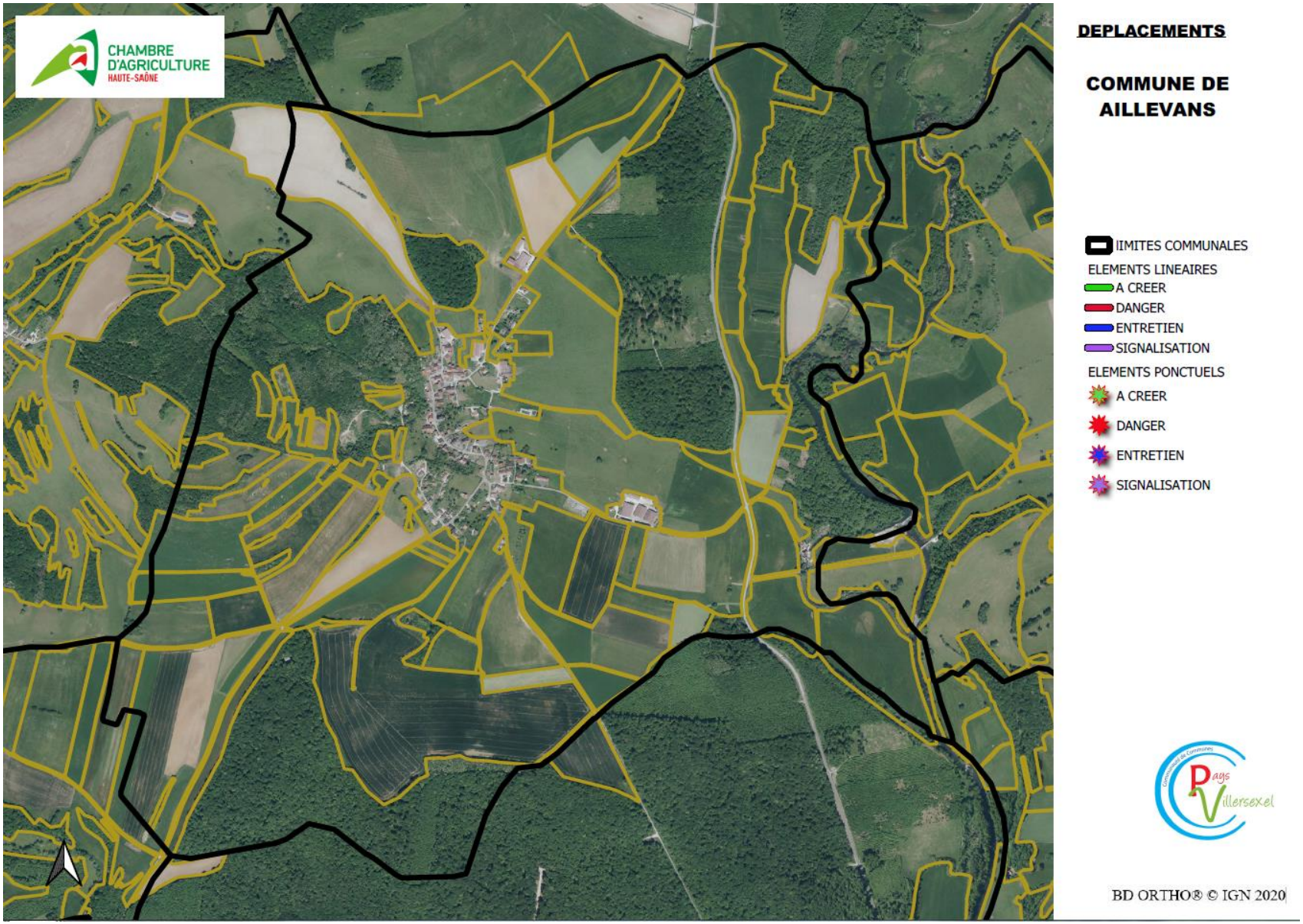
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

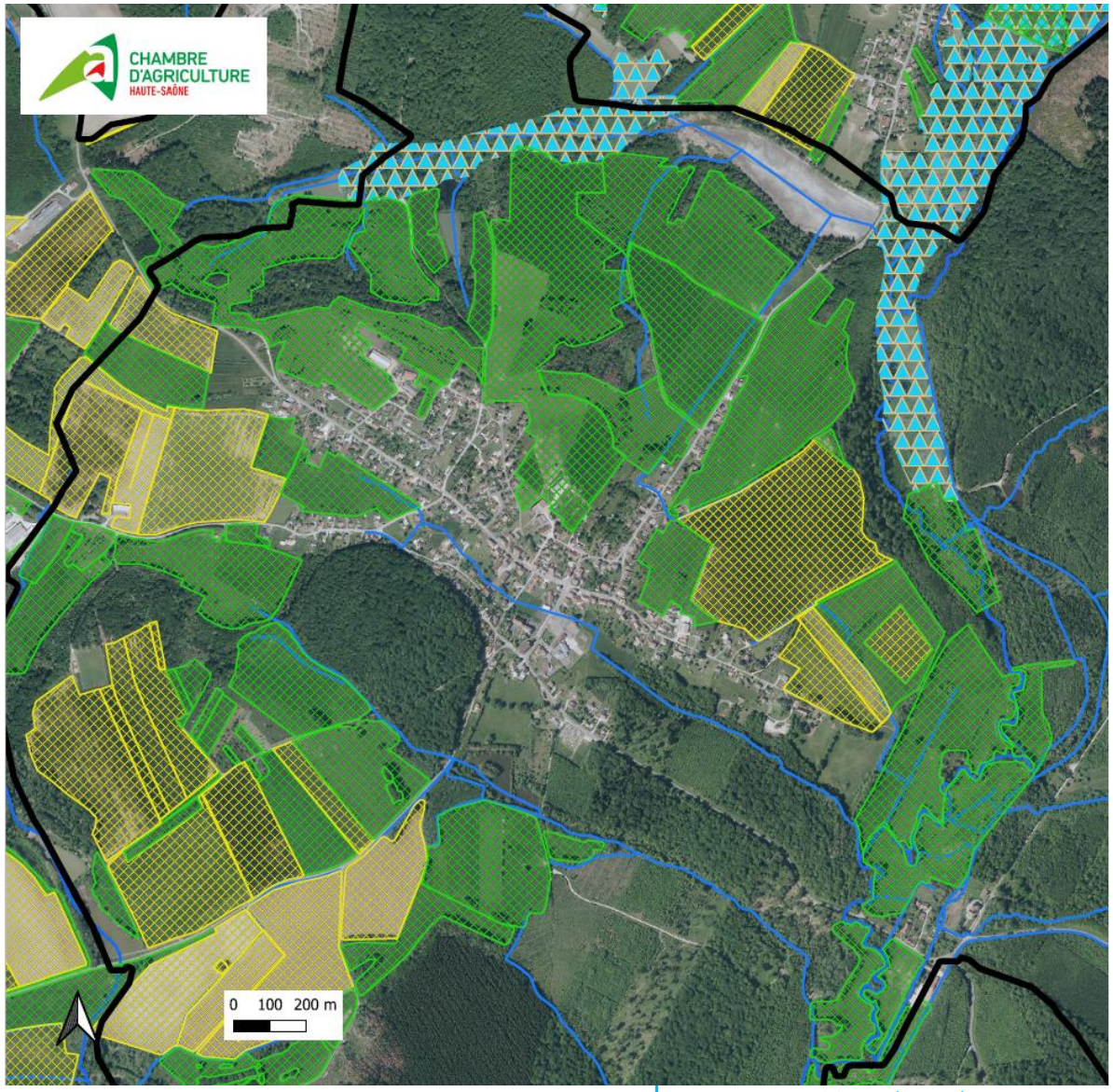


Déplacements agricoles

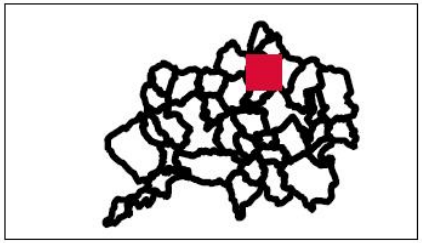


Athesans-Etroitefontaine

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE ATHESANS

IIMITES COMMUNALES

PP

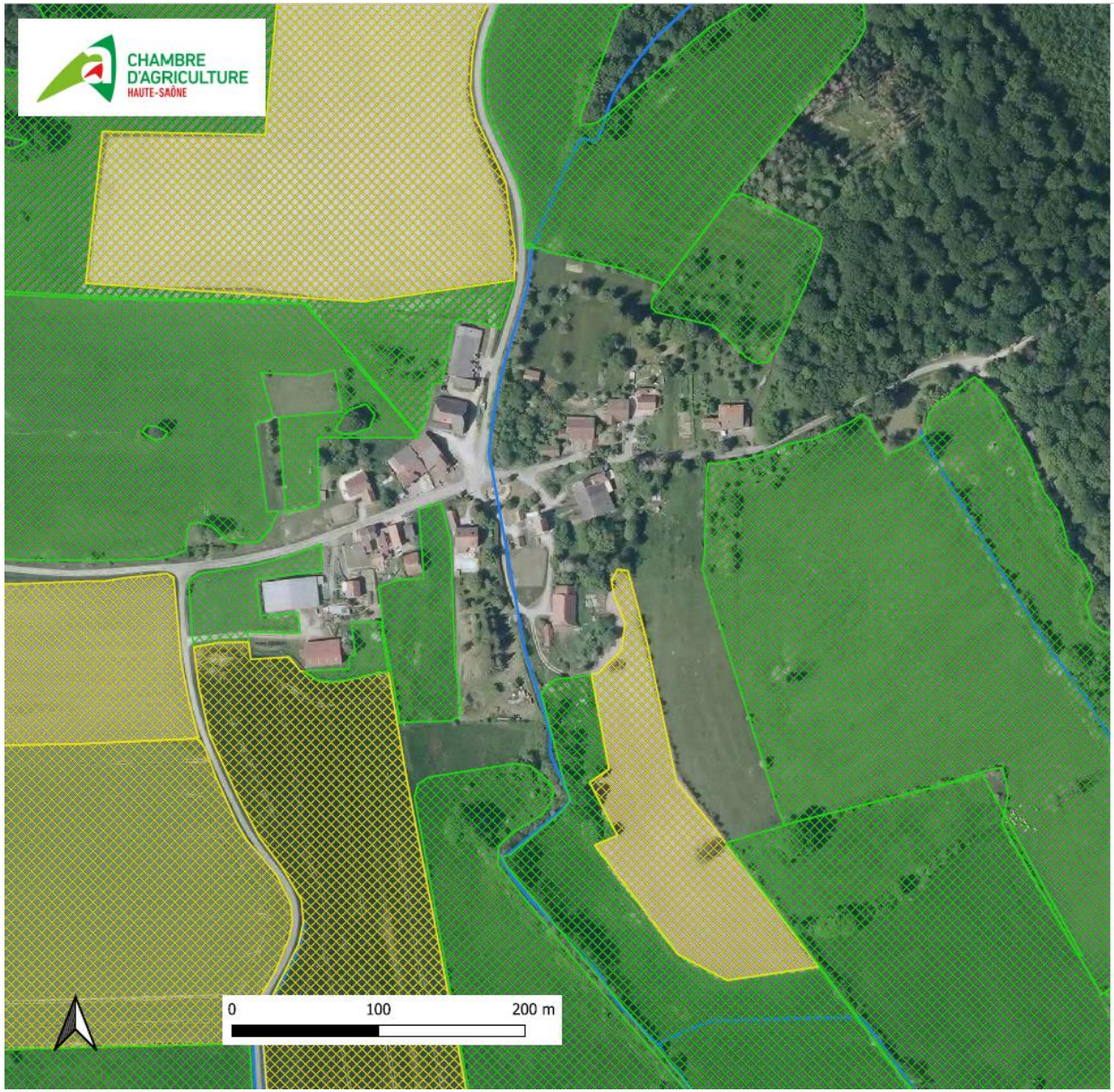
TA

COURS D'EAU

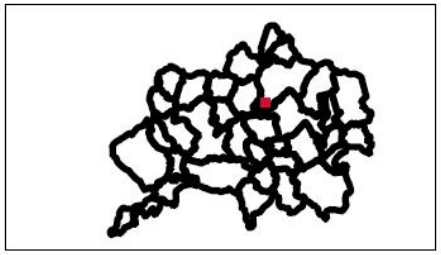
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE ETROITEFONTAINE

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

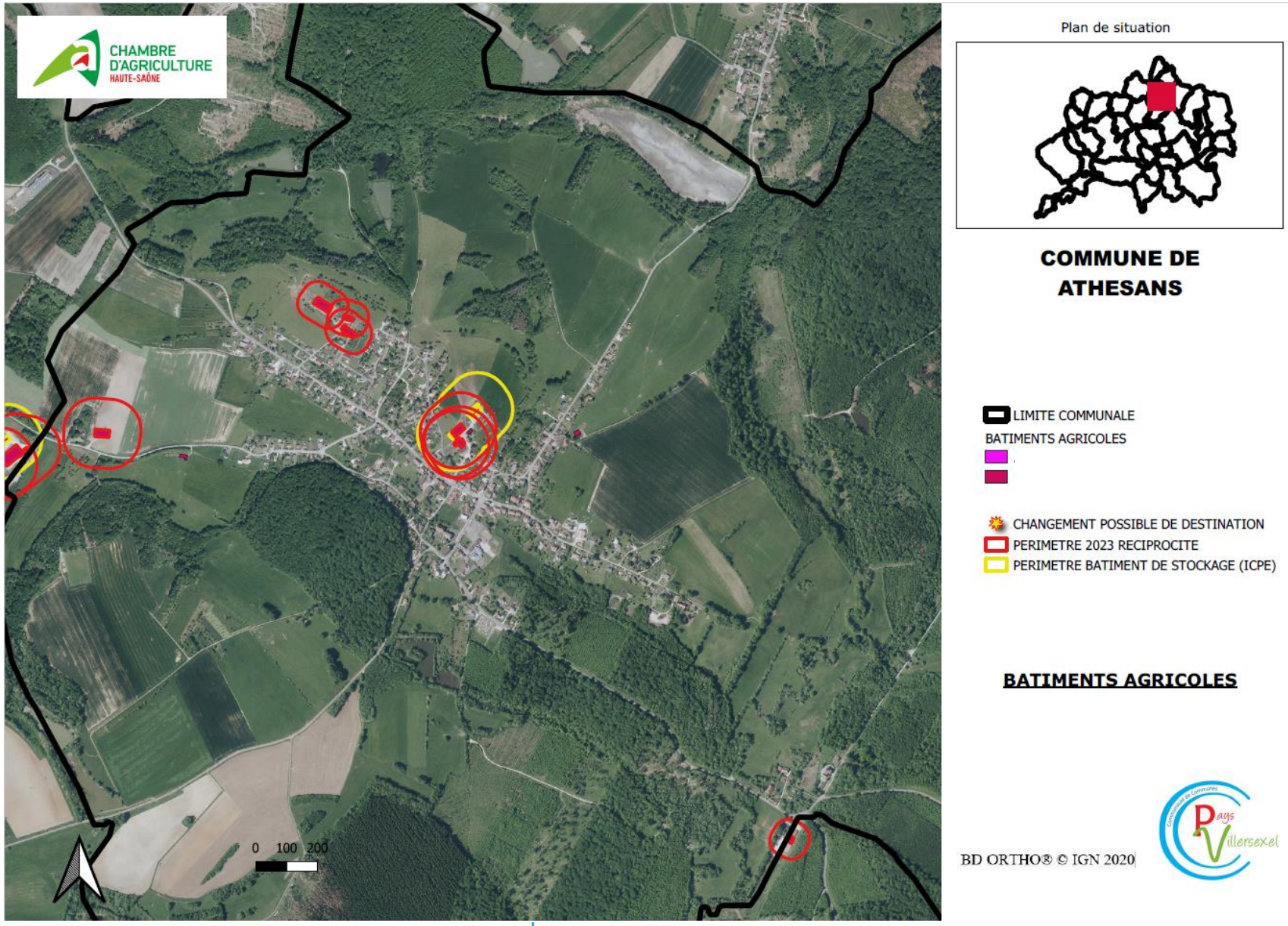
COURS D'EAU

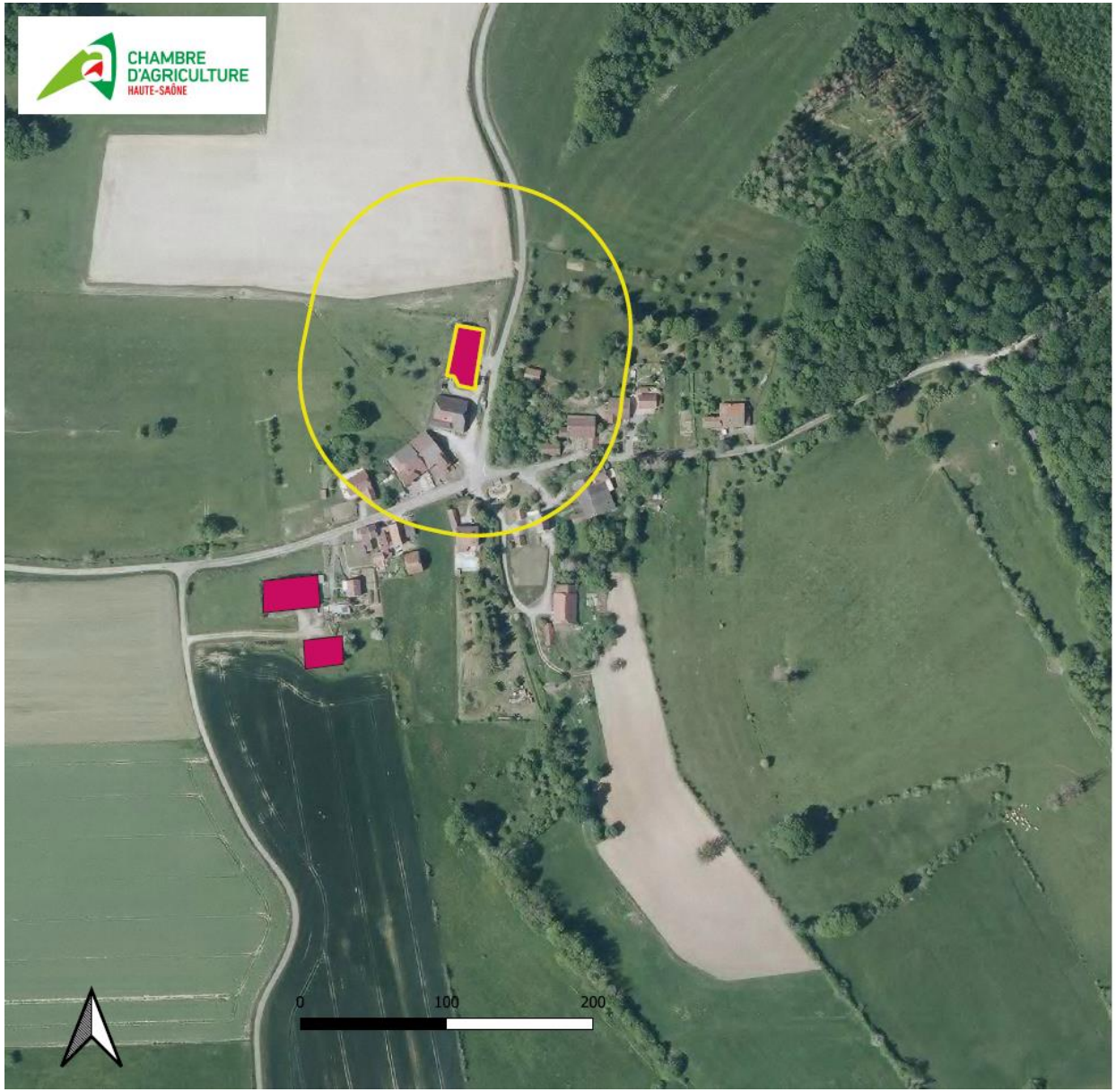
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

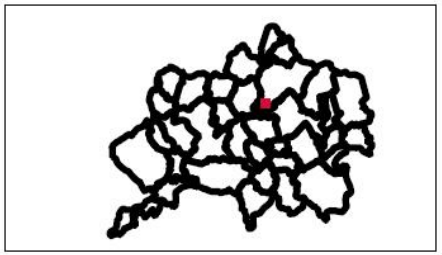
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE ETROITEFONTAINE

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

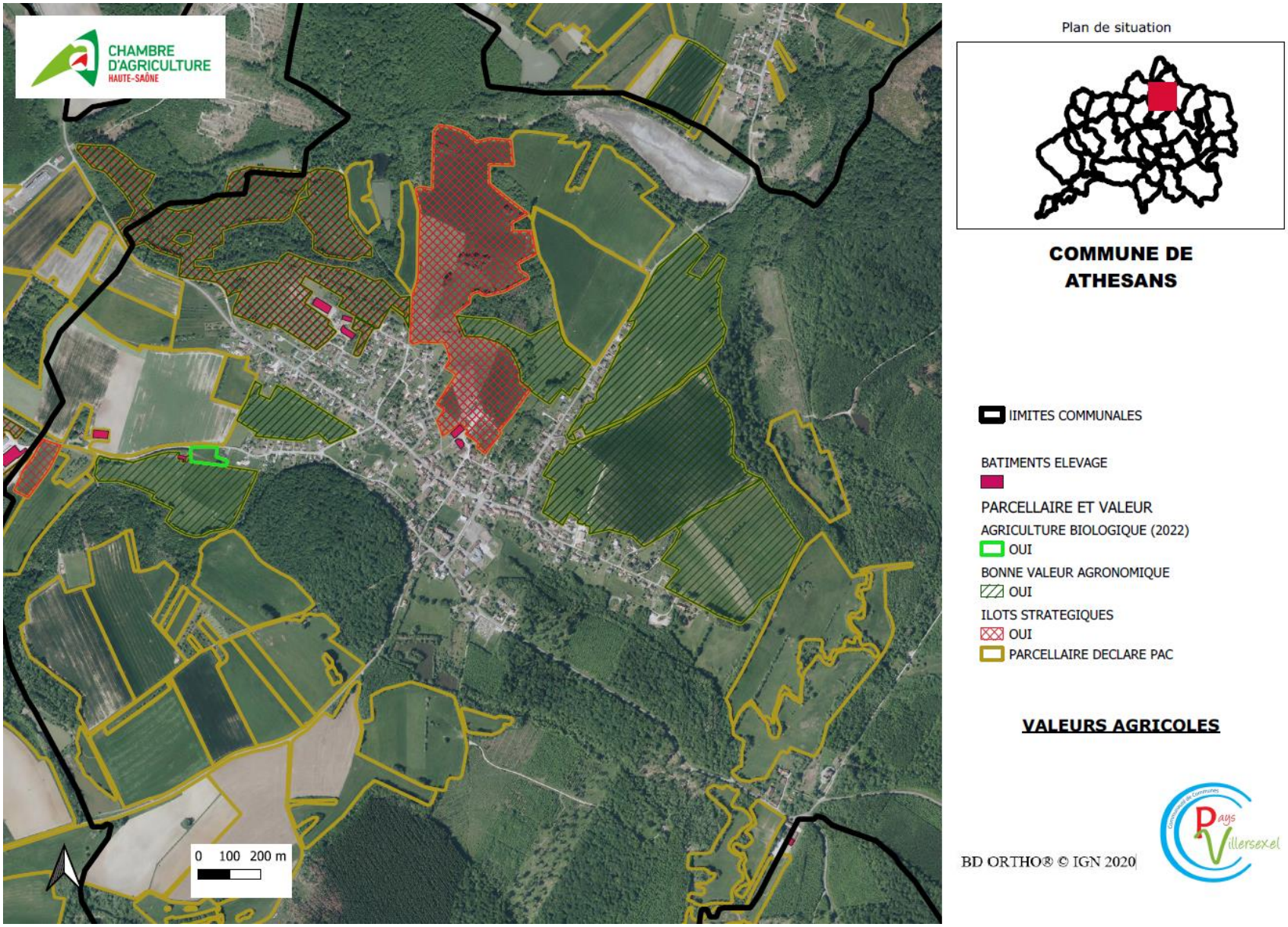
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

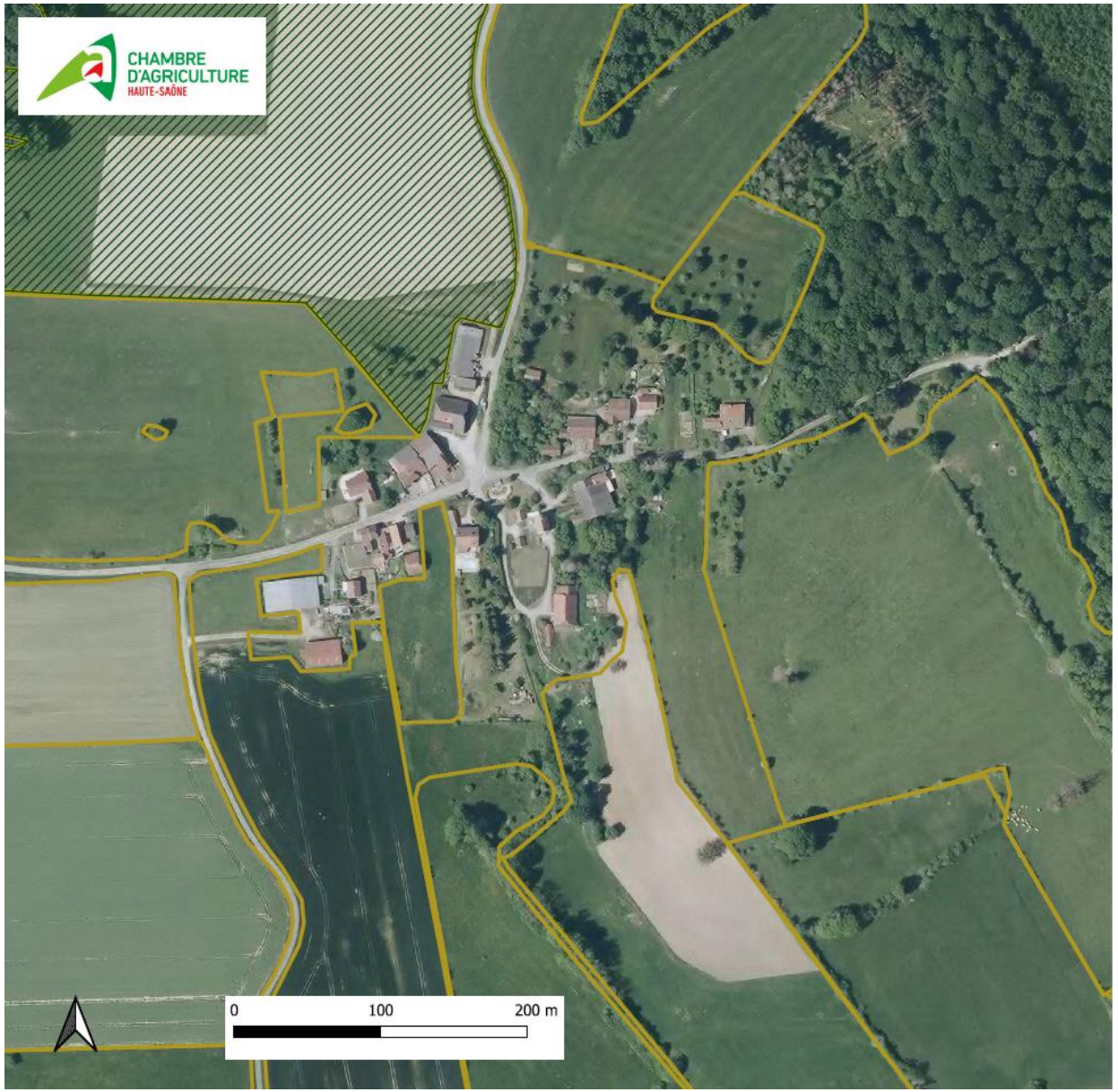
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

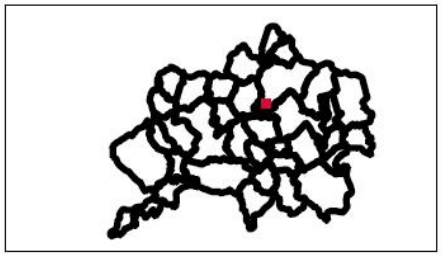
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE ETROITEFONTAINE

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)

OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE

OUI

ILOTS STRATEGIQUES

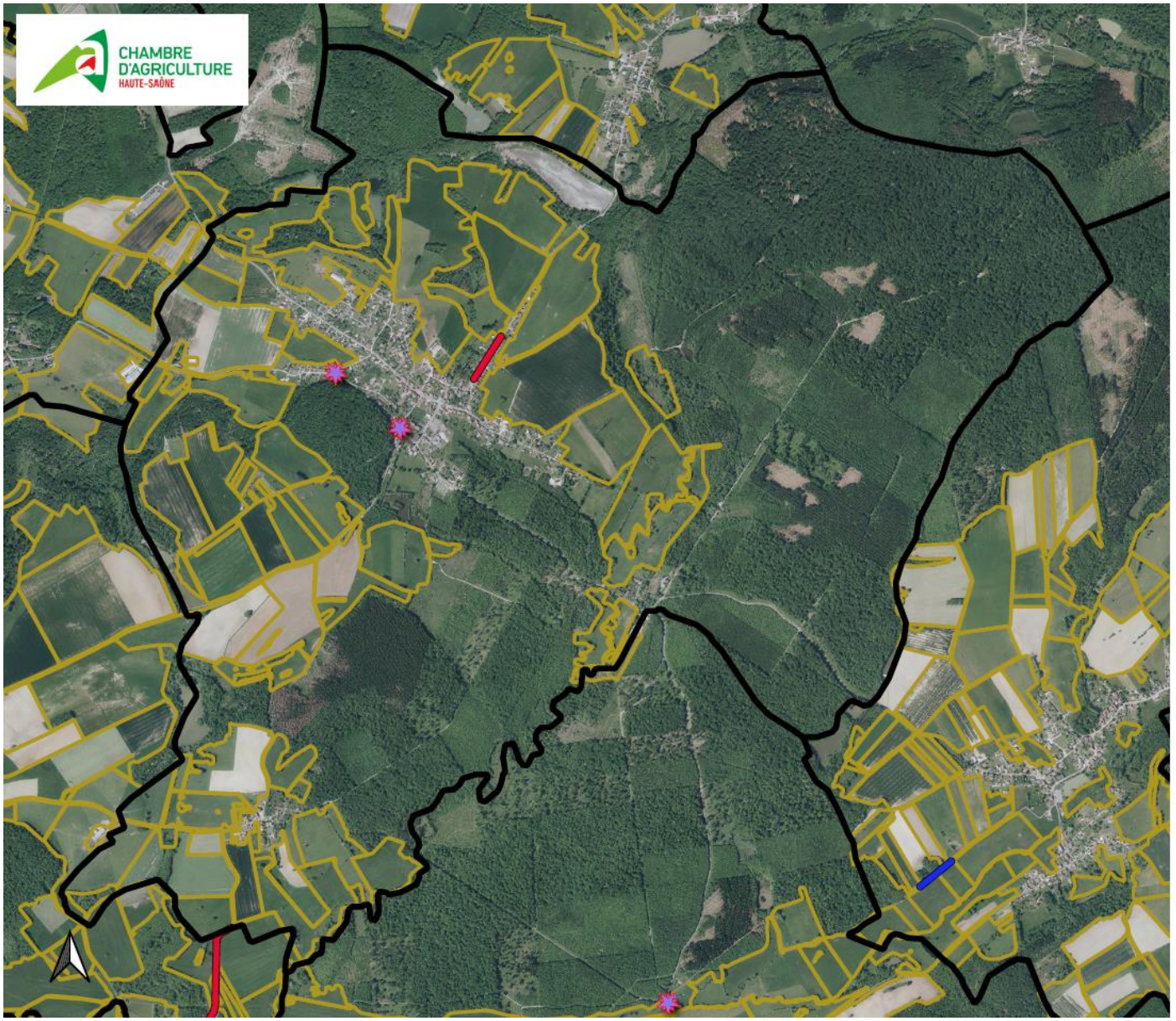
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

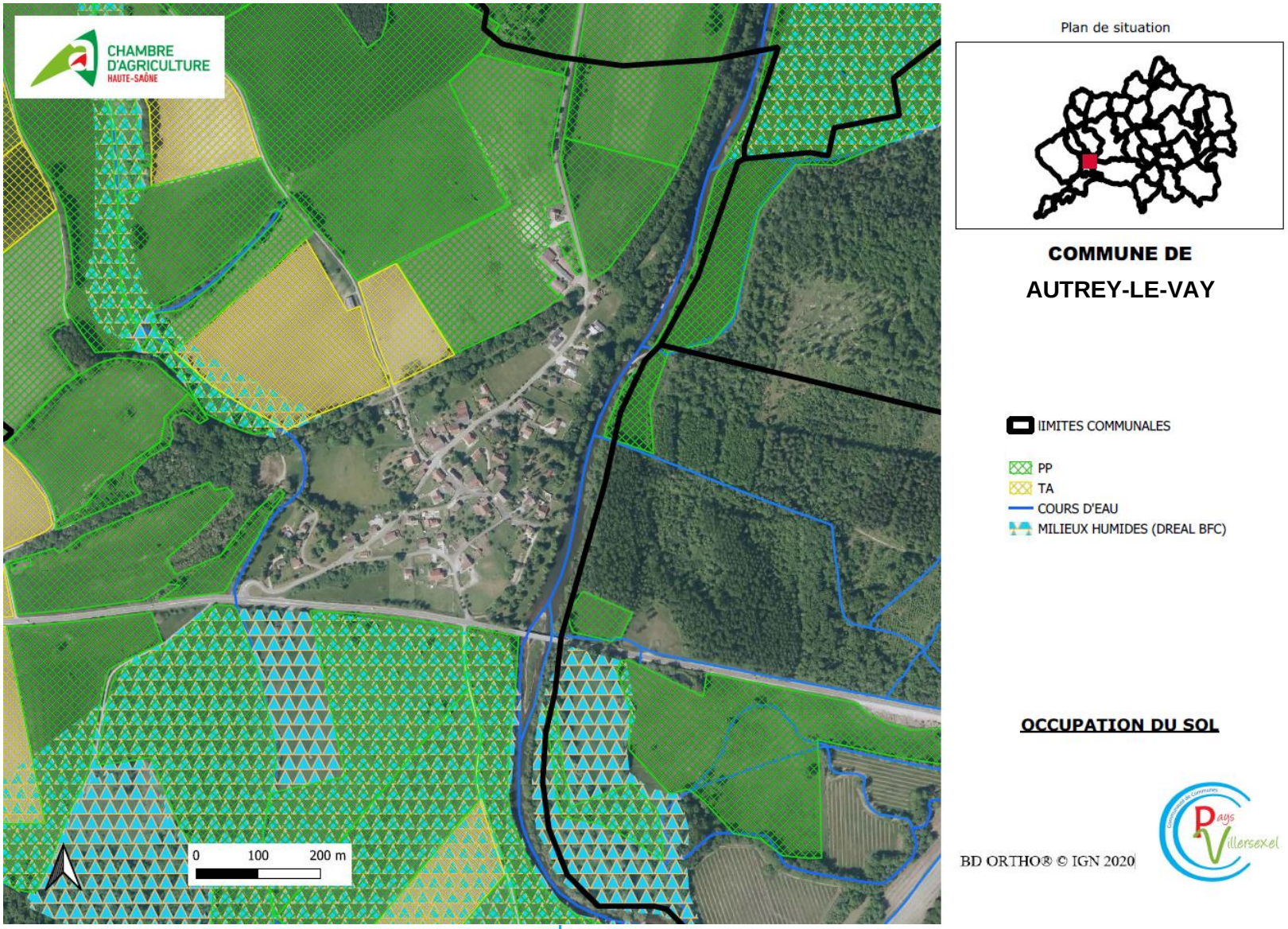
COMMUNE DE ATHESANS-ETROITEFONTAINE

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

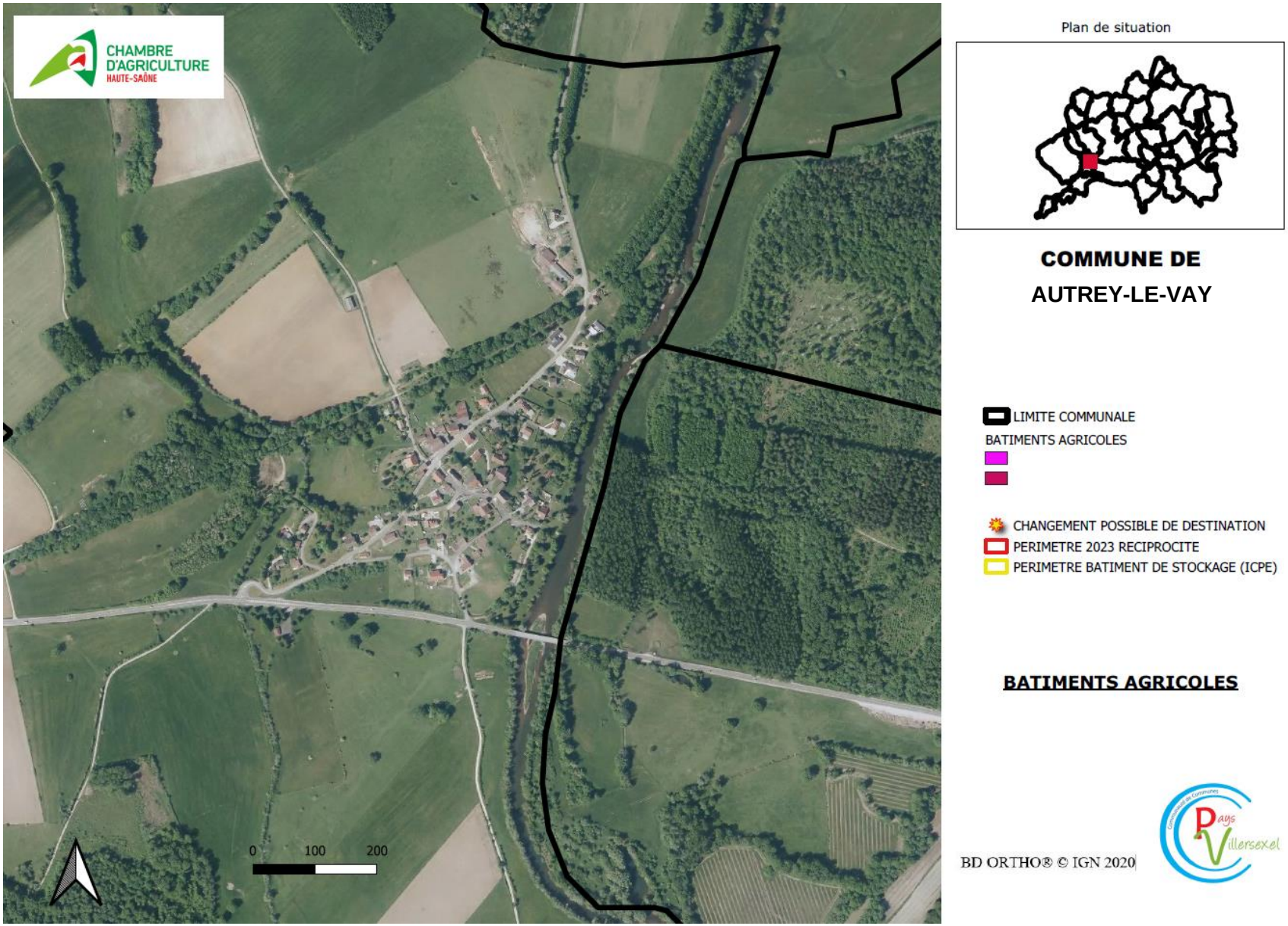
BD ORTHO® © IGN 2020

Autrey-le-Vay

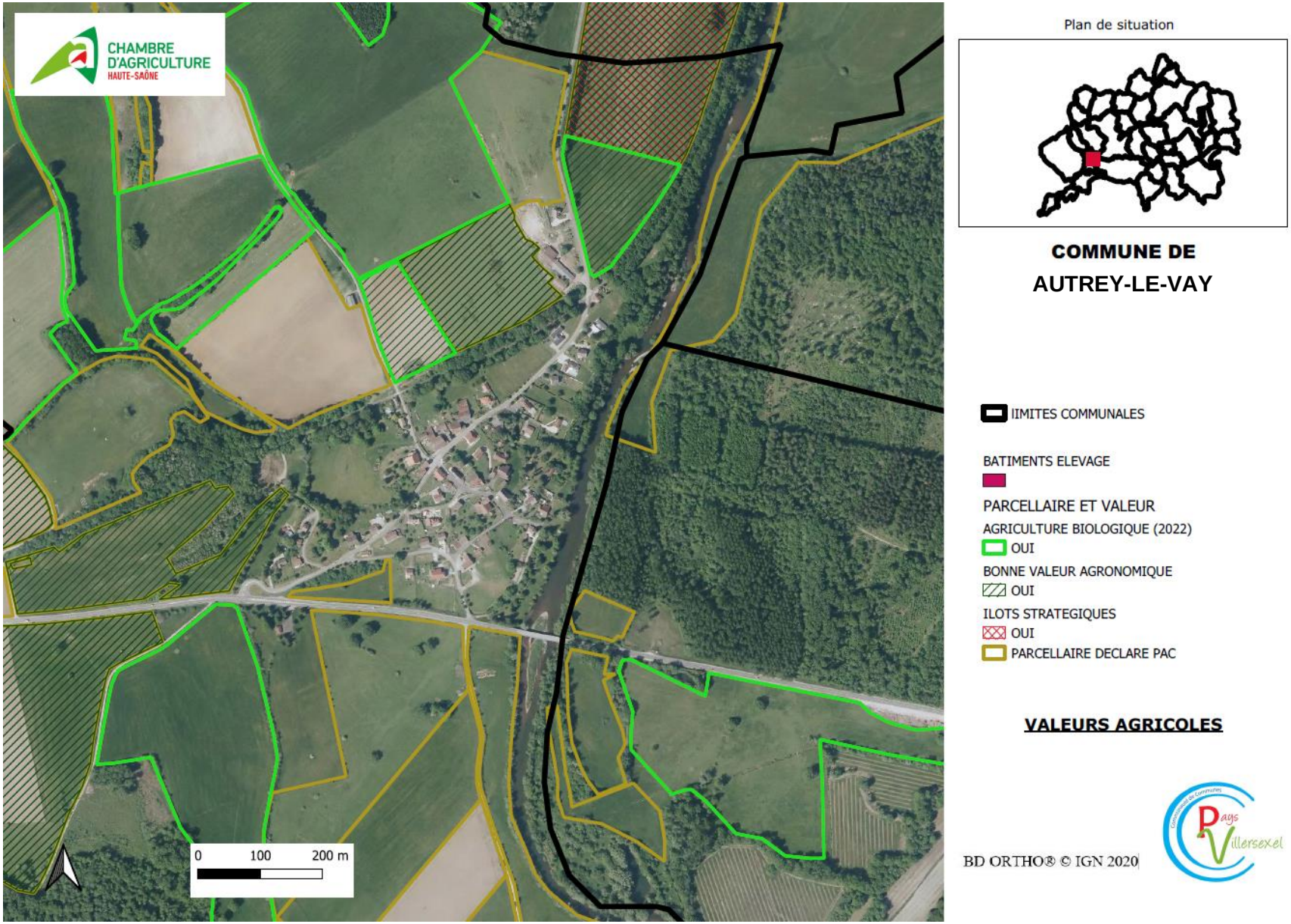
Occupation du sol



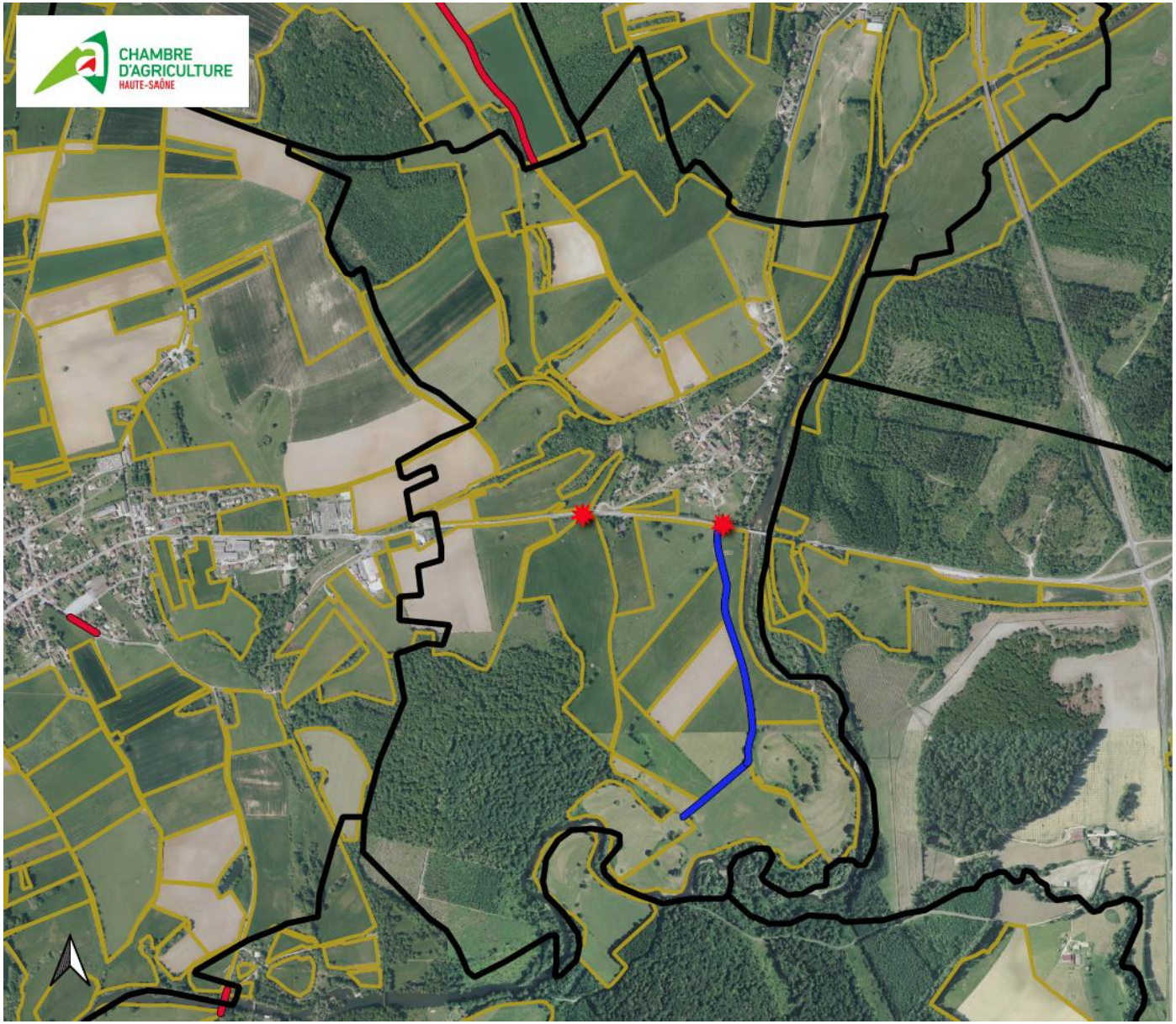
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE AUTREY-LE-VAY

IIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

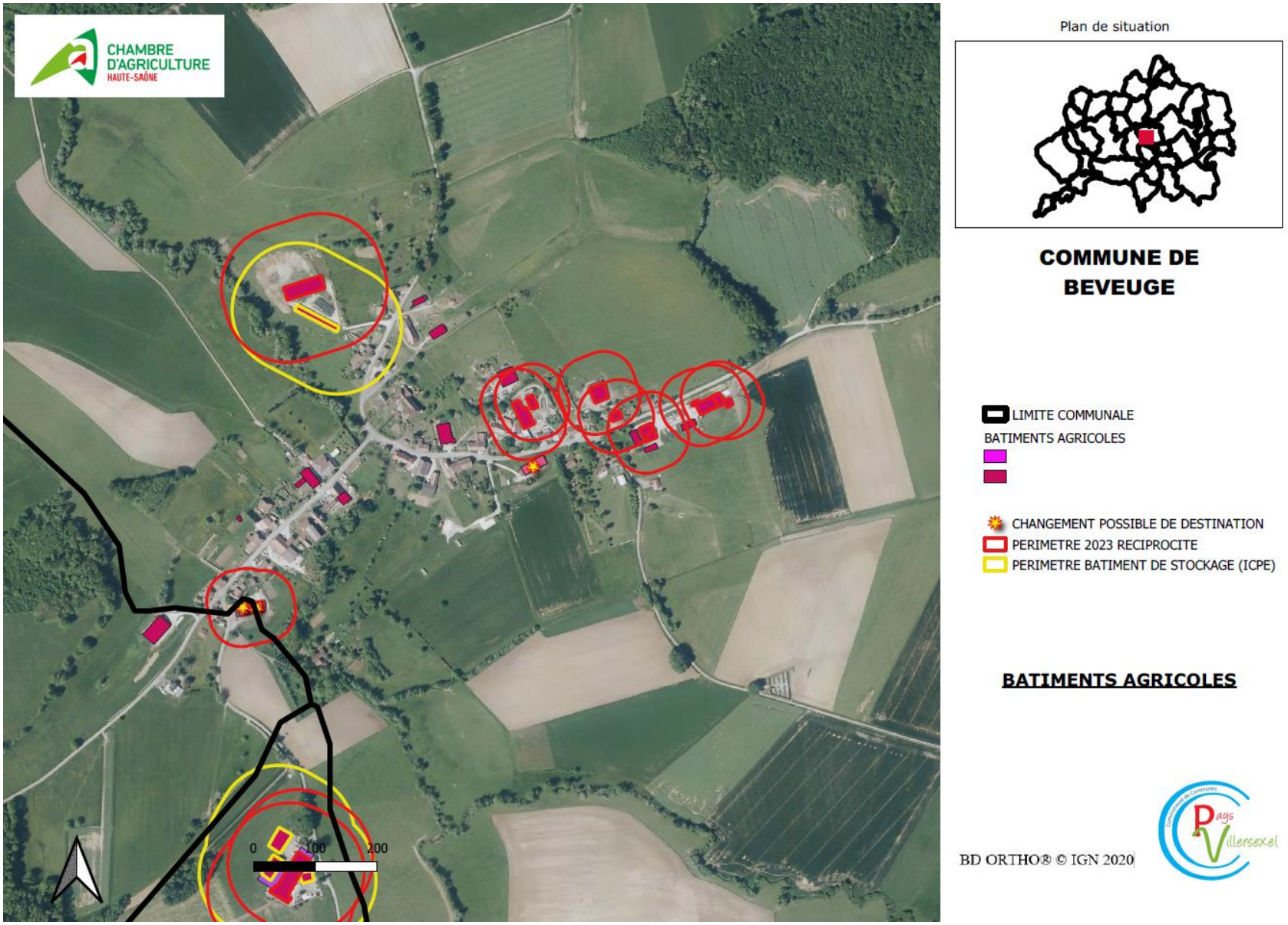
BD ORTHO® © IGN 2020

Beveuge

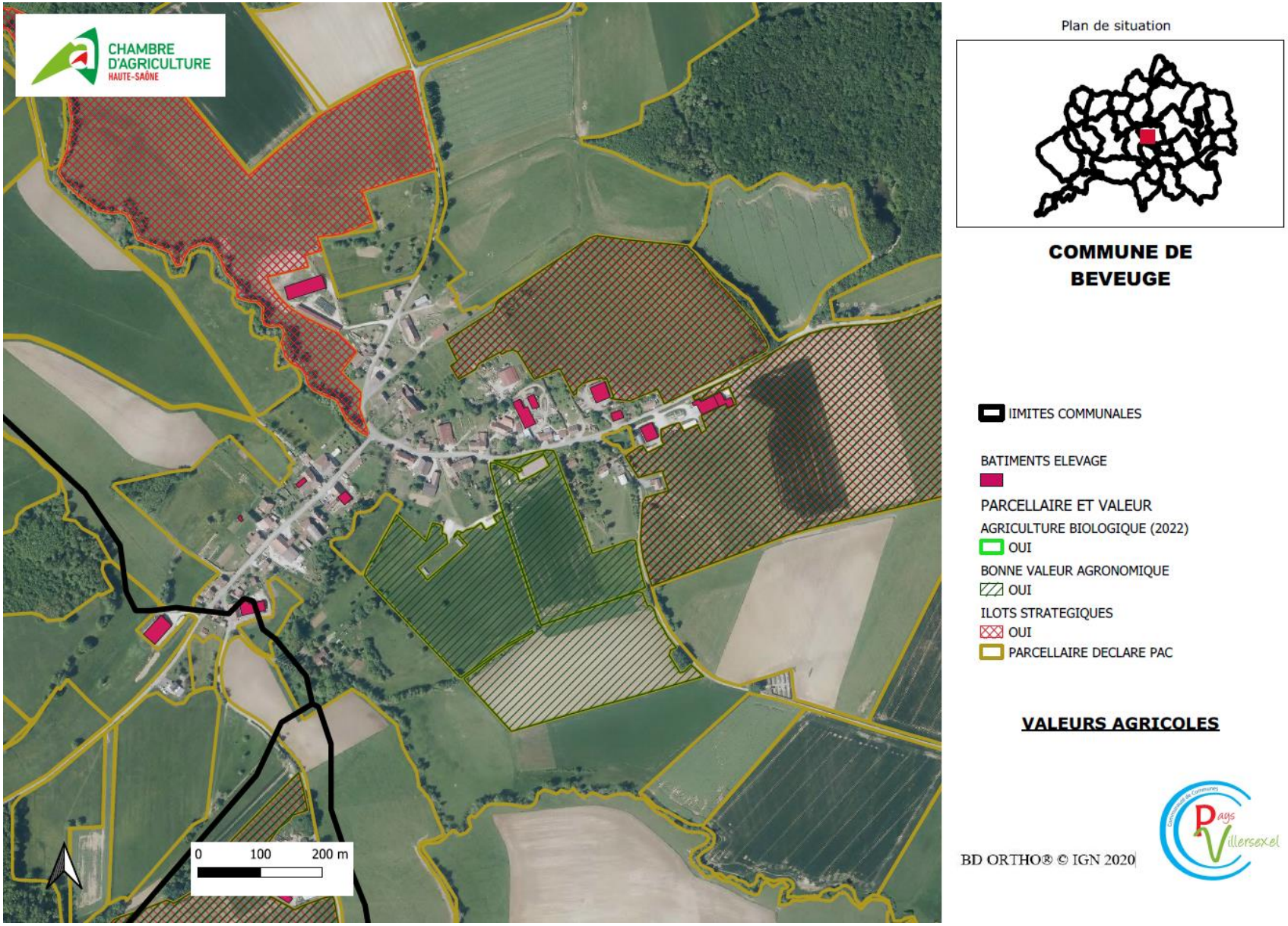
Occupation du sol



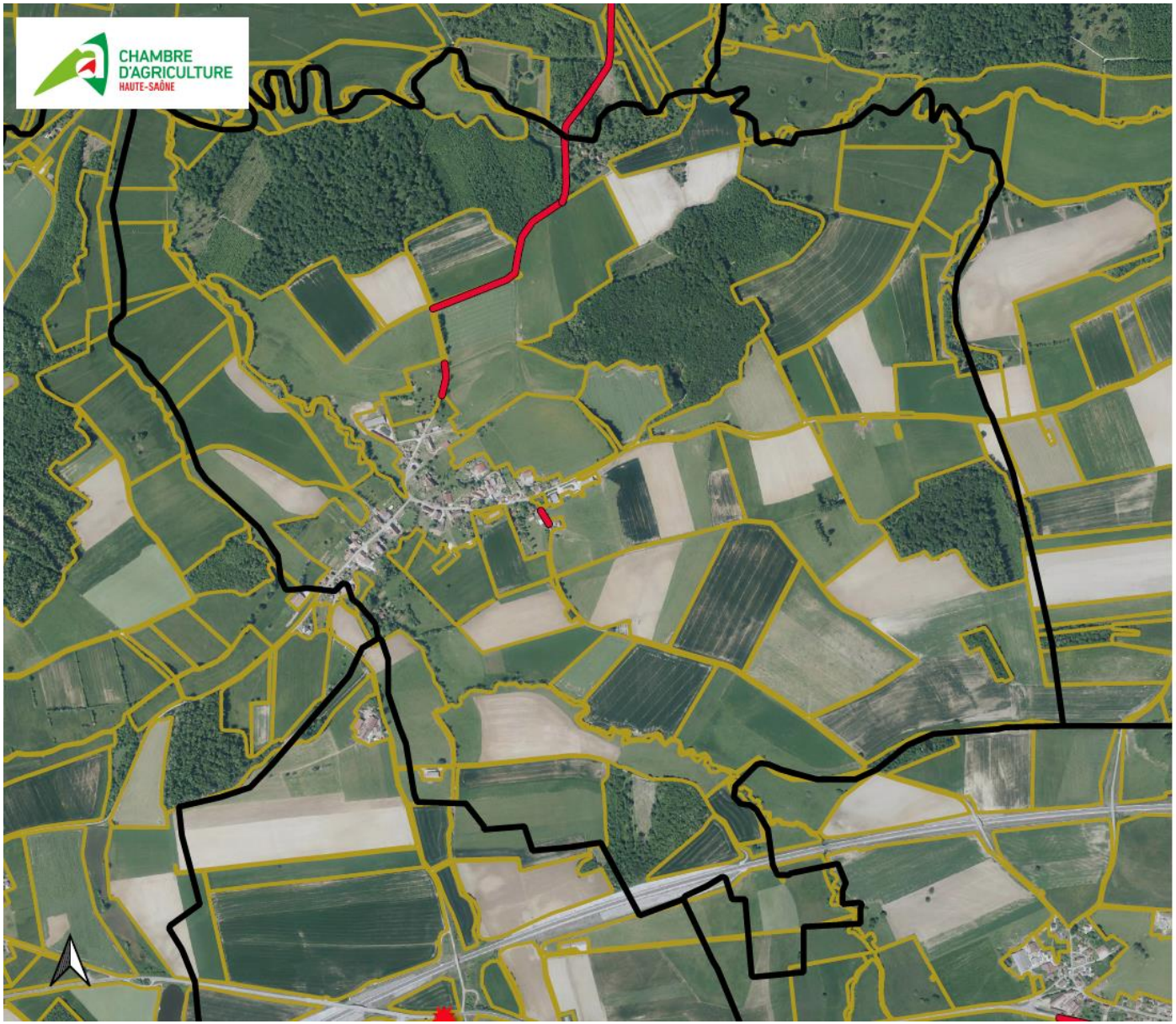
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

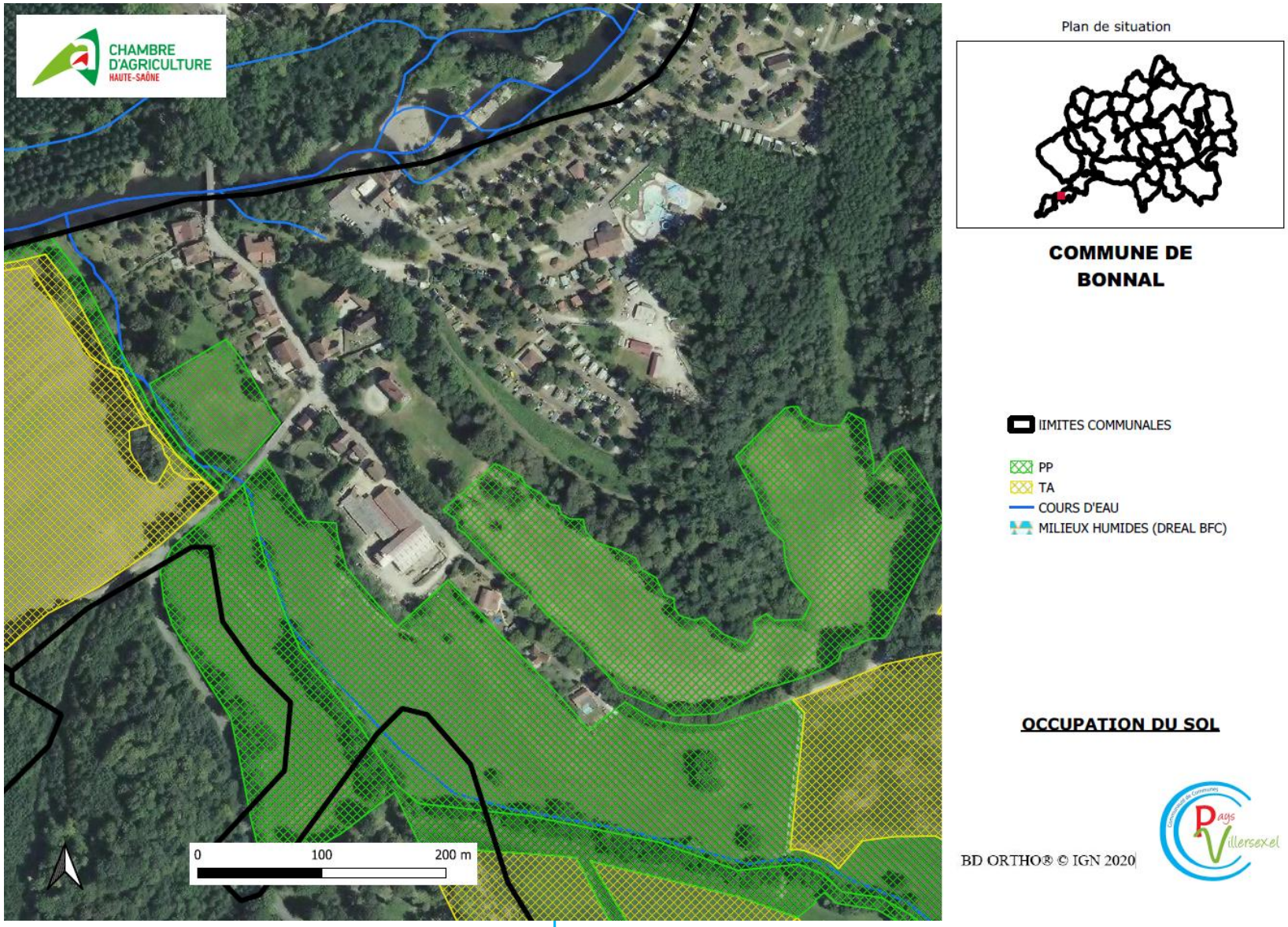


Déplacements agricoles

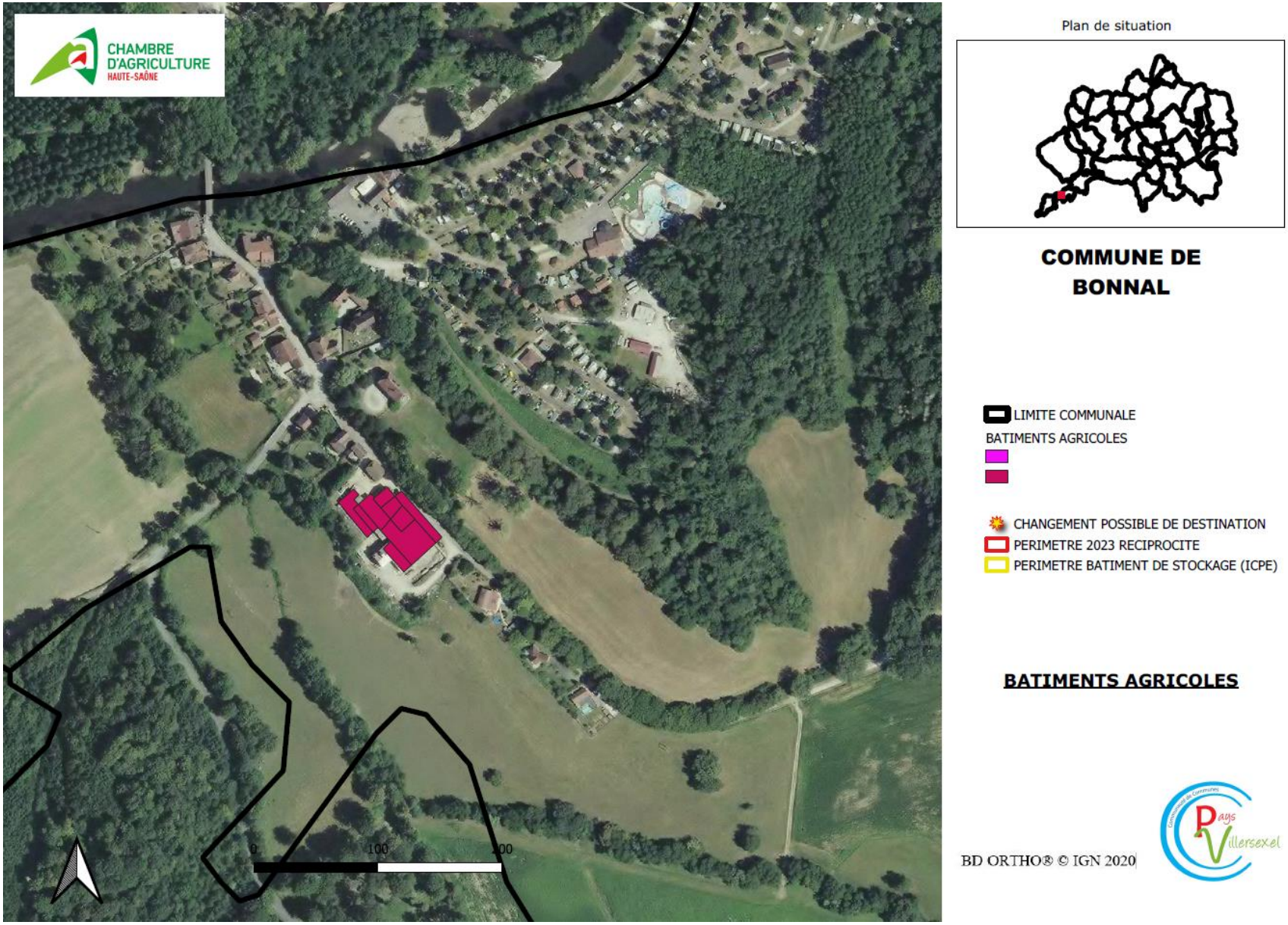


Bonnal

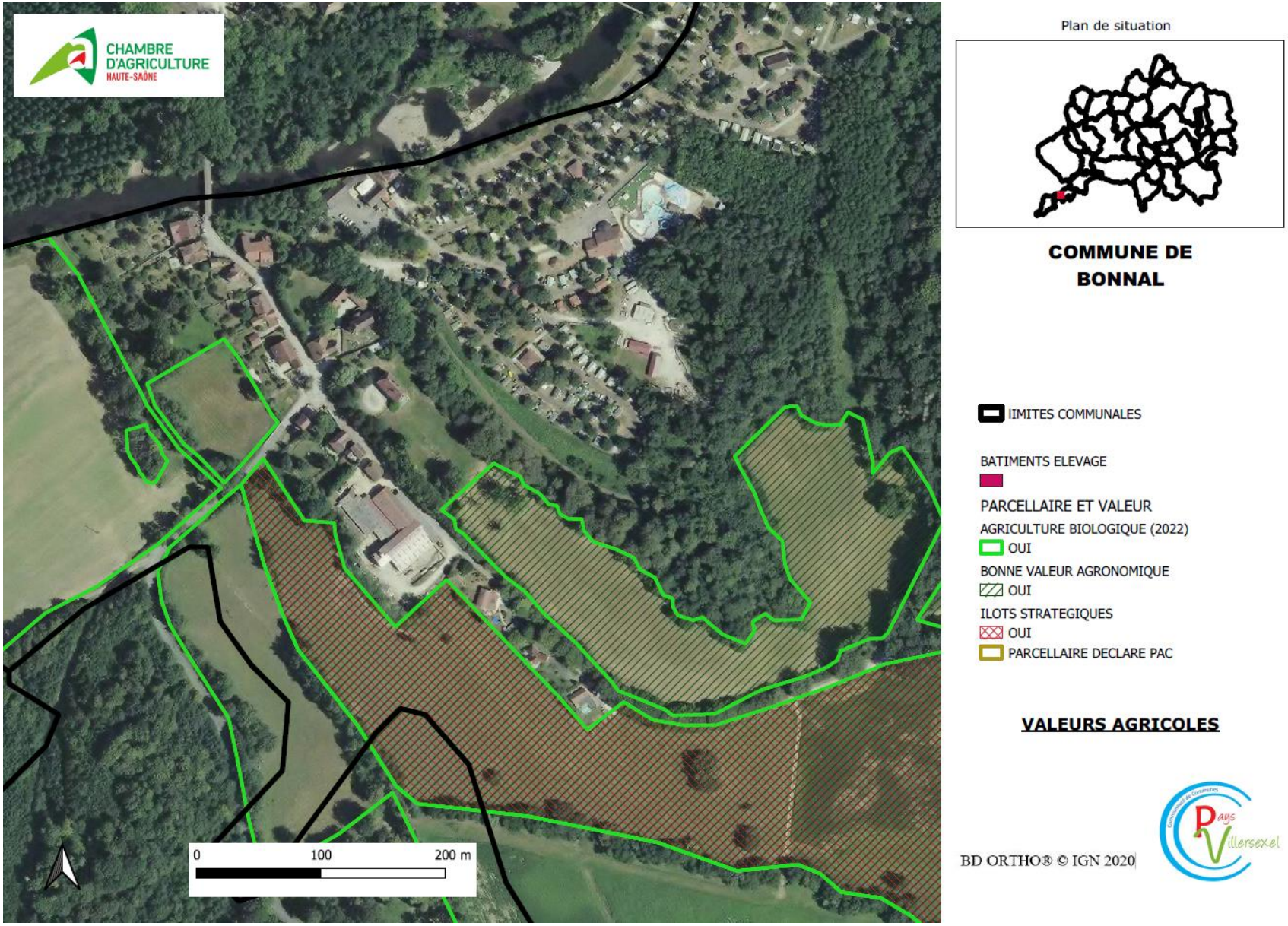
Occupation du sol



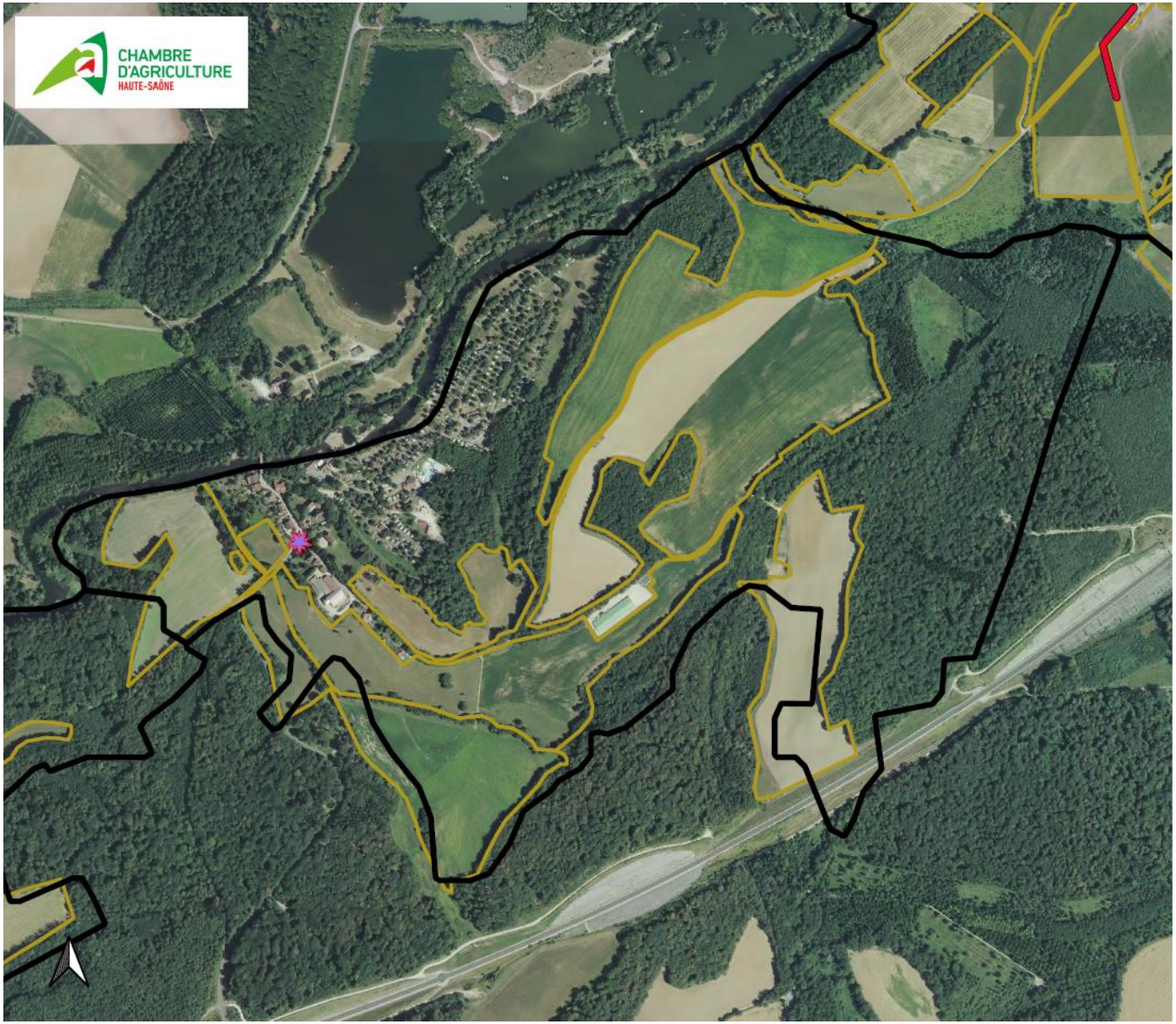
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

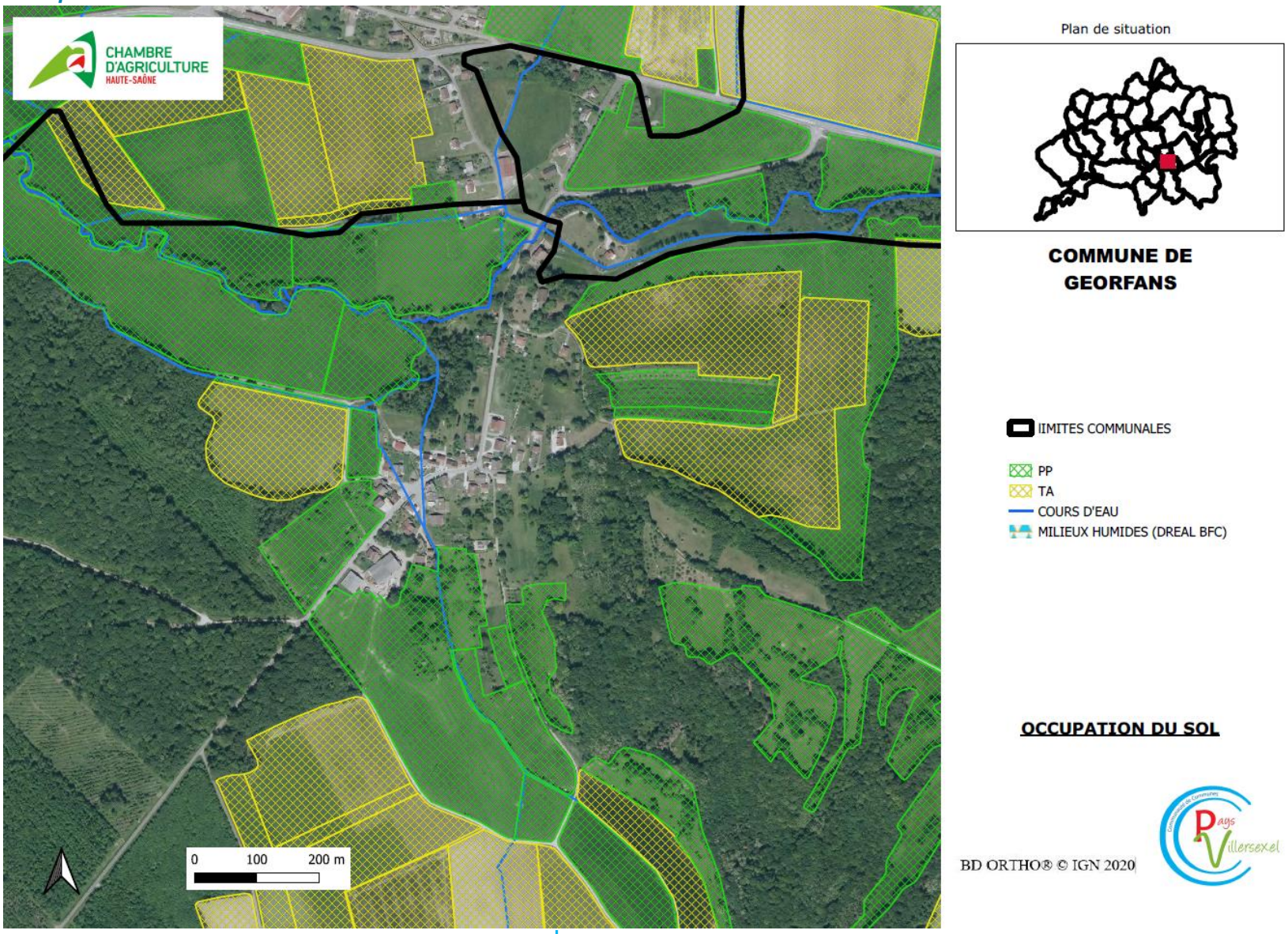


Déplacements agricoles

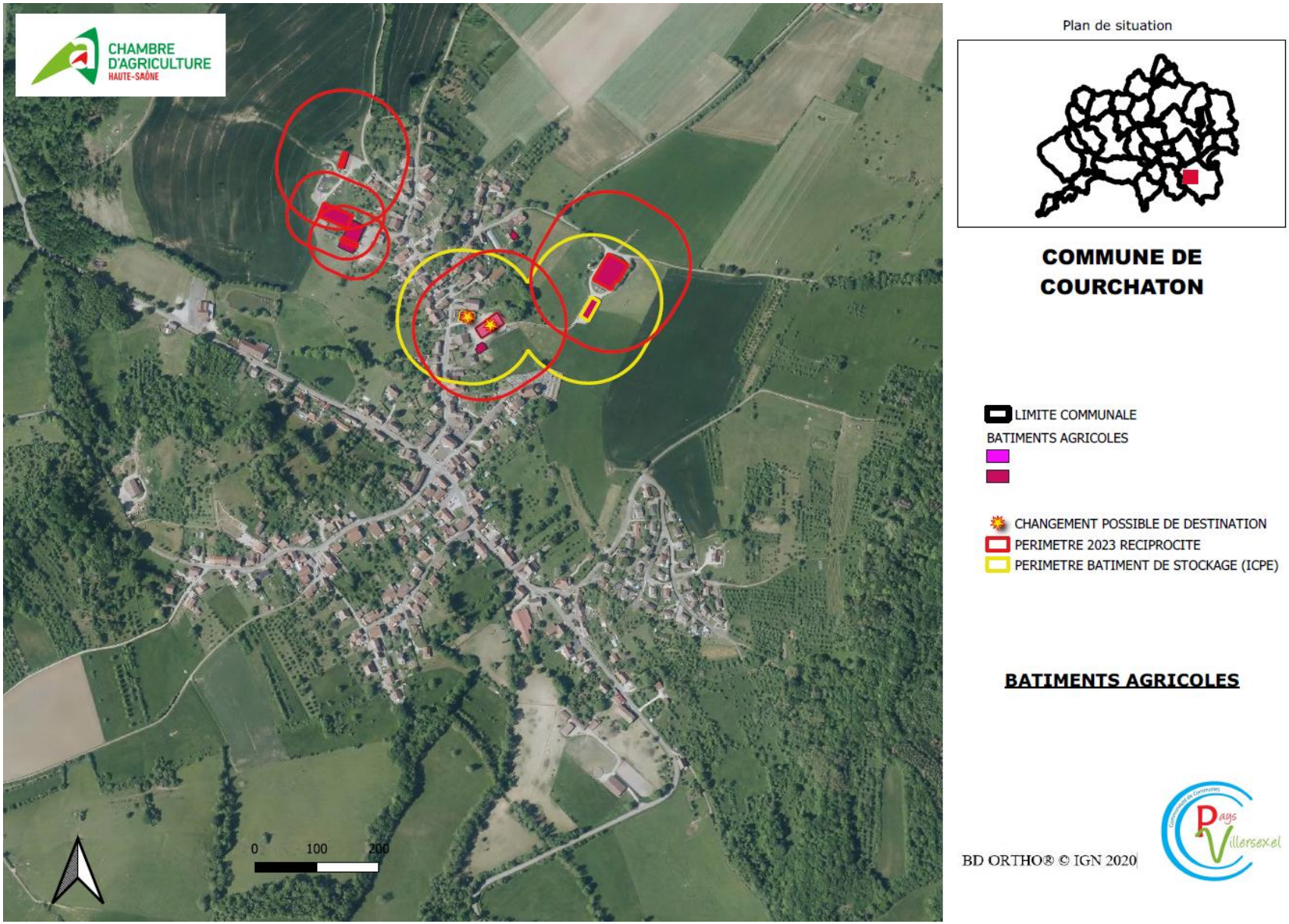


Courchaton

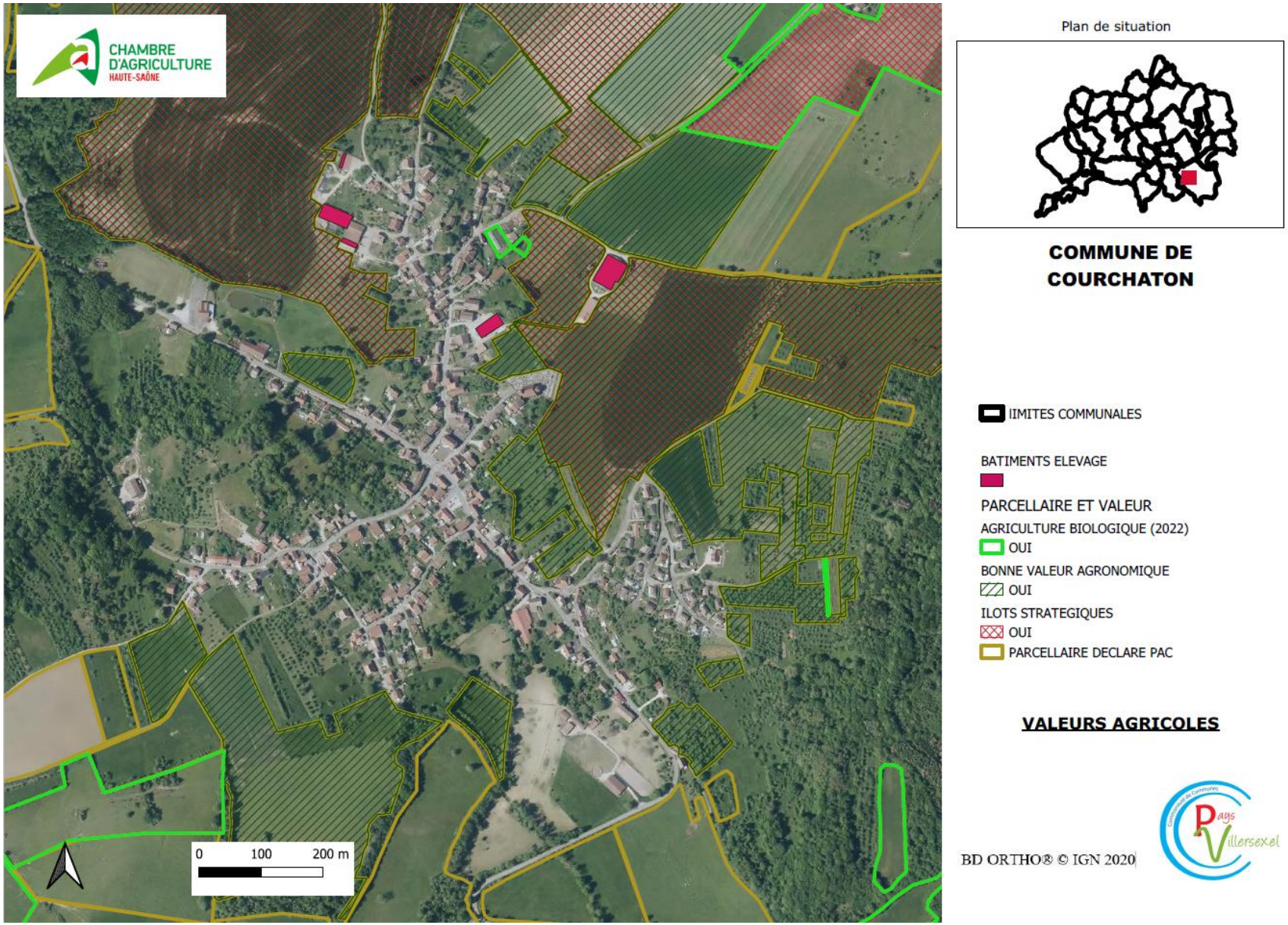
Occupation du sol



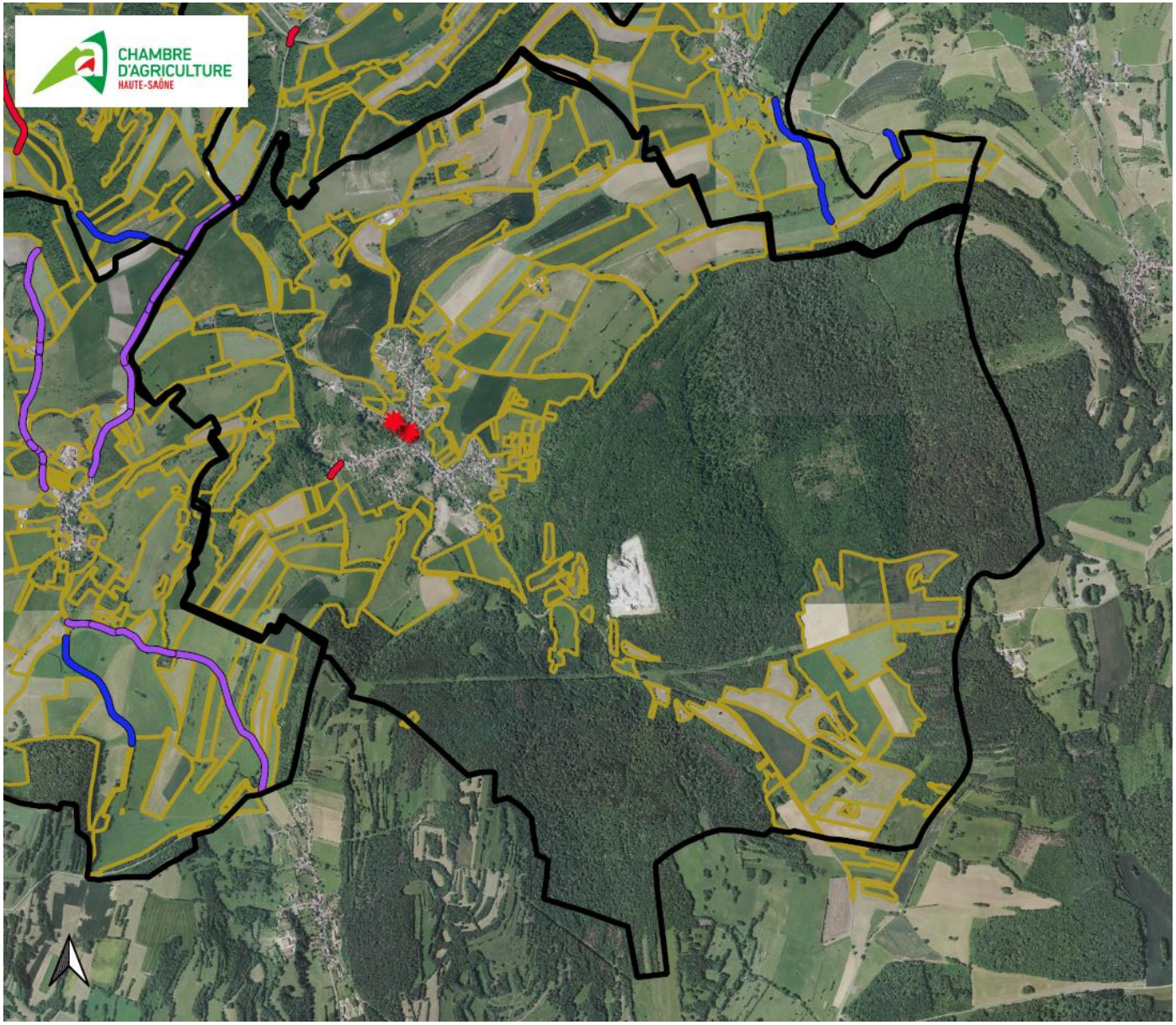
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE COURCHATON

LIMITES COMMUNALES

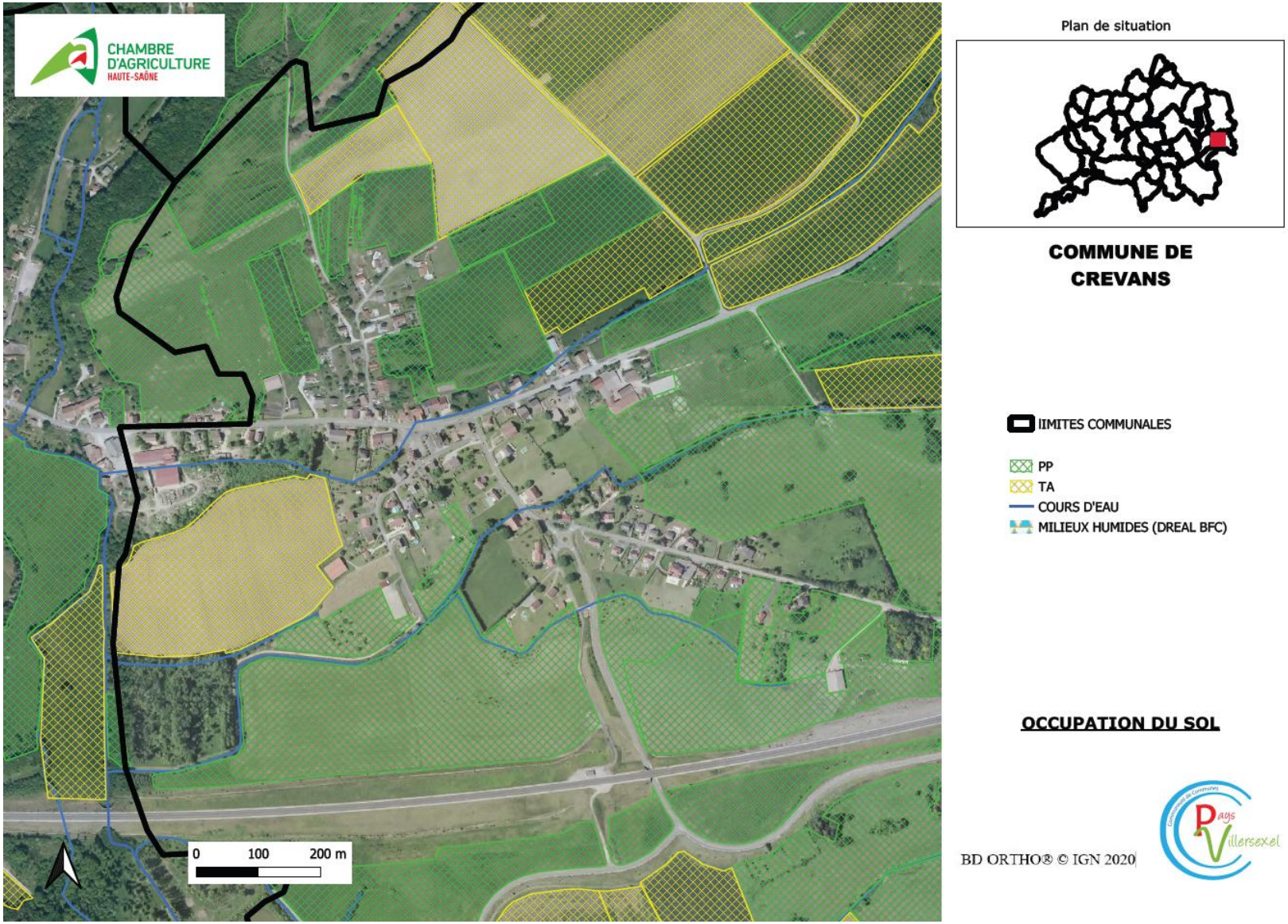
ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

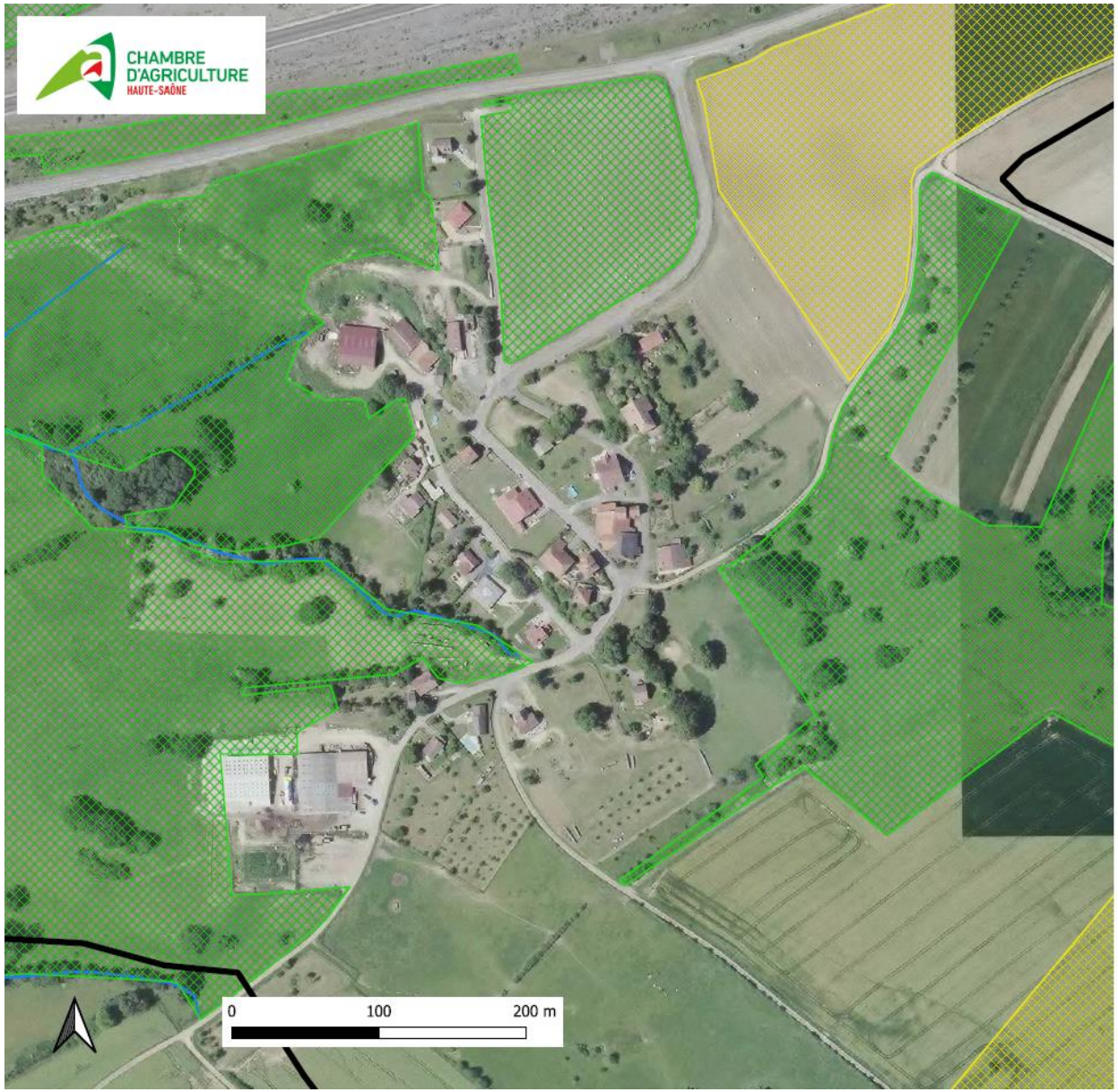
ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

BD ORTHO® © IGN 2020

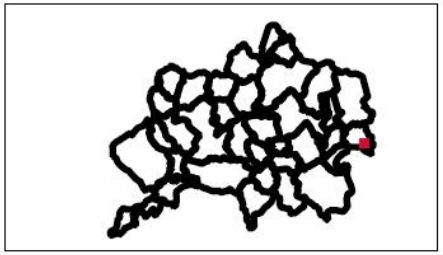
Crevans-et-la-Chapelle-lès-Granges

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE LA CHAPELLE

LIMITES COMMUNALES

PP

TA

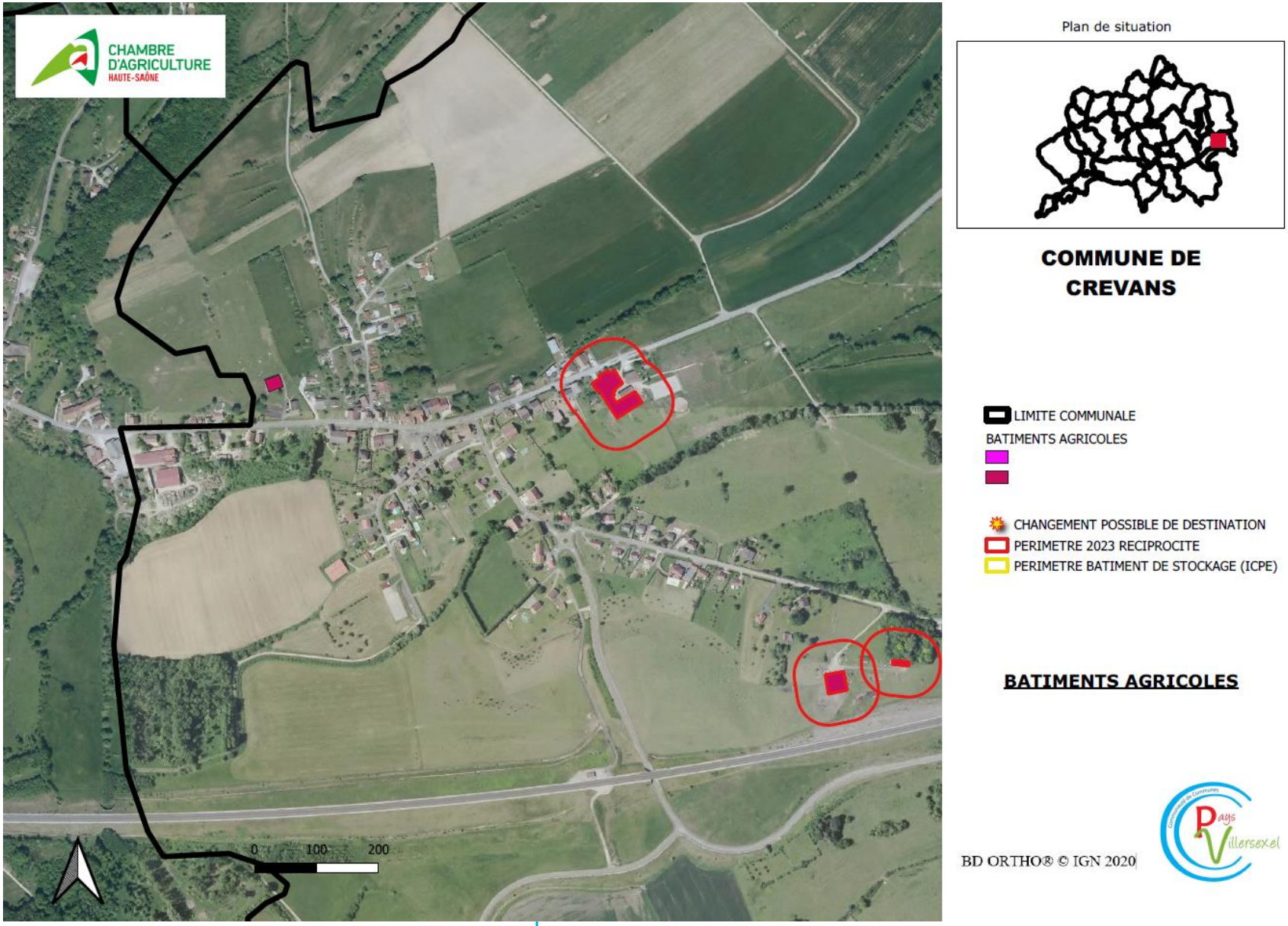
COURS D'EAU

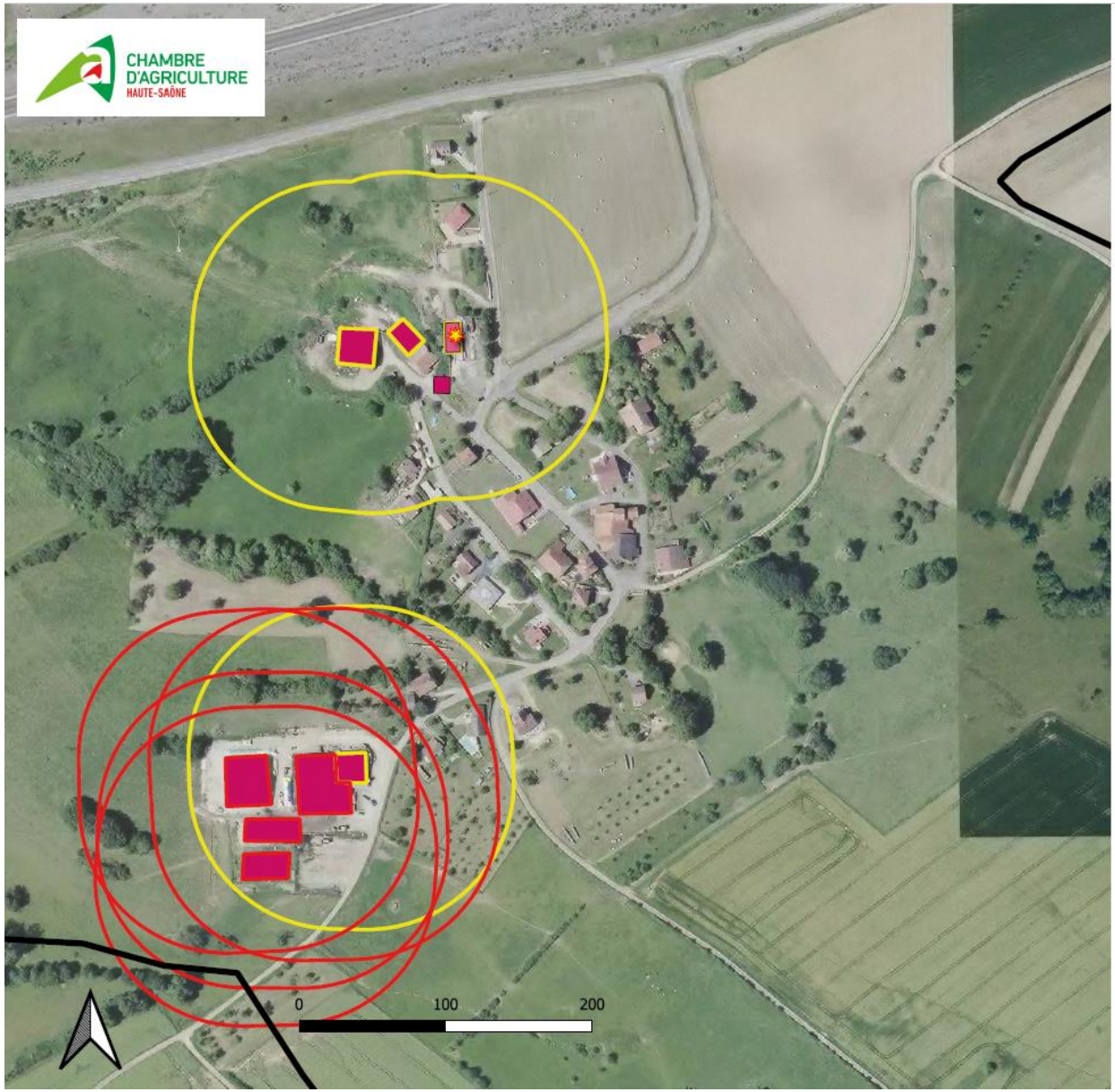
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

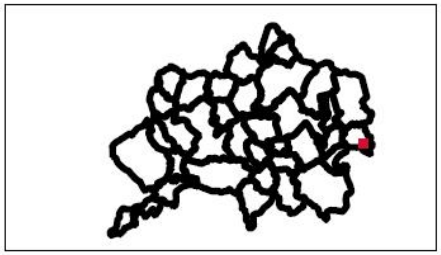
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE LA CHAPELLE

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

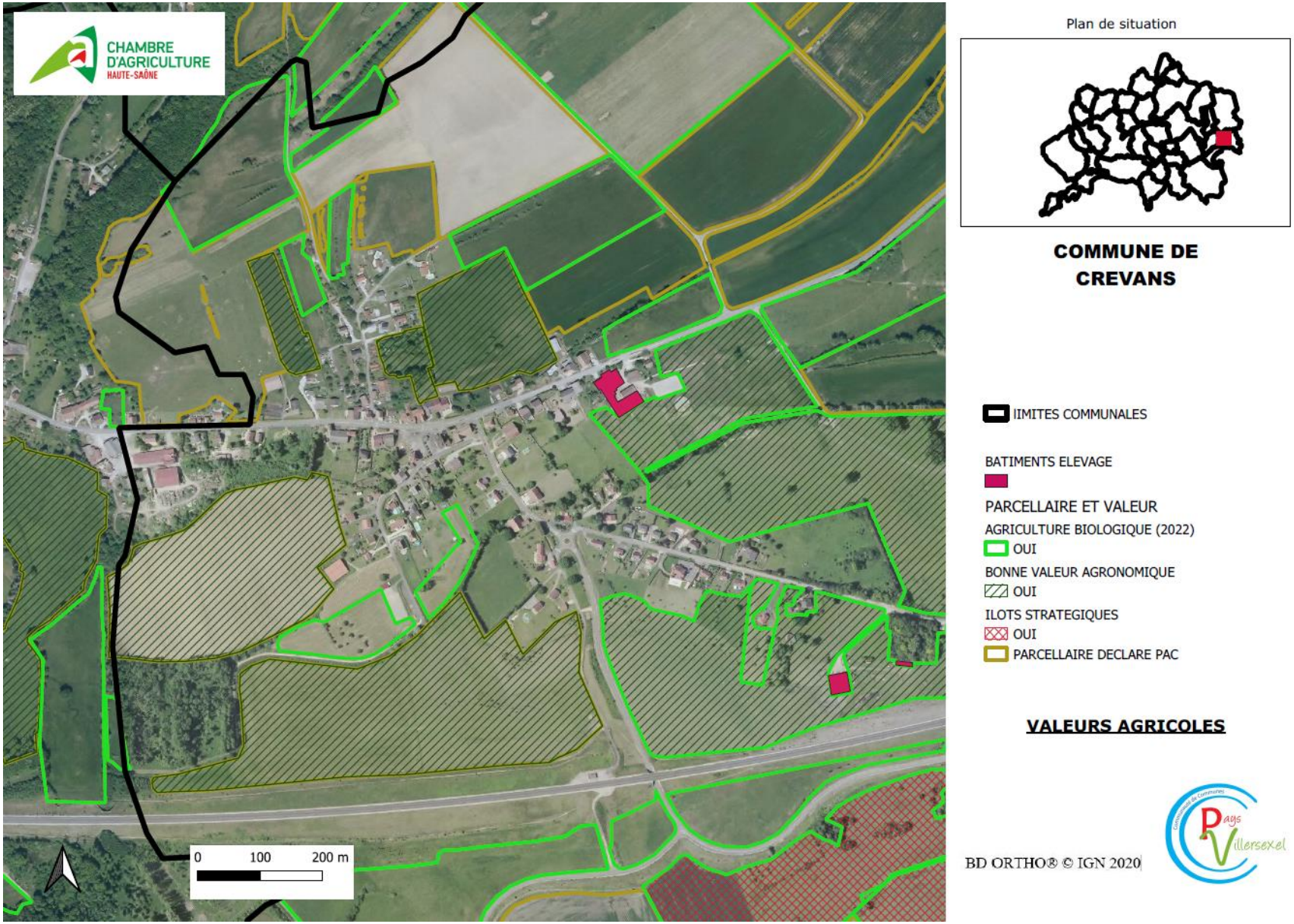
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

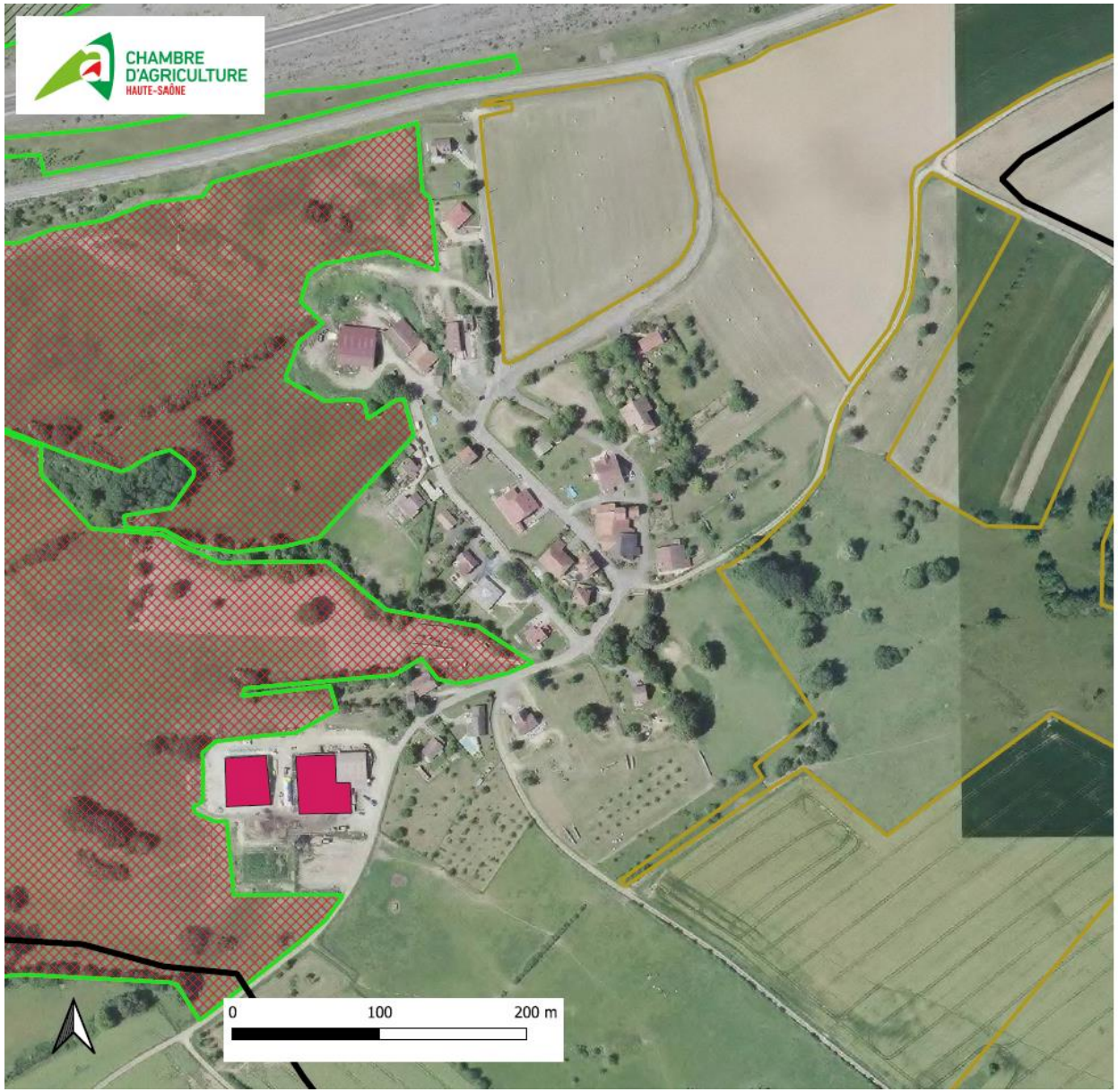
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

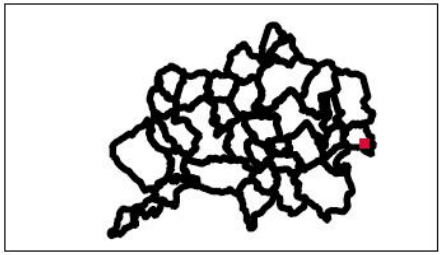
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE LA CHAPELLE

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

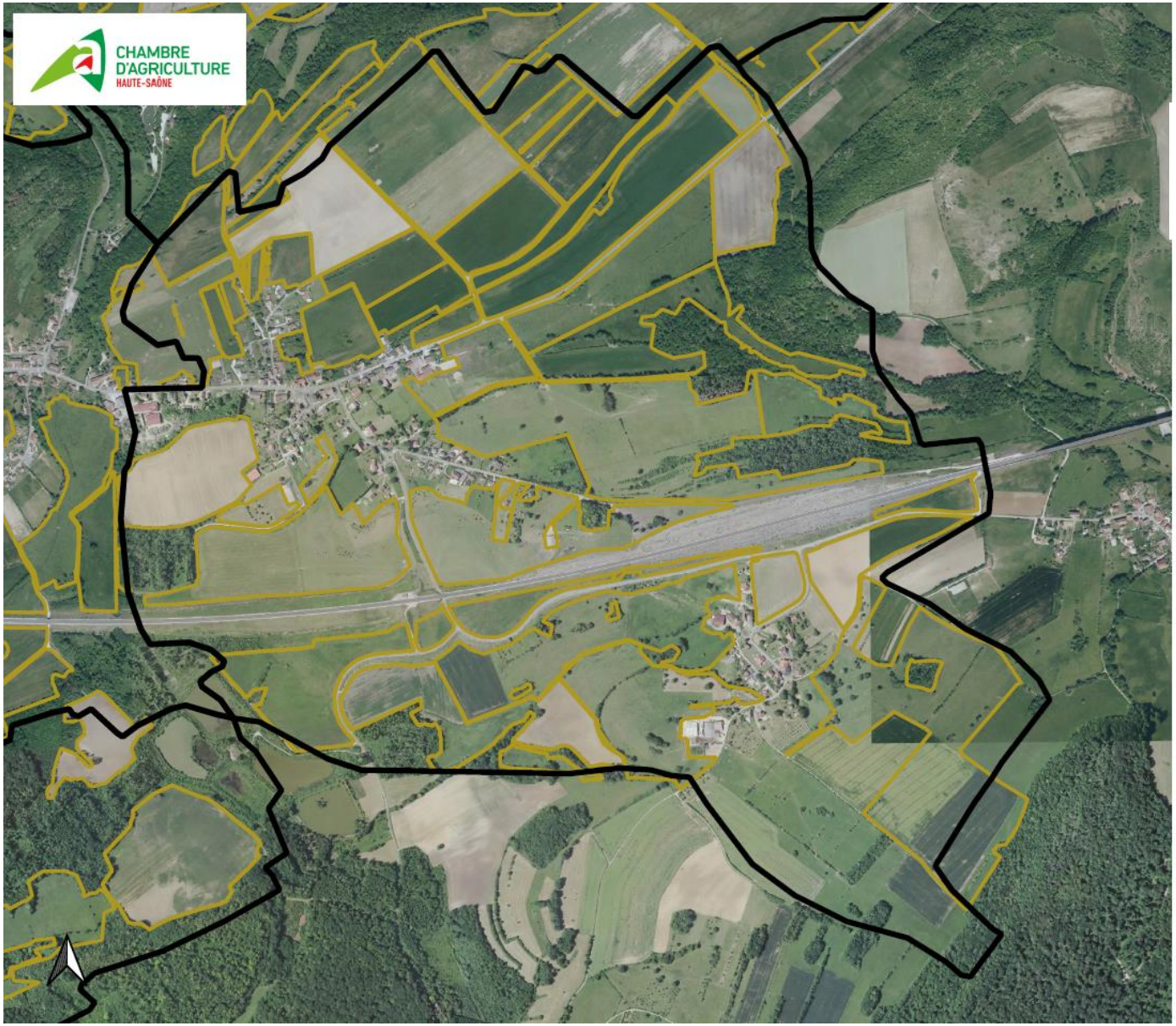
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

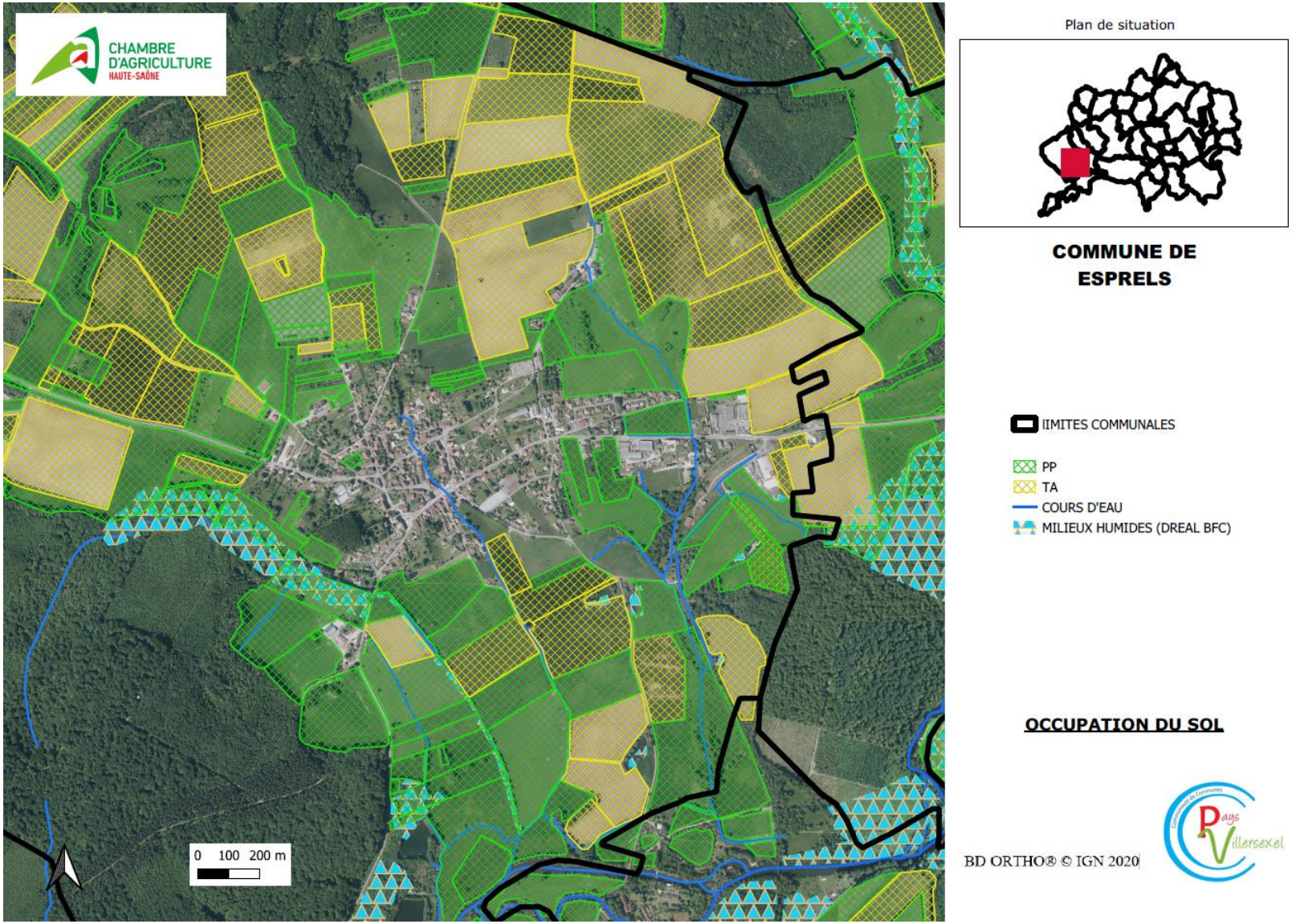
BD ORTHO® © IGN 2020

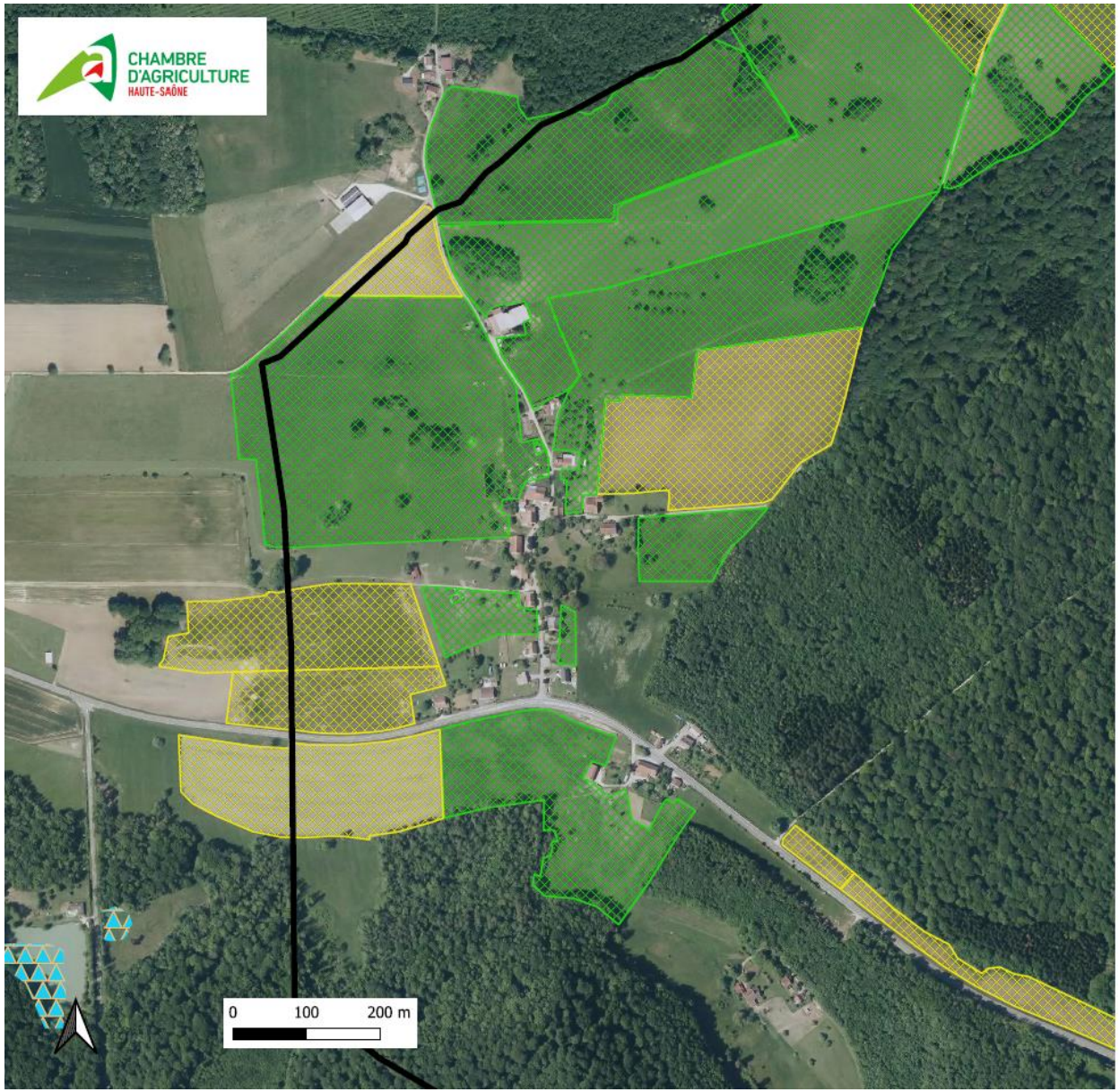
Déplacements agricoles



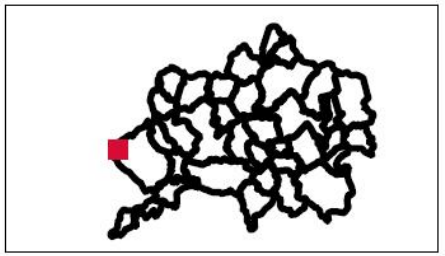
Esprels

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE ESPRELS LES PATEY

LIMITES COMMUNALES

PP

TA

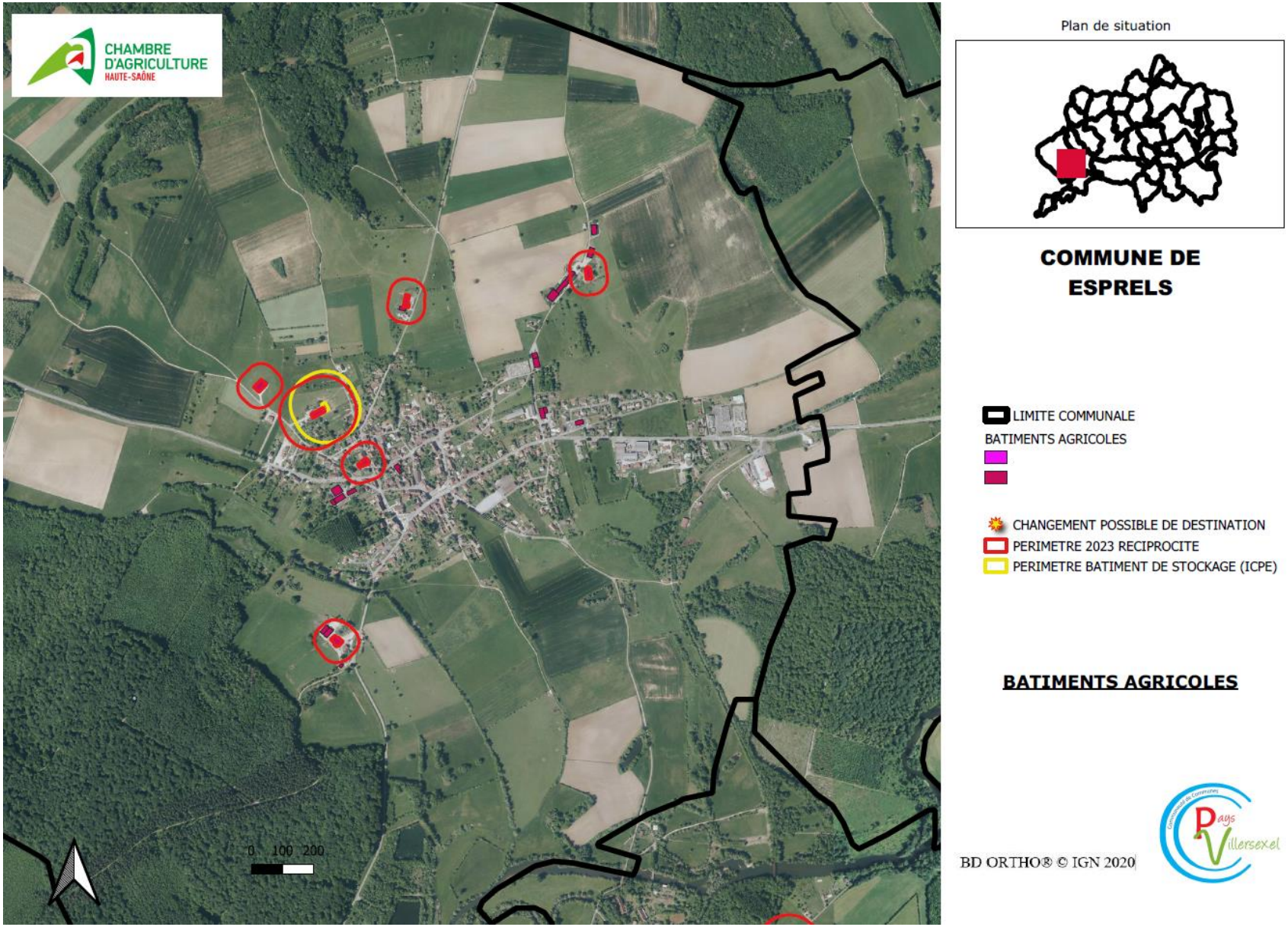
COURS D'EAU

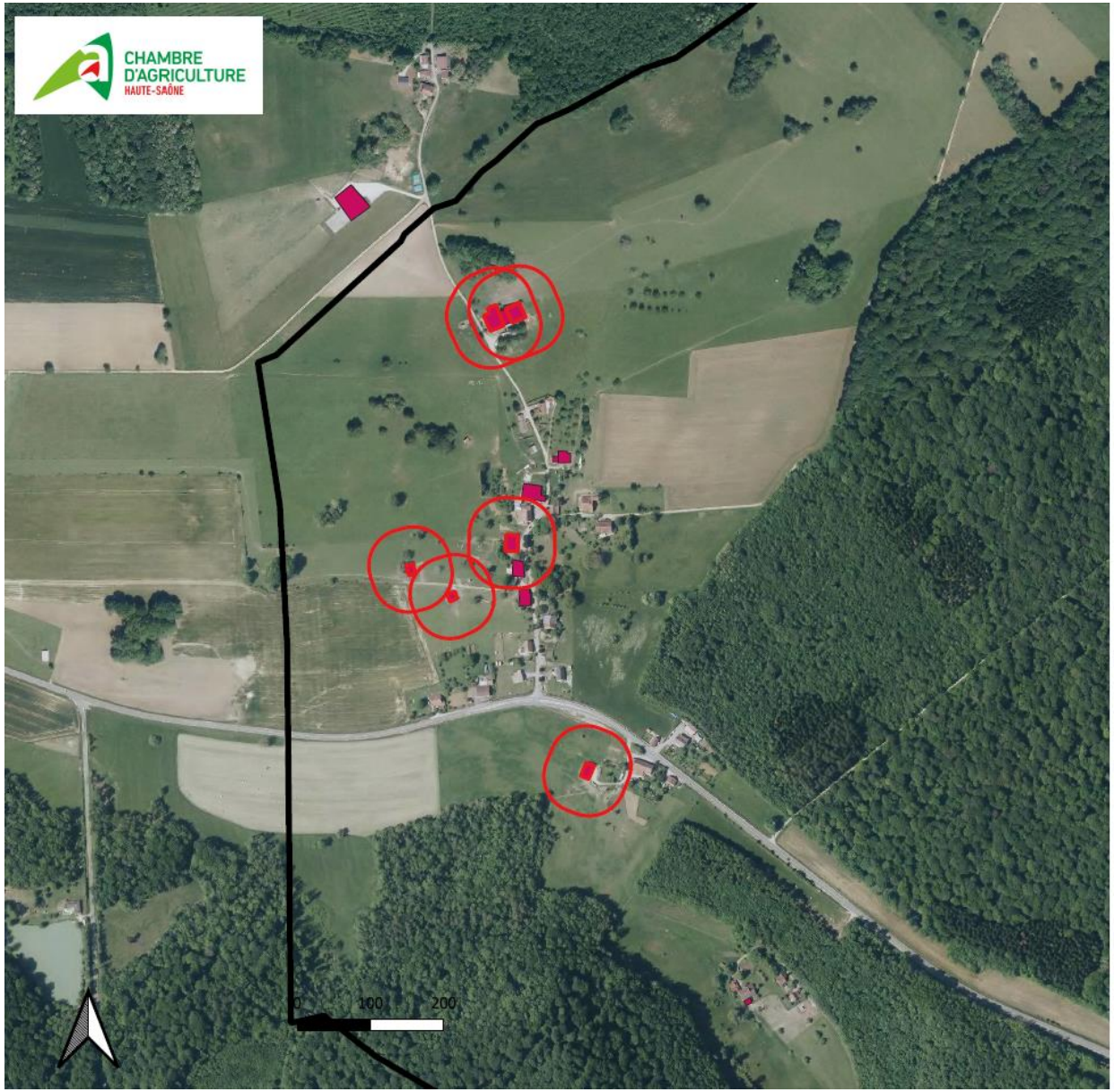
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

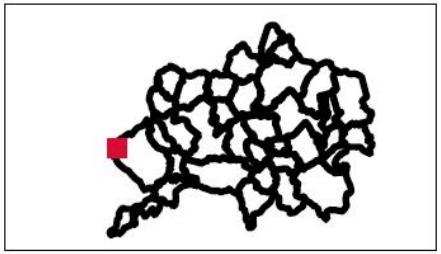
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE ESPRELS LES PATEY

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

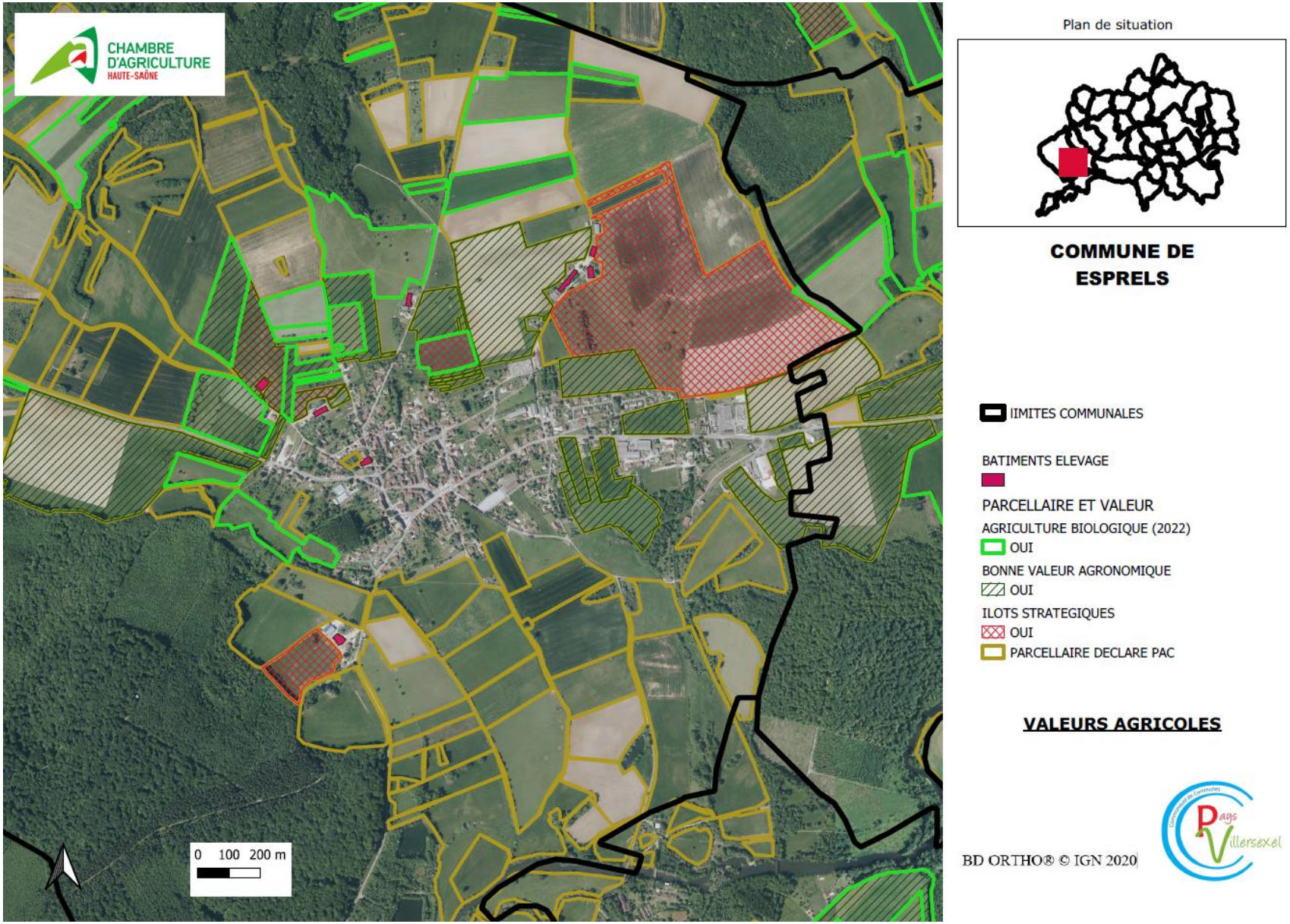
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

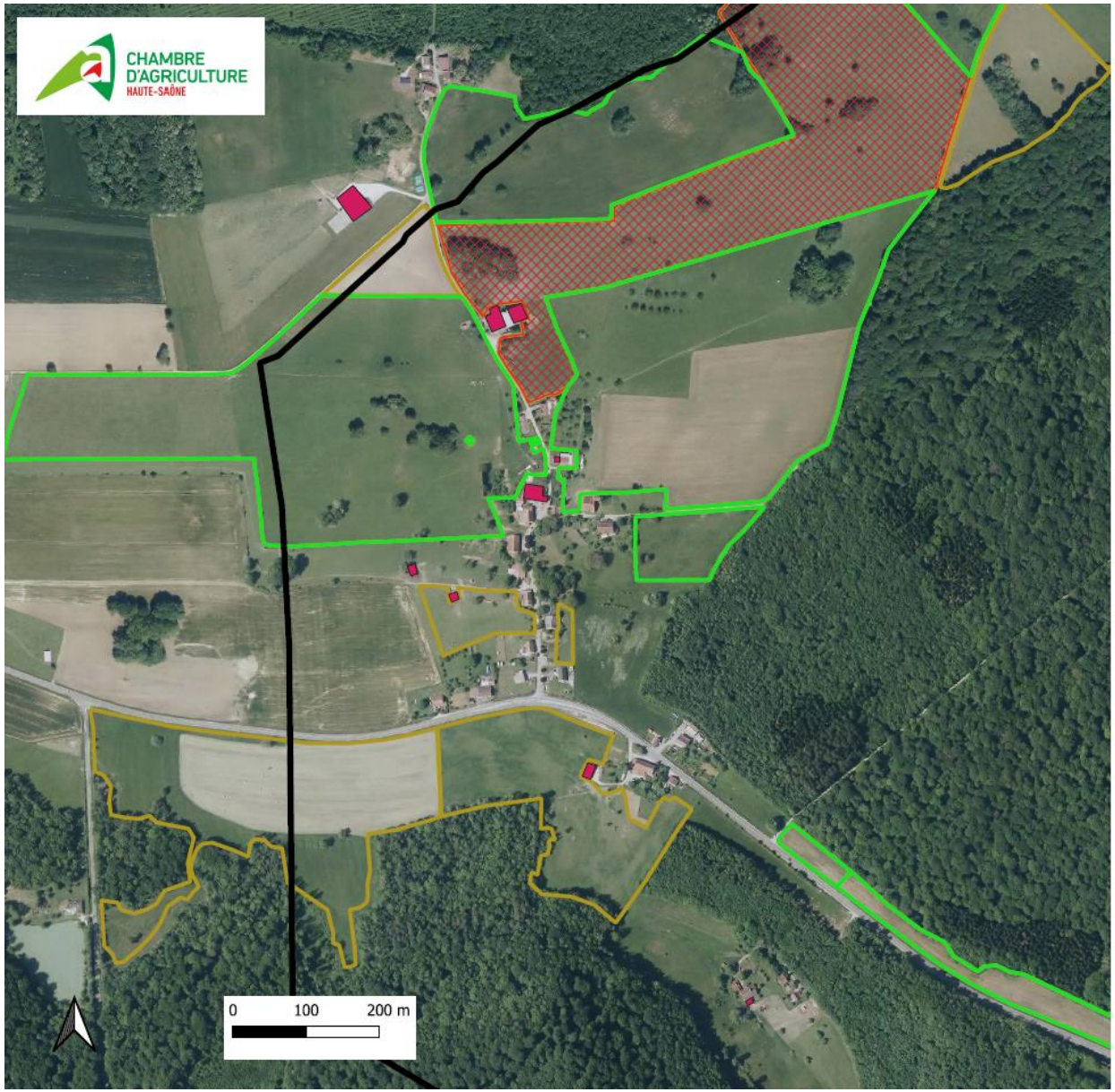
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

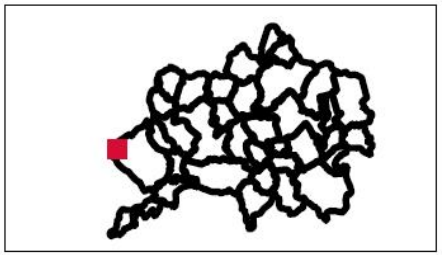
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE ESPRELS LES PATEY

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

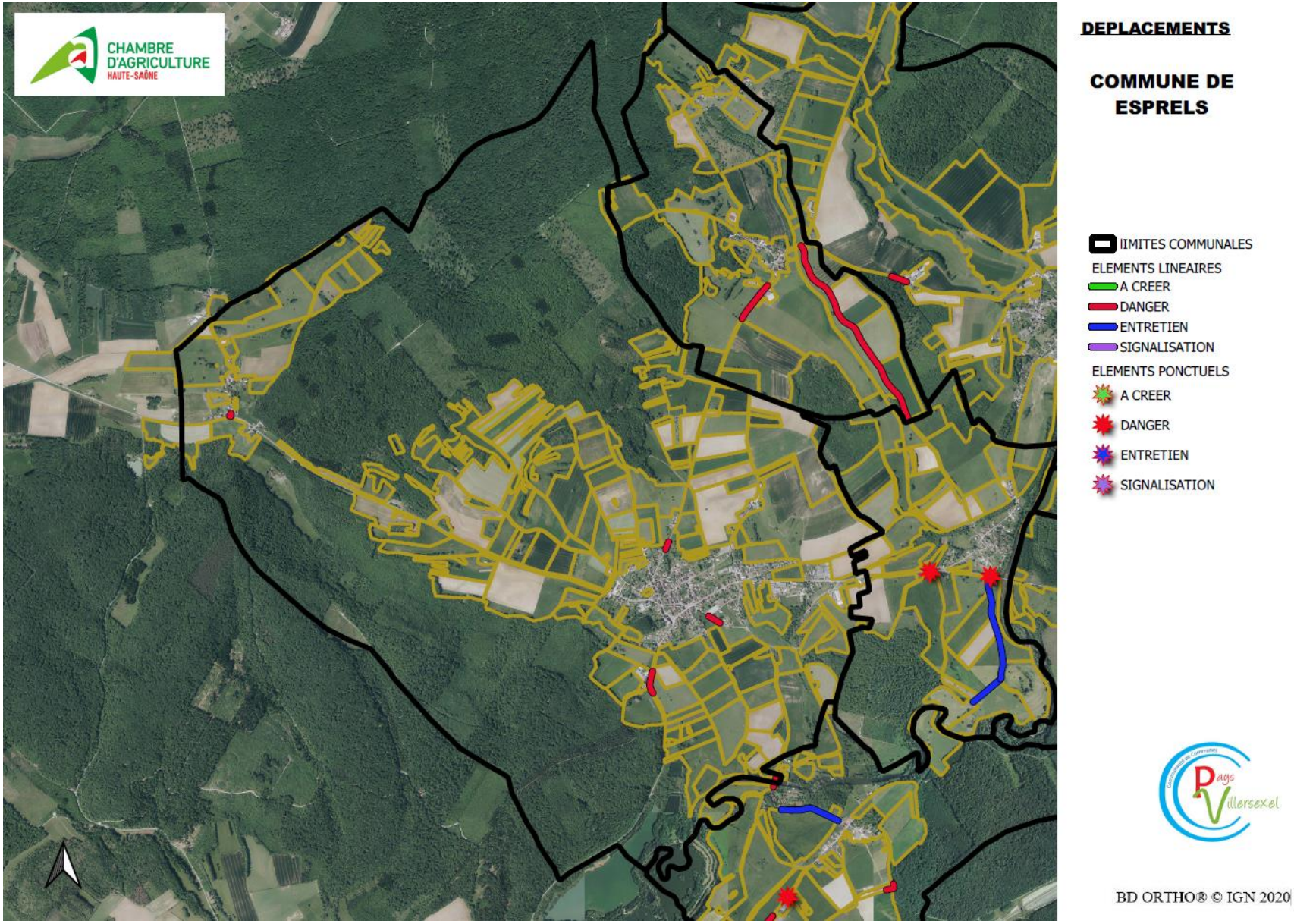
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

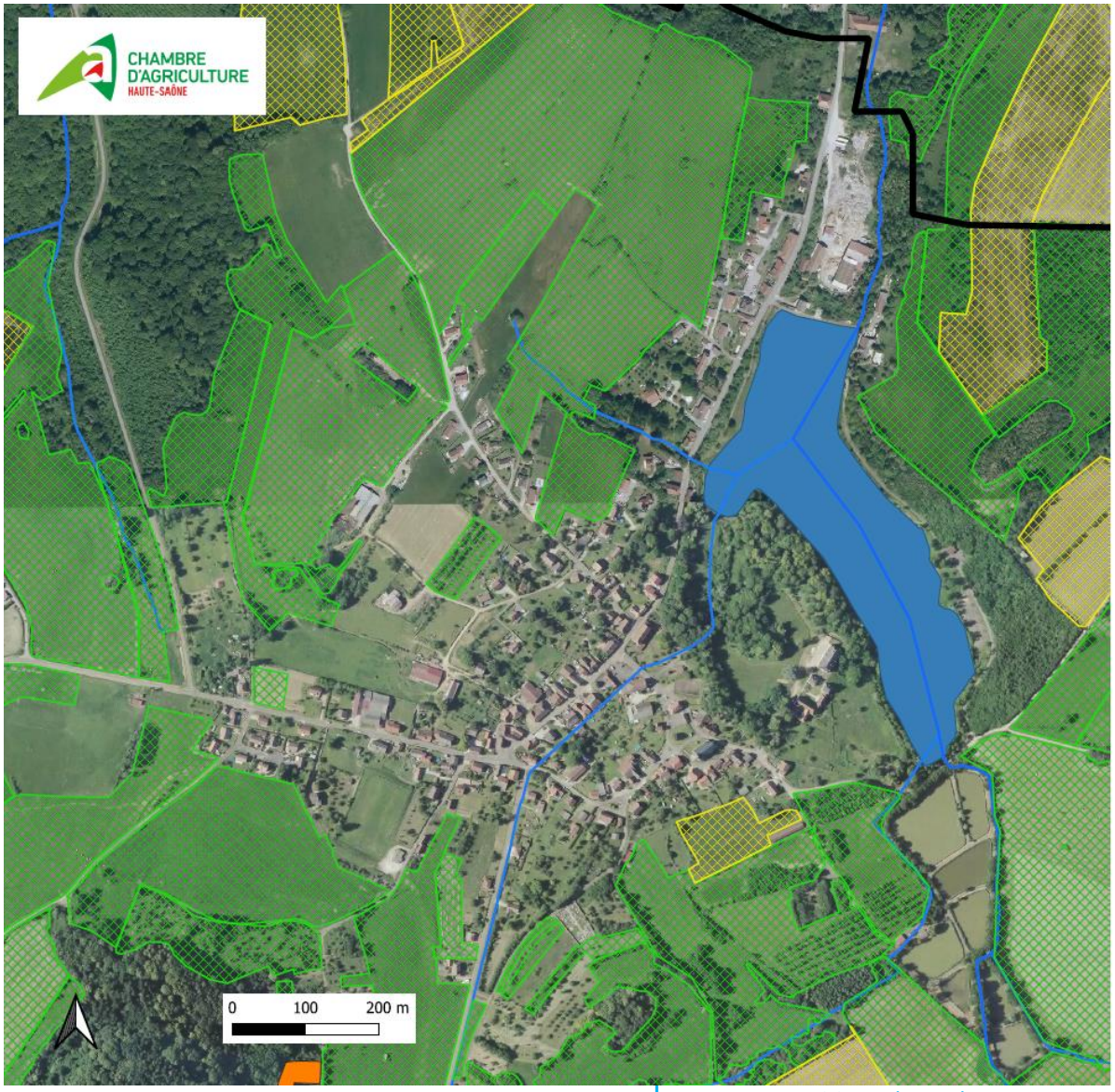
BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles

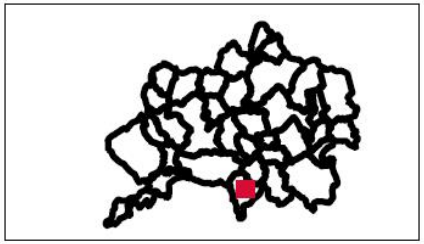


Fallon

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE FALLON

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

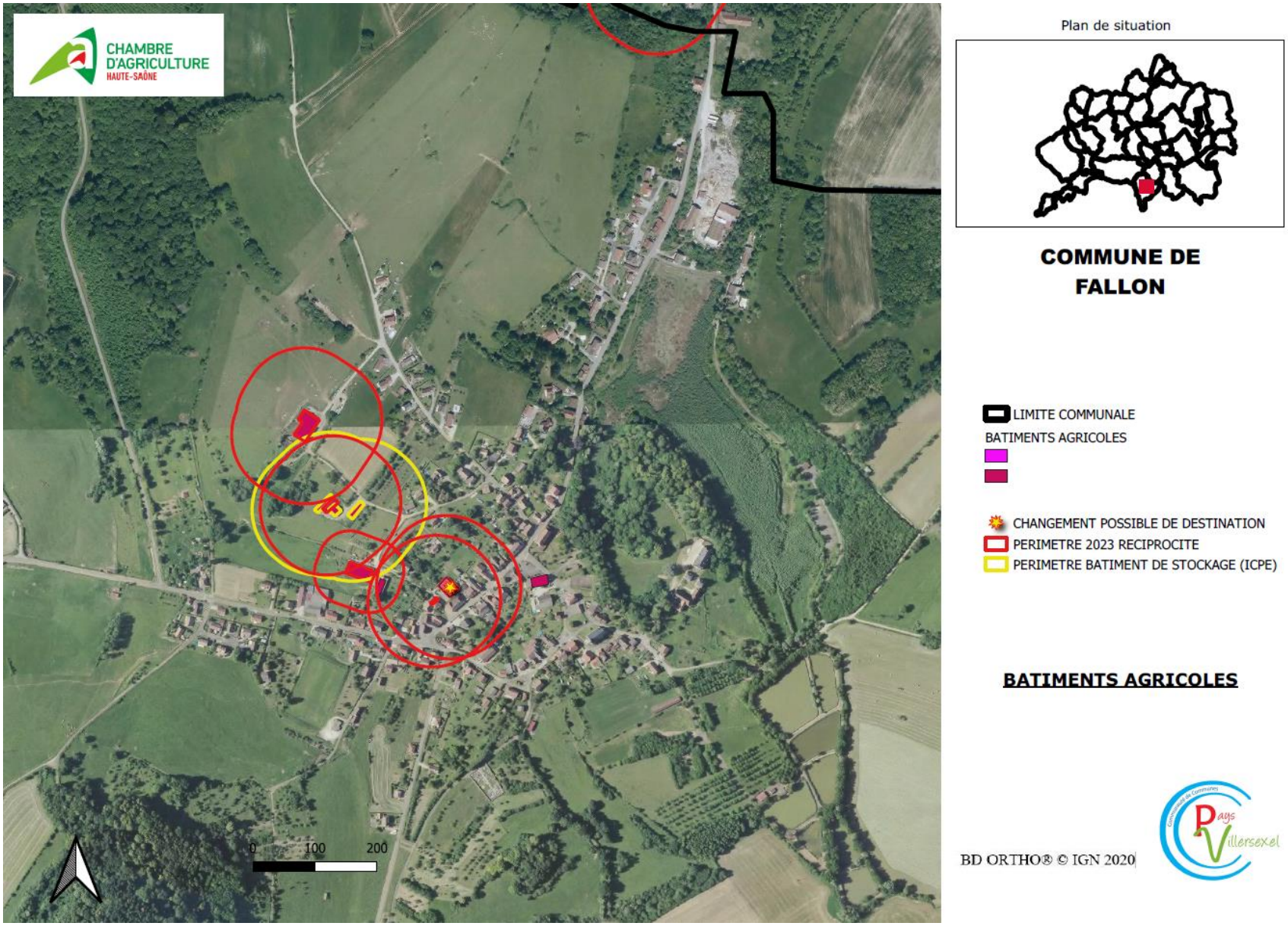
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

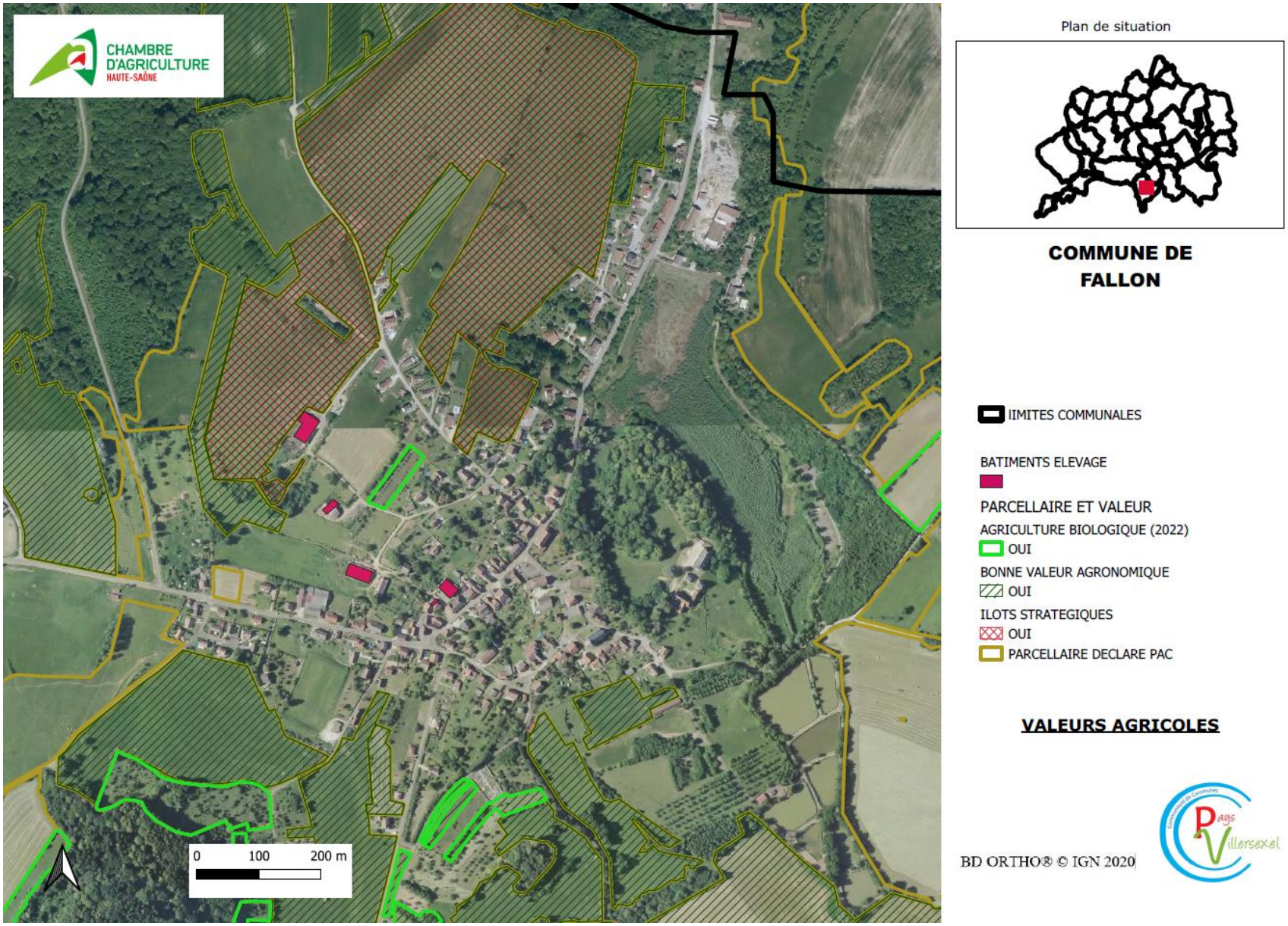
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

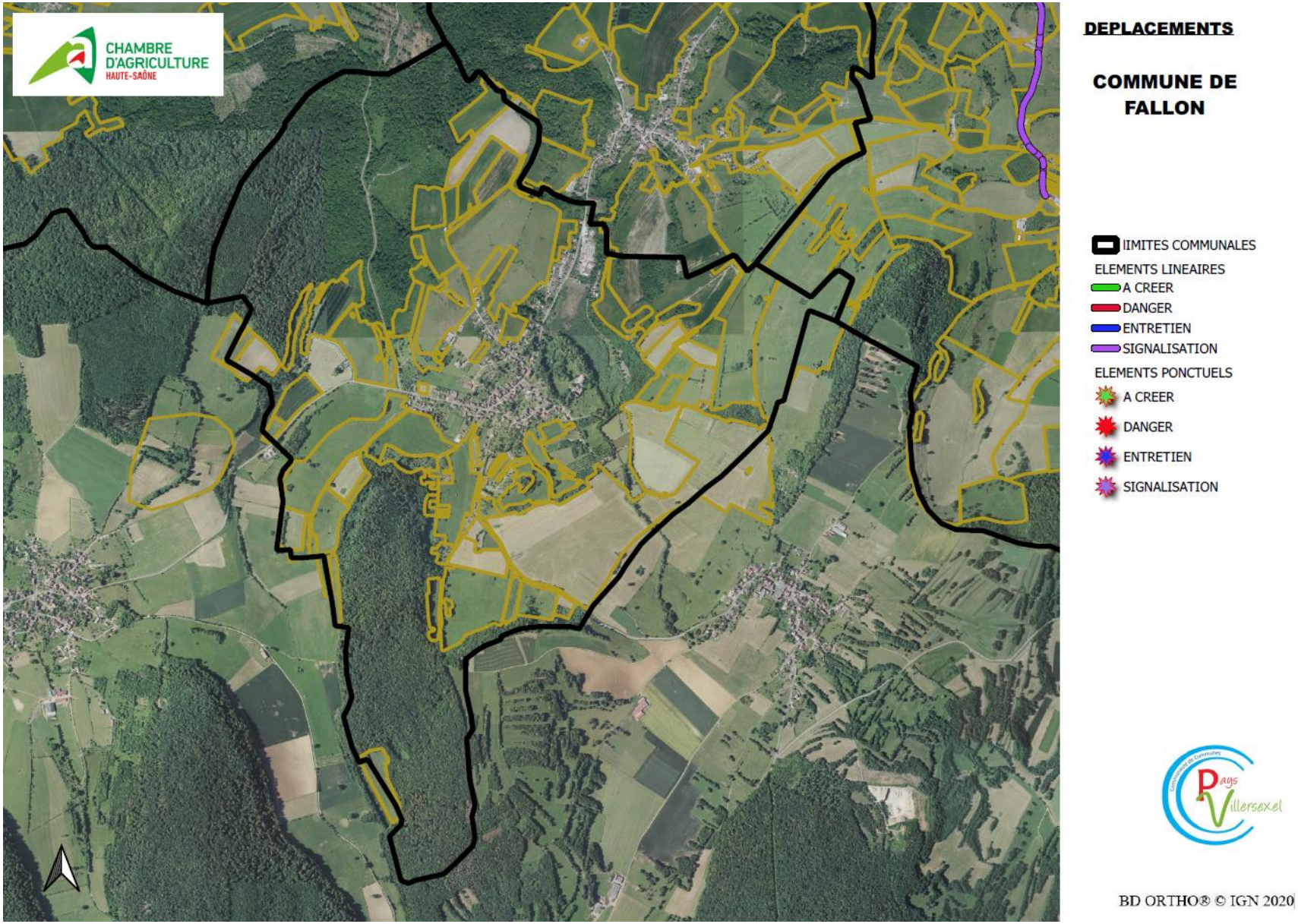
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

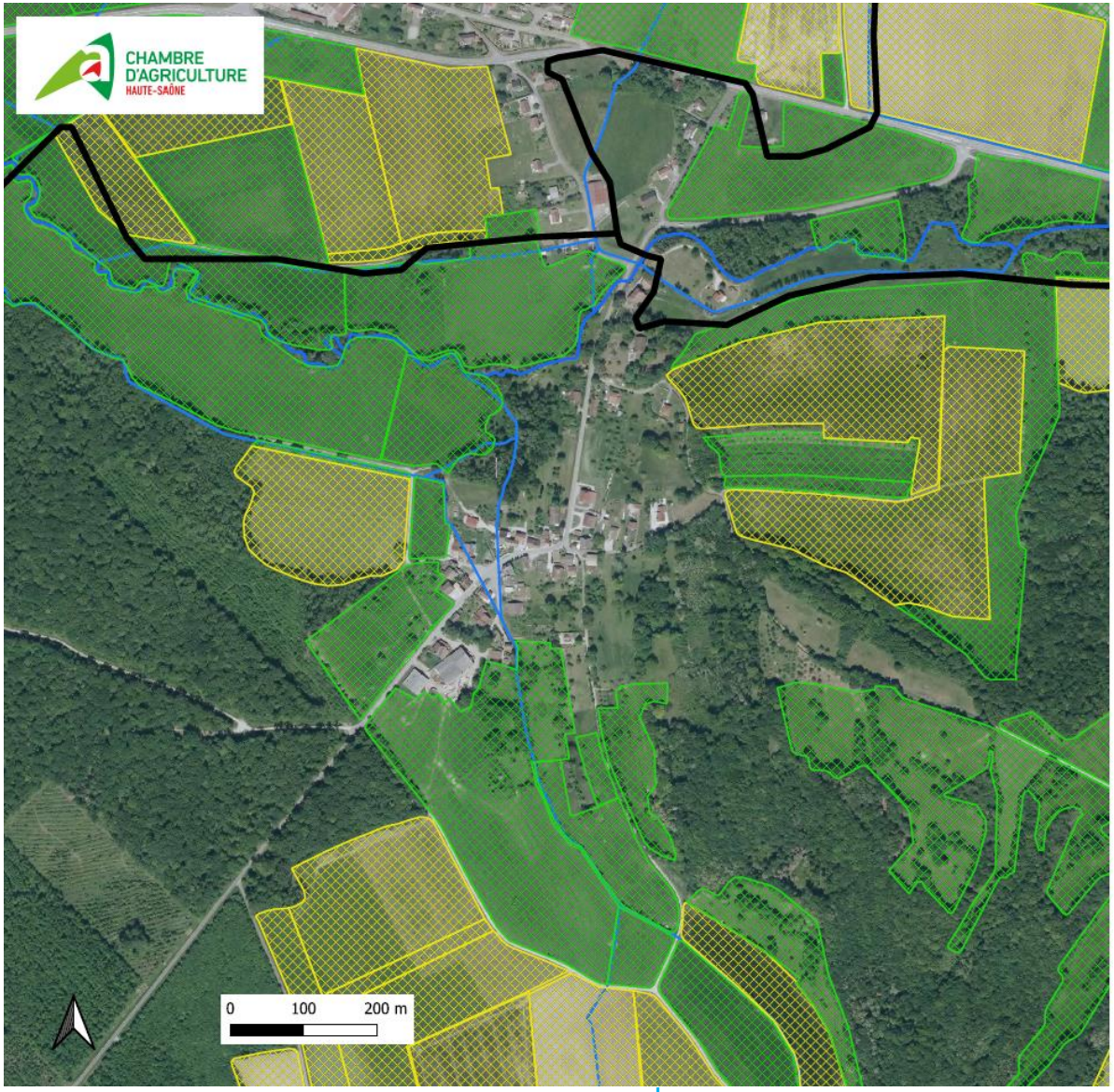


Déplacement(s) agricole(s)

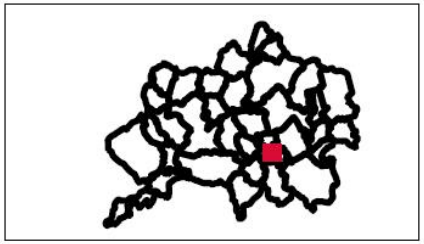


Georfans

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE GEORFANS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

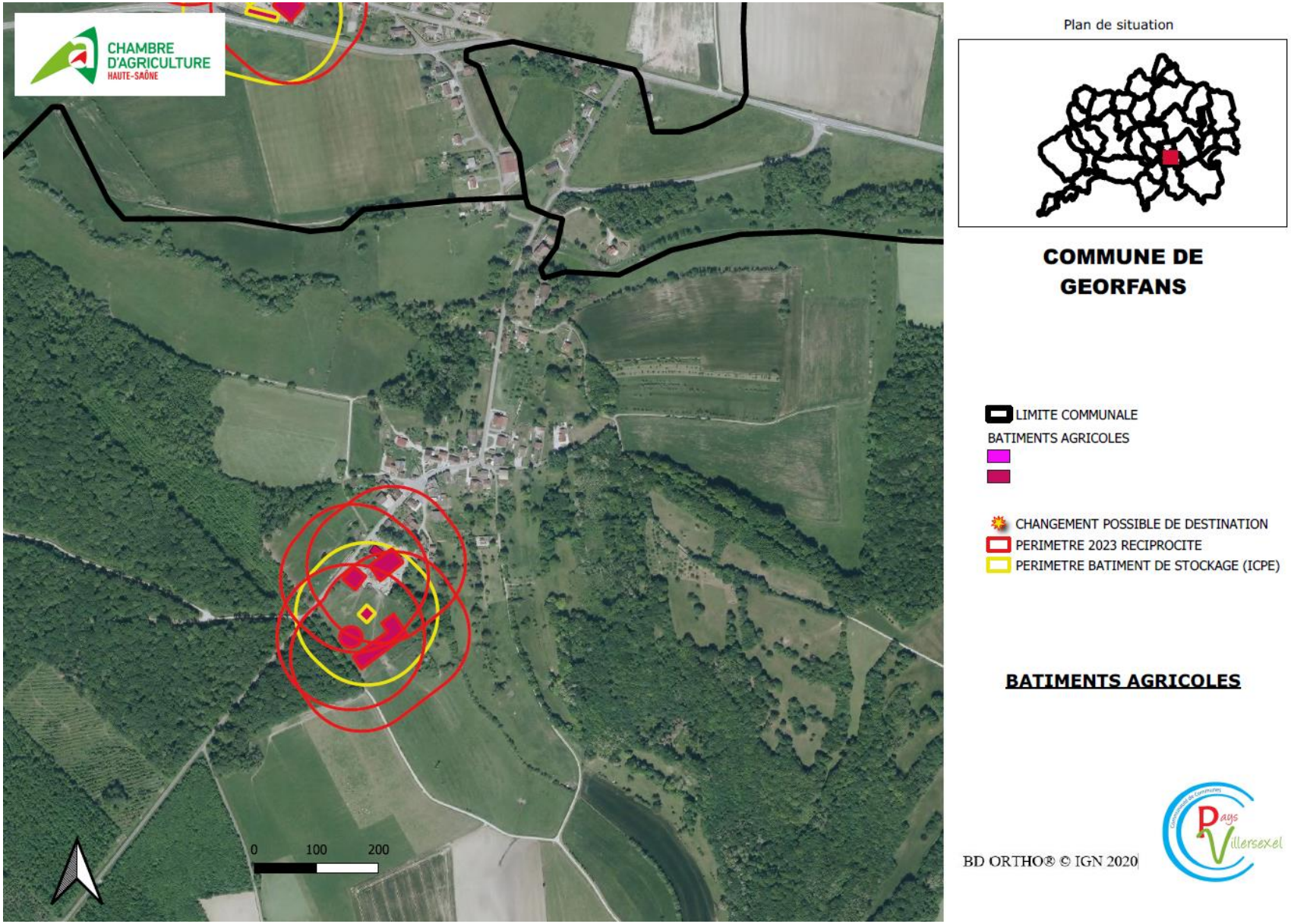
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

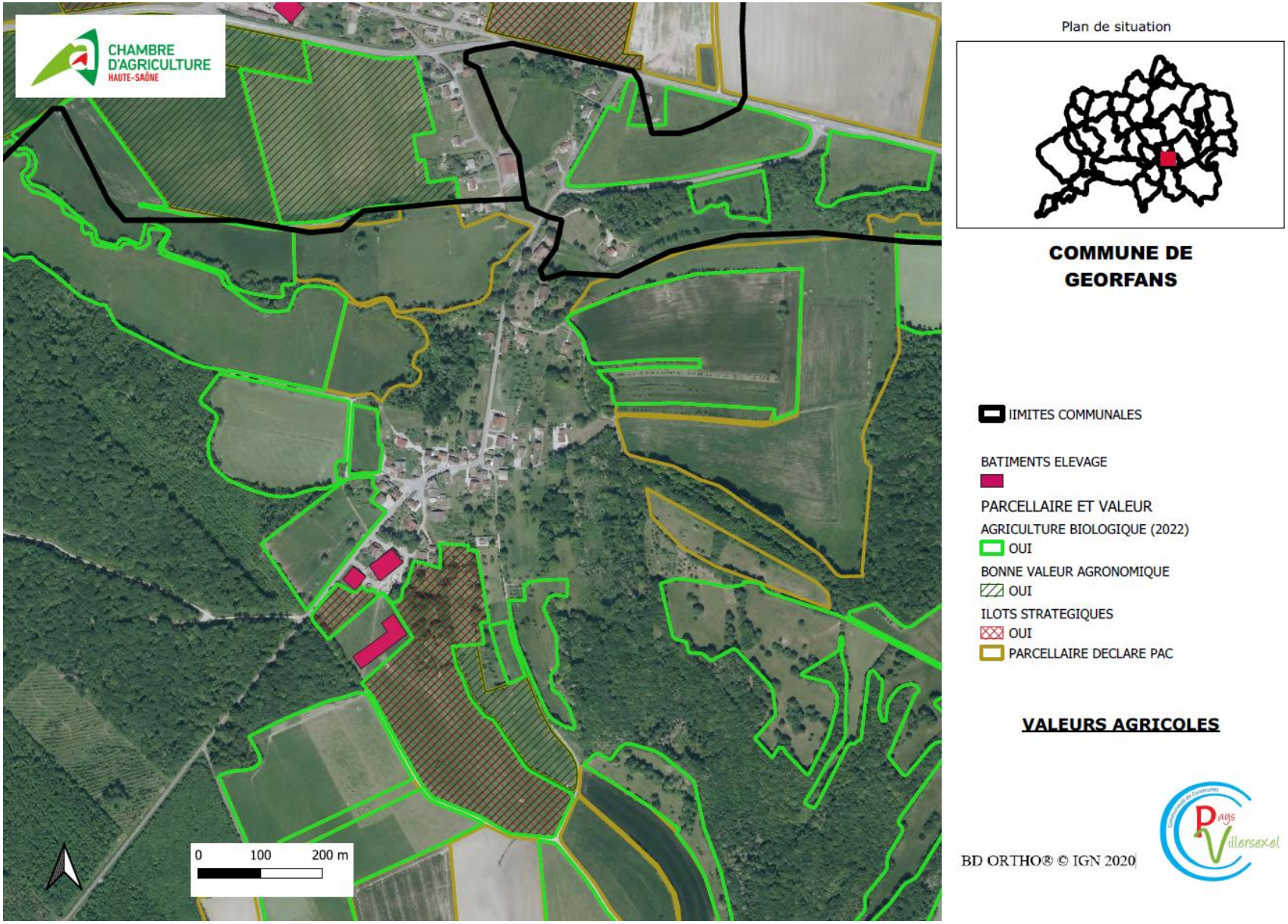
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

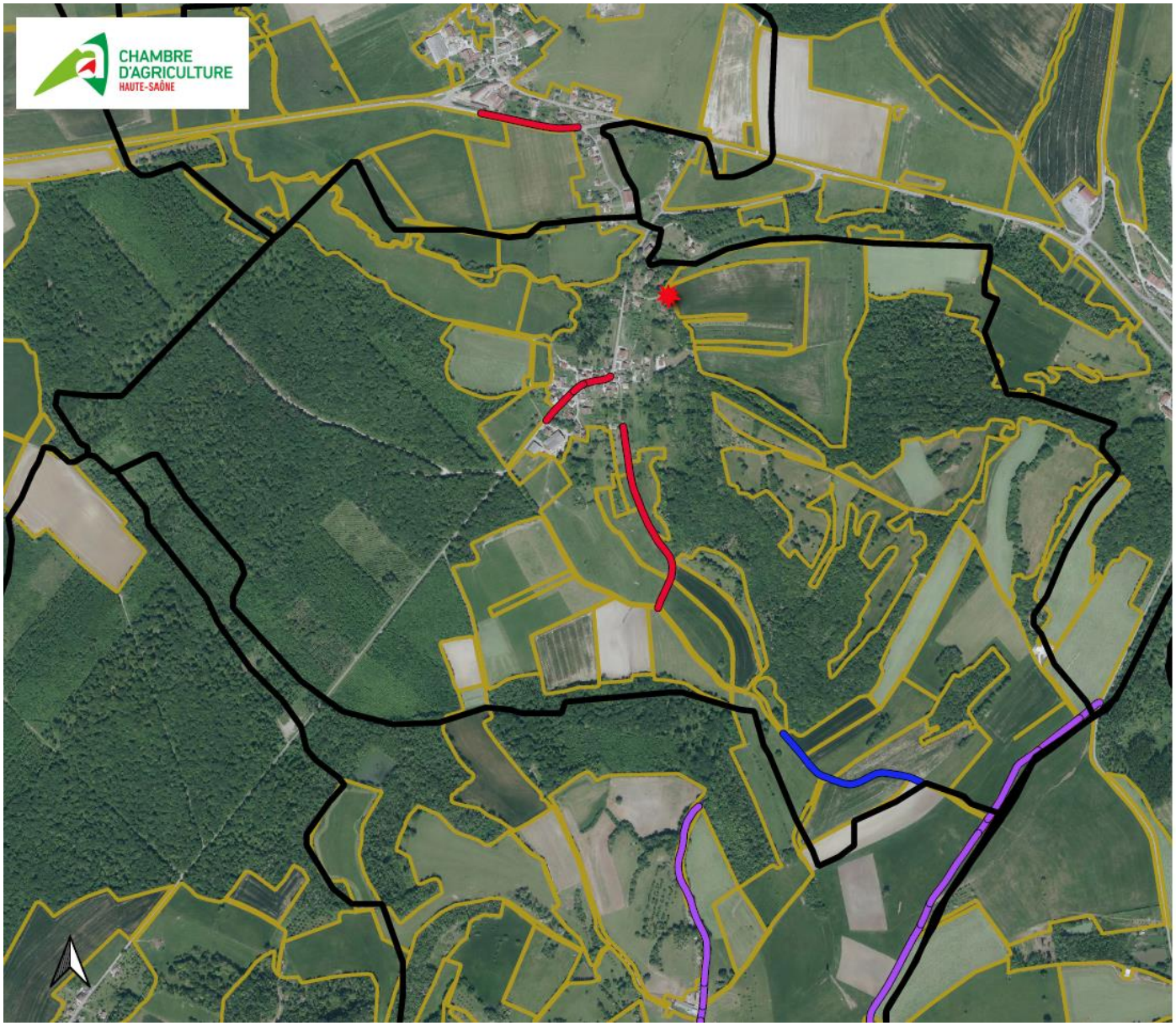
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE GEORFANS

LIMITES COMMUNALES

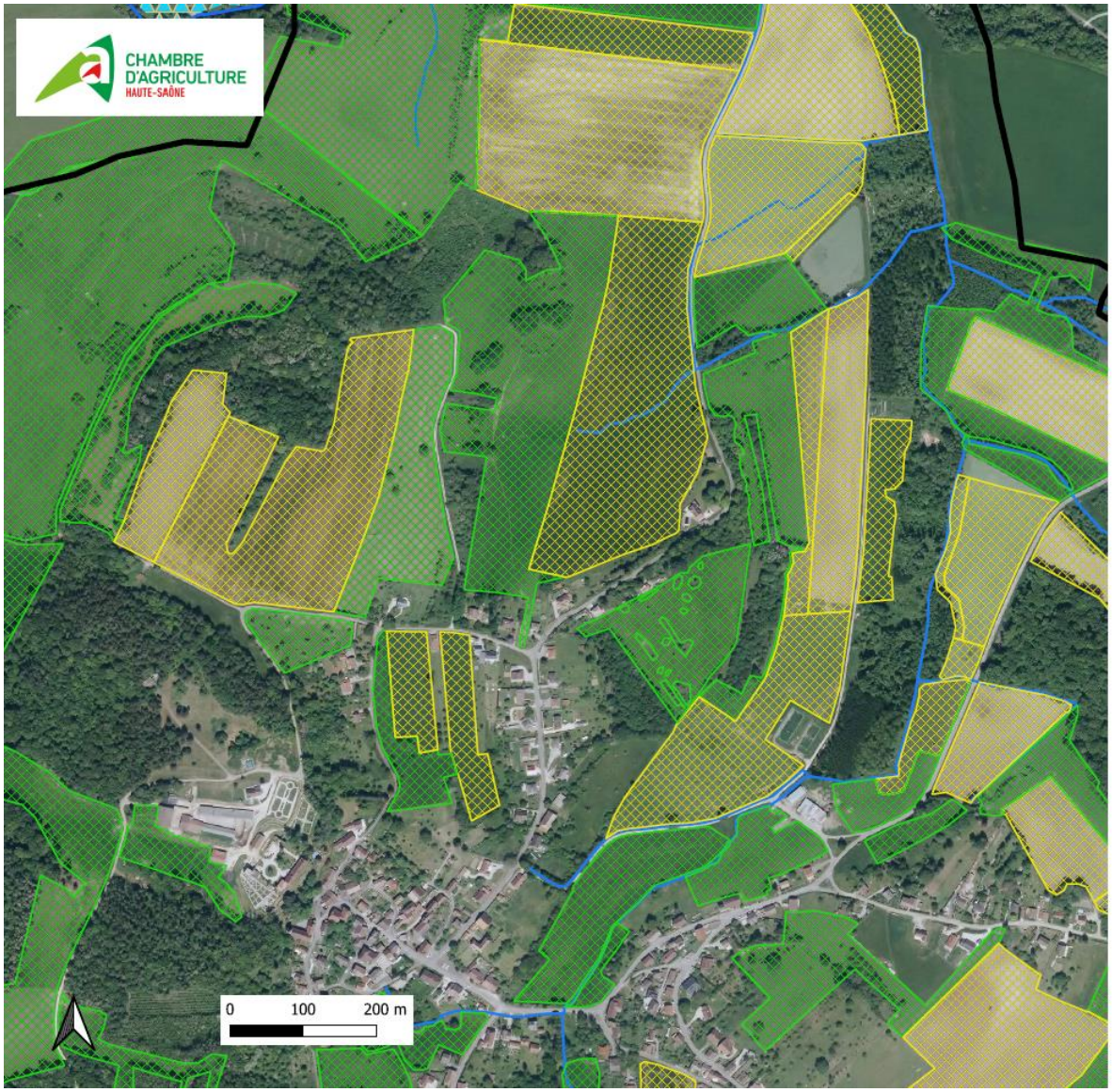
ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

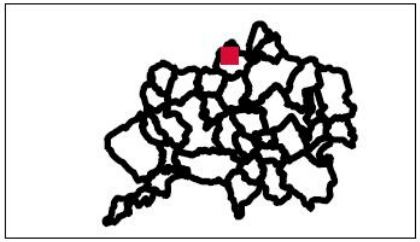
BD ORTHO® © IGN 2020

Gouhenans

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS NORD

LIMITES COMMUNALES

PP

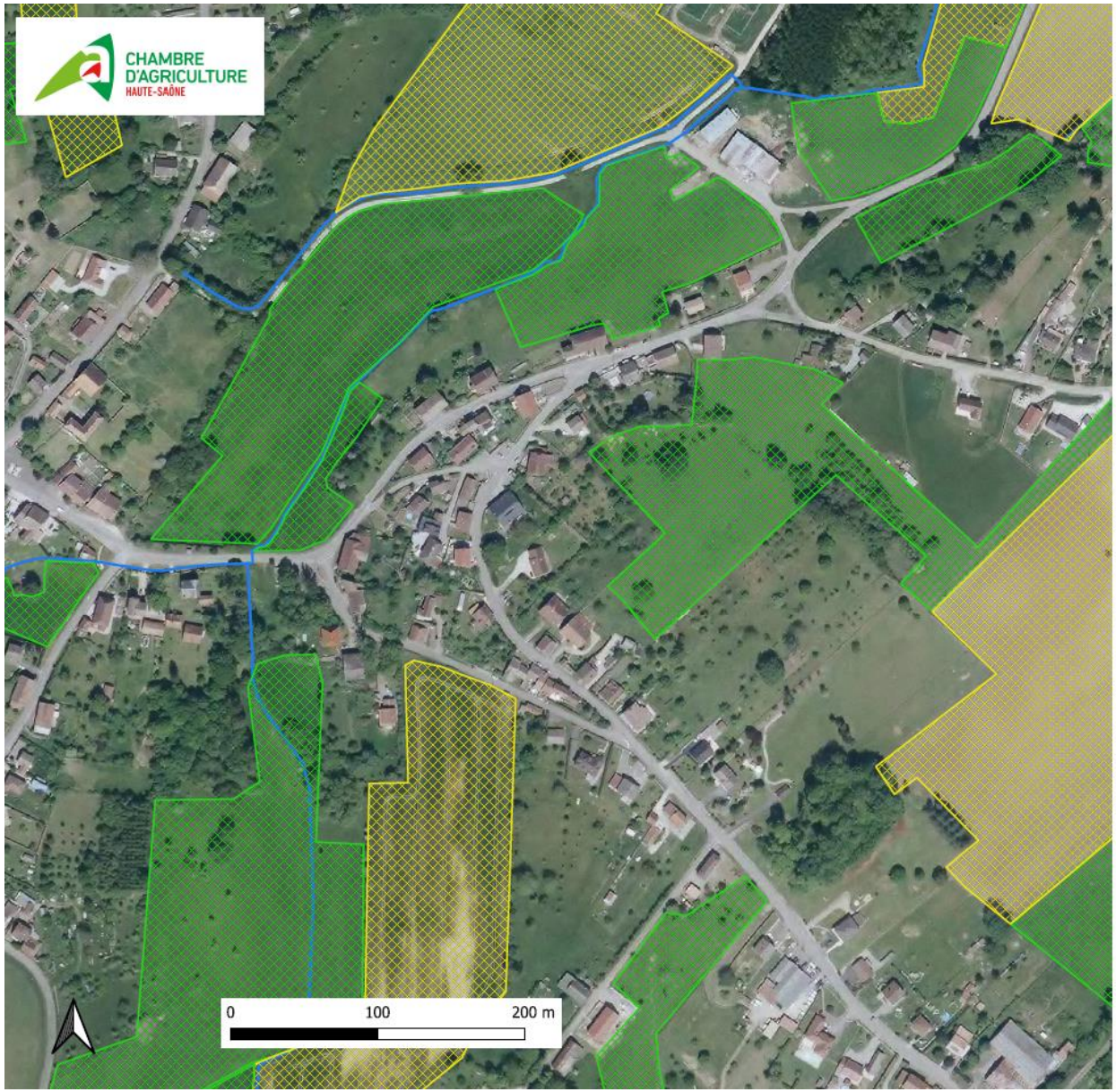
TA

COURS D'EAU

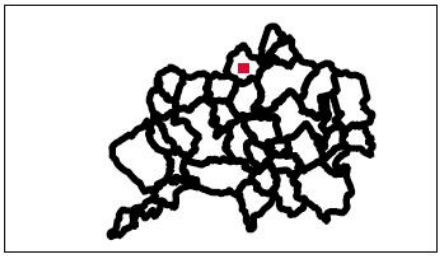
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS EST

IIMITES COMMUNALES

PP

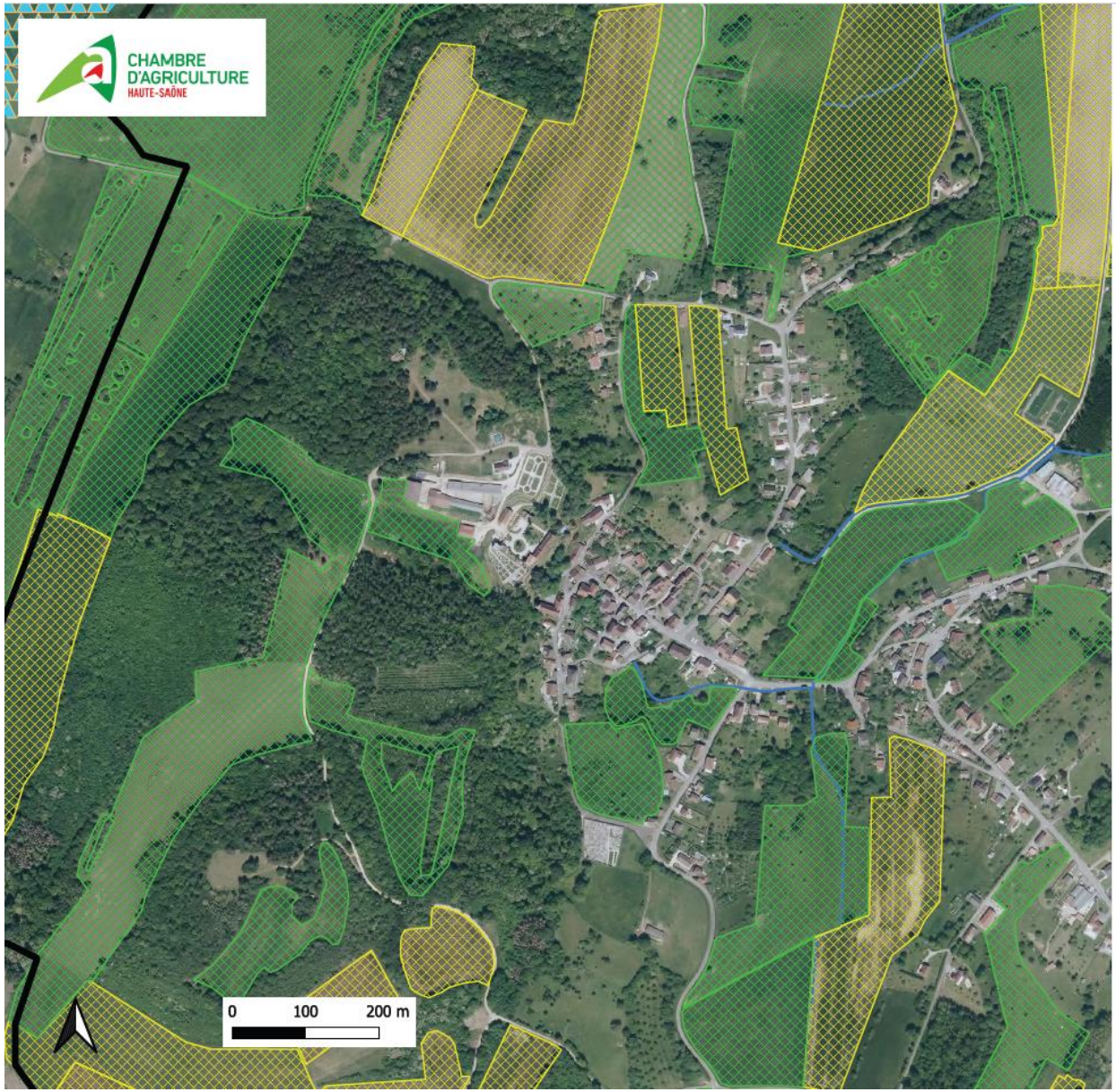
TA

COURS D'EAU

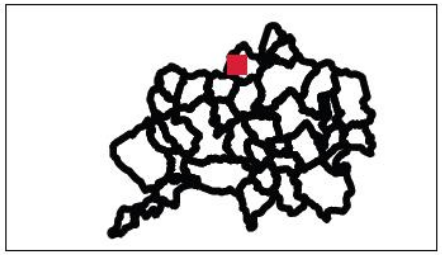
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS OUEST

IIMITES COMMUNALES

PP

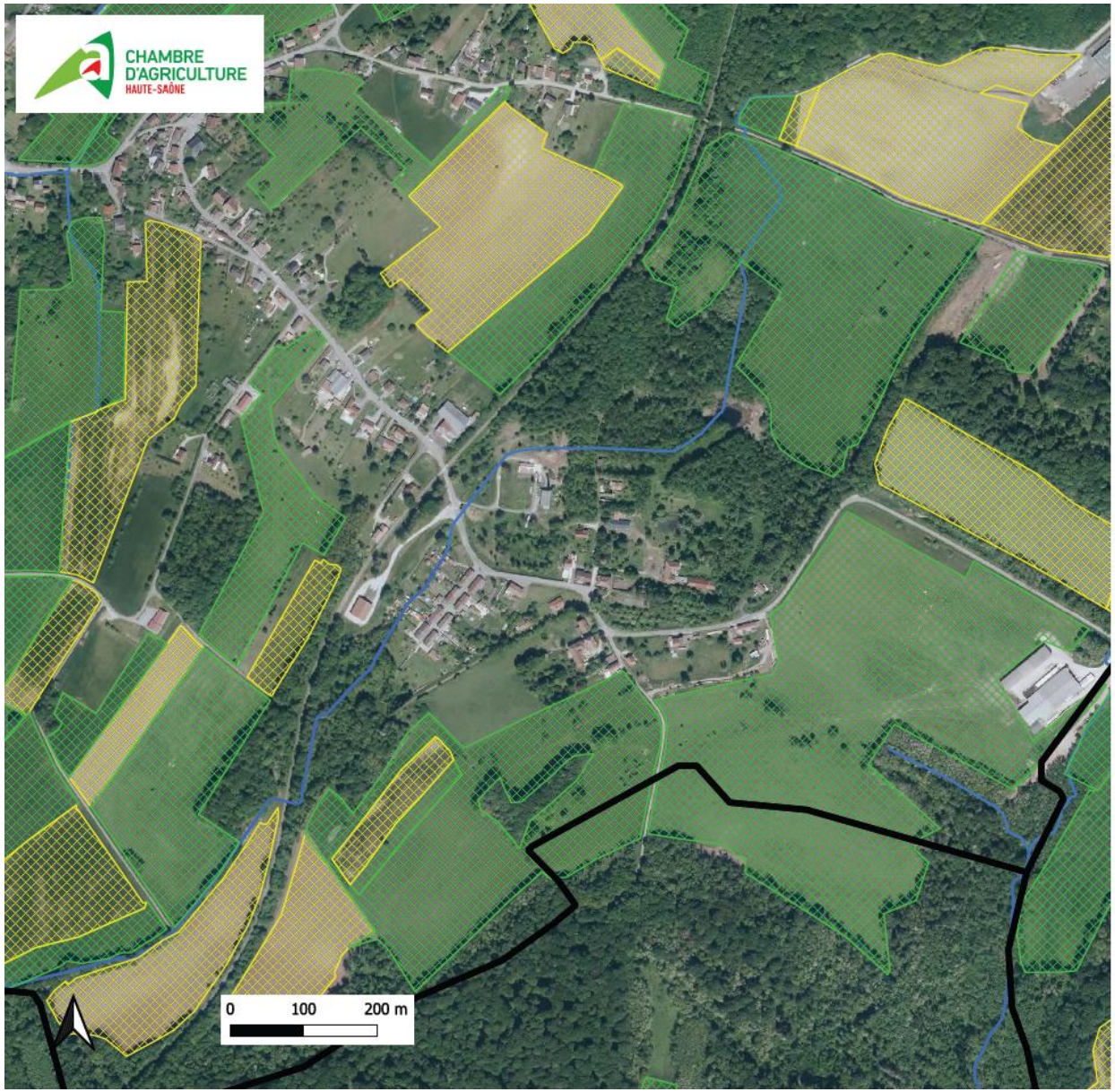
TA

COURS D'EAU

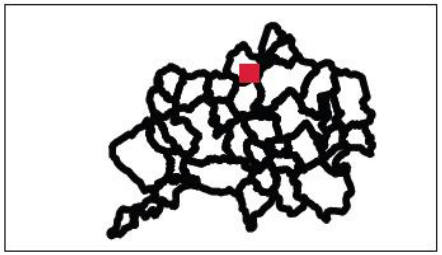
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE LA SALINE DE GOUHENANS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

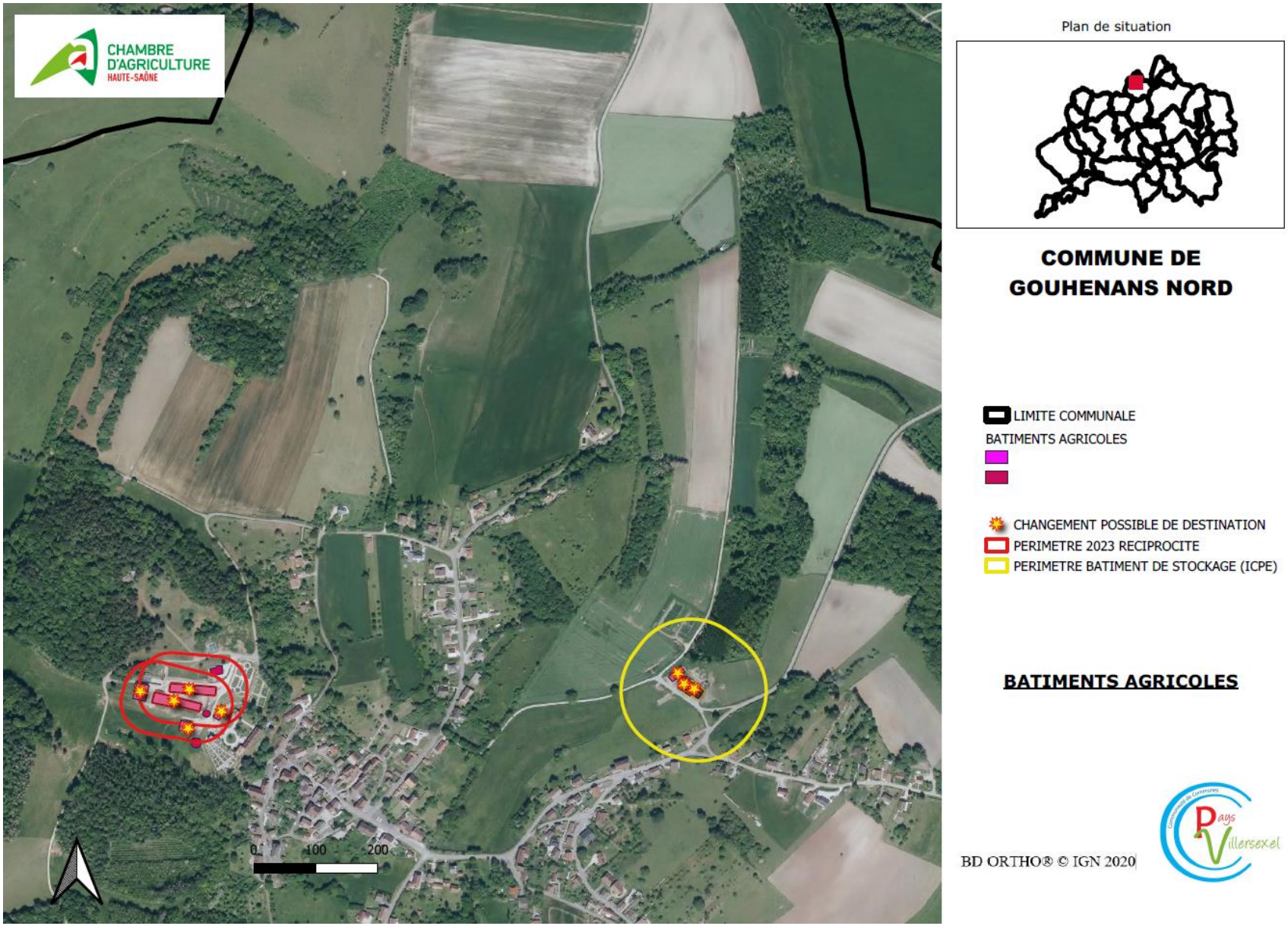
COURS D'EAU

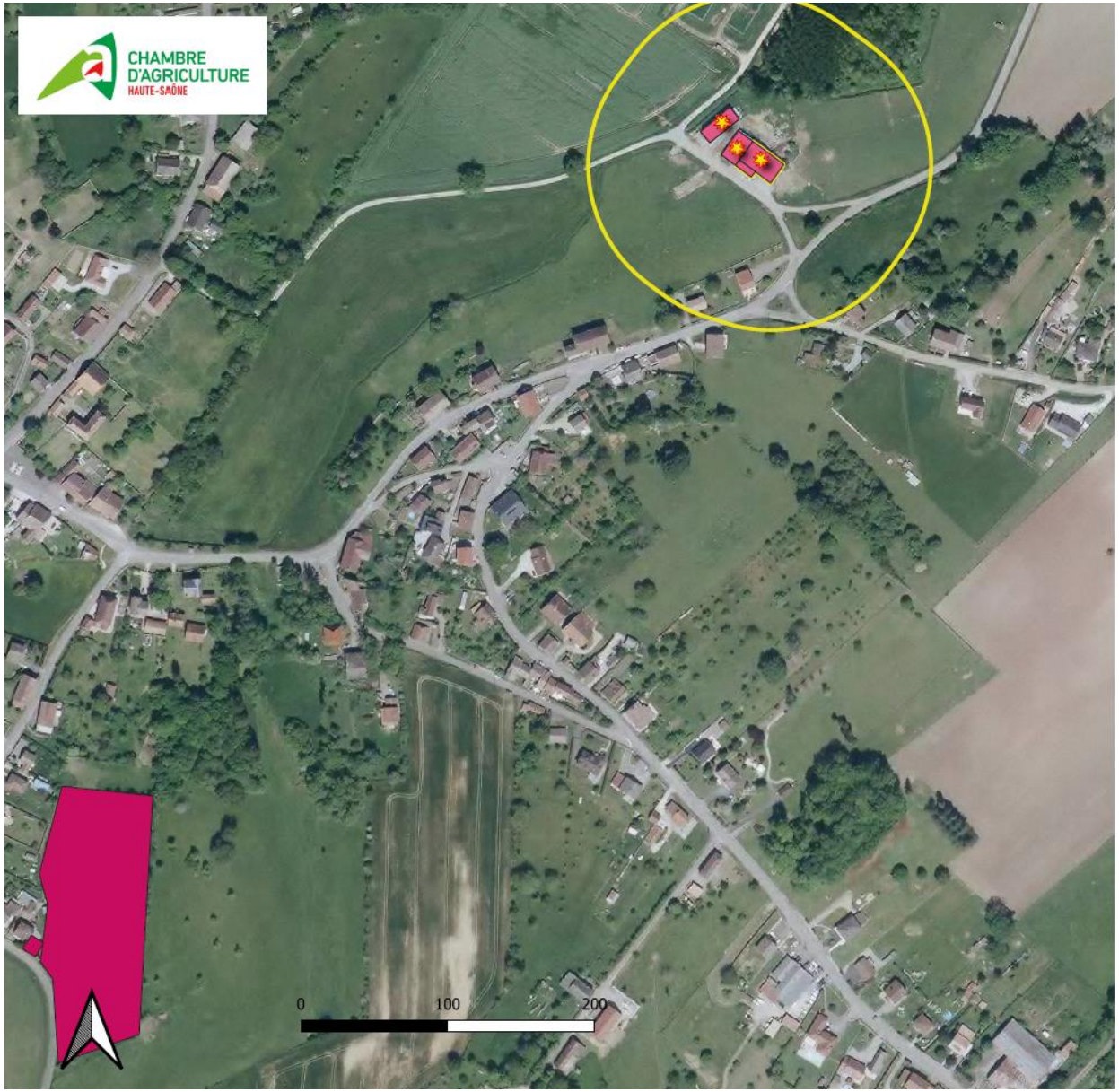
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

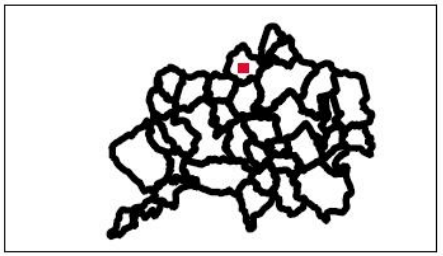
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS EST

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

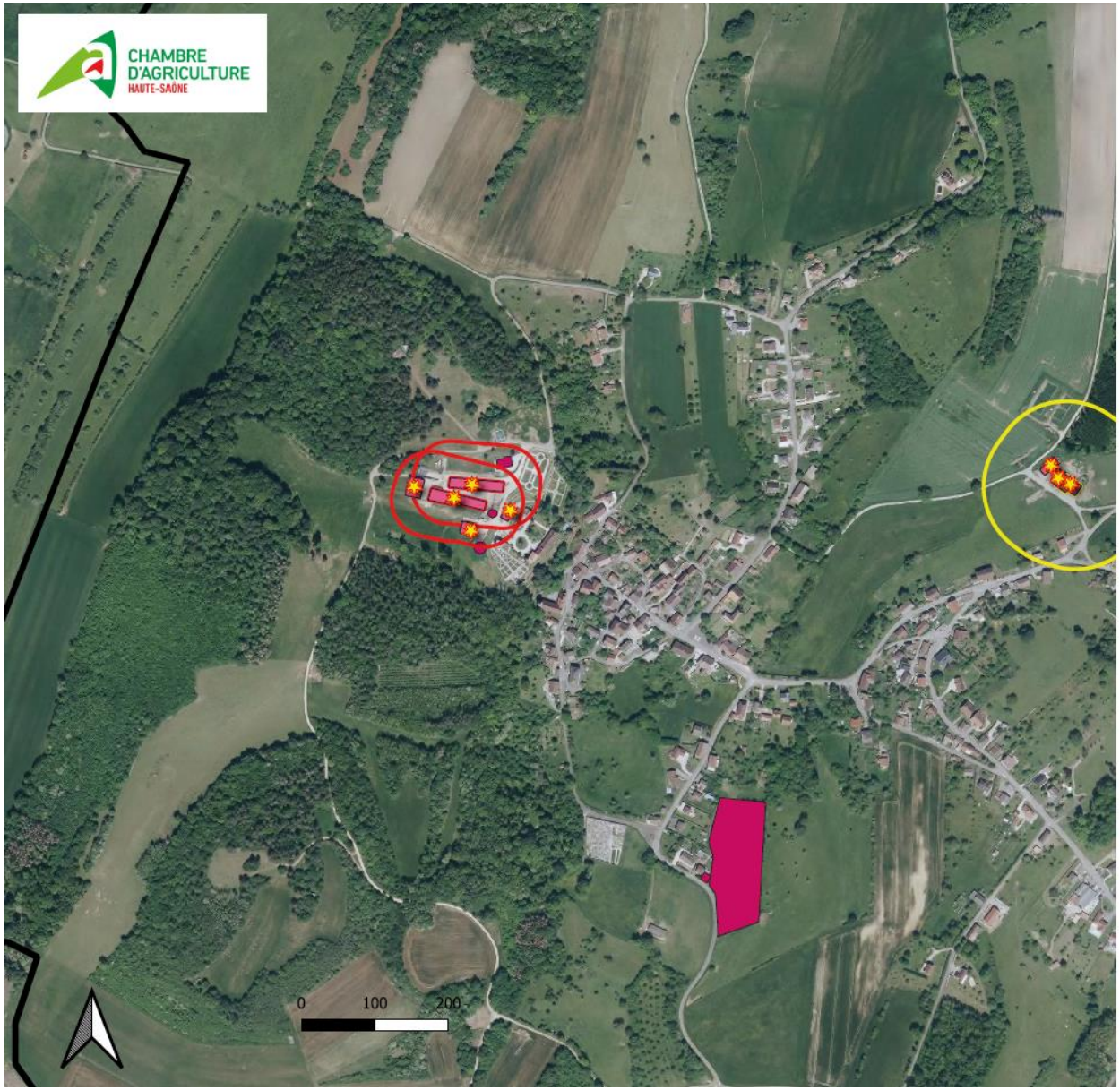
CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

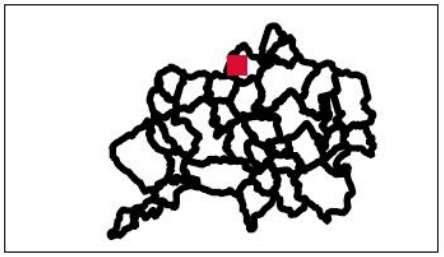
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS OUEST

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

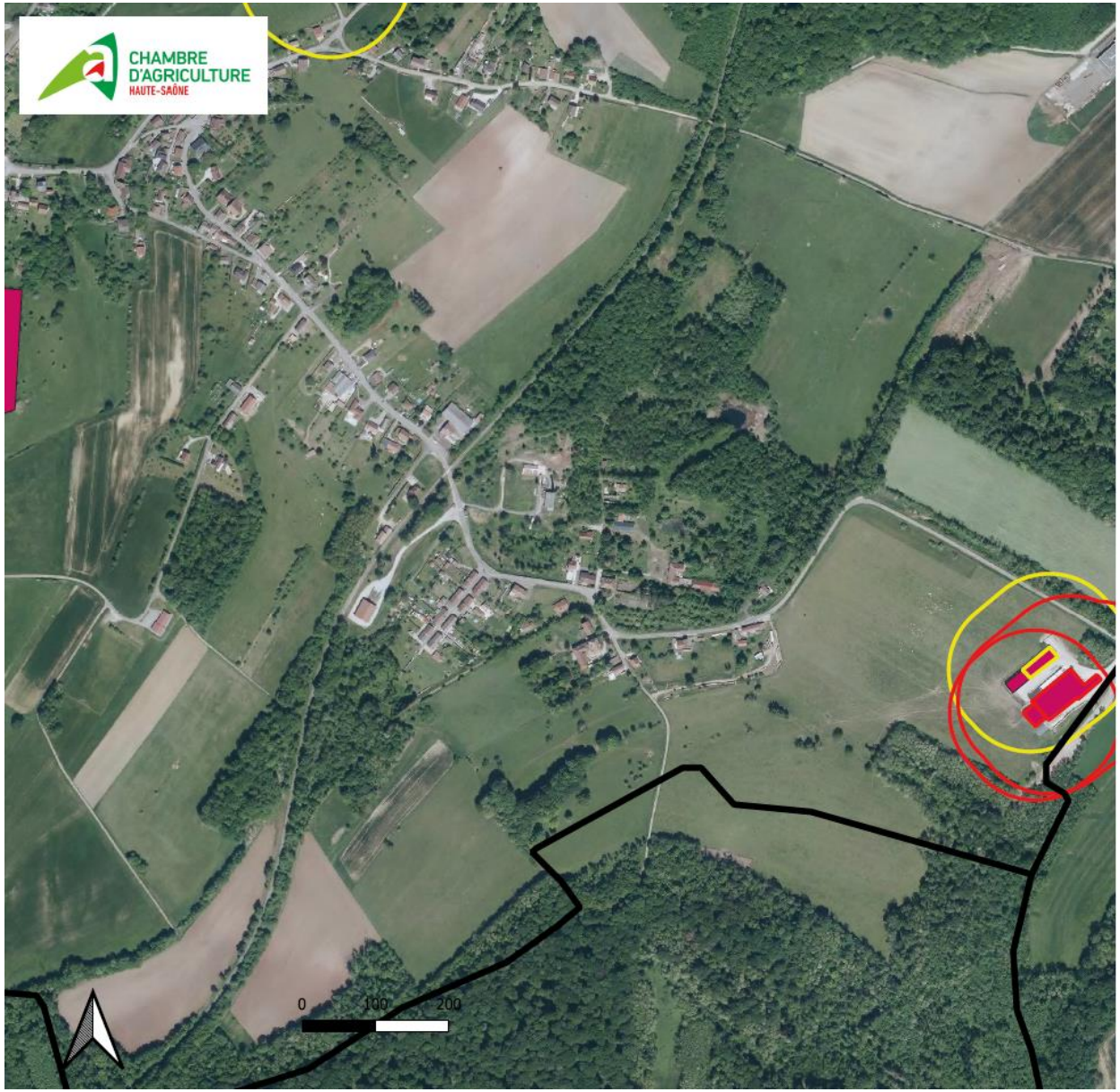
CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

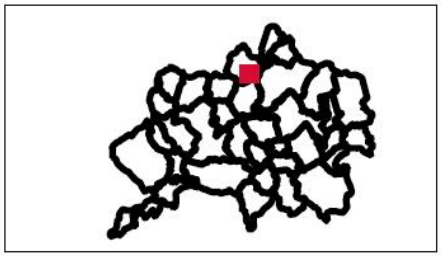
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE LA SALINE DE GOUHENANS

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

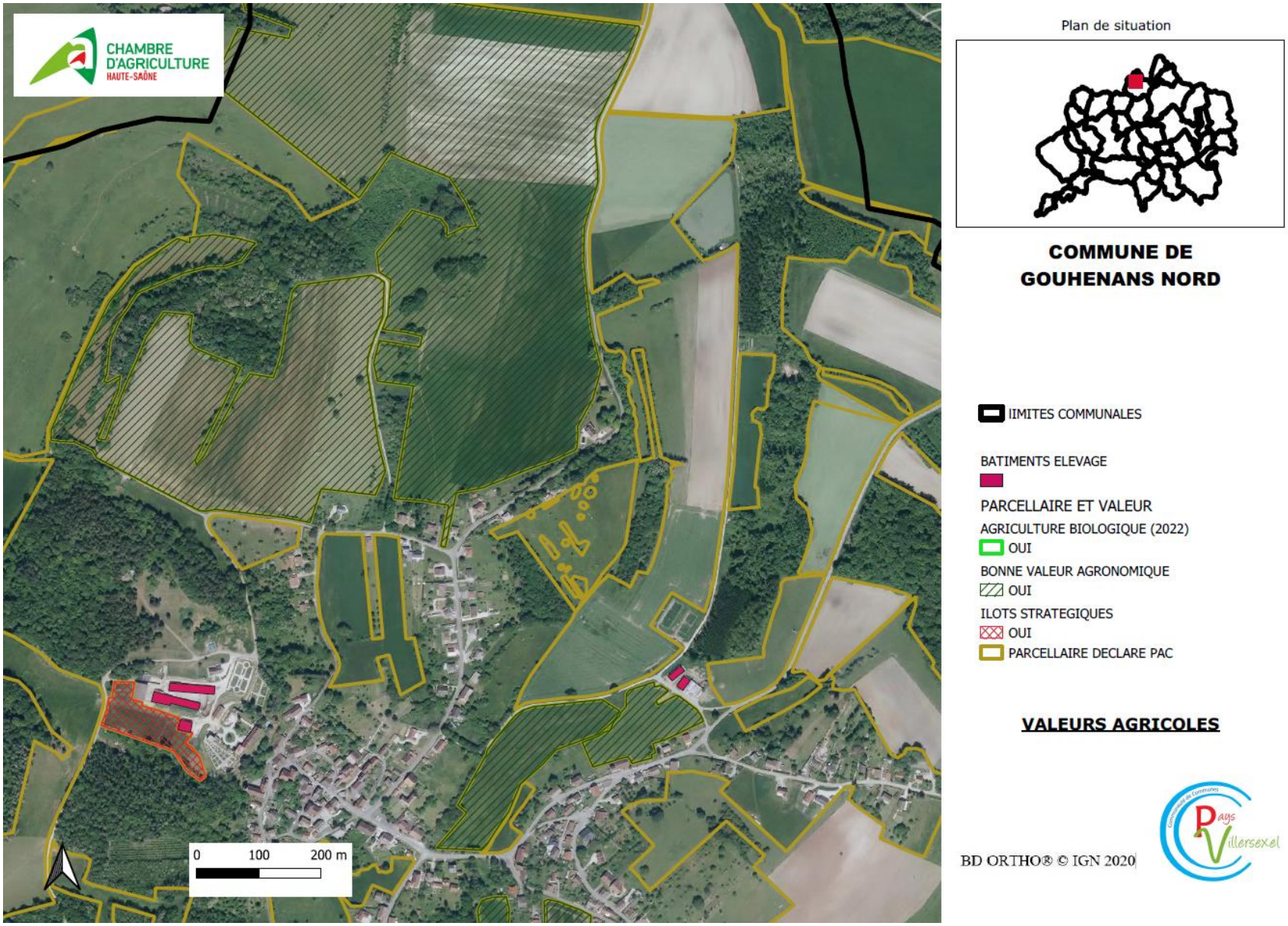
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

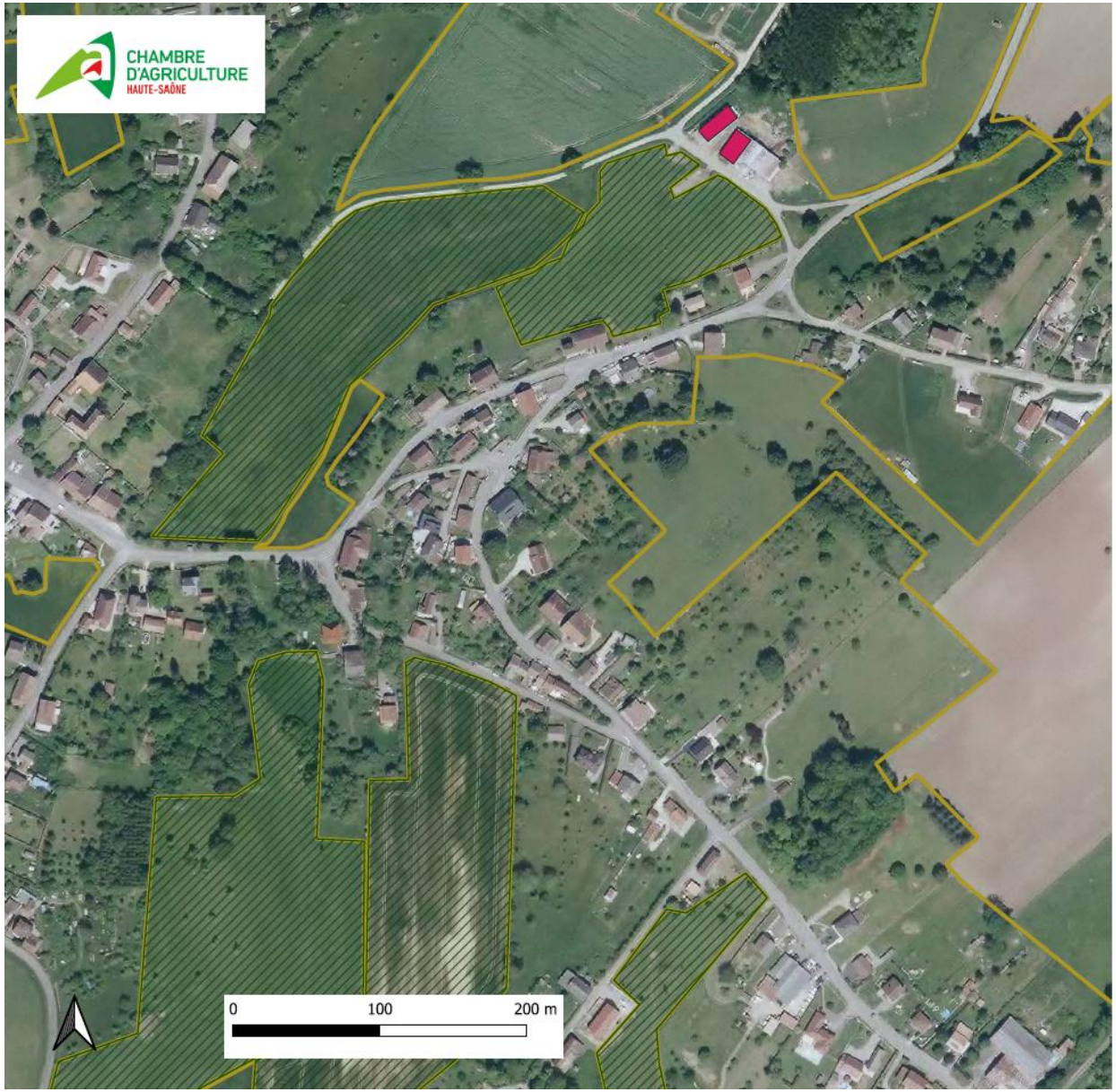
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

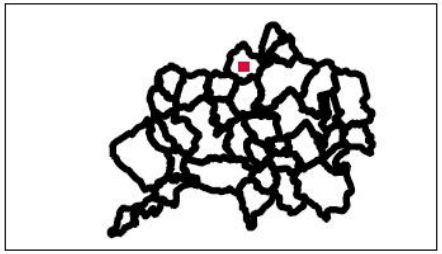
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS EST

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

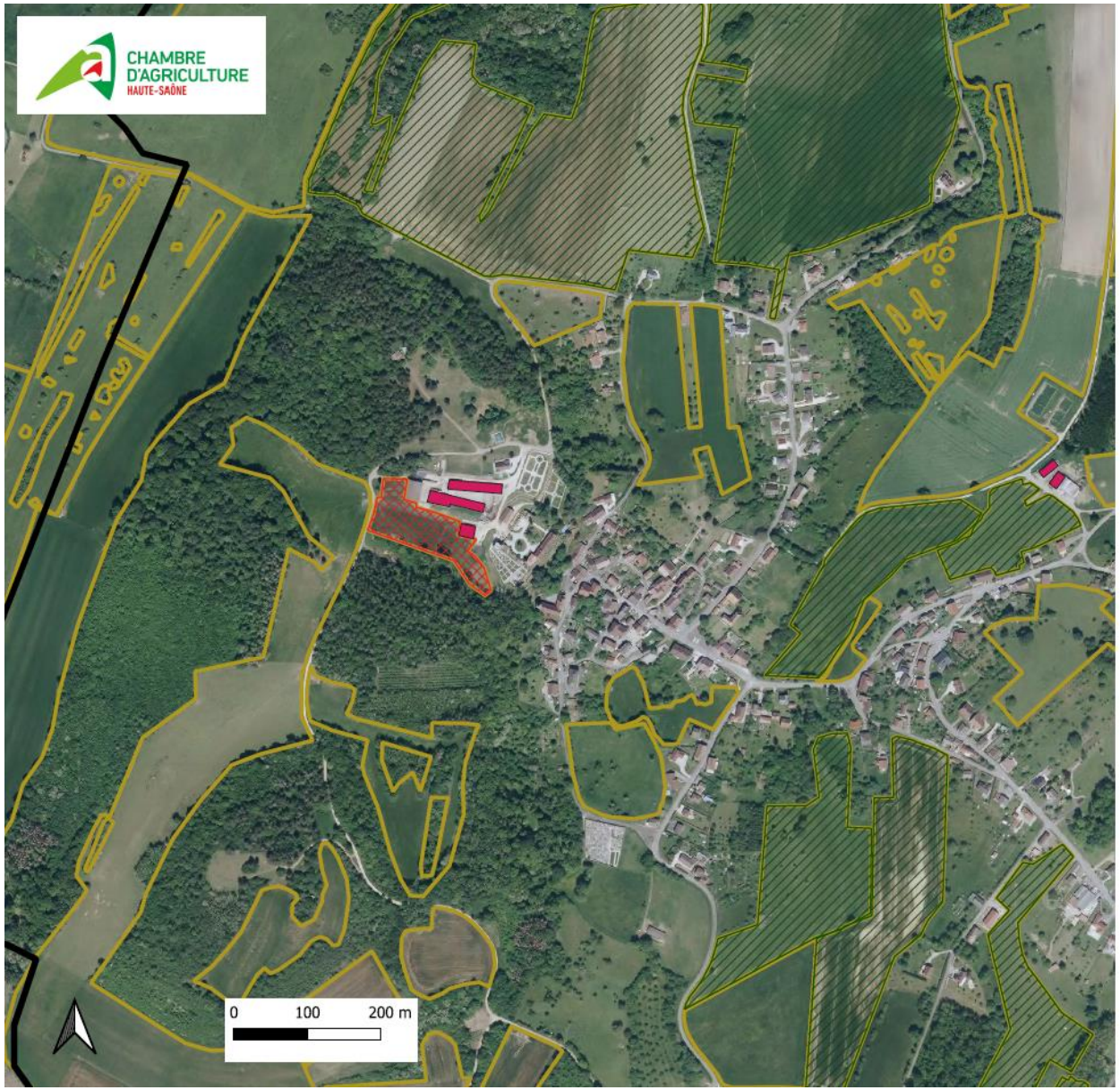
BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

ILOTS STRATEGIQUES
OUI

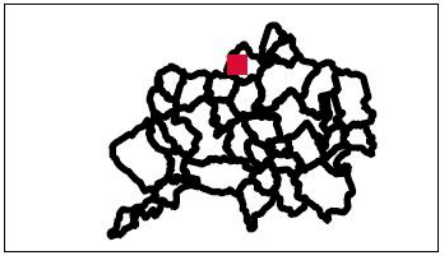
PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE GOUHENANS OUEST

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

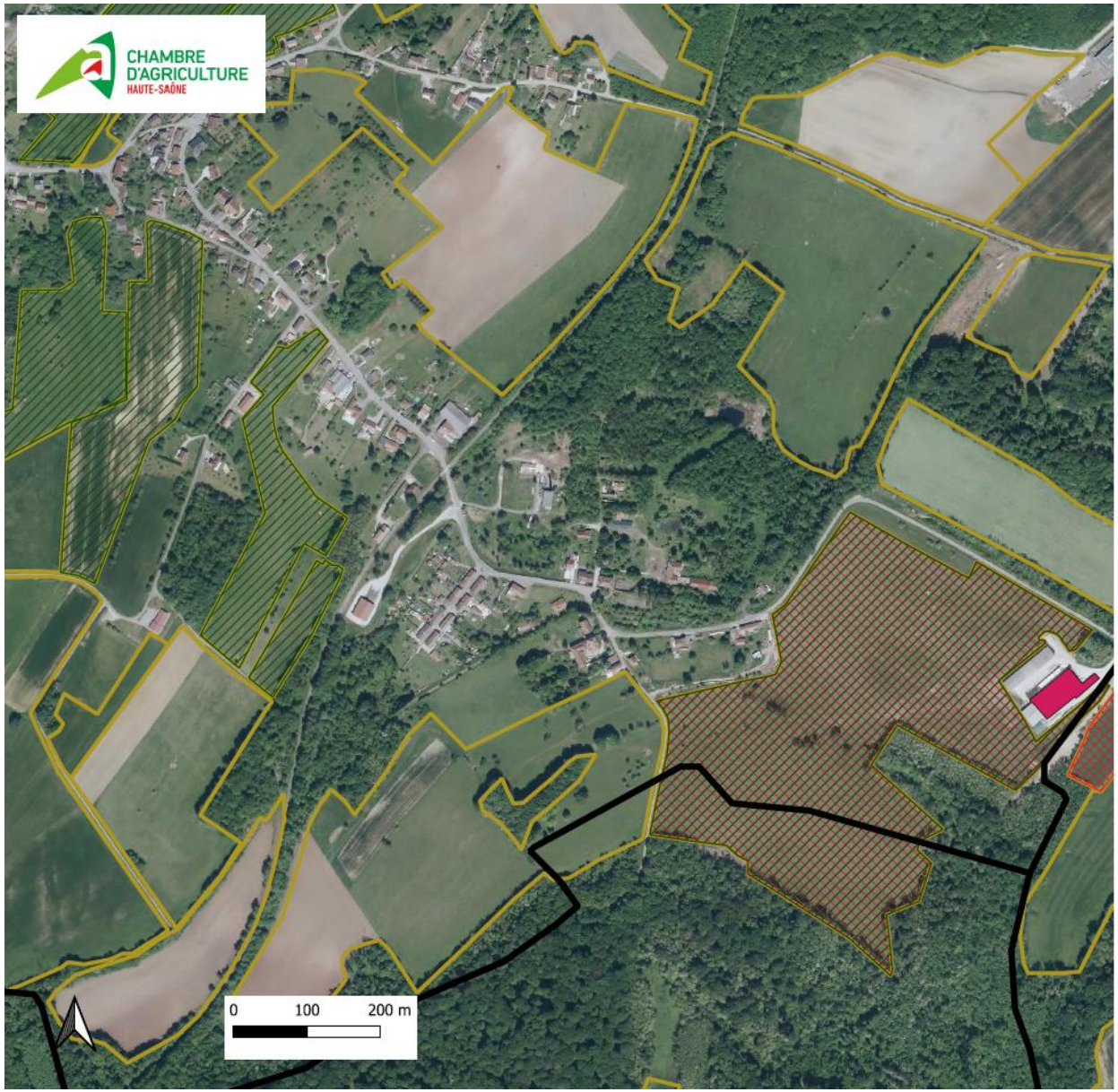
BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

ILOTS STRATEGIQUES
OUI

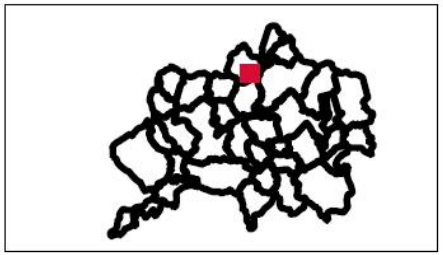
PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE LA SALINE DE GOUHENANS

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

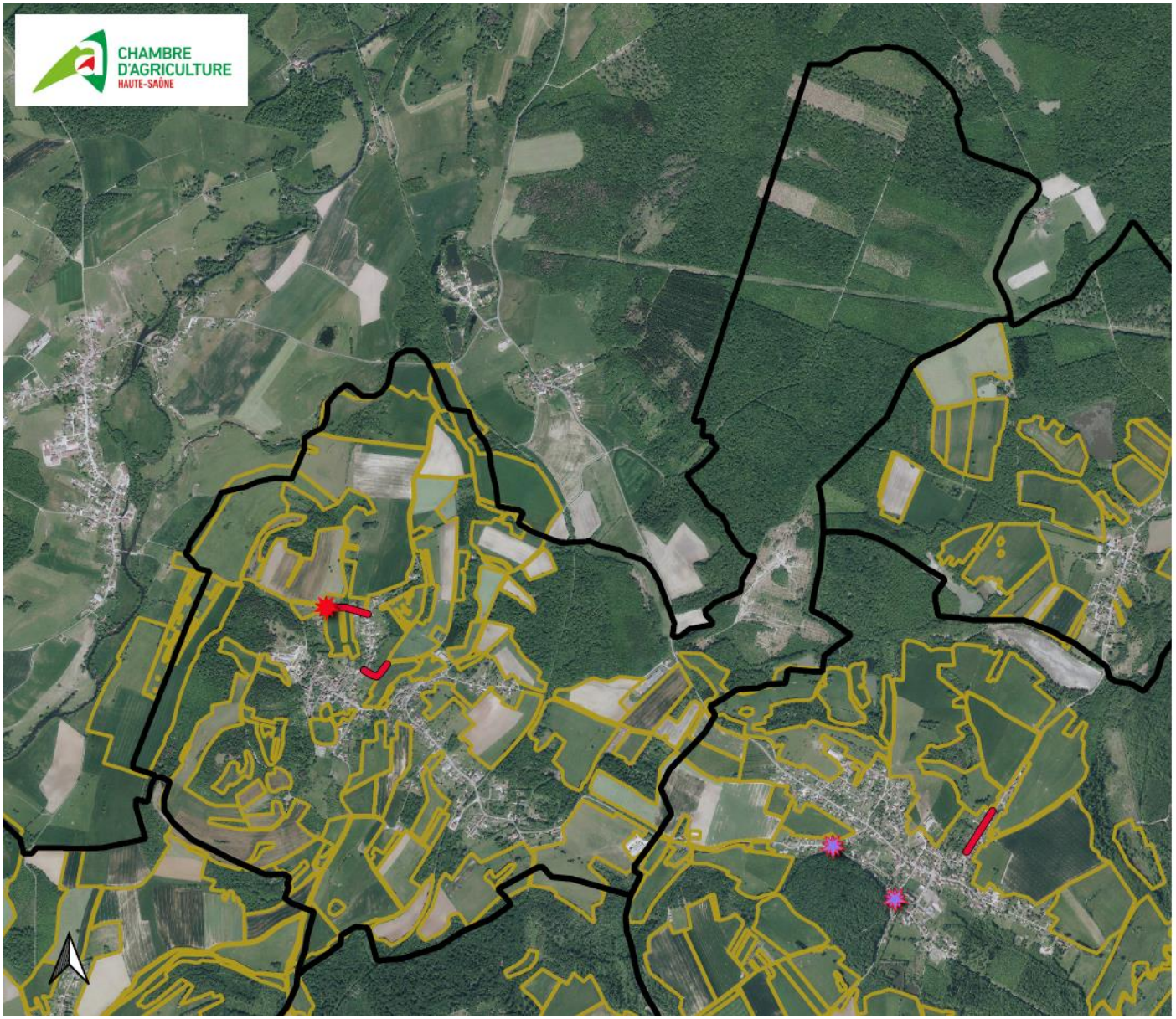
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

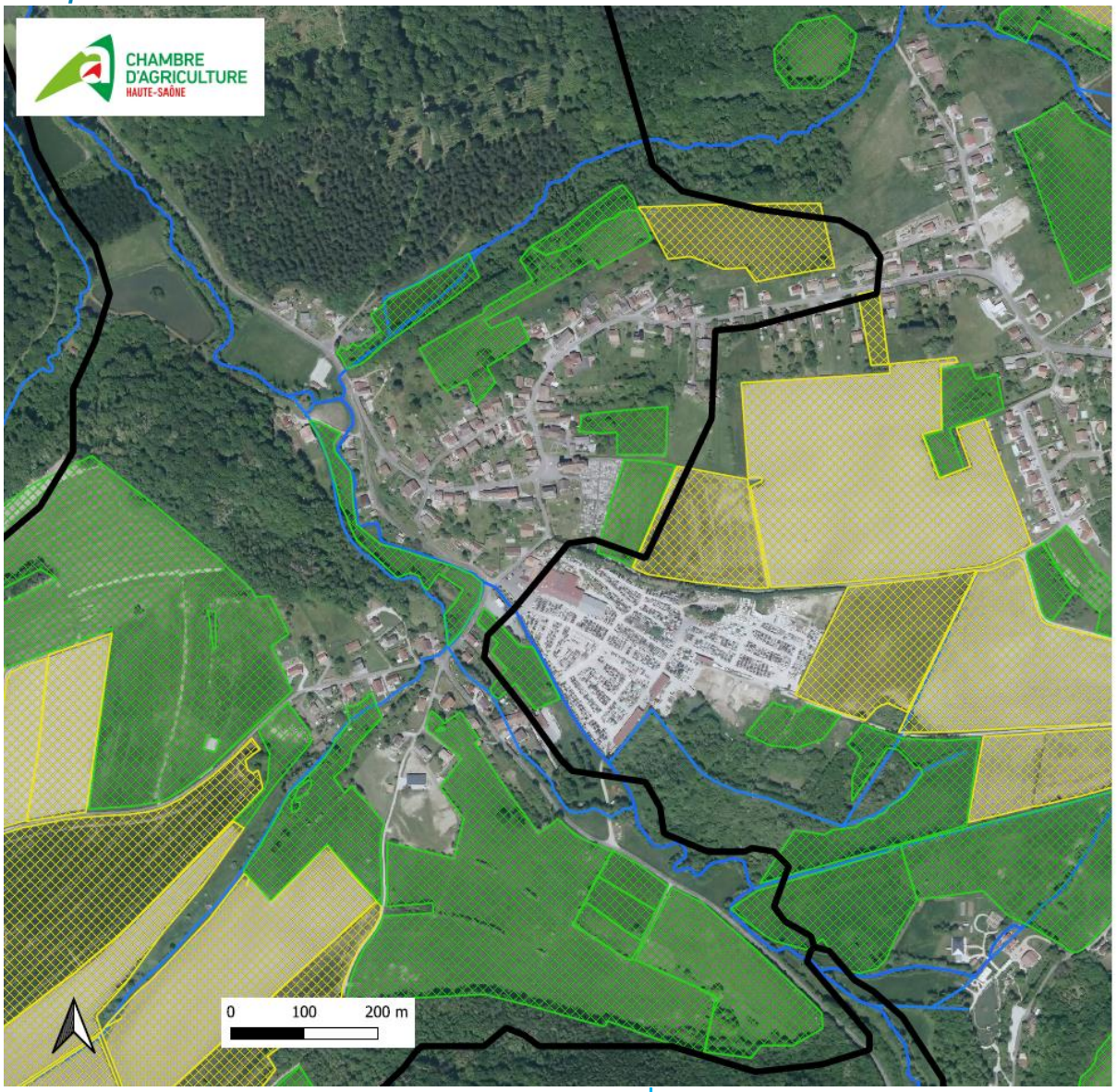
BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles

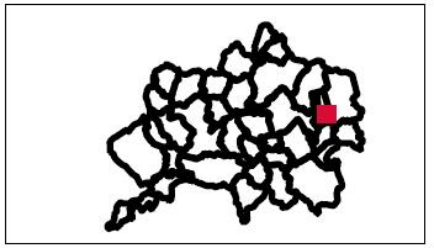


Granges-la-Ville

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE

GRANGES-LA-VILLE

LIMITES COMMUNALES

PP

TA

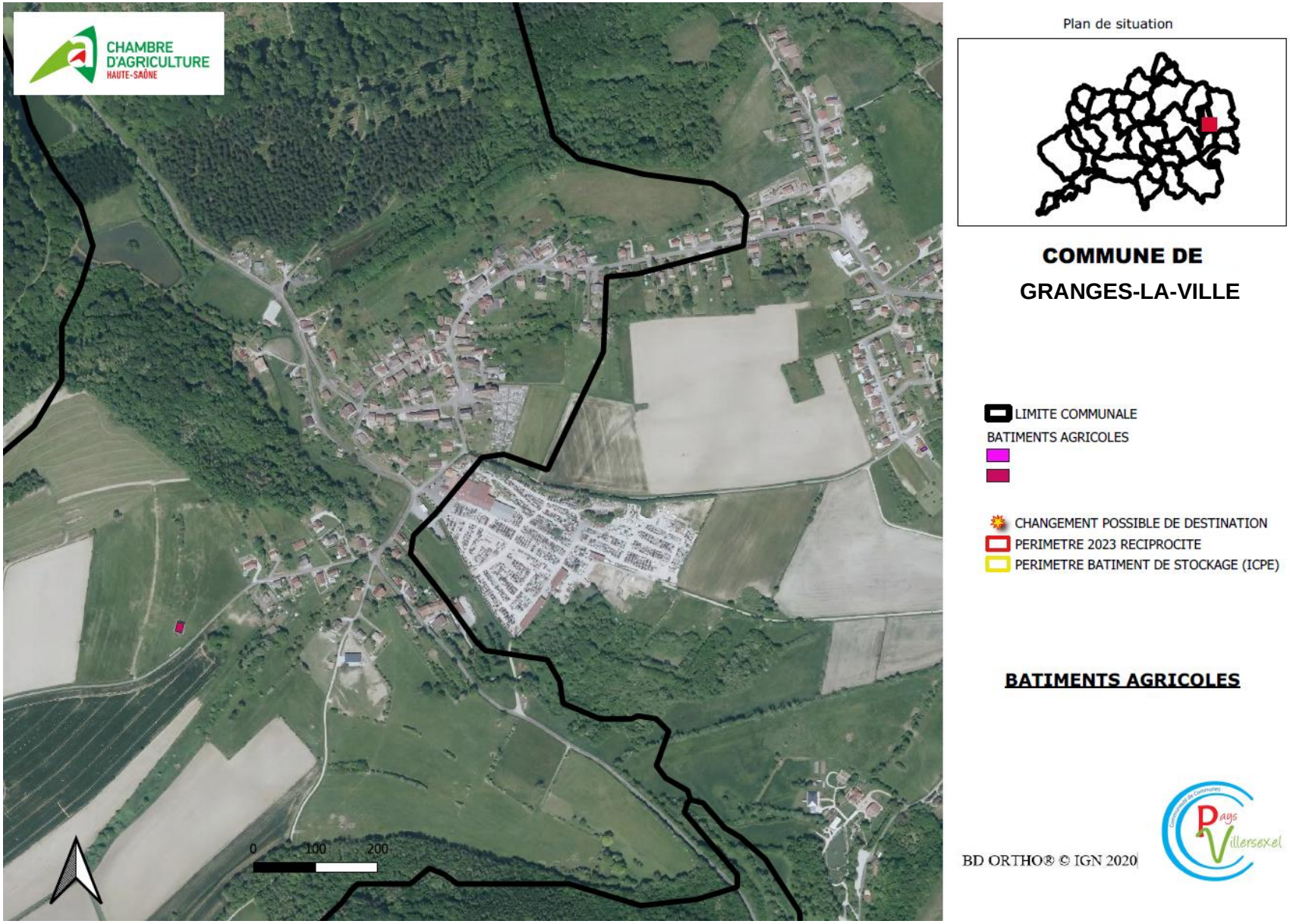
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

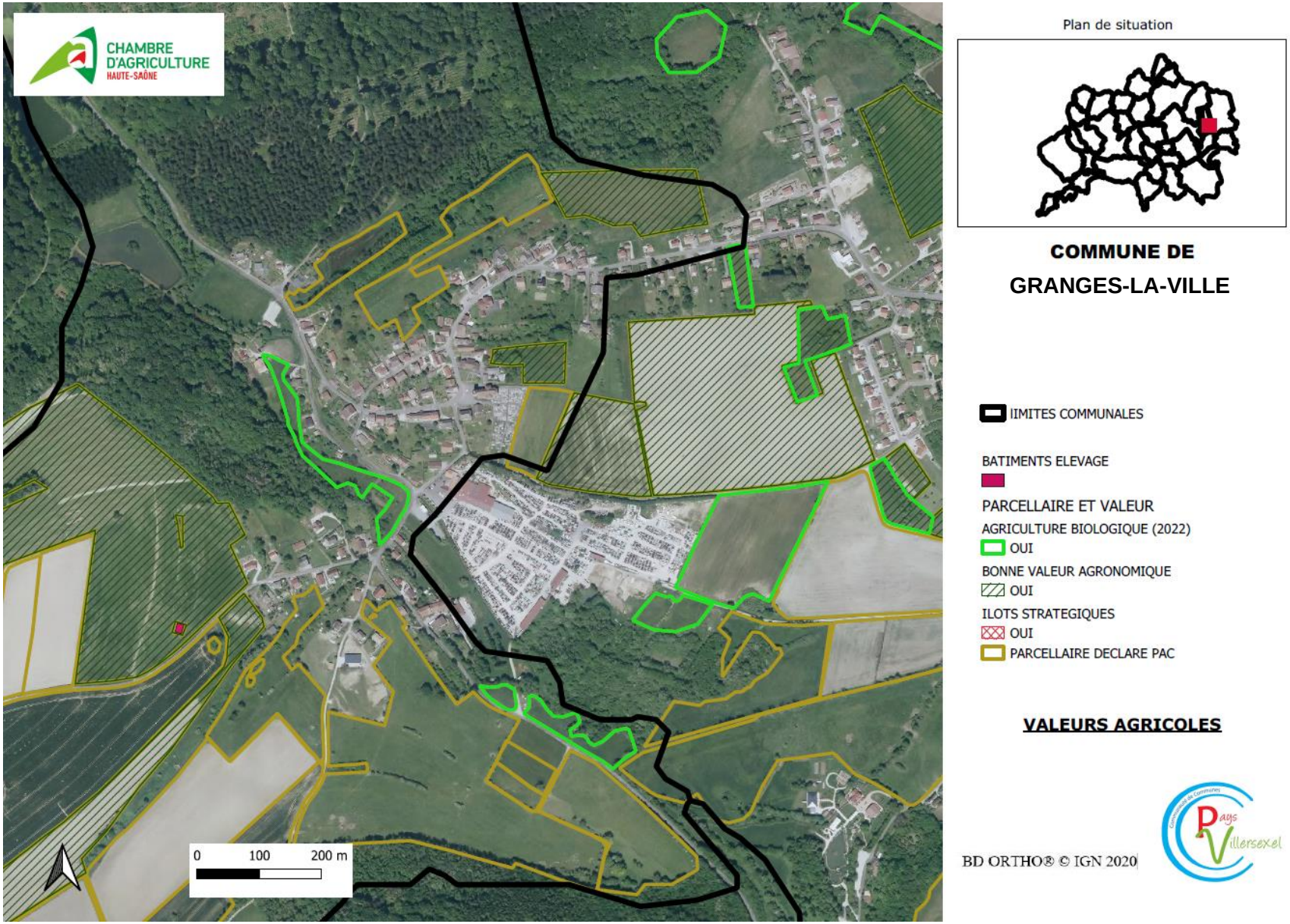
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

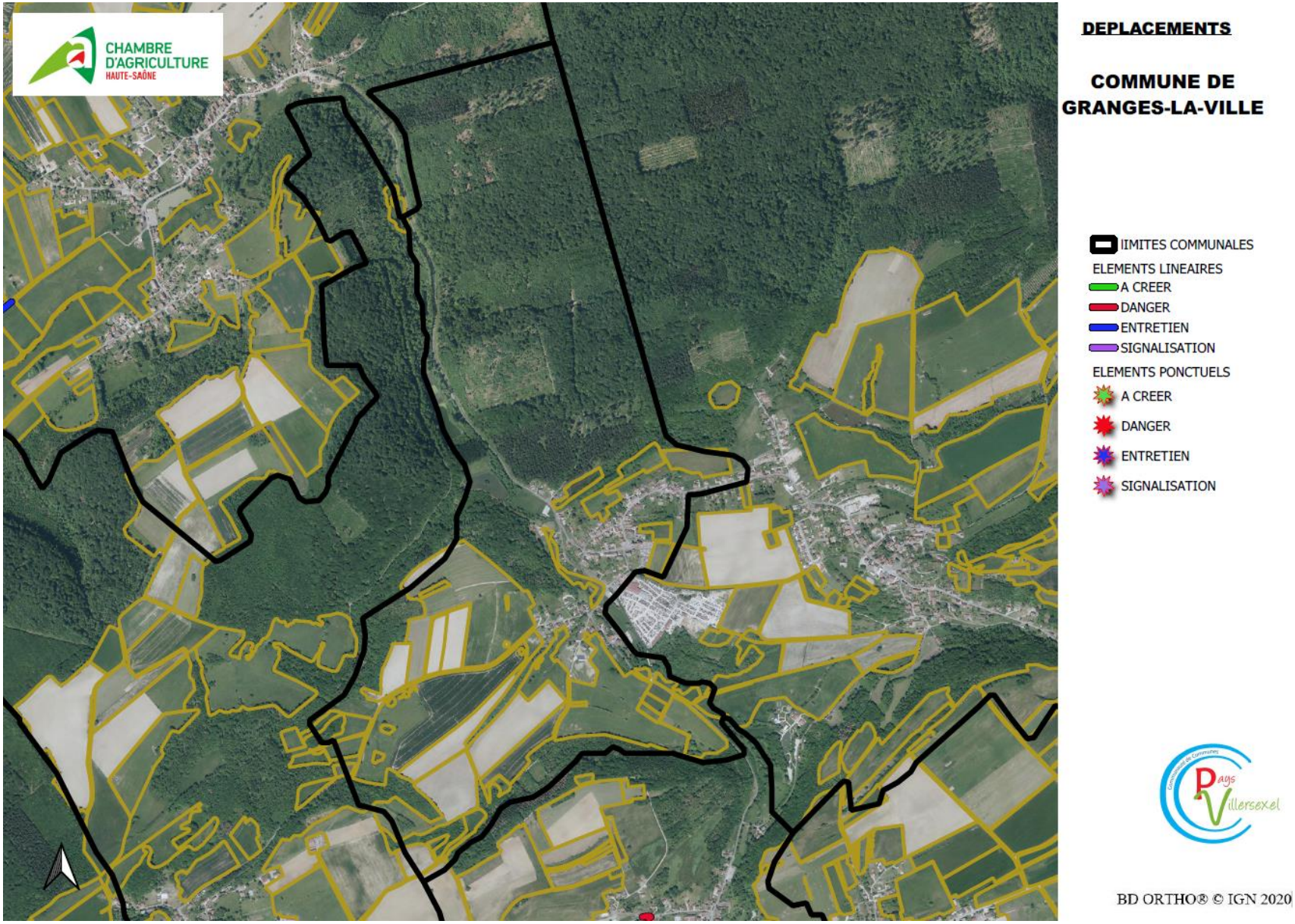
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

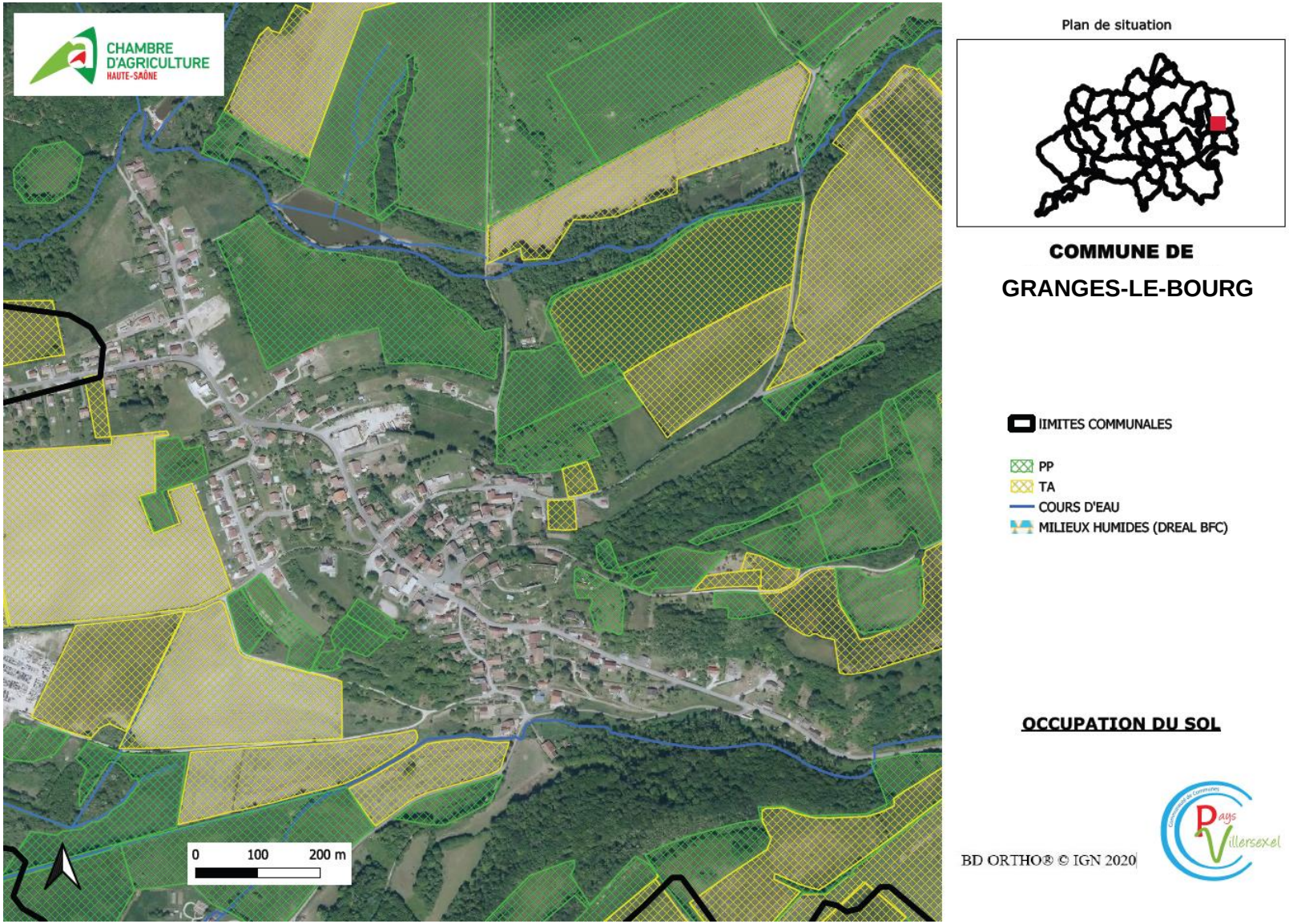


Déplacements agricoles

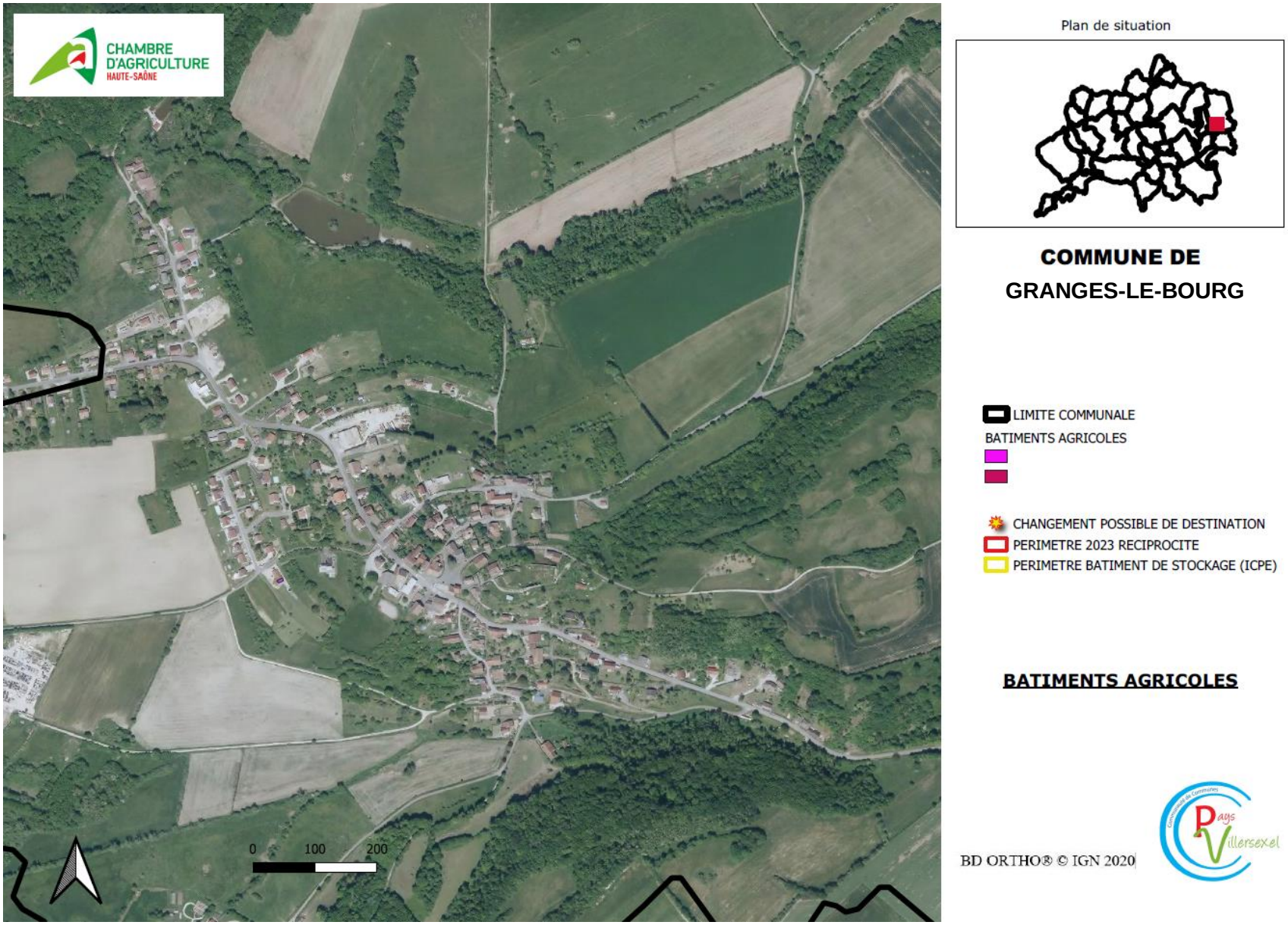


Granges-le-Bourg

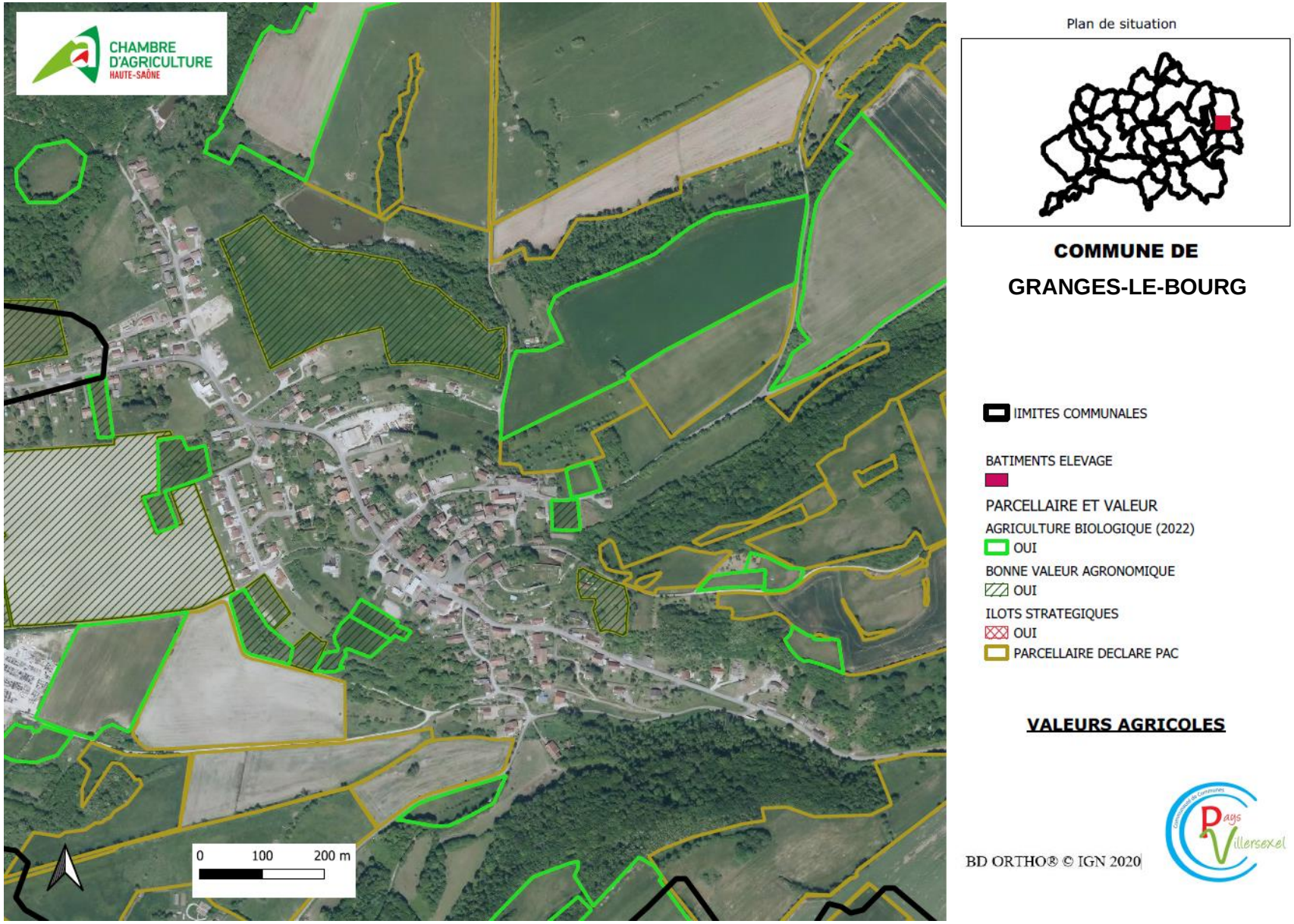
Occupation du sol



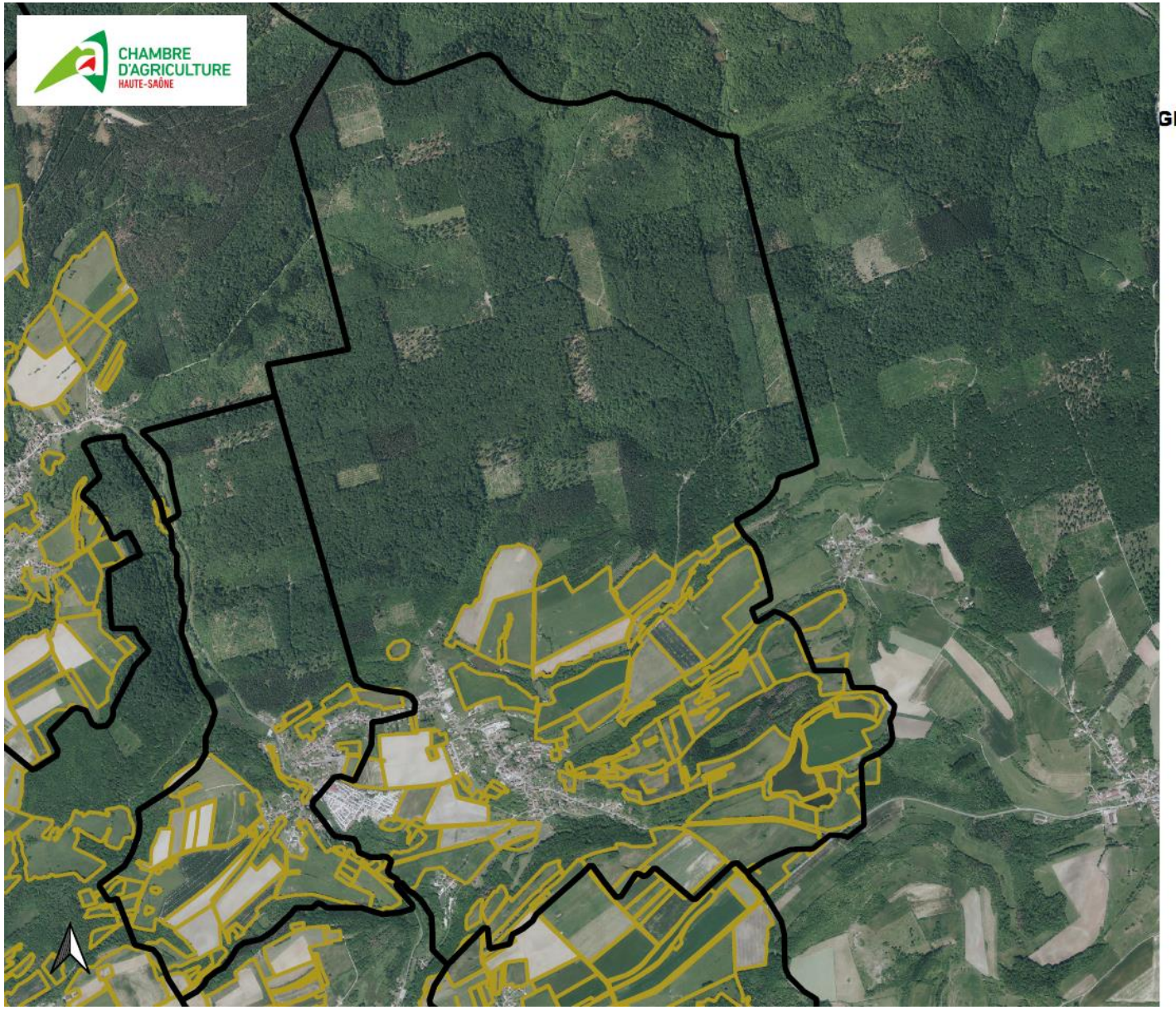
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

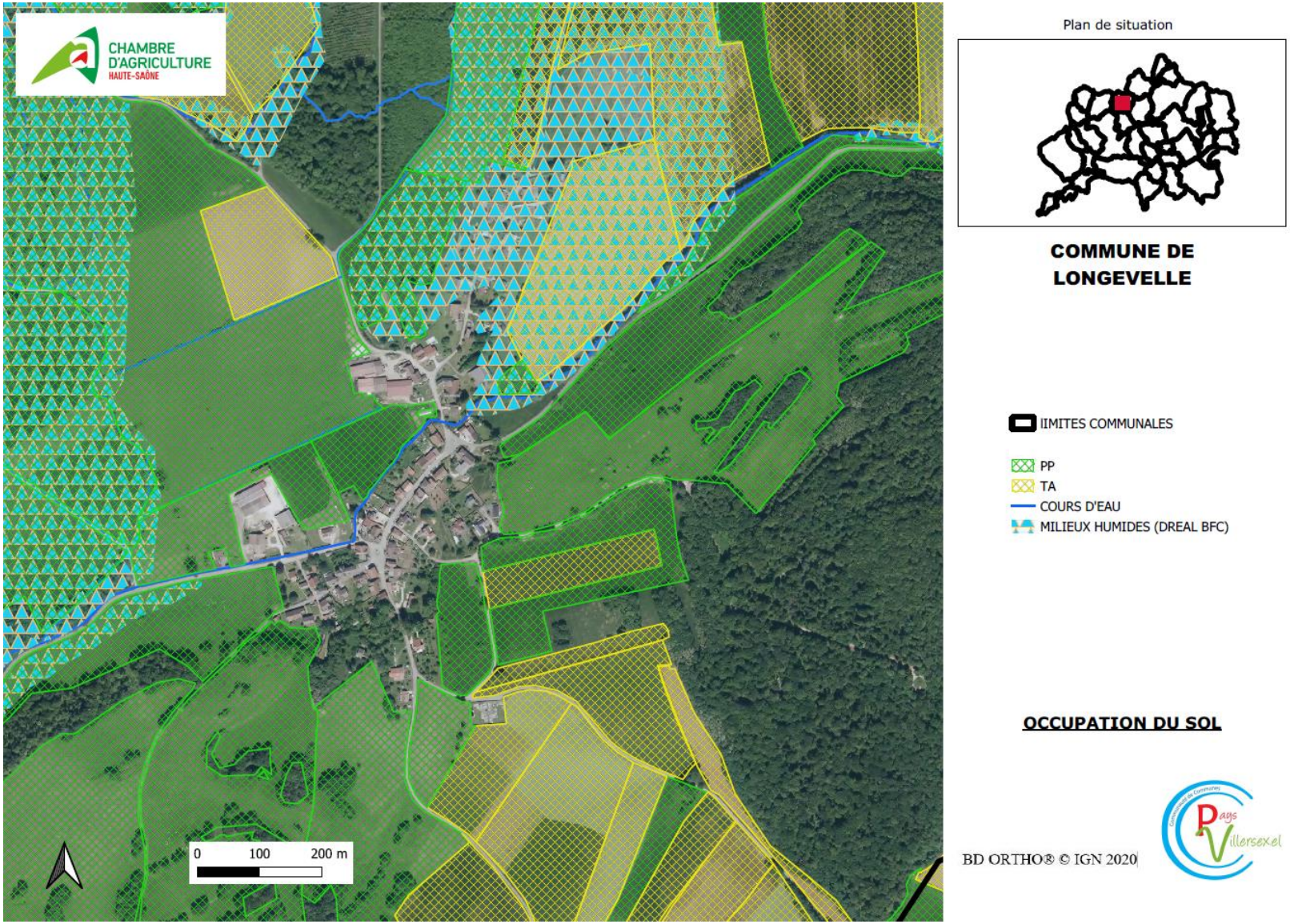
COMMUNE DE GRANGES-LE-BOURG

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

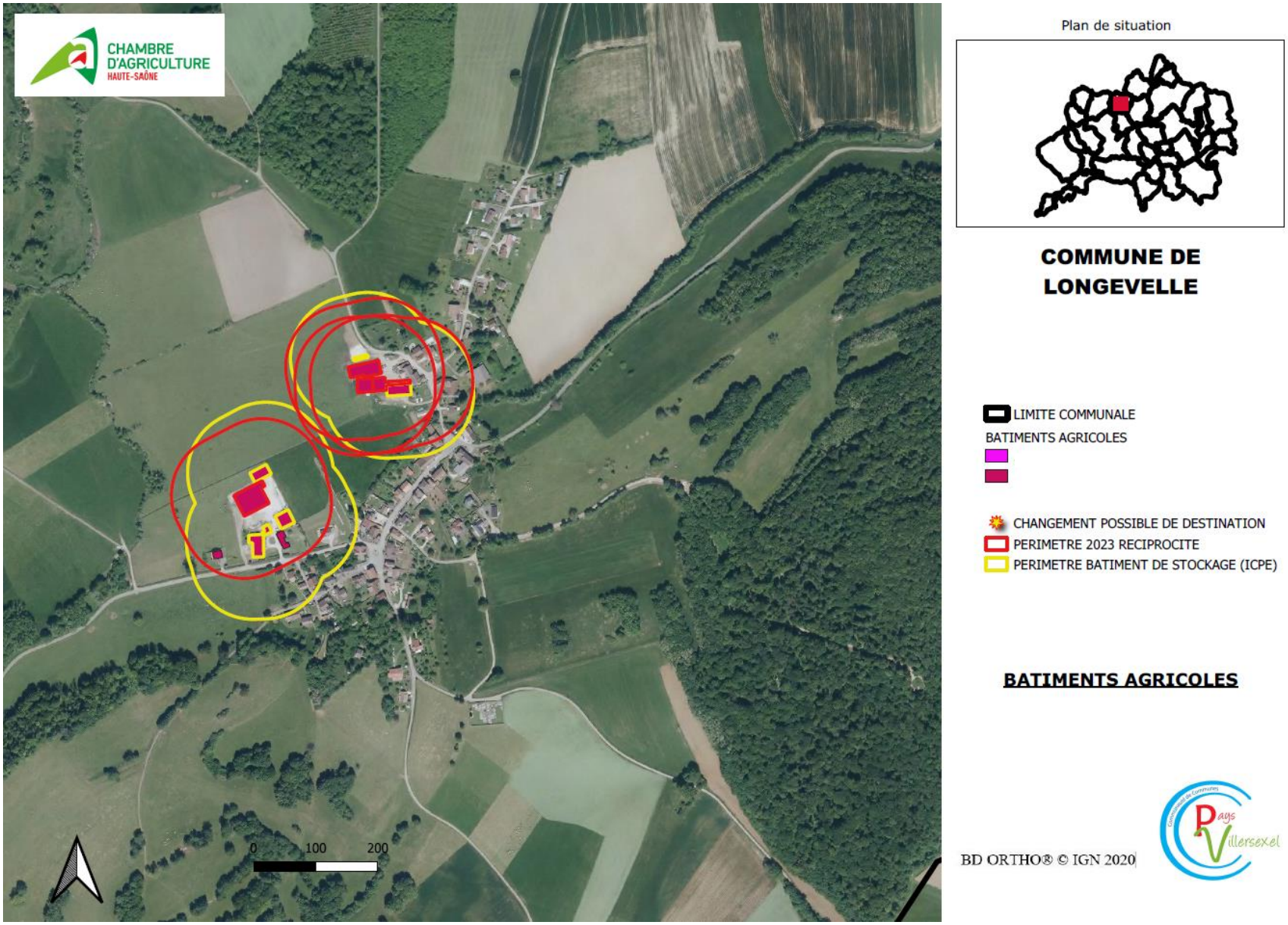
BD ORTHO® © IGN 2020

Longevelle

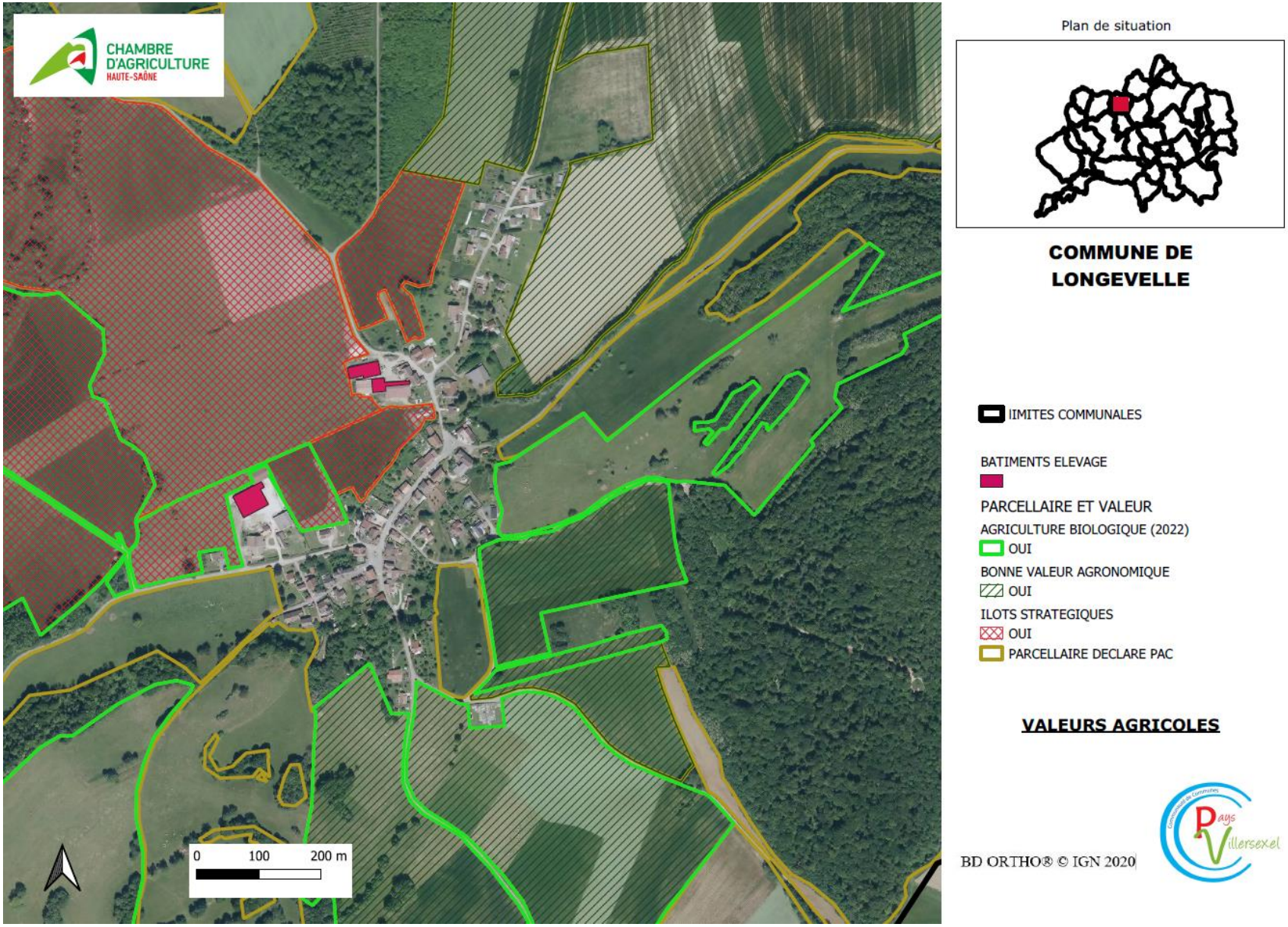
Occupation du sol



Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



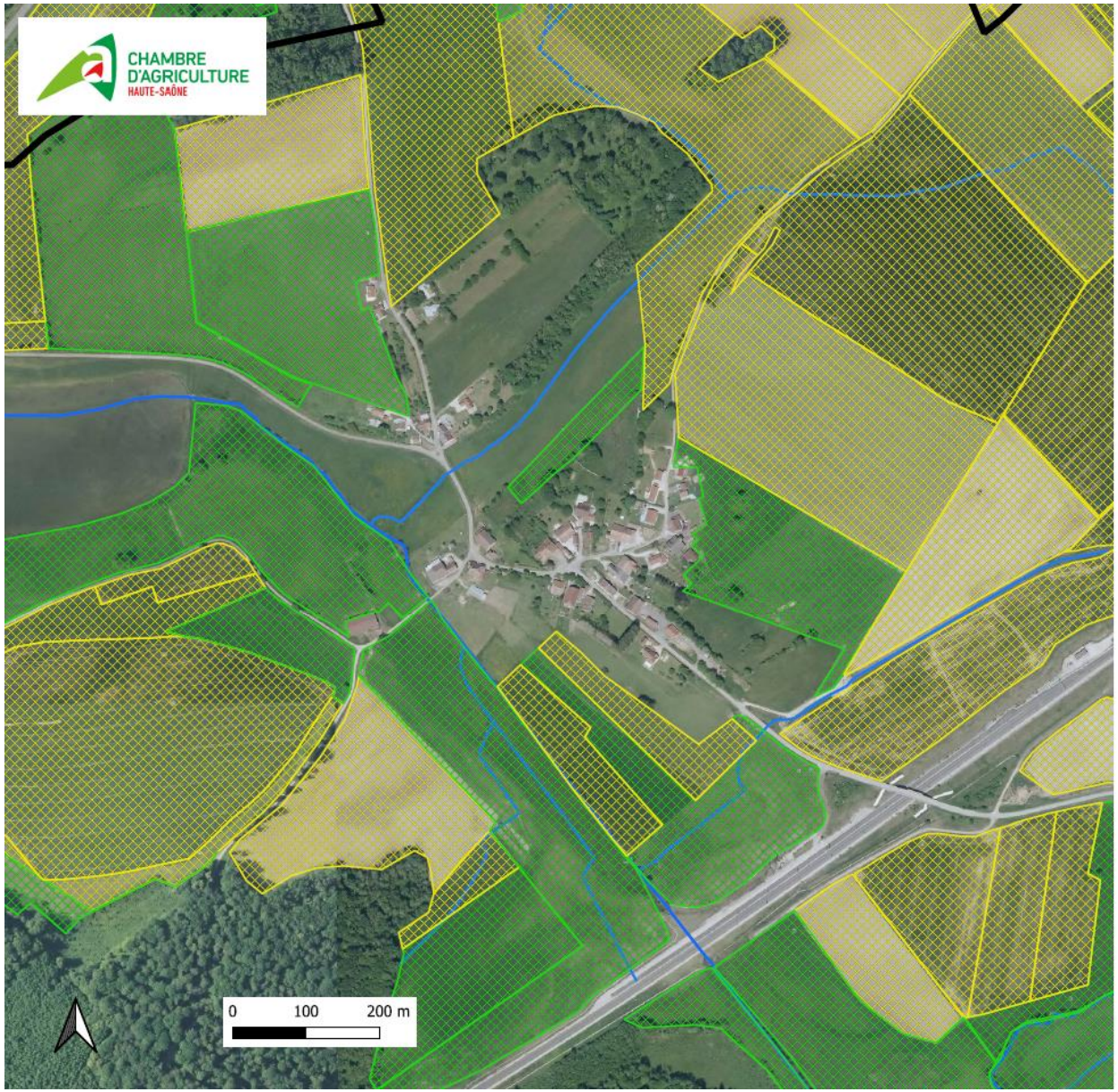
Déplacements agricoles



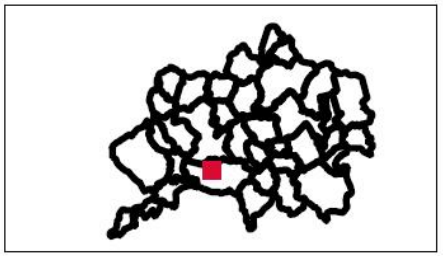
Les Magny

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE
LE PETIT MAGNY

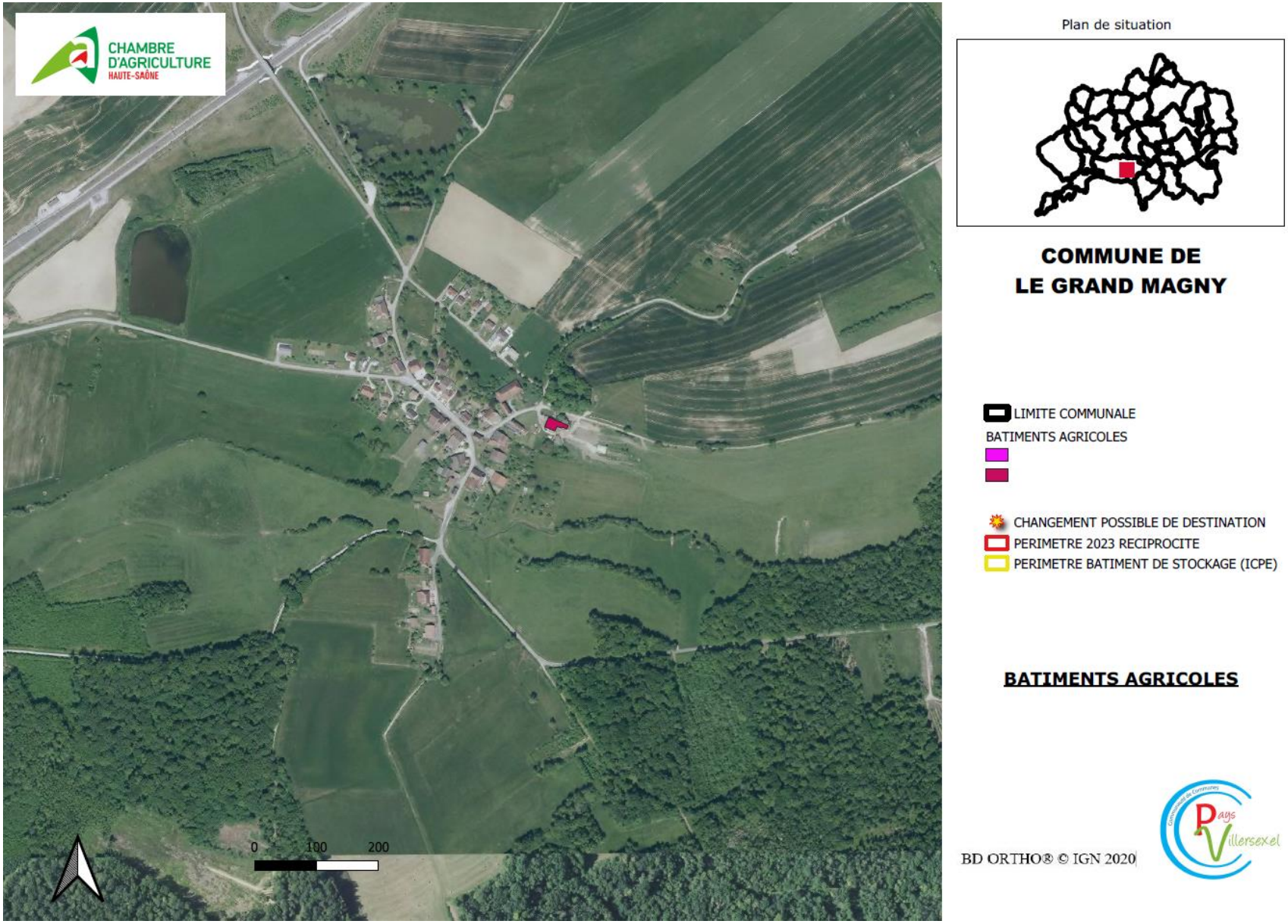
IIMITES COMMUNALES

PP
TA
COURS D'EAU
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

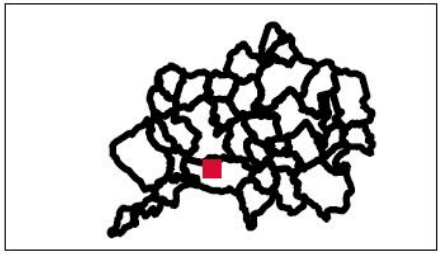
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE
LE PETIT MAGNY

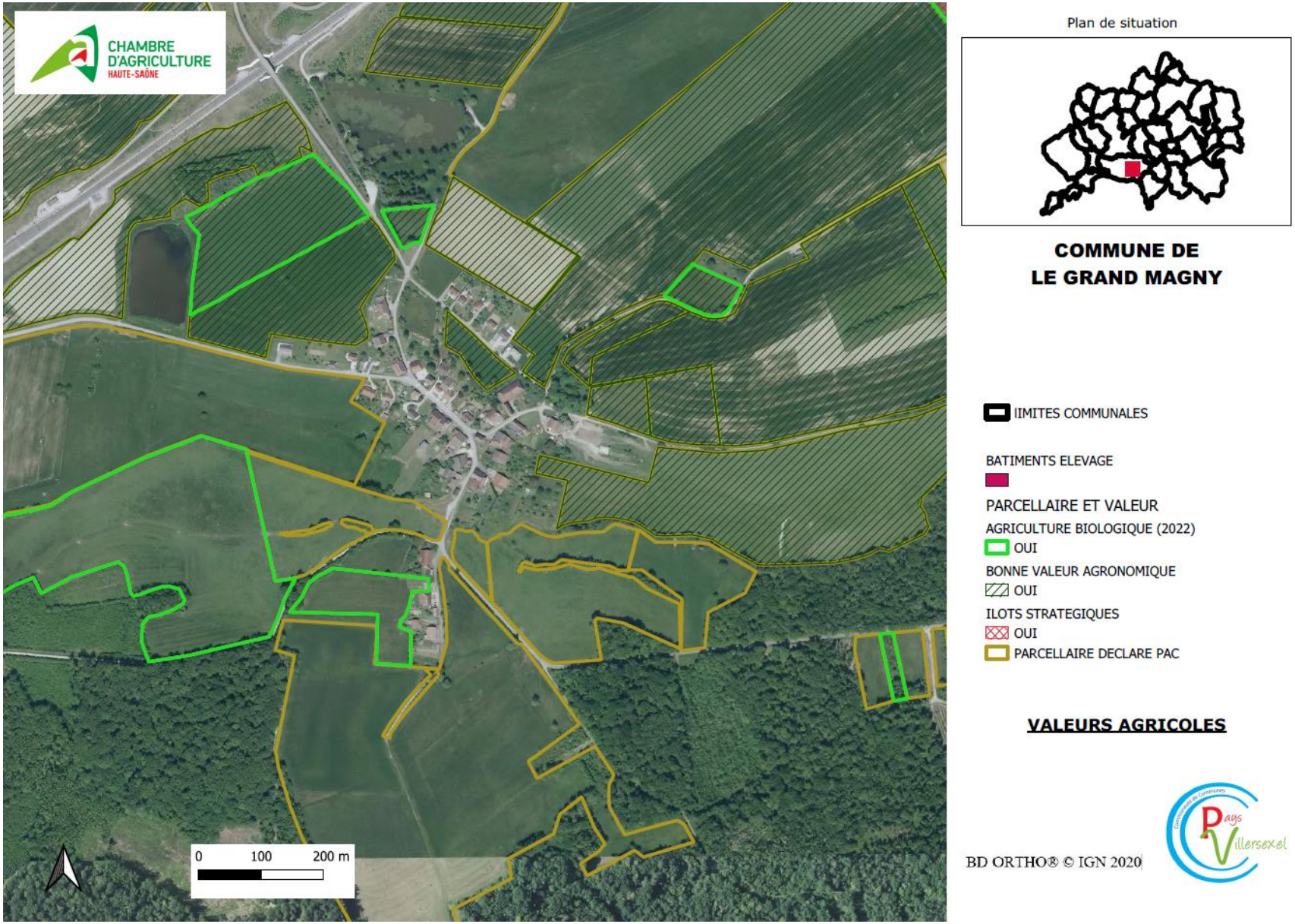
LIMITE COMMUNALE
BATIMENTS AGRICOLES

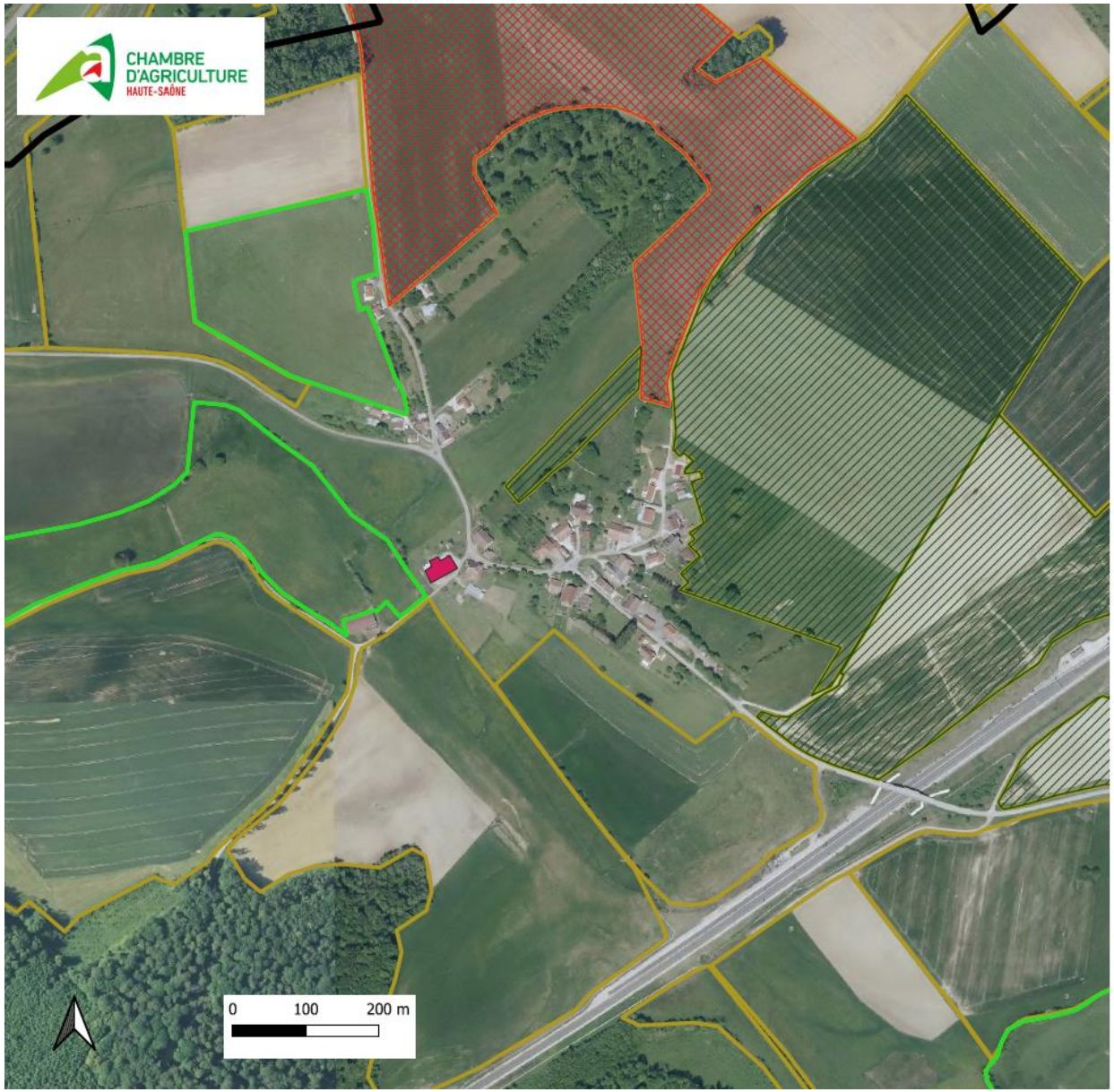
CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

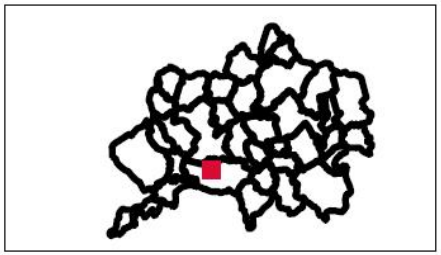
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE
LE PETIT MAGNY

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

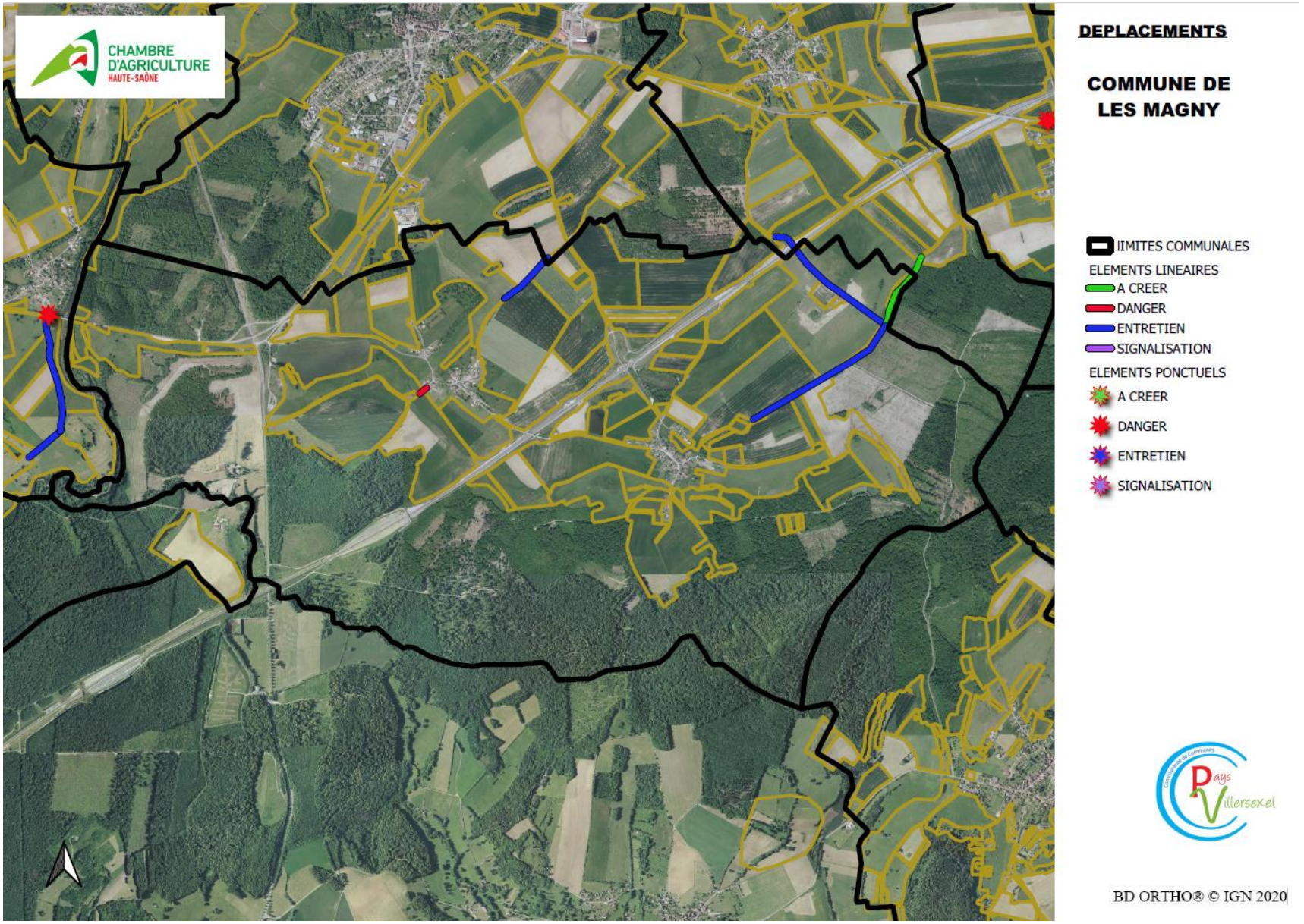
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

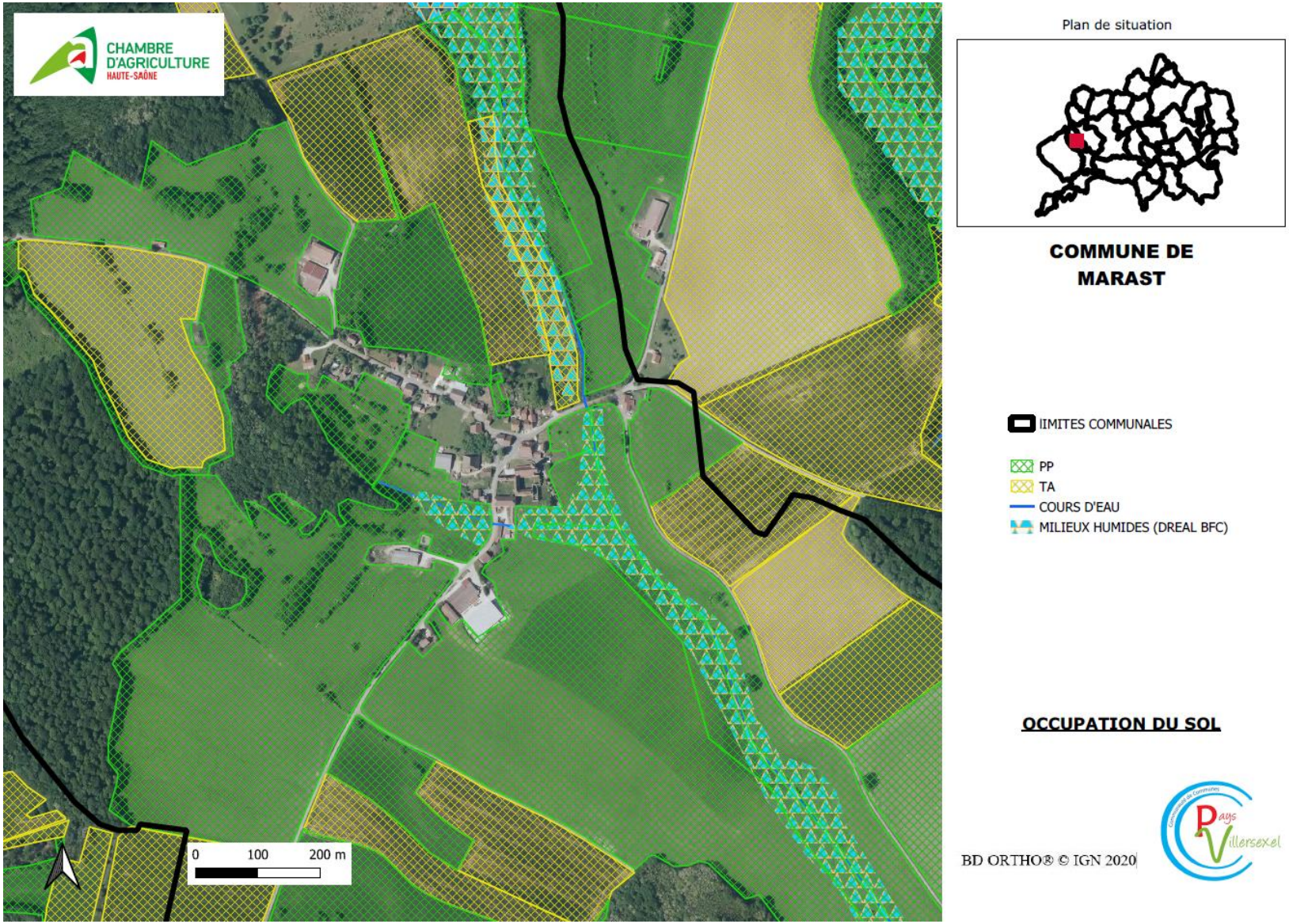
BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles



Marast

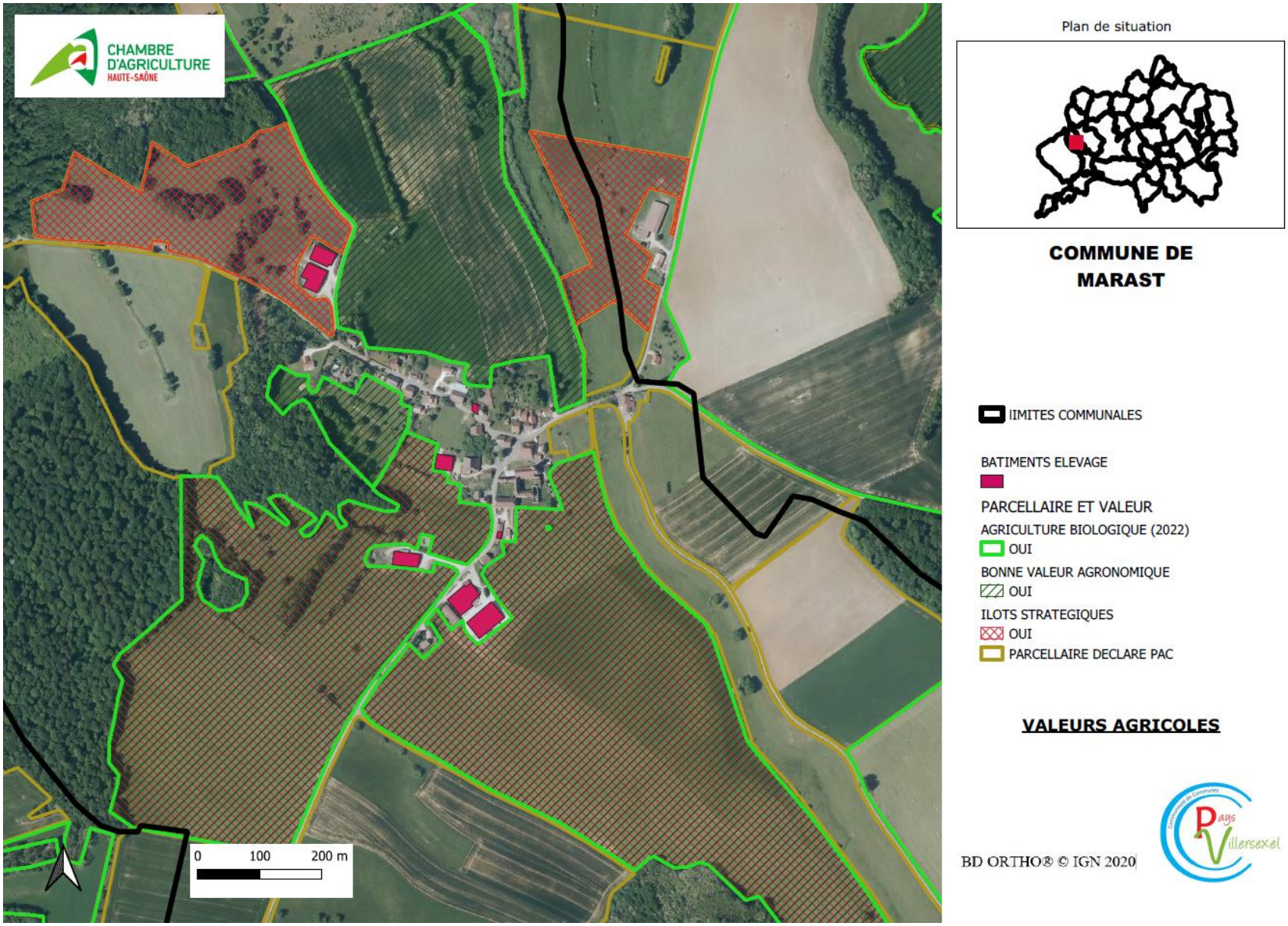
Occupation du sol



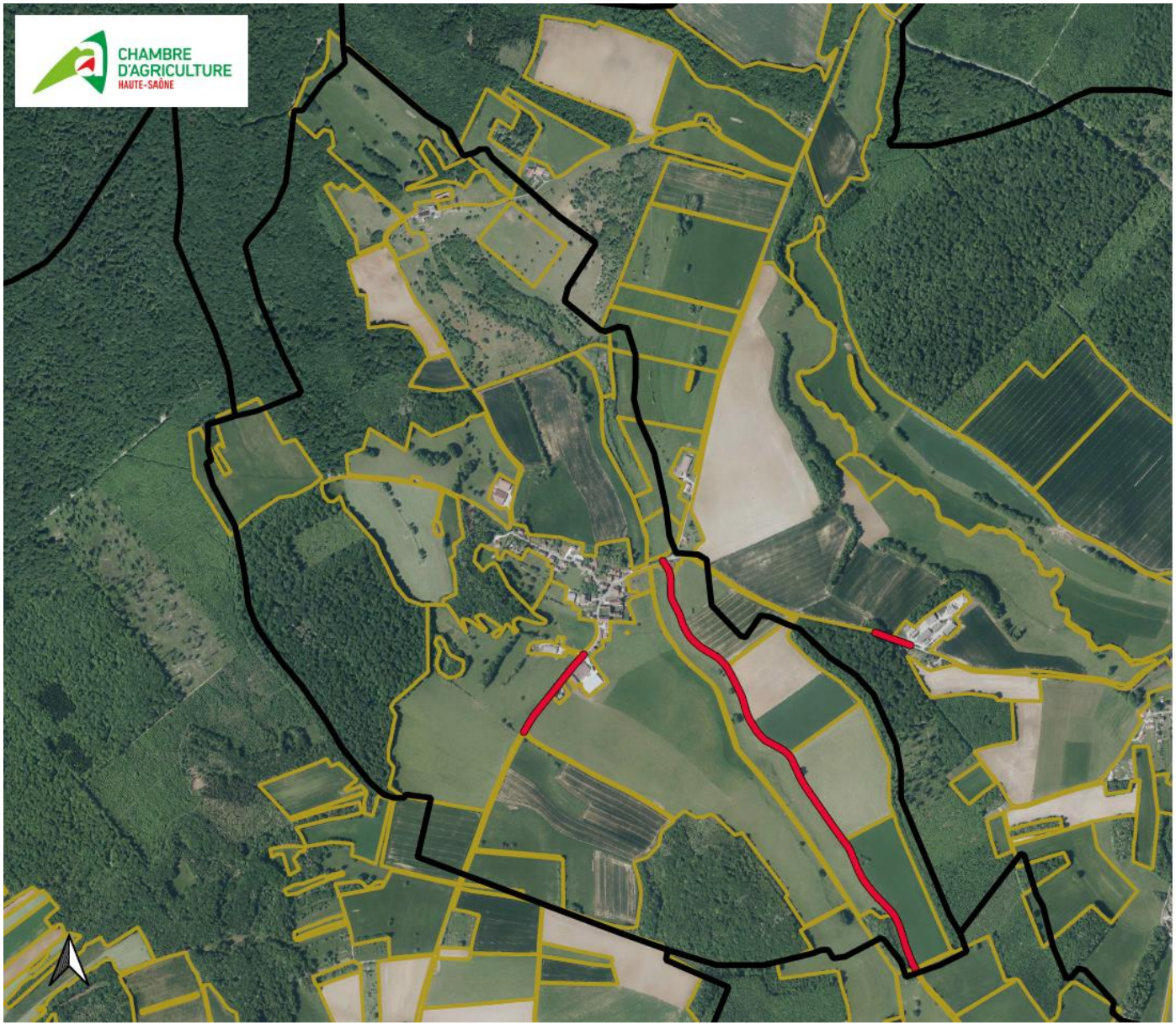
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE MARAST

LIMITES COMMUNALES

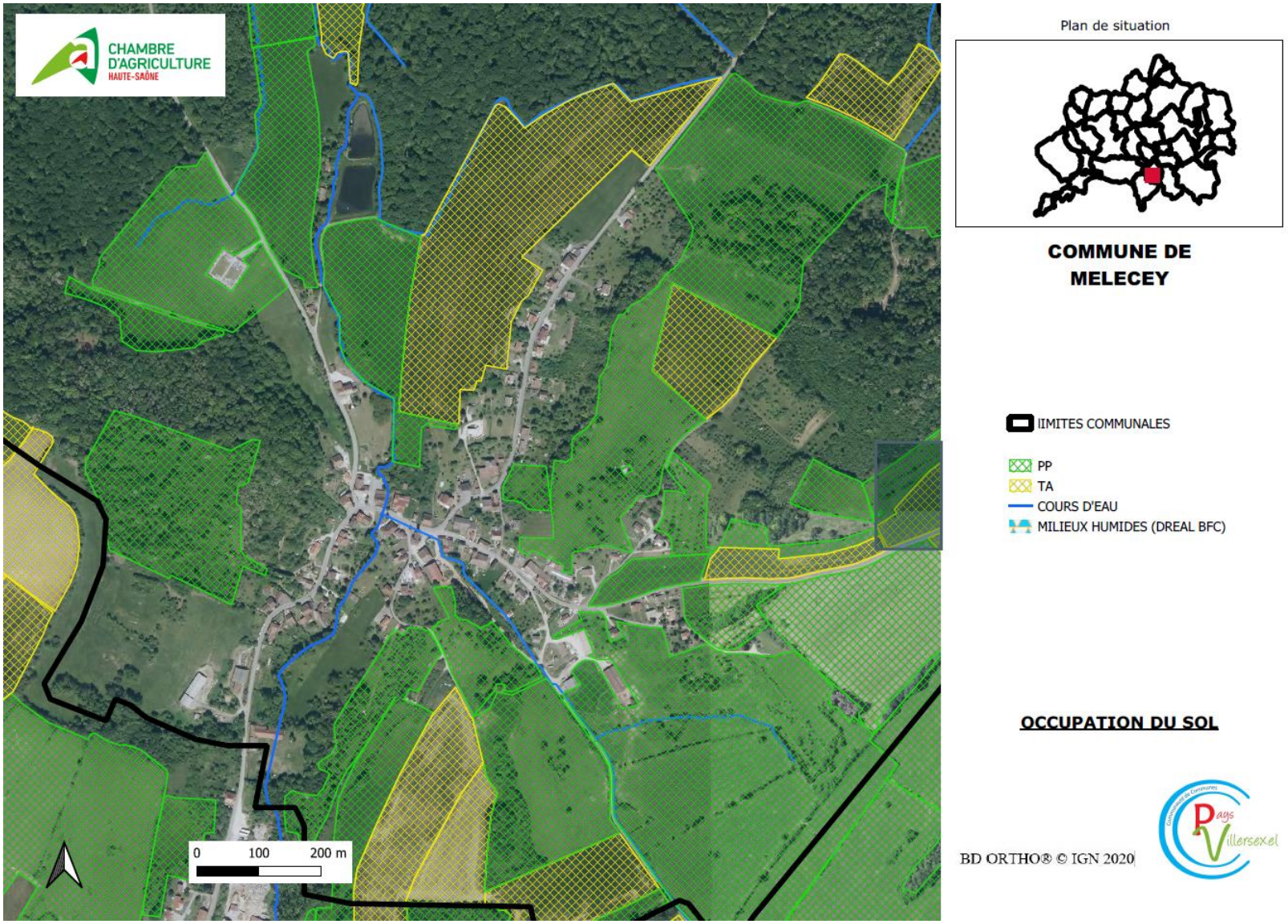
ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

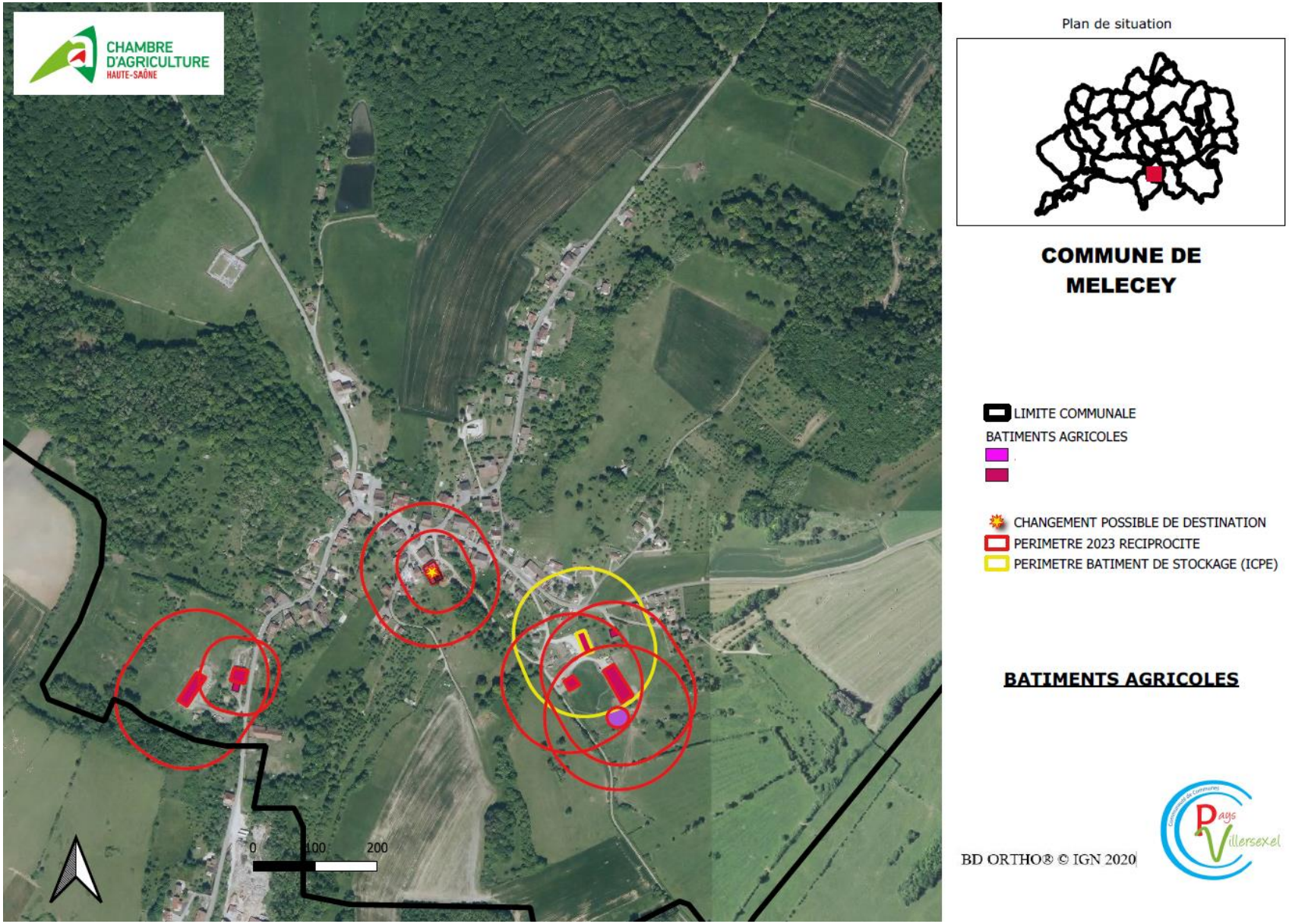
BD ORTHO® © IGN 2020

Mélecey

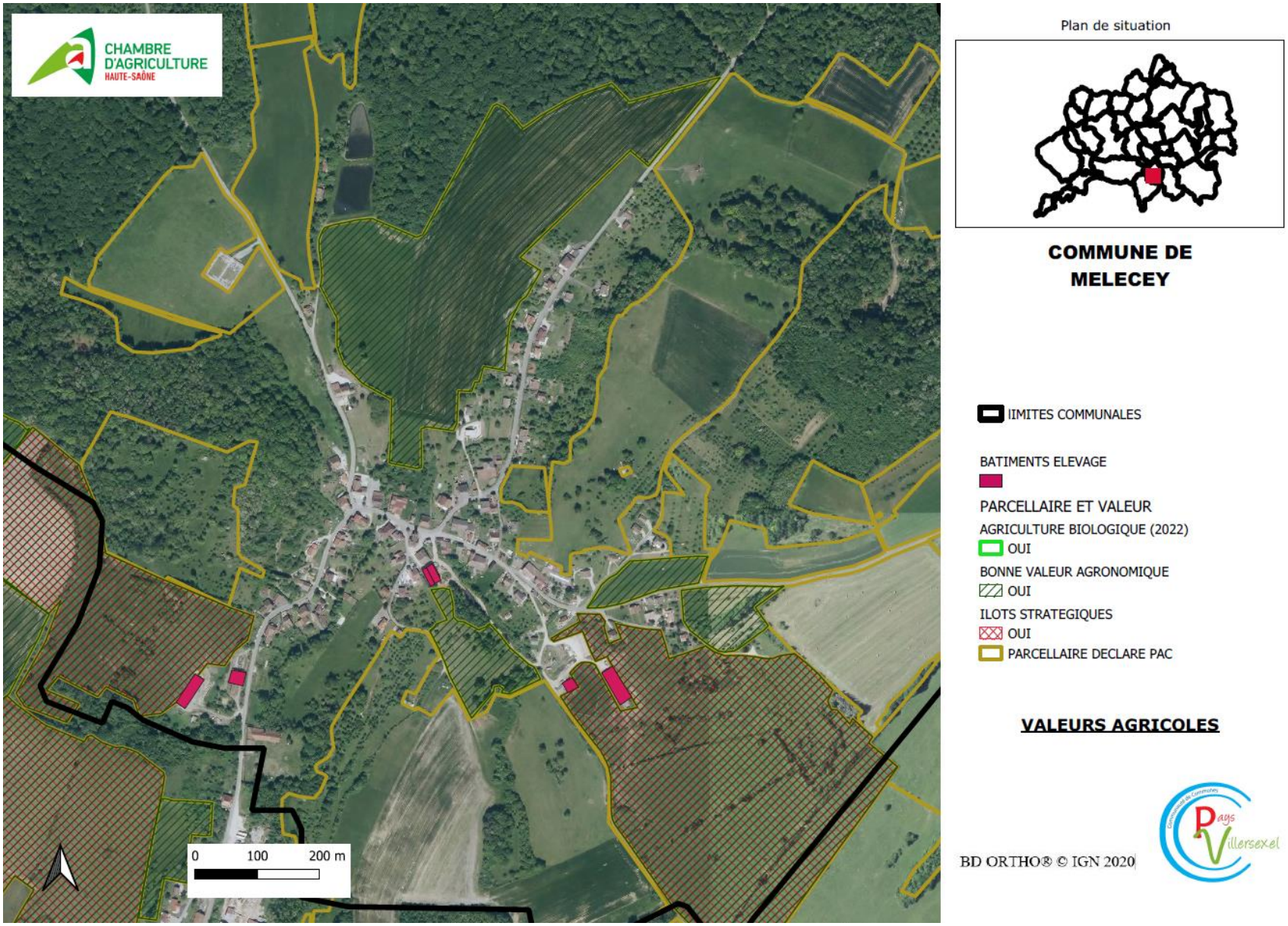
Occupation du sol



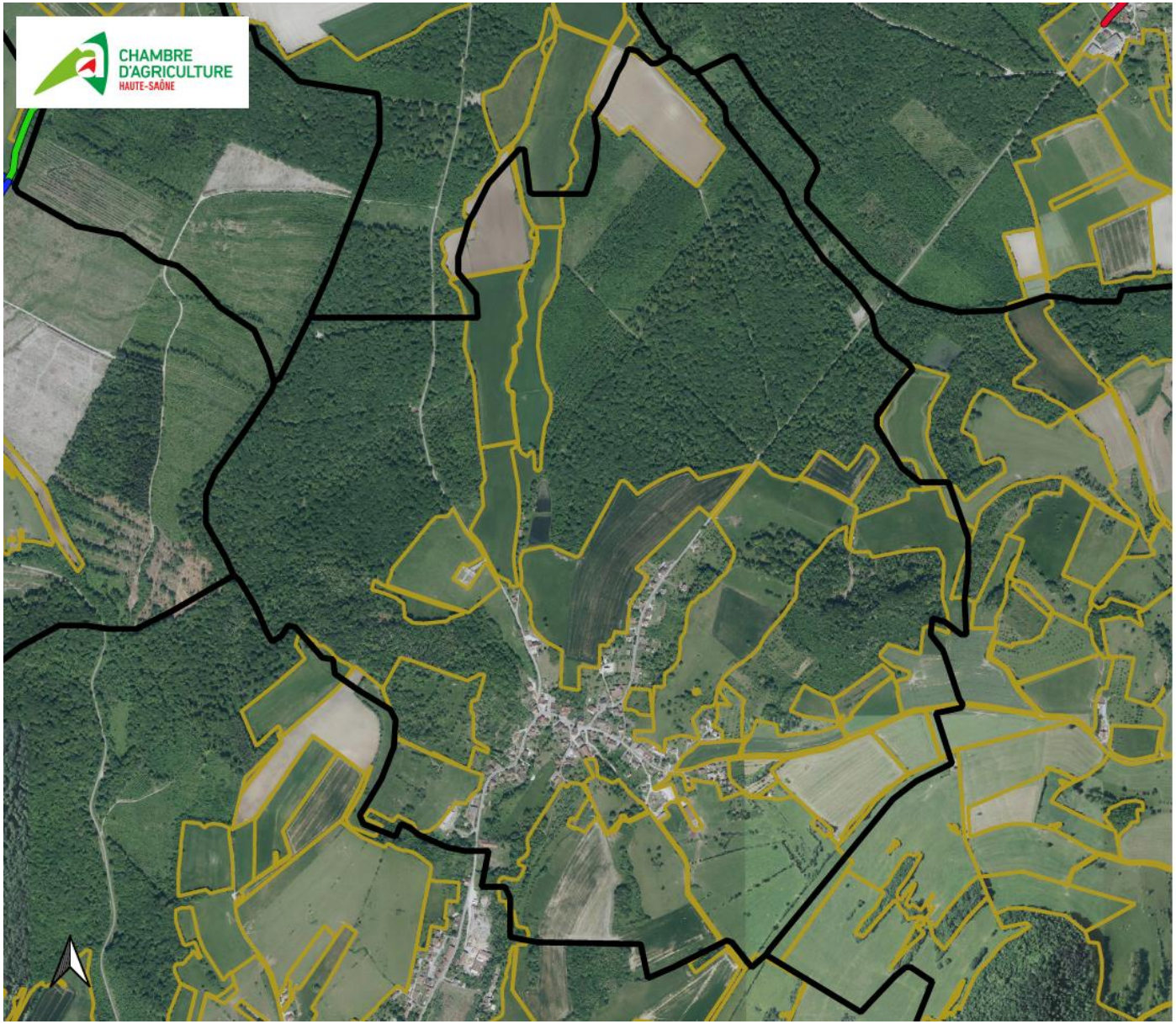
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

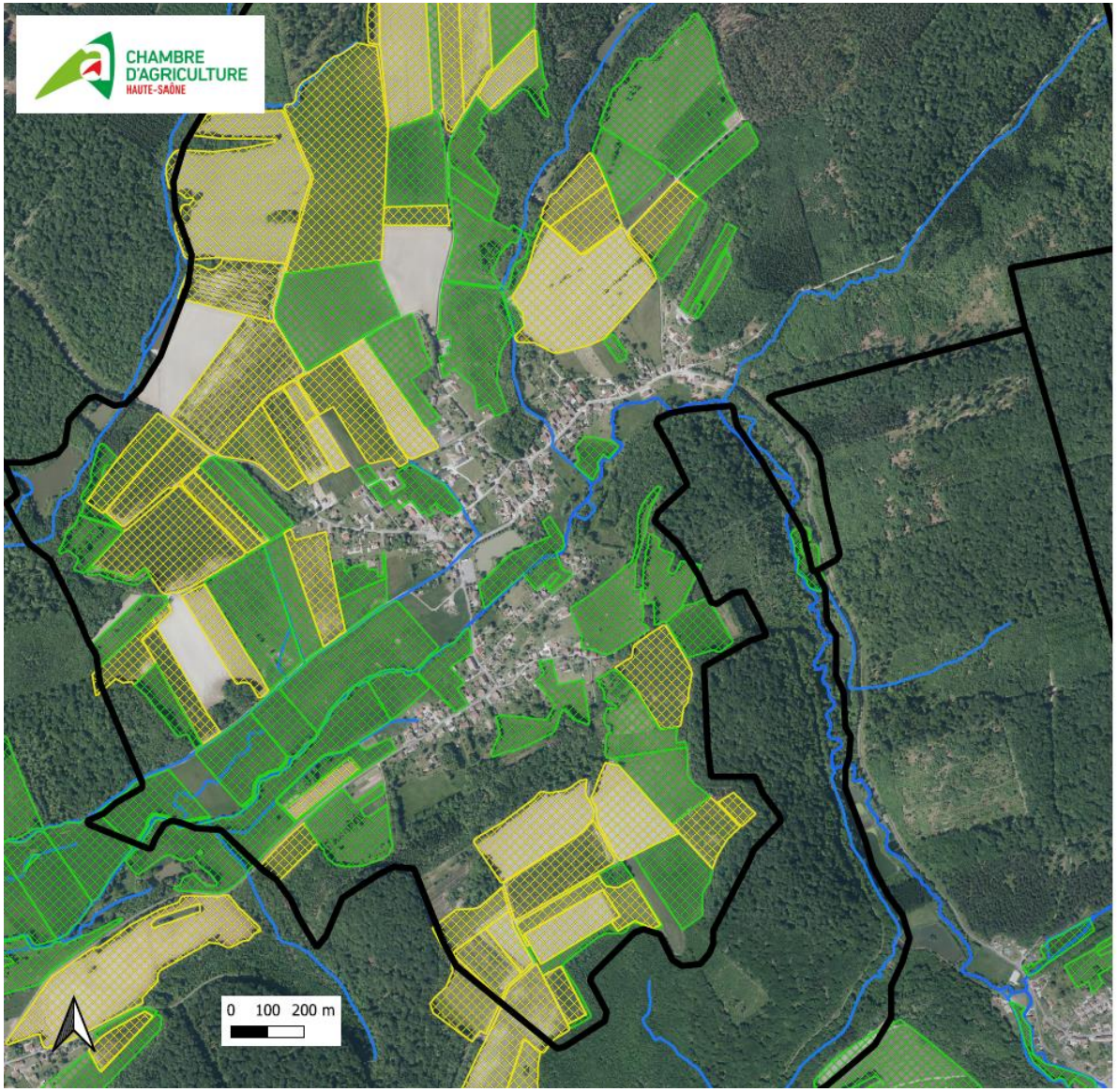
COMMUNE DE MELECEY

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

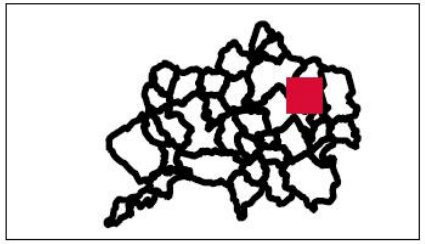
BD ORTHO® © IGN 2020

Mignavillers

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE MIGNAVILLERS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

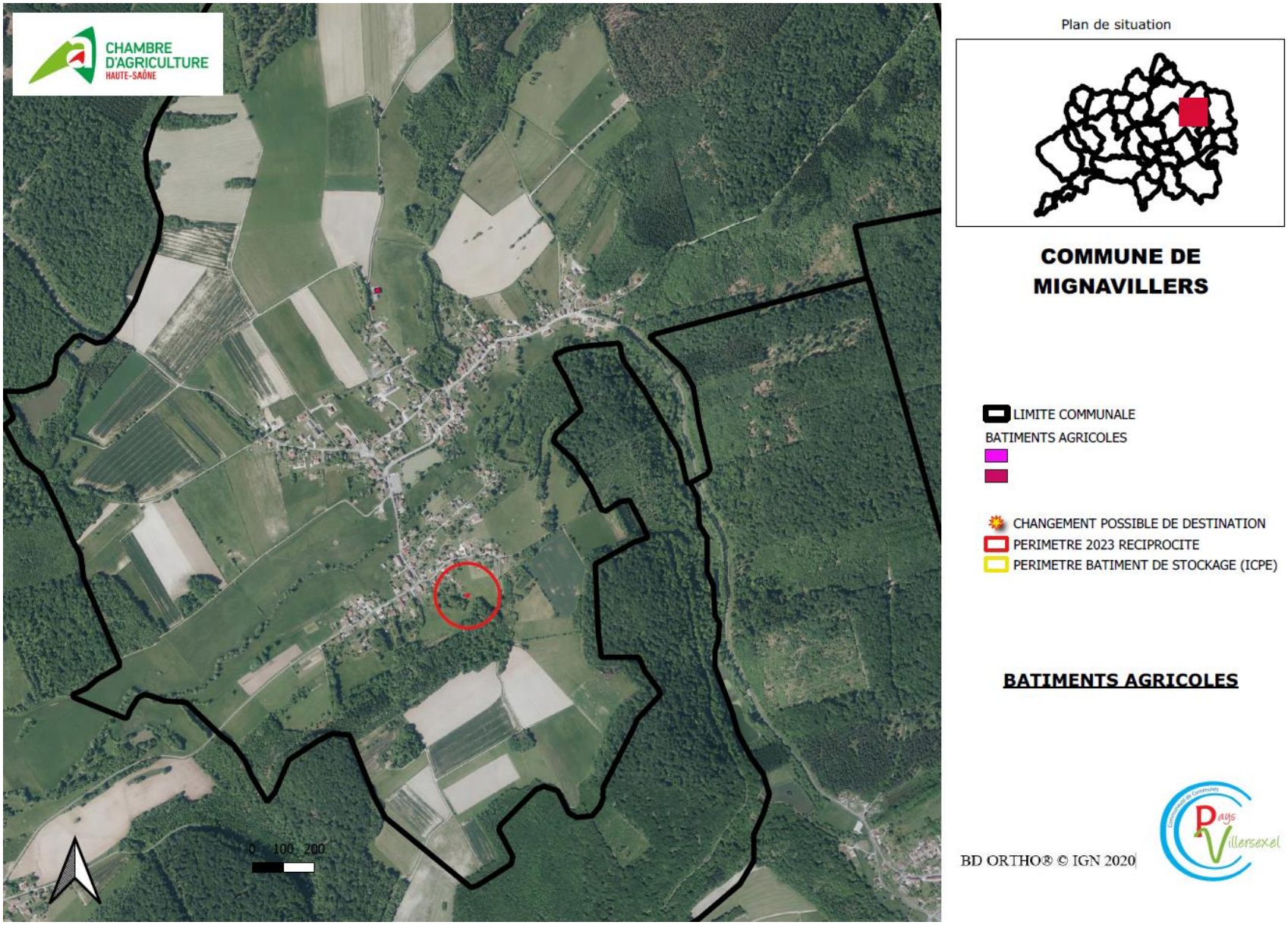
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

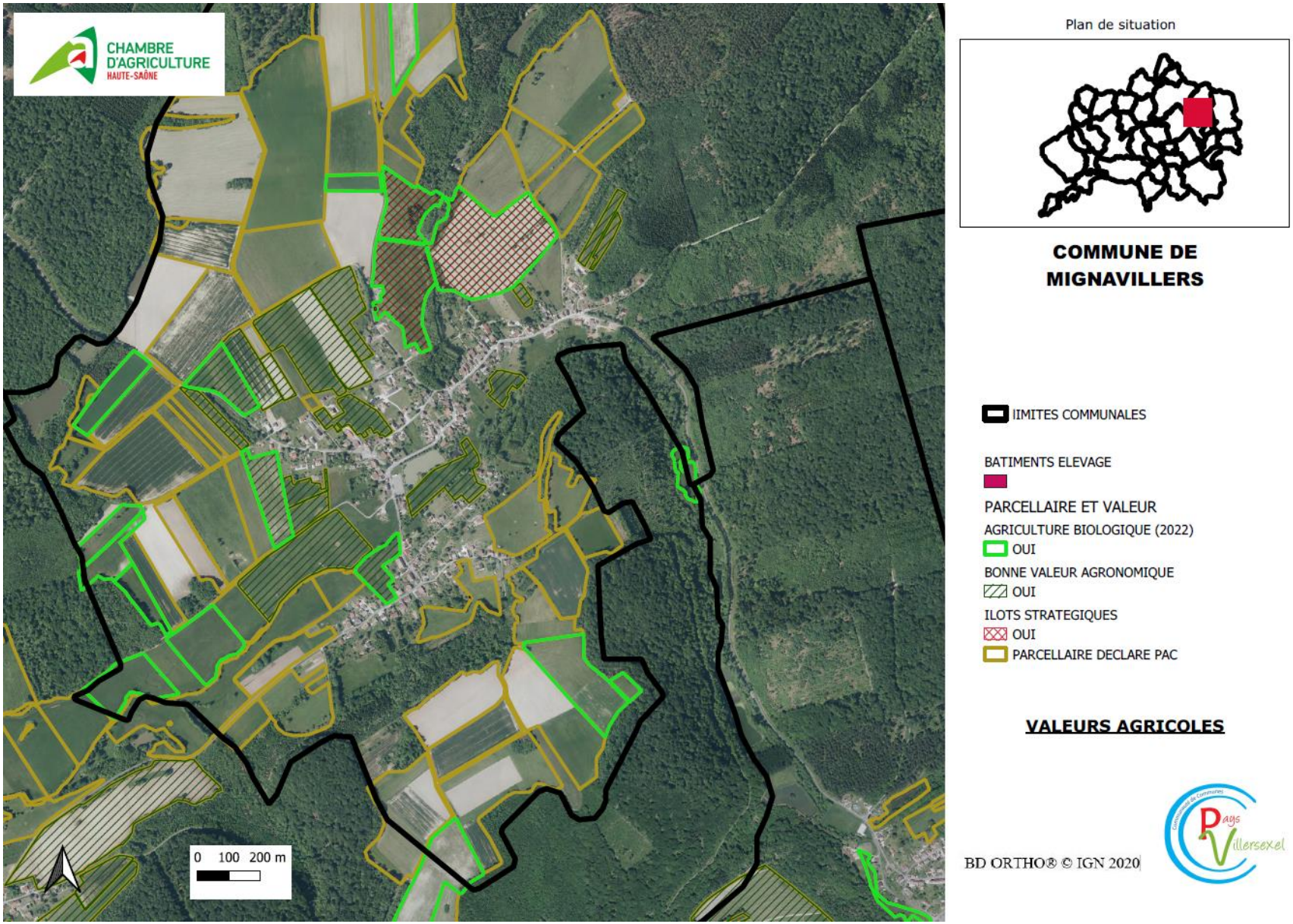
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

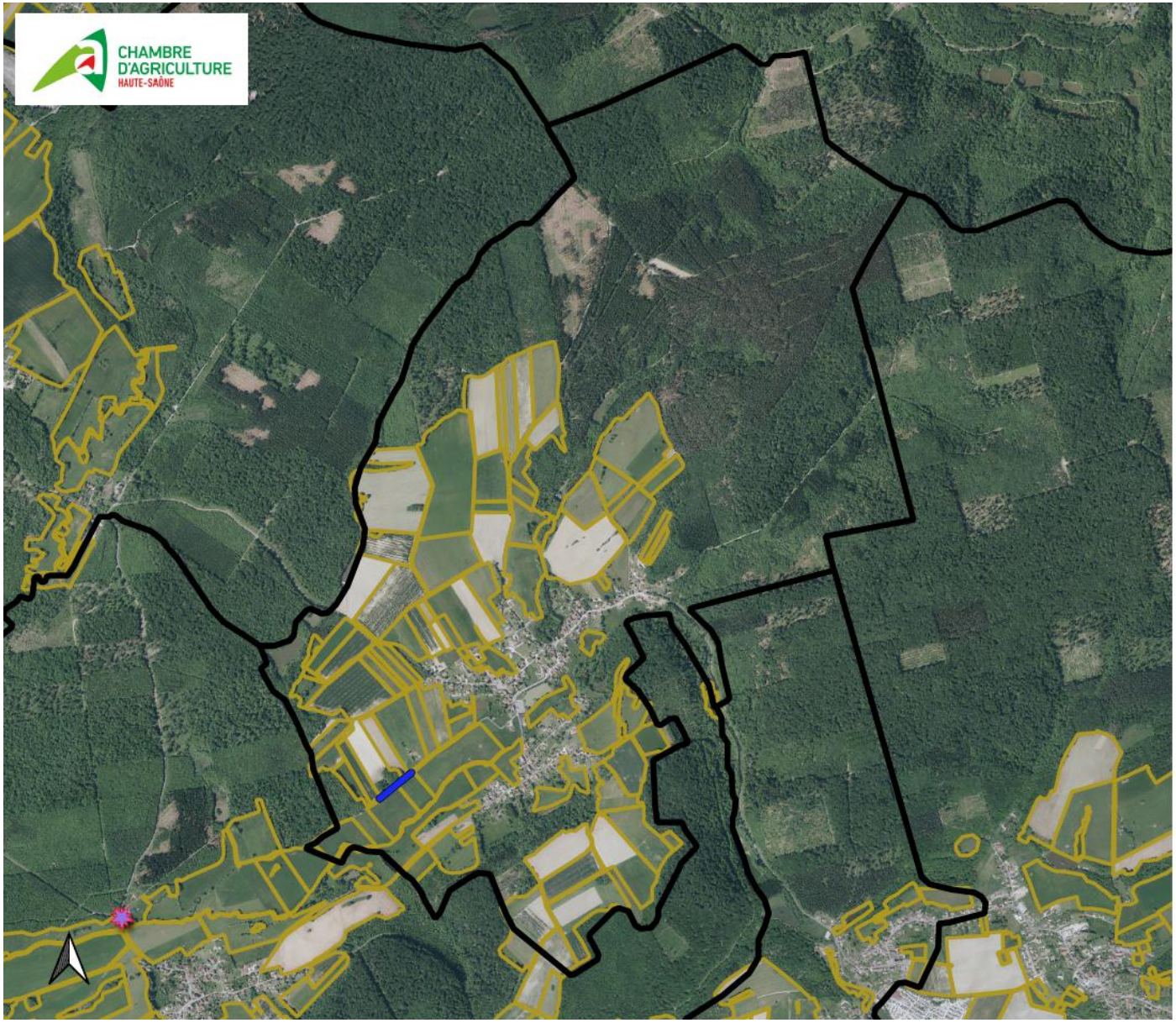
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

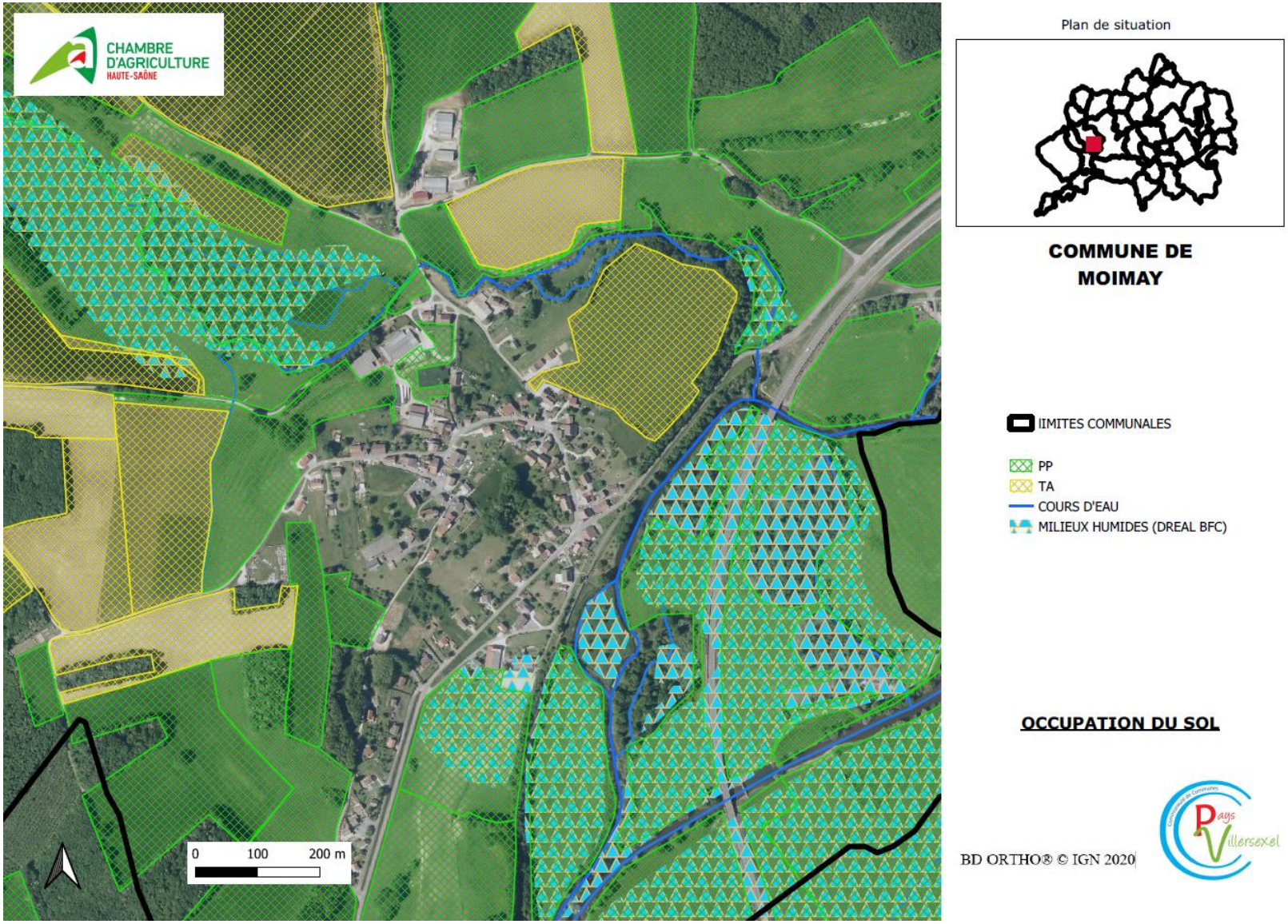


Déplacements agricoles

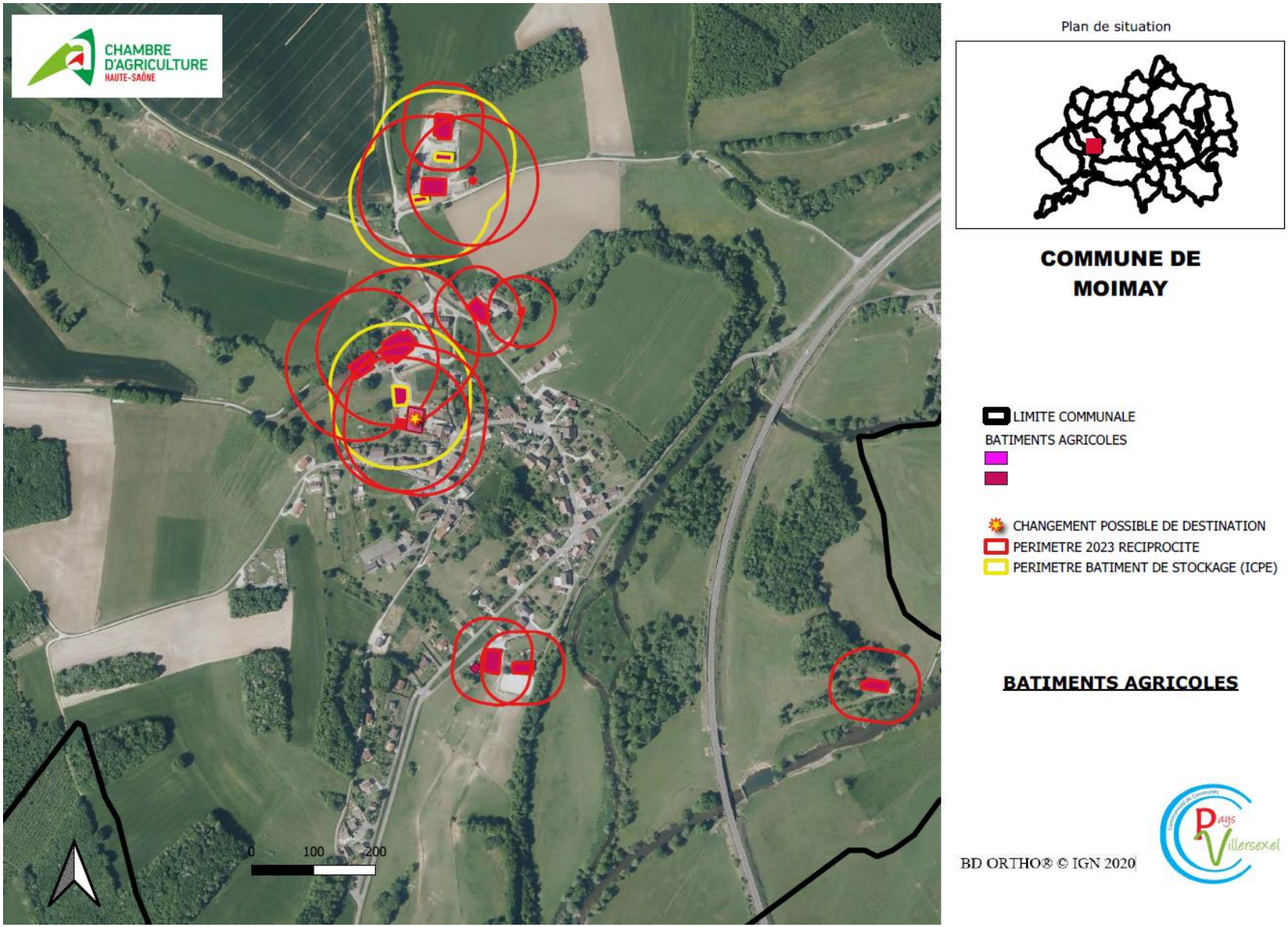


Moimay

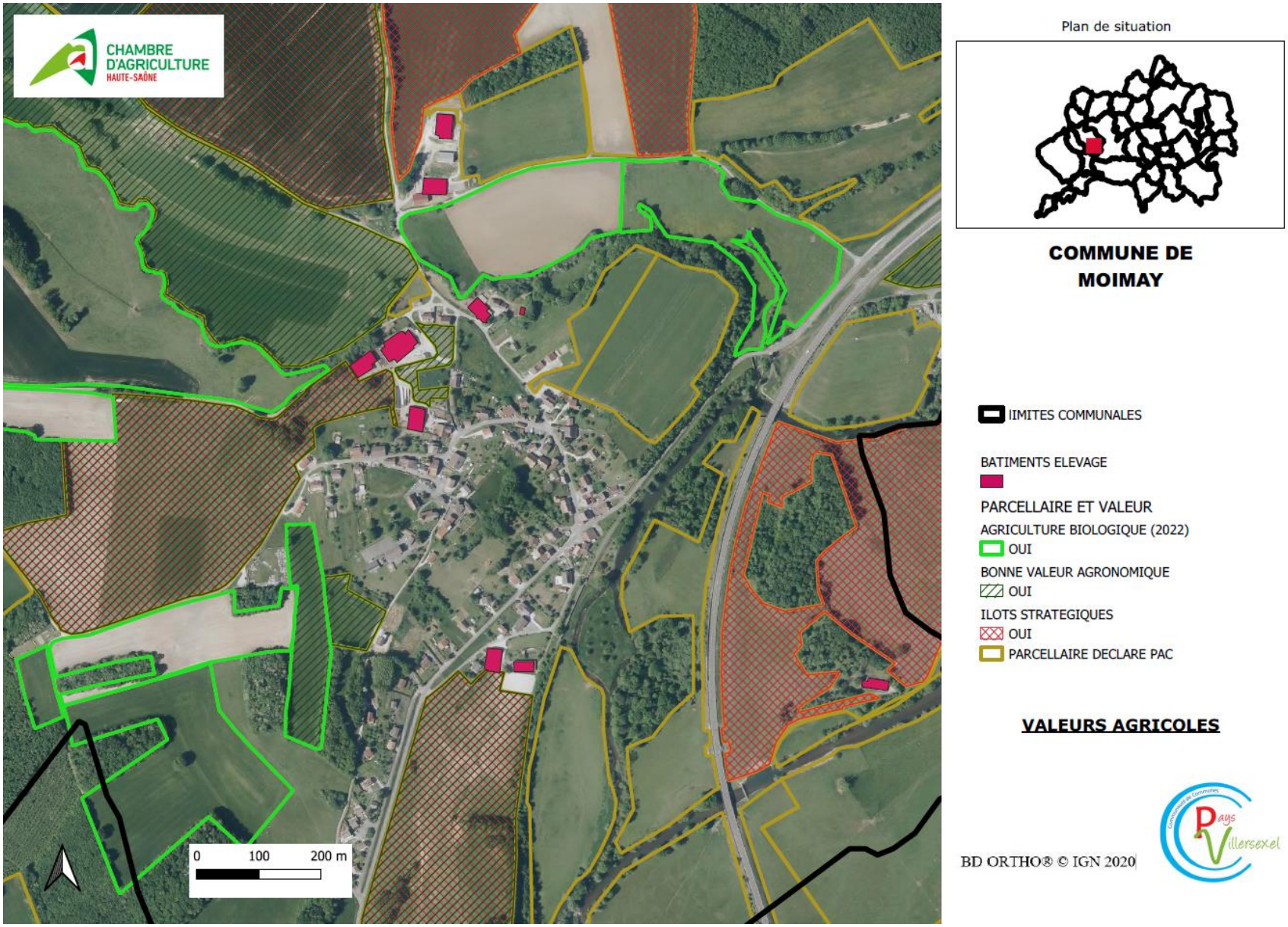
Occupation du sol



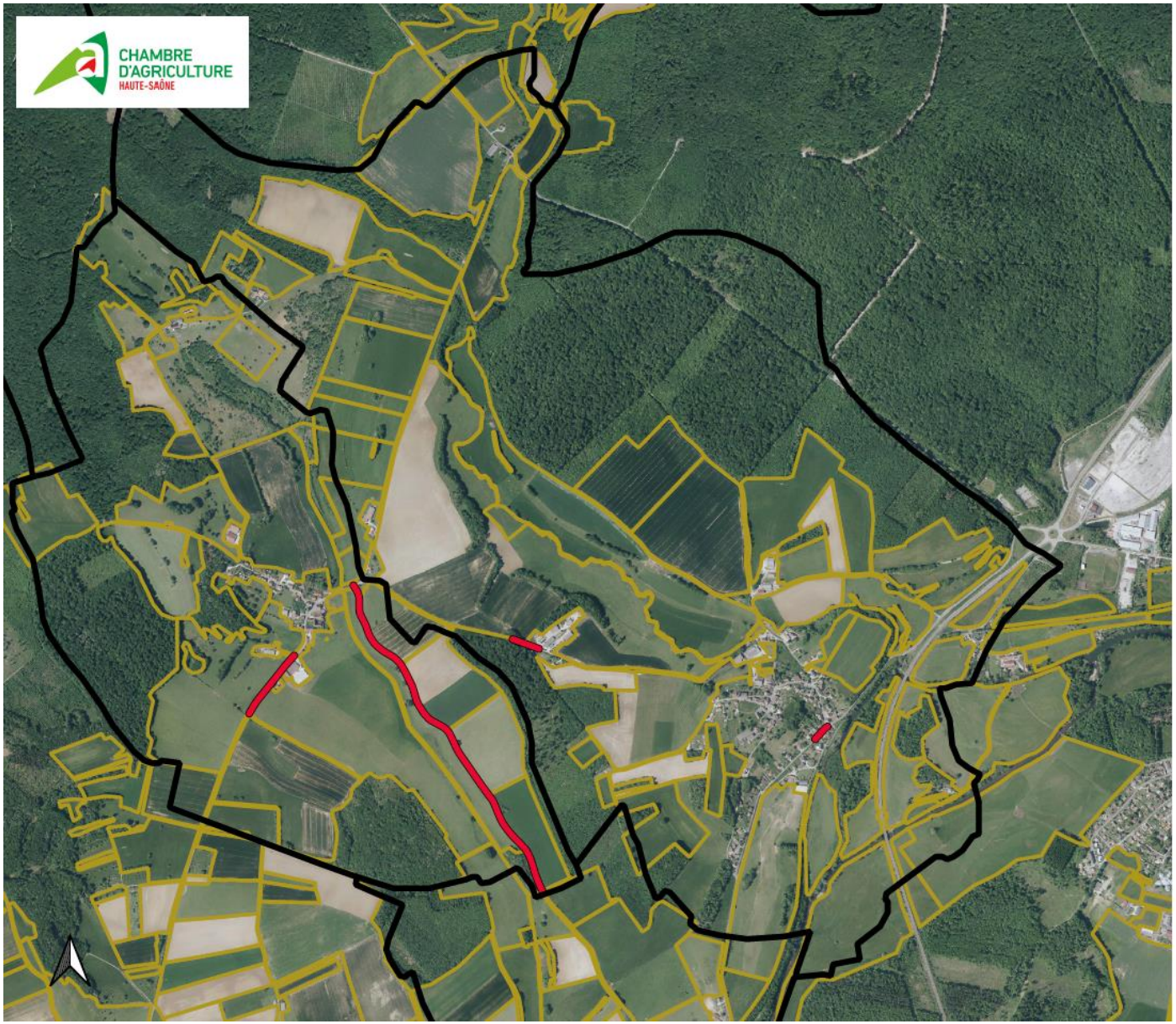
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE MOIMAY

LIMITES COMMUNALES

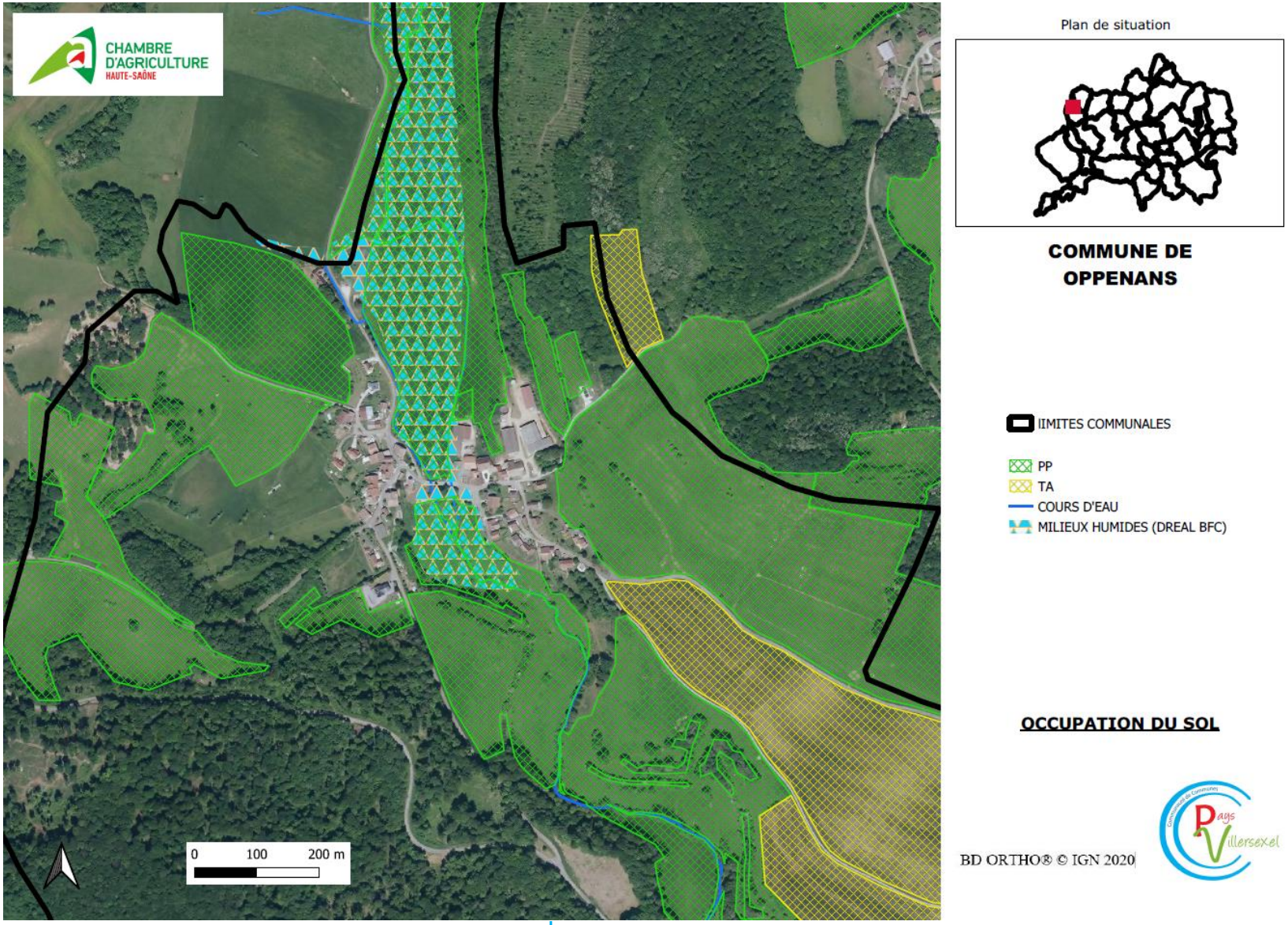
ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

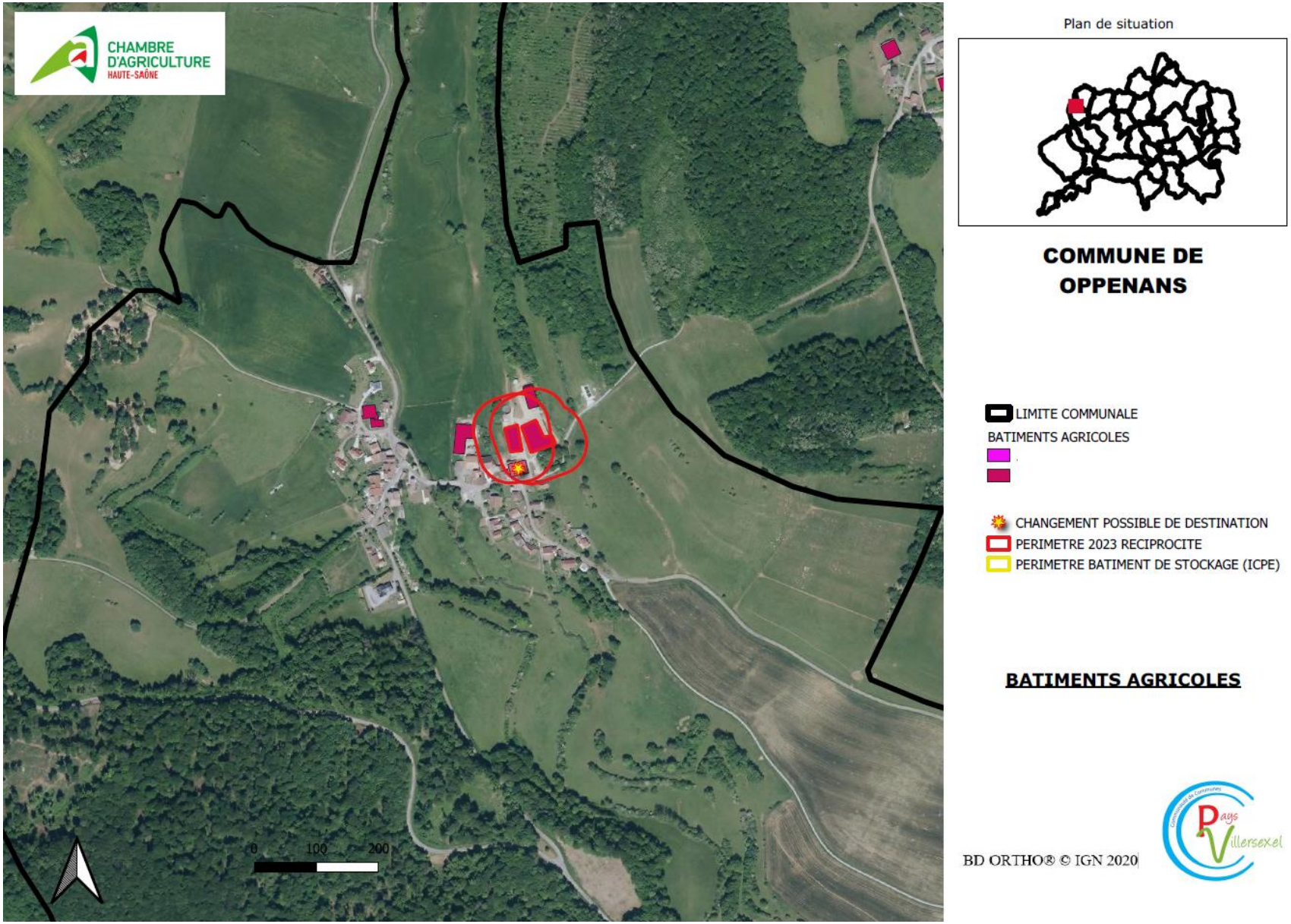
BD ORTHO® © IGN 2020

Oppenans

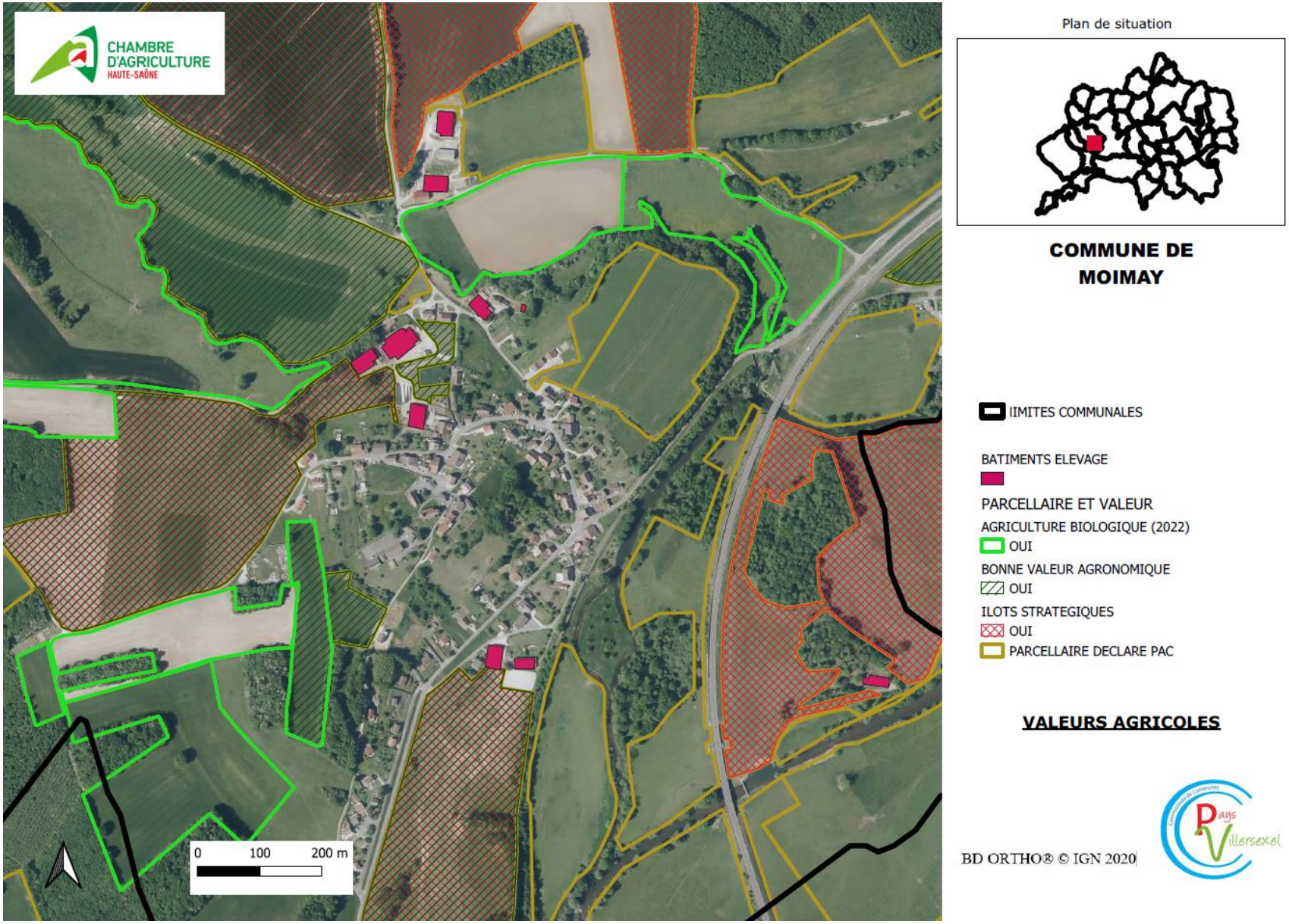
Occupation du sol



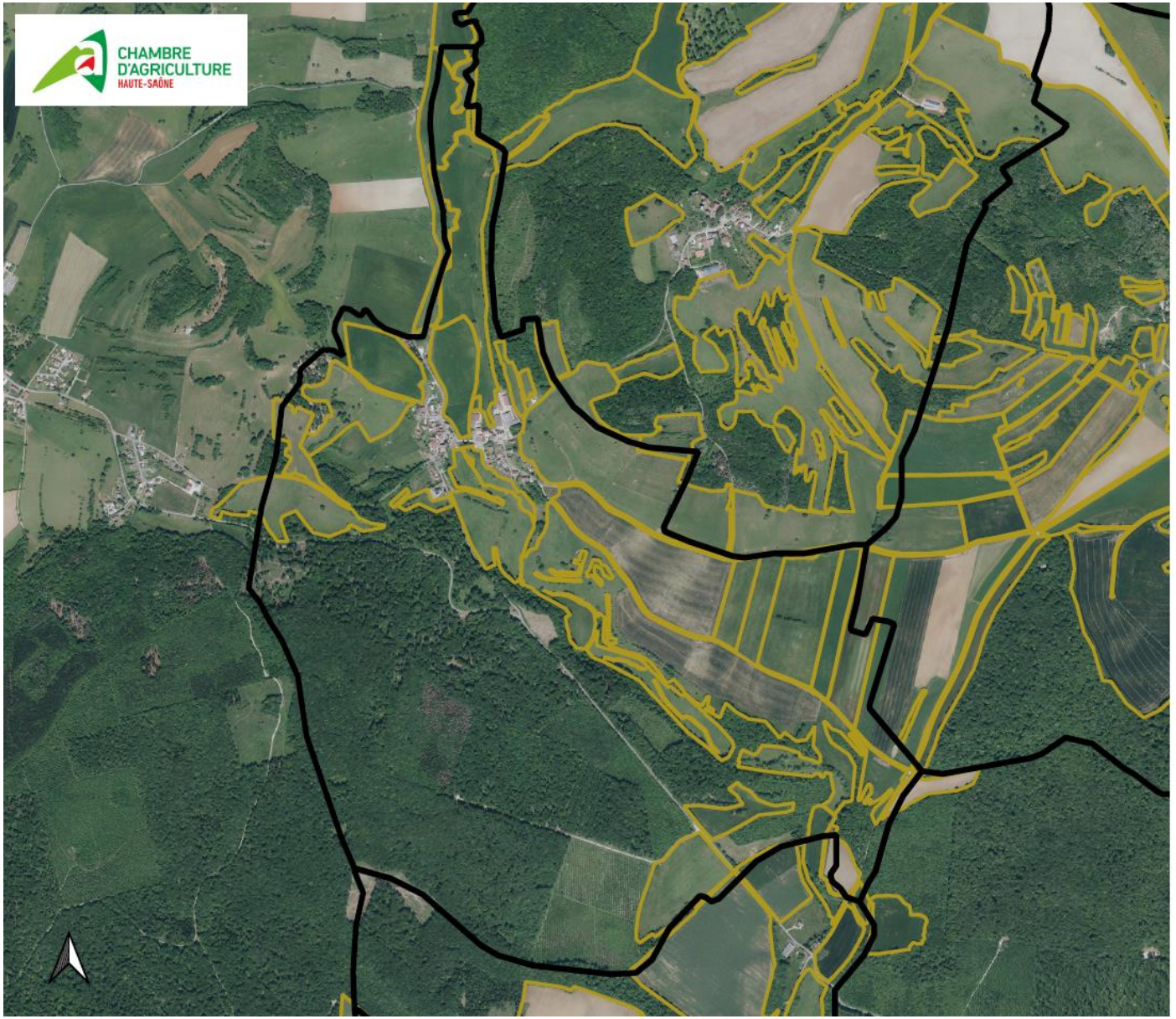
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE OPPENANS

LIMITES COMMUNALES

ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

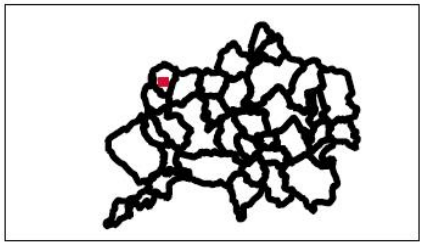
BD ORTHO® © IGN 2020

Oricourt

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE ORICOURT

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

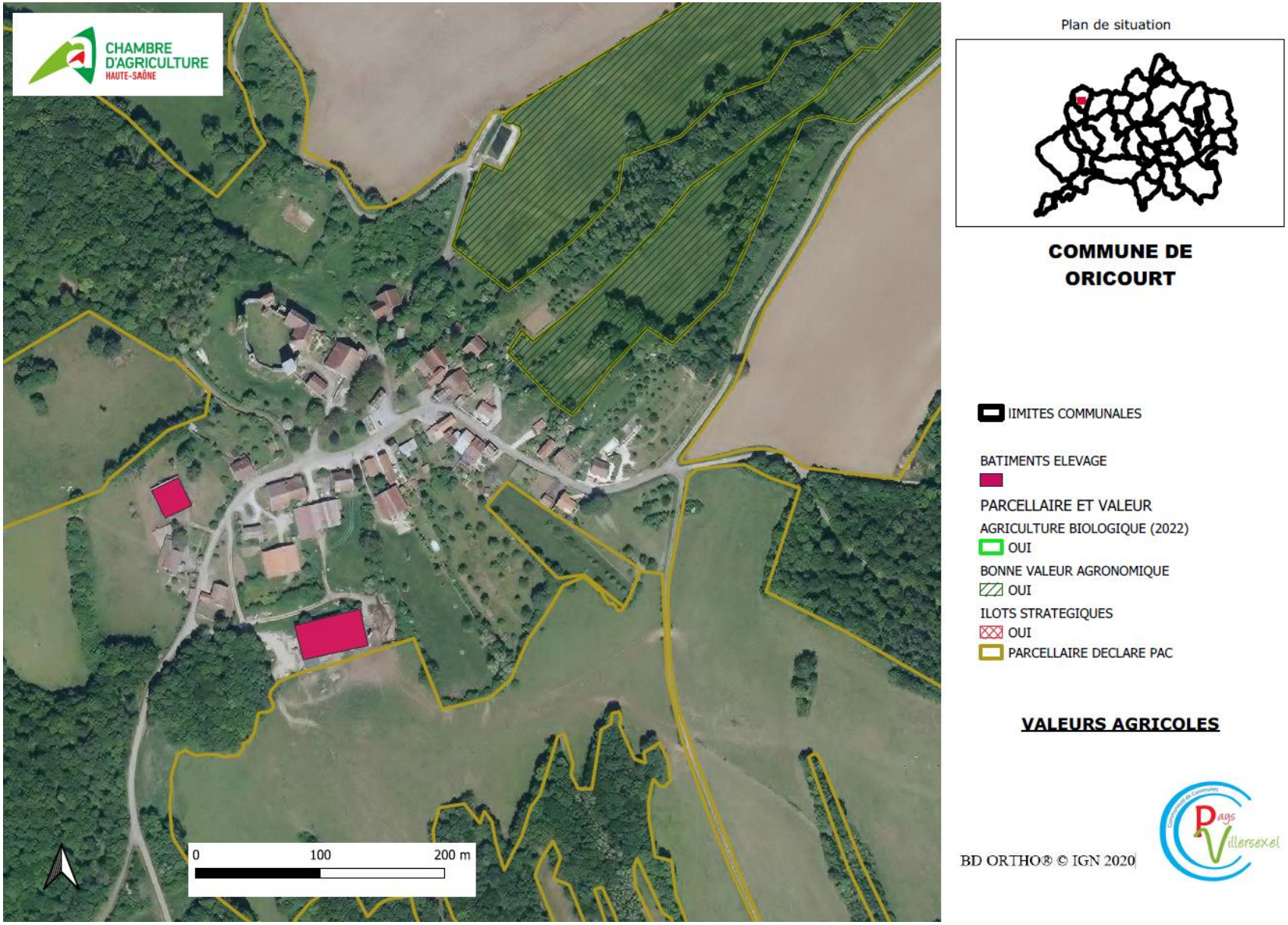
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

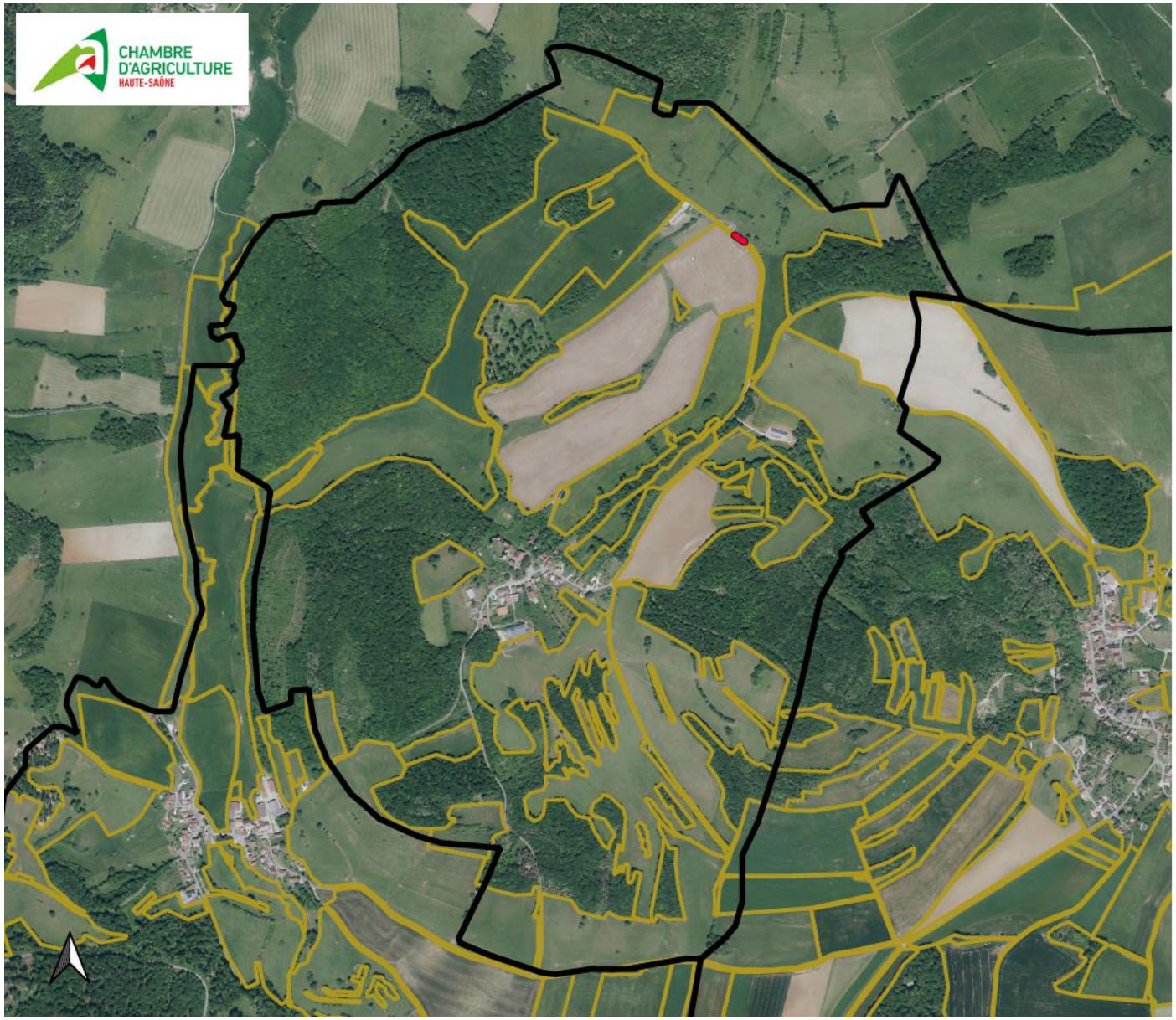
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

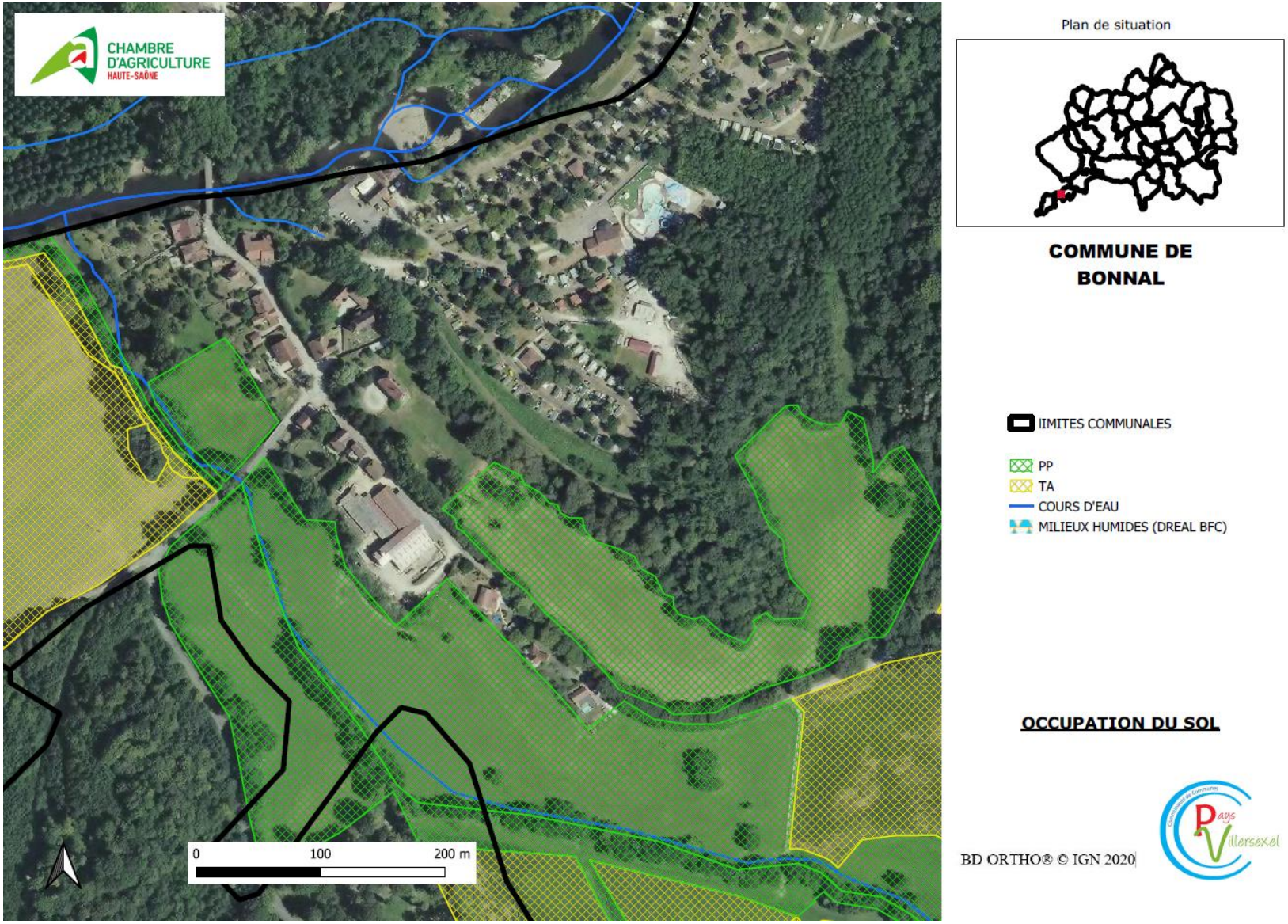


Déplacements agricoles

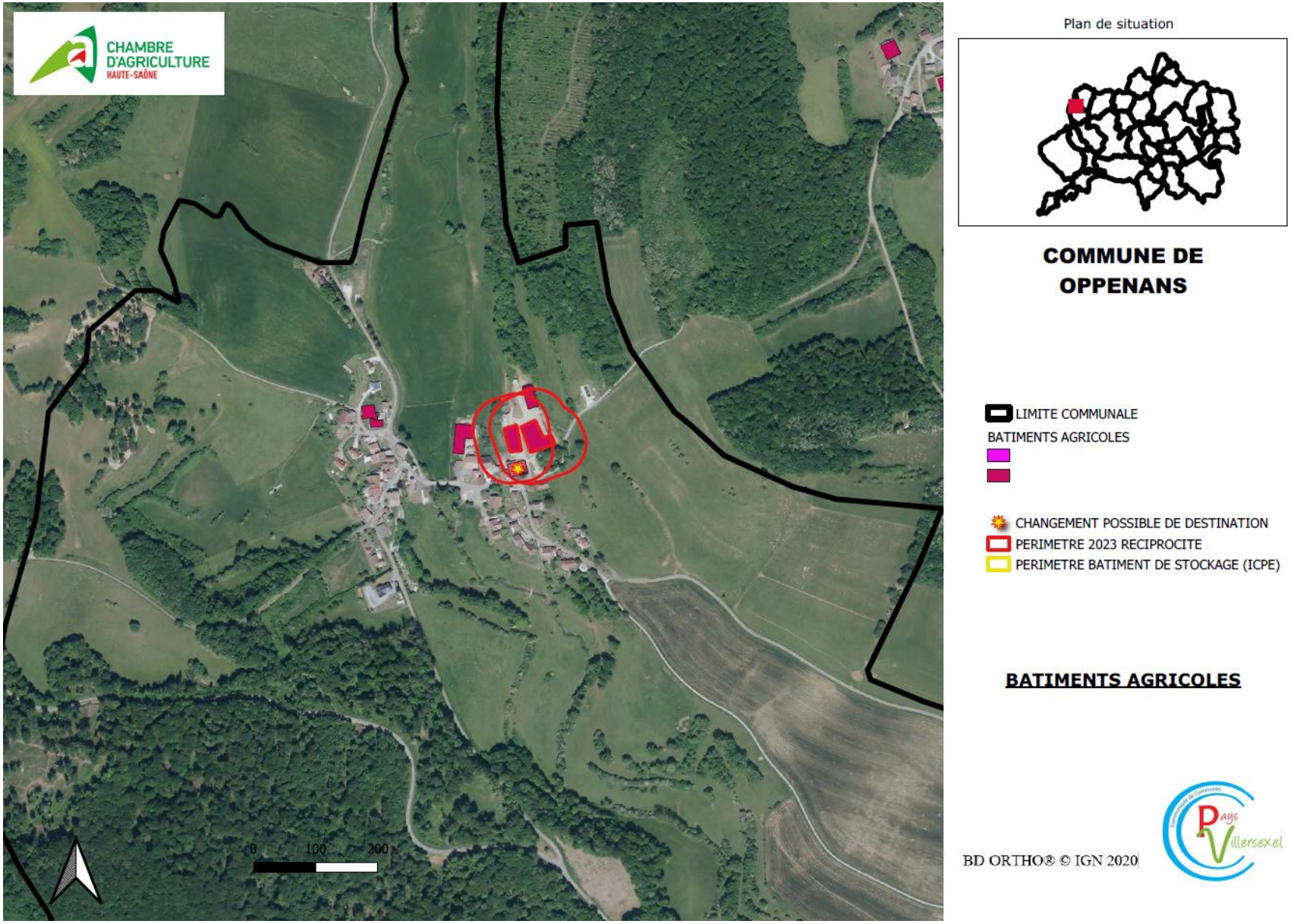


Pont-sur-l'Ognon

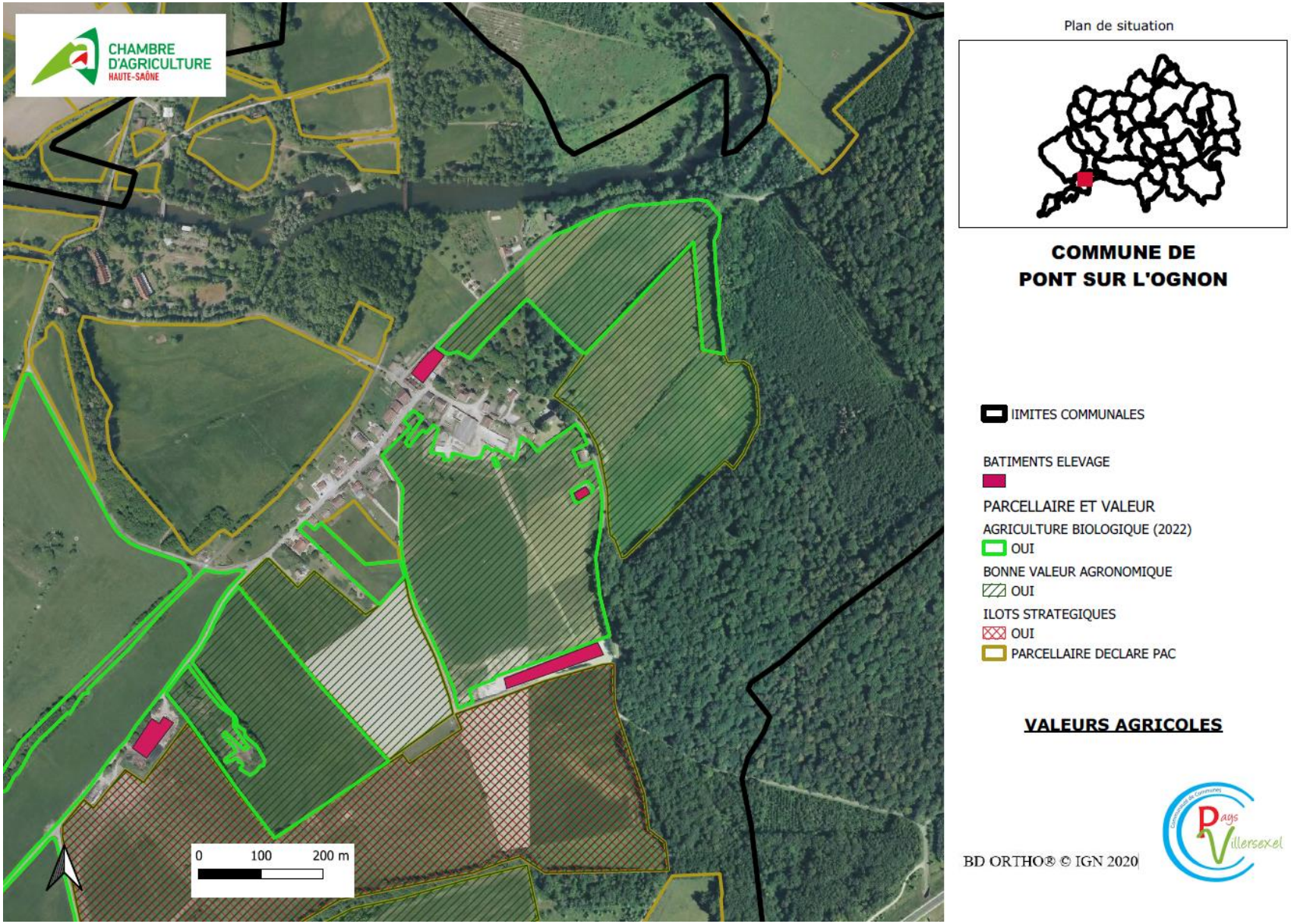
Occupation du sol



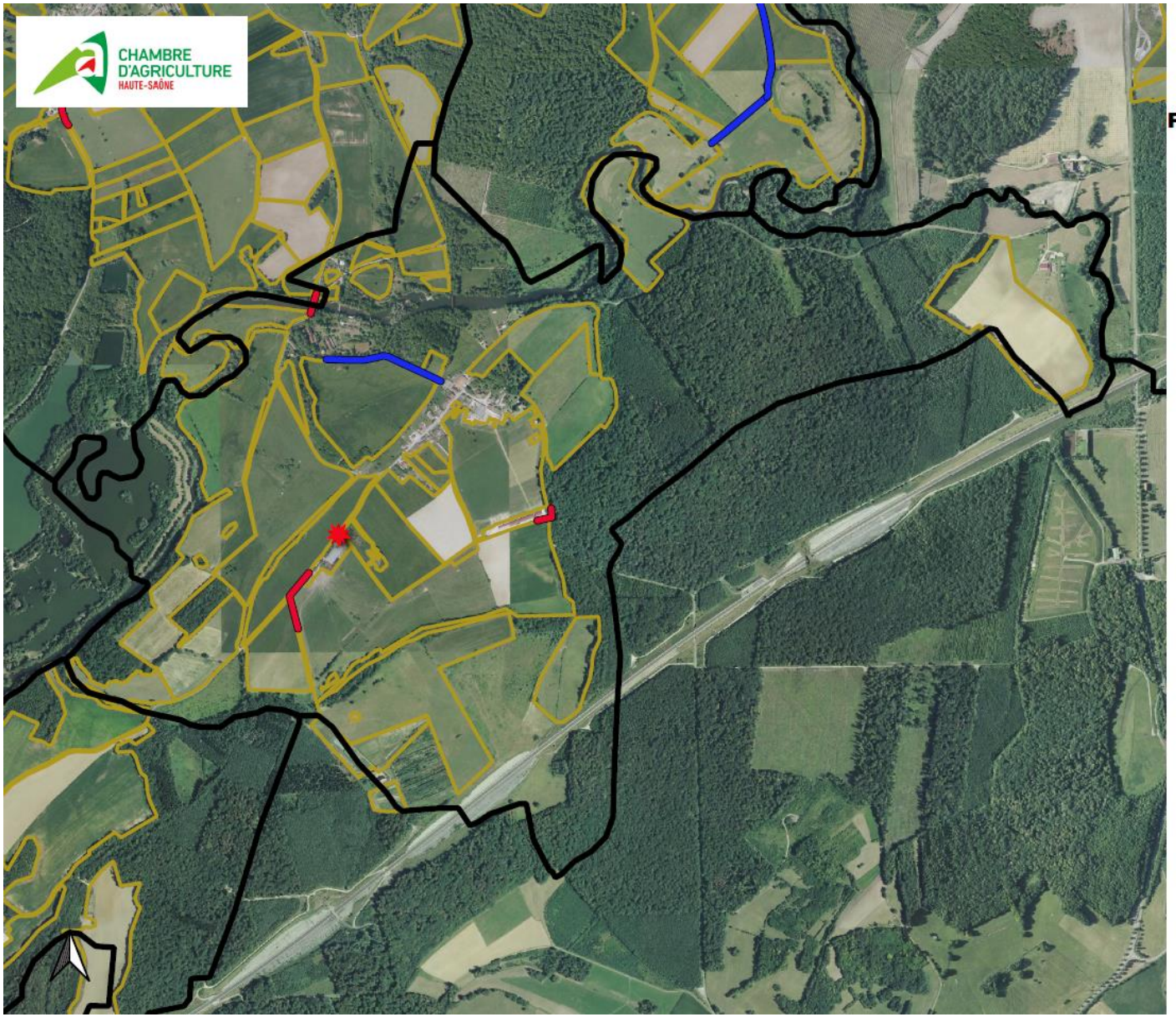
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

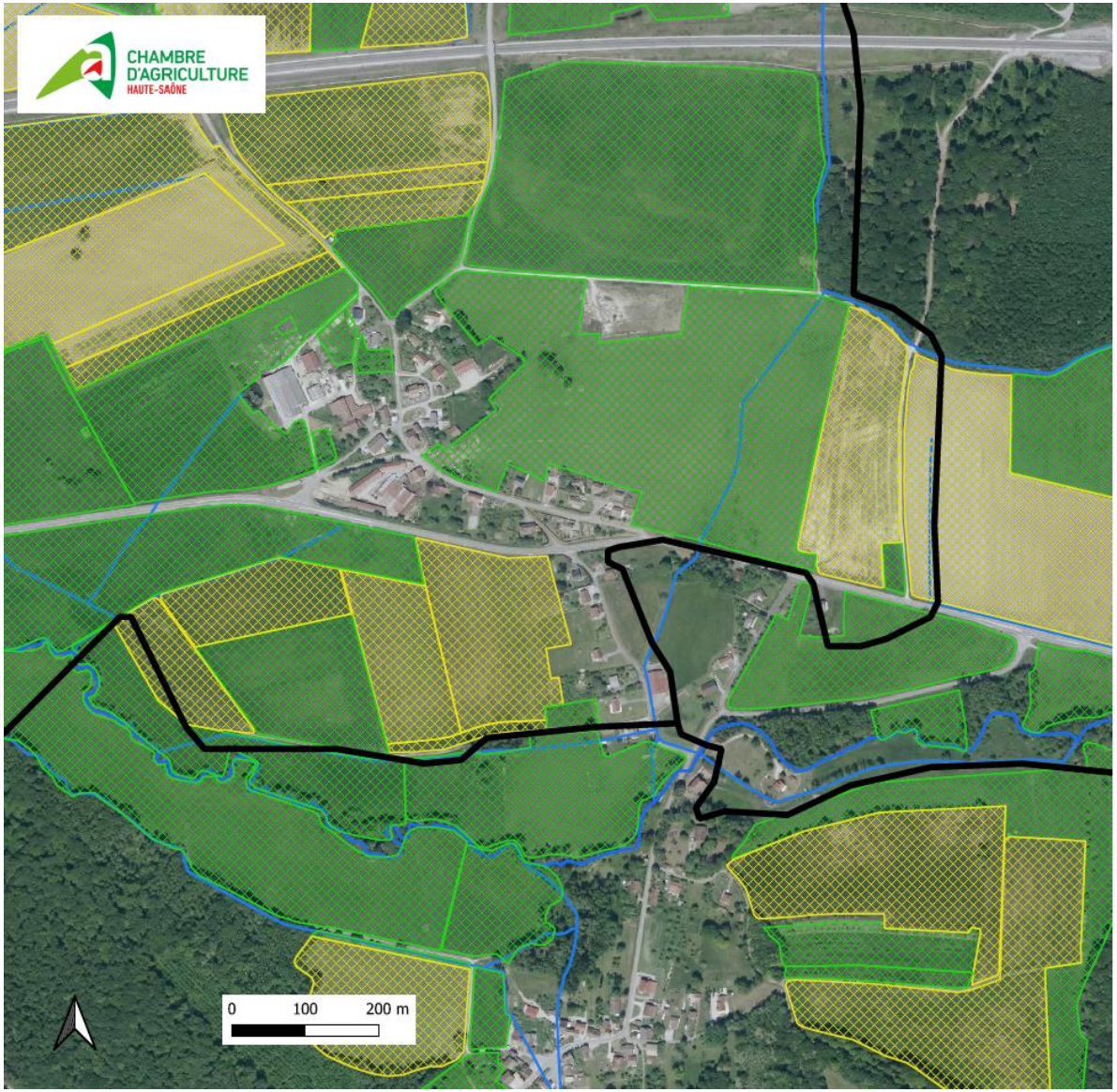


Déplacements agricoles

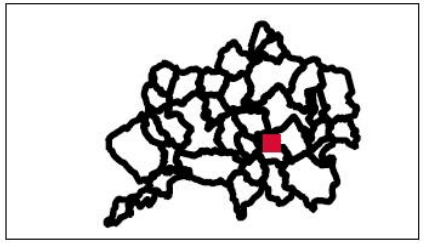


Saint-Ferjeux

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE ST FERJEUX

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

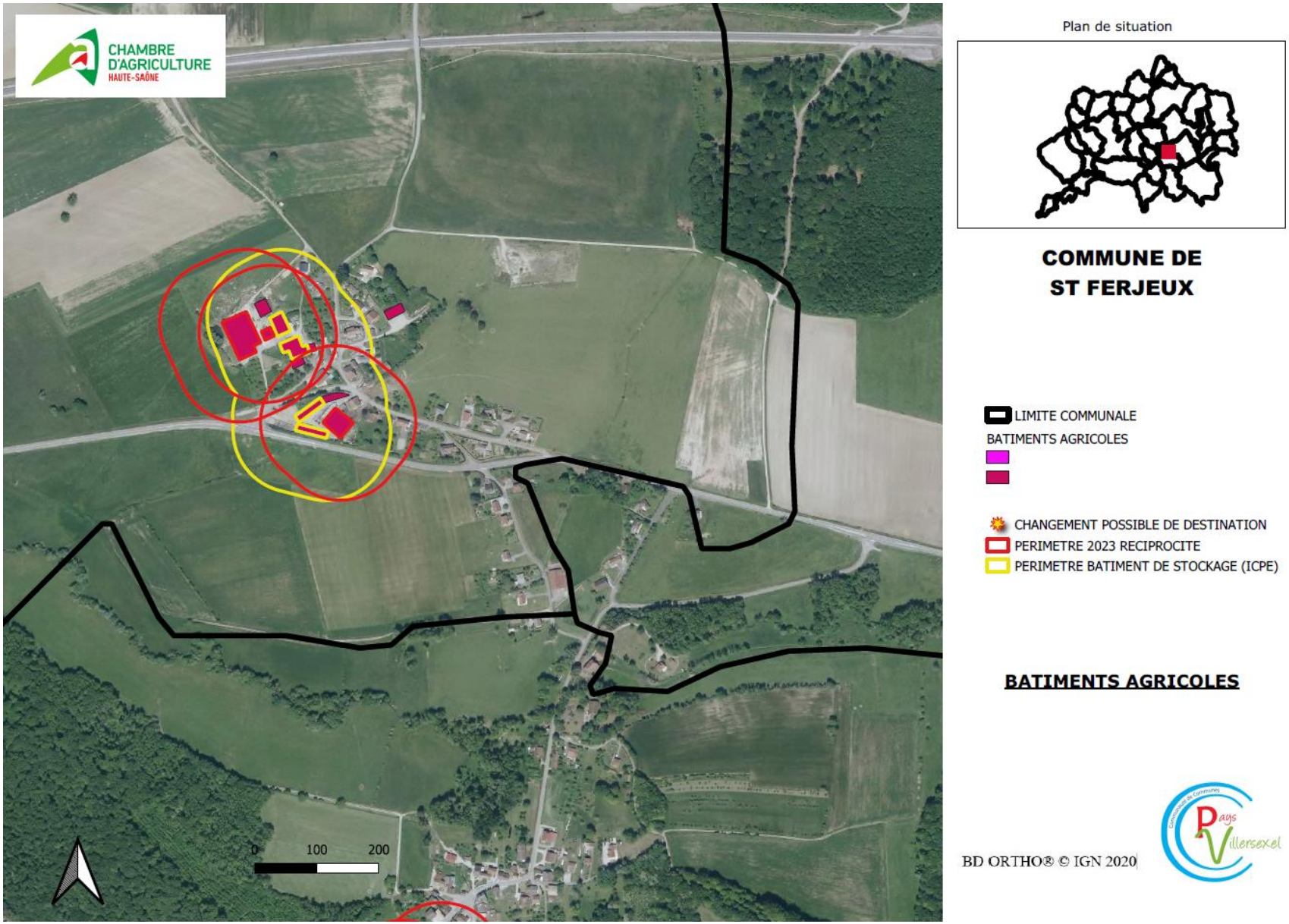
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

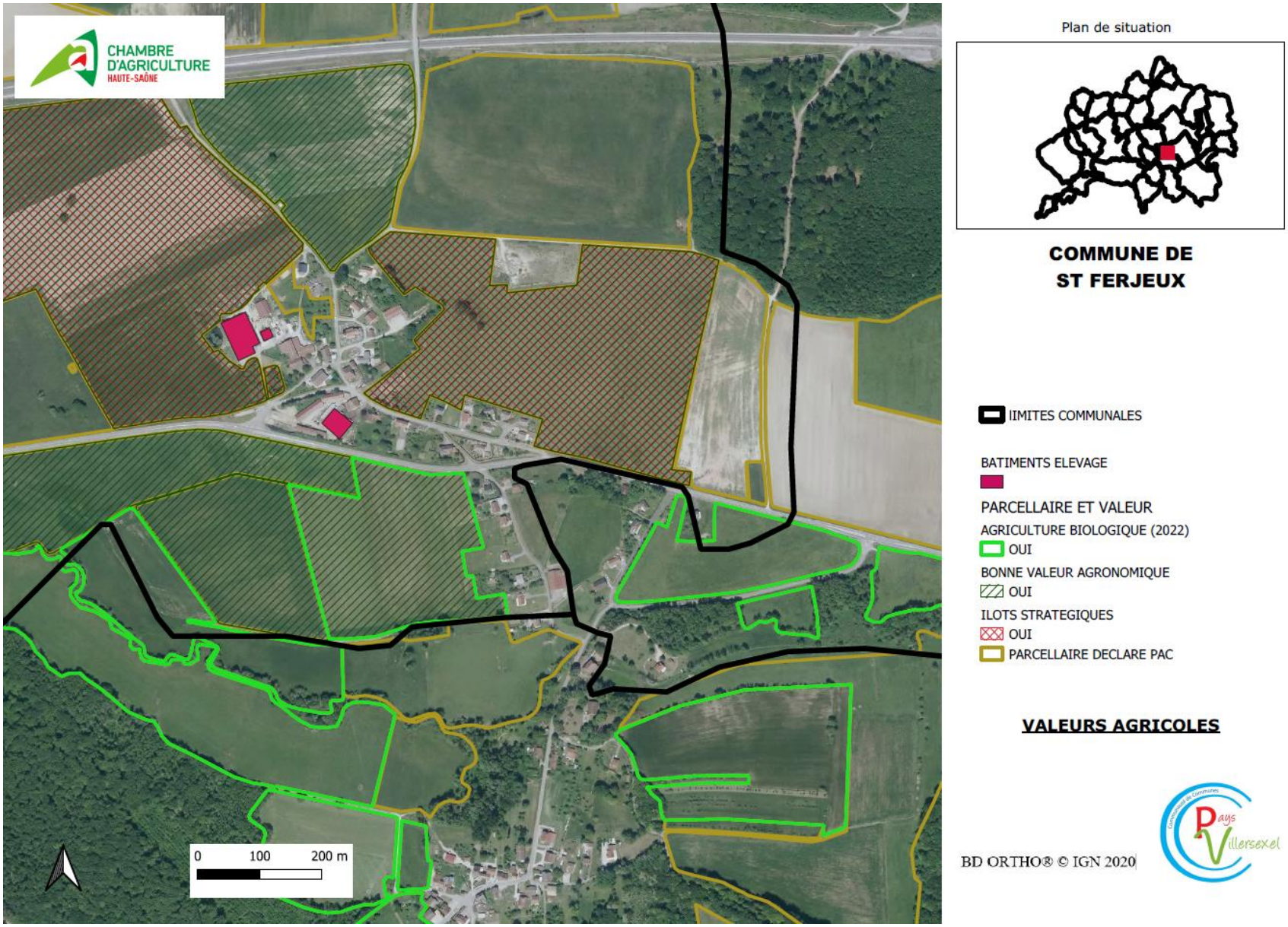
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

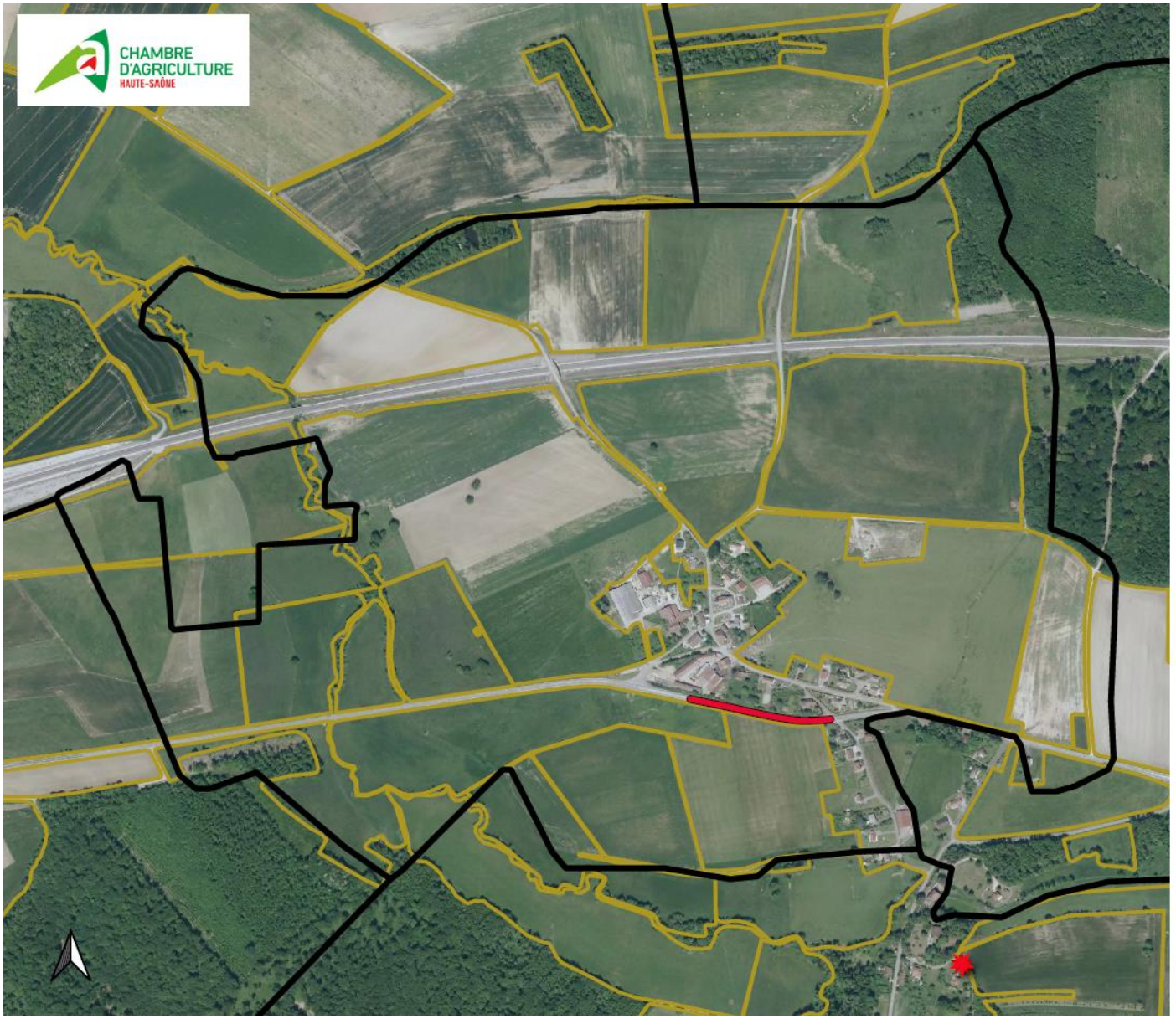
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

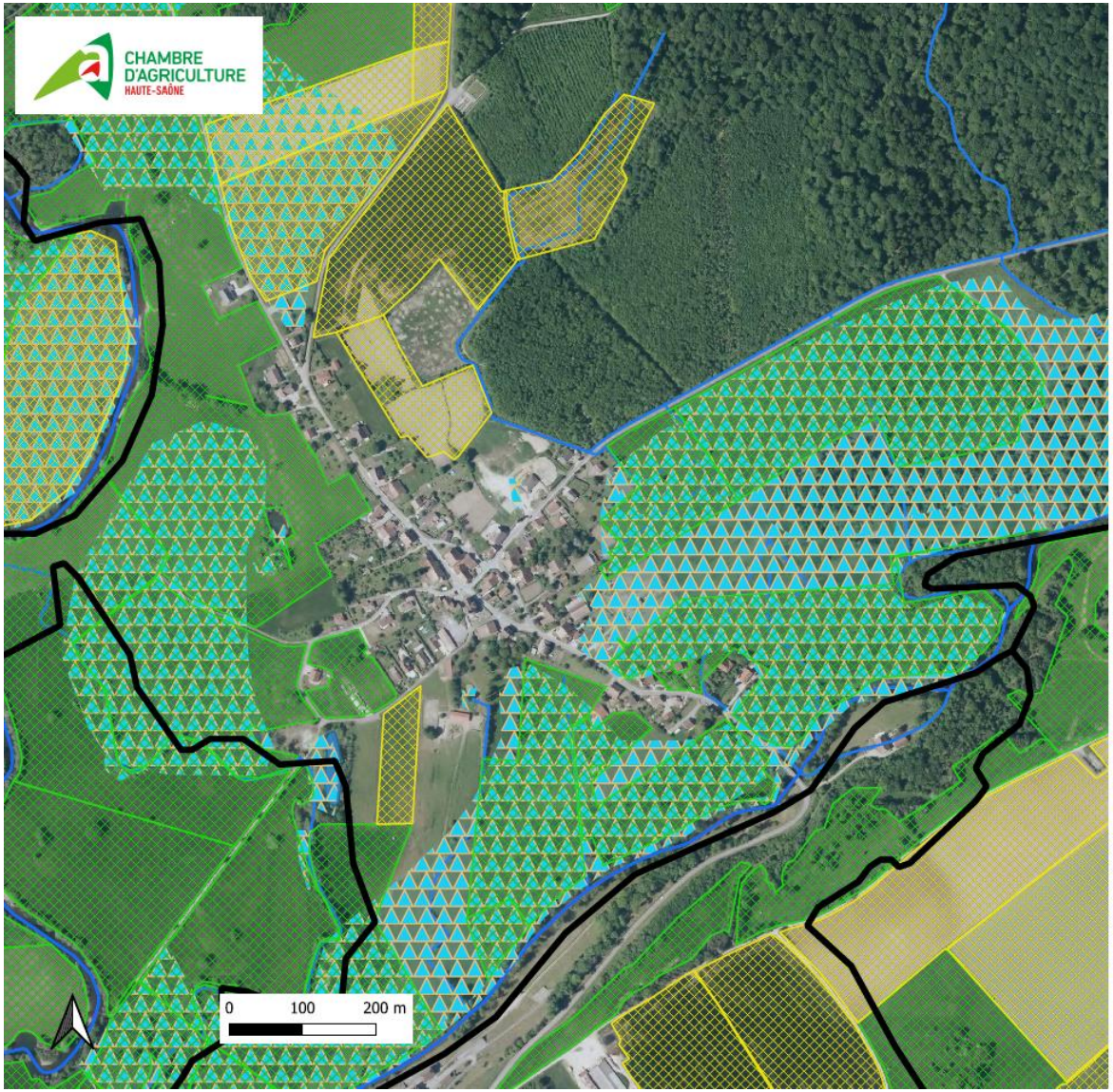


Déplacements agricoles

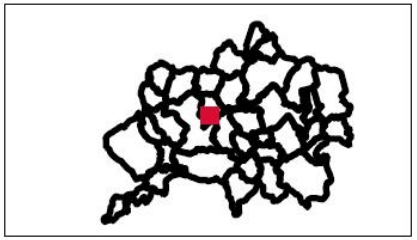


Saint-Sulpice

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE ST SULPICE

LIMITES COMMUNALES

PP

TA

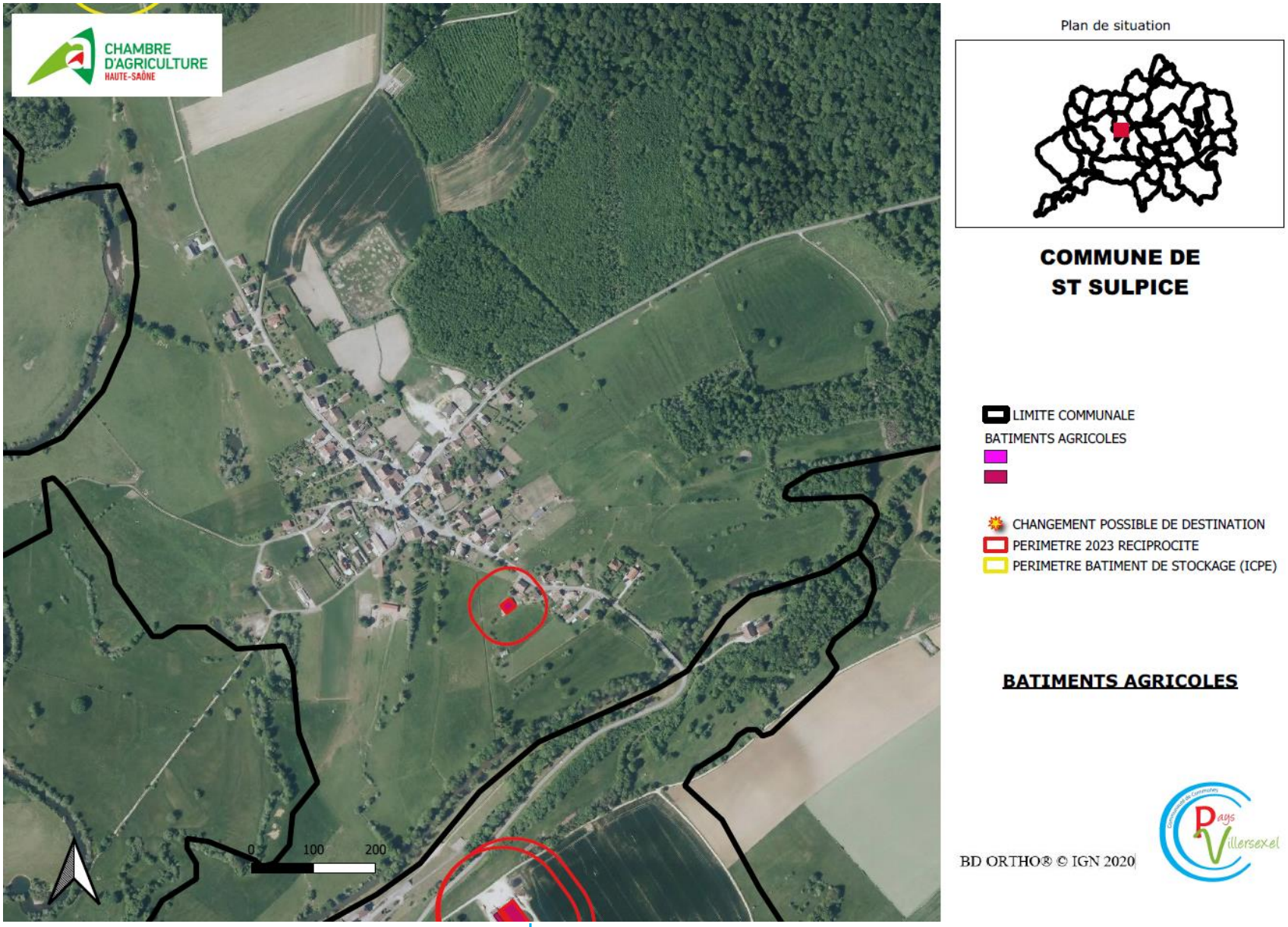
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

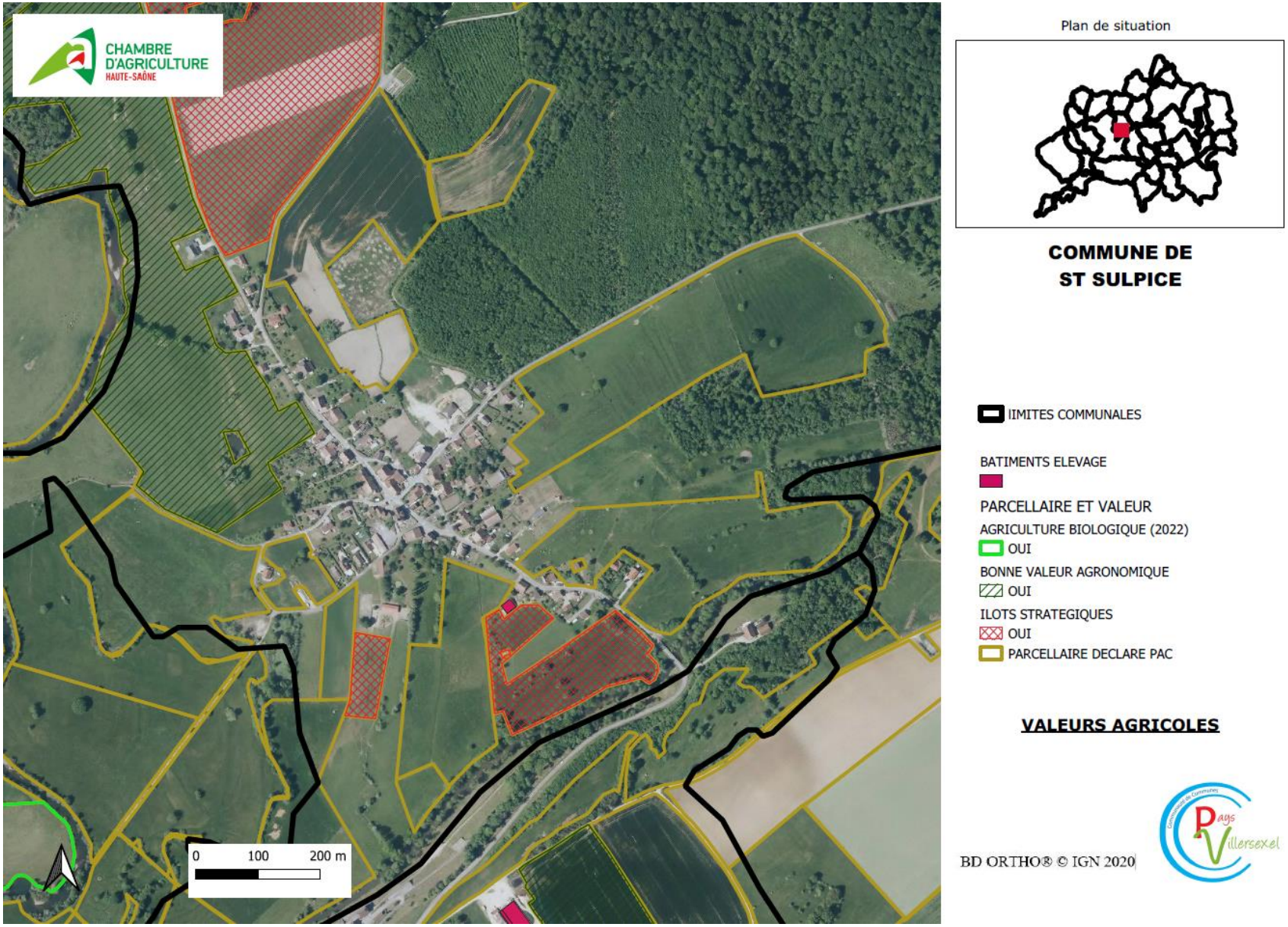
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

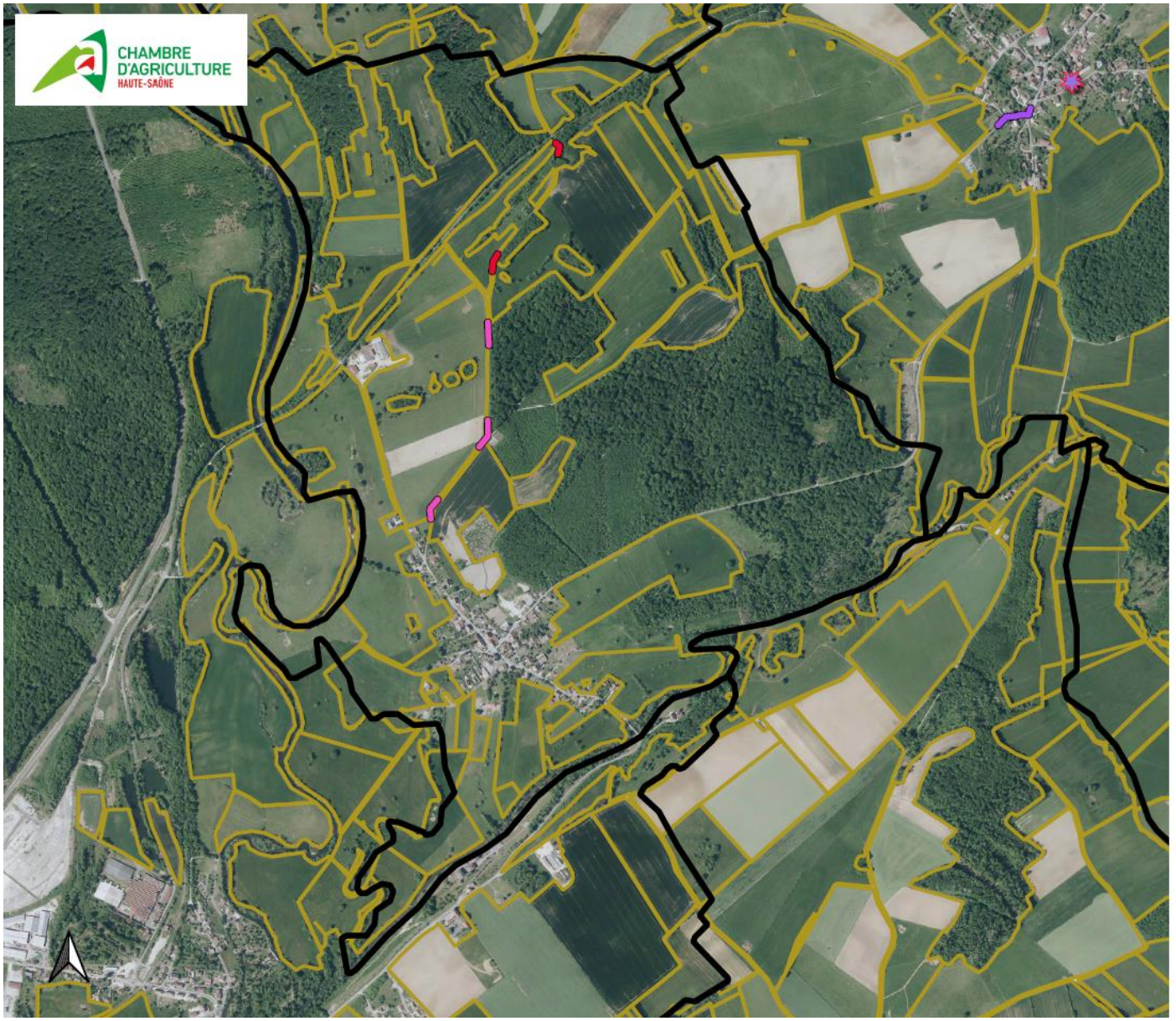
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

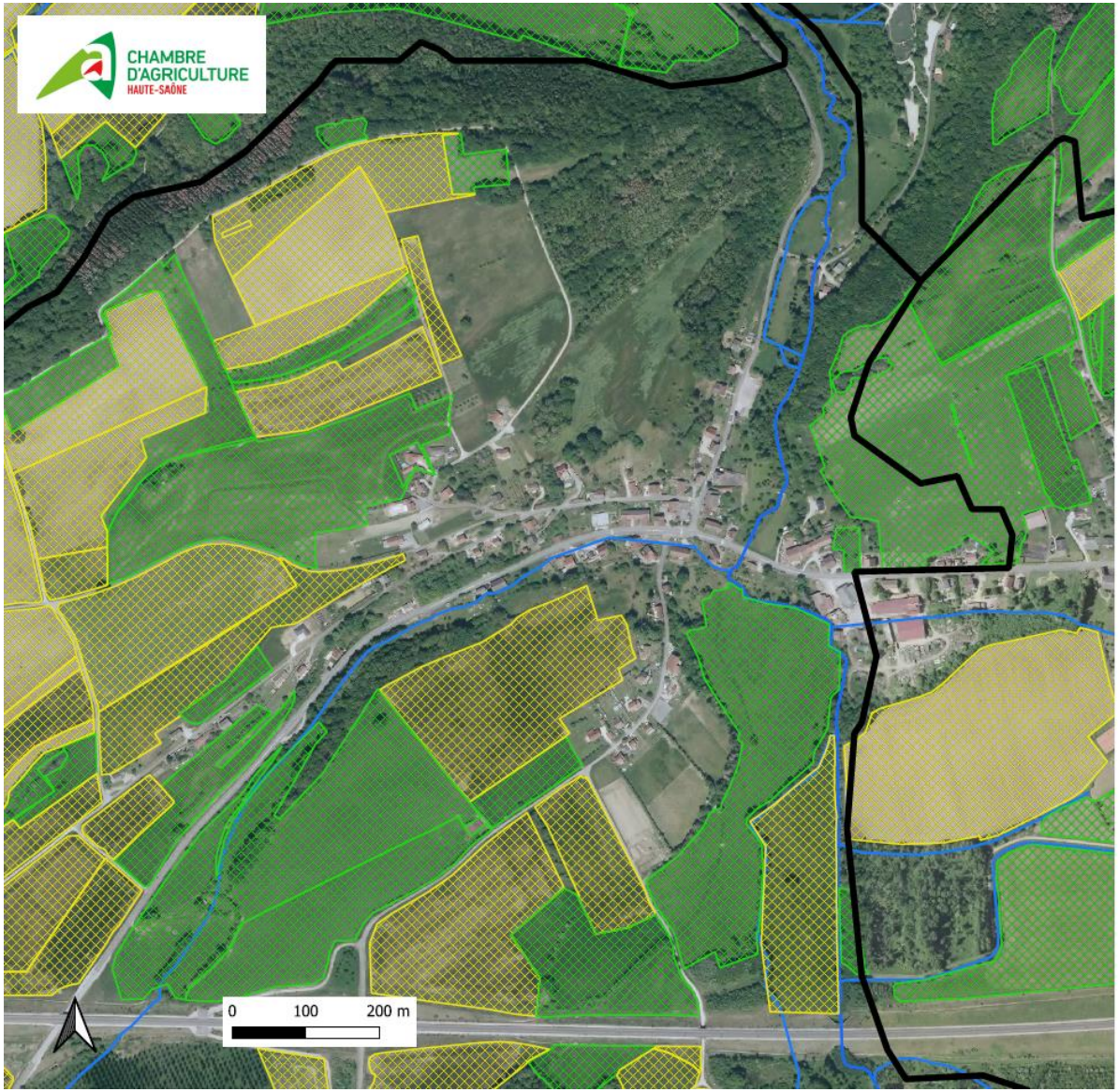
COMMUNE DE SAINT-SULPICE

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

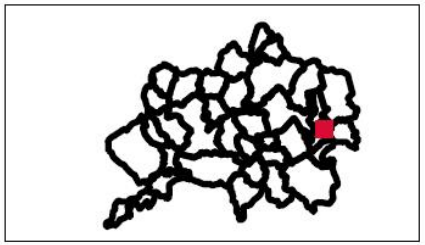
BD ORTHO® © IGN 2020

Secenans

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE SECENANS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

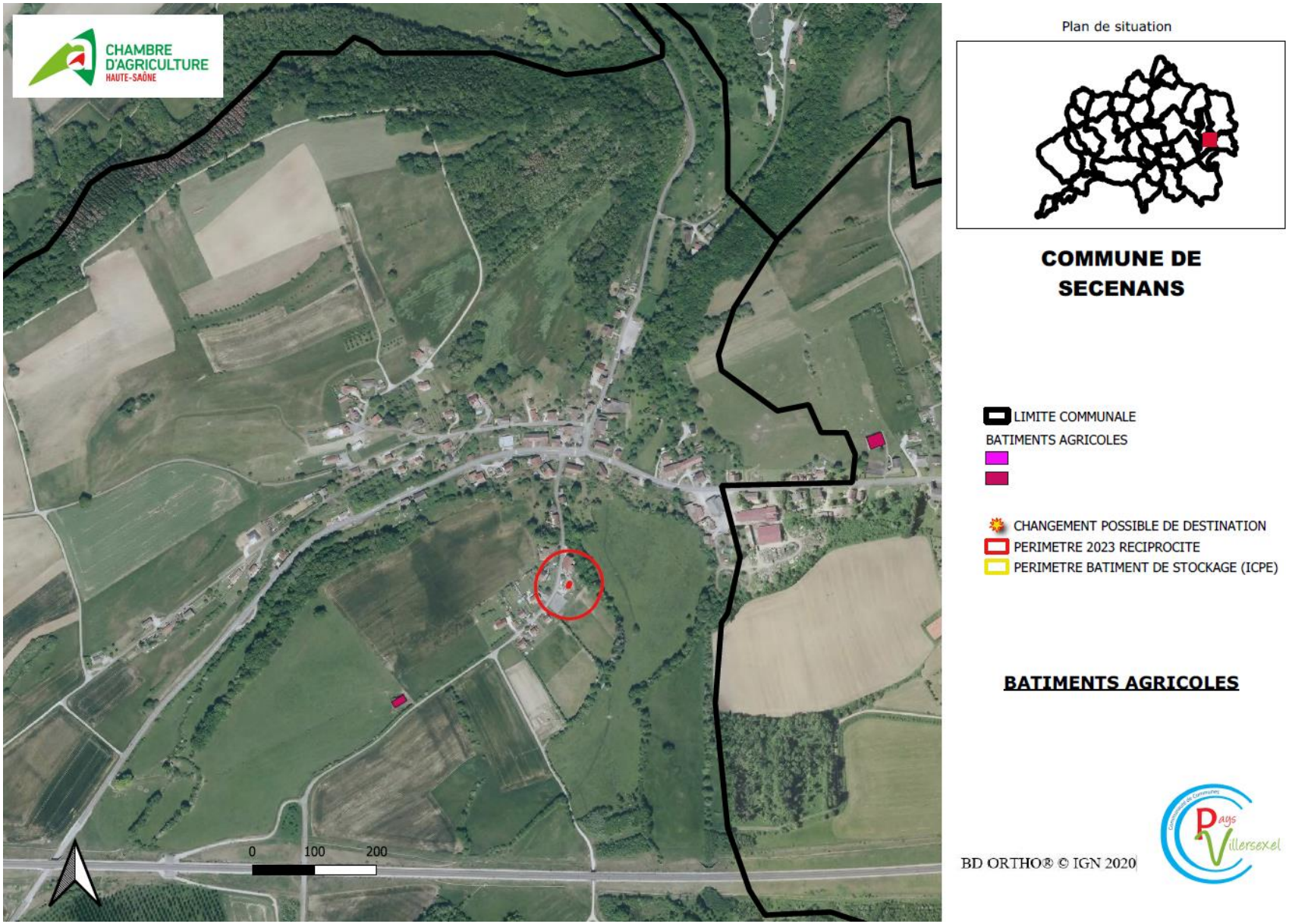
COURS D'EAU

MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

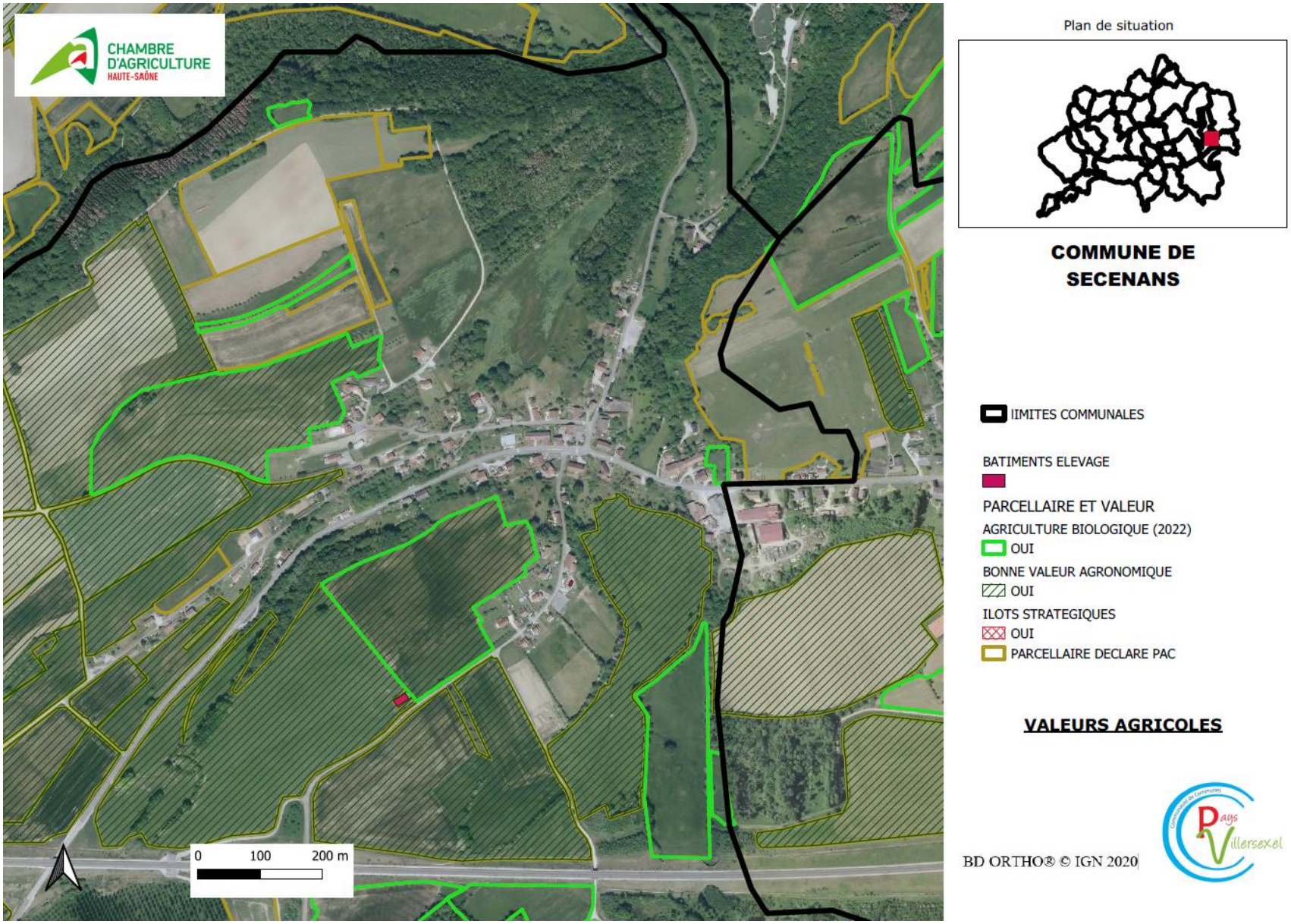
OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020

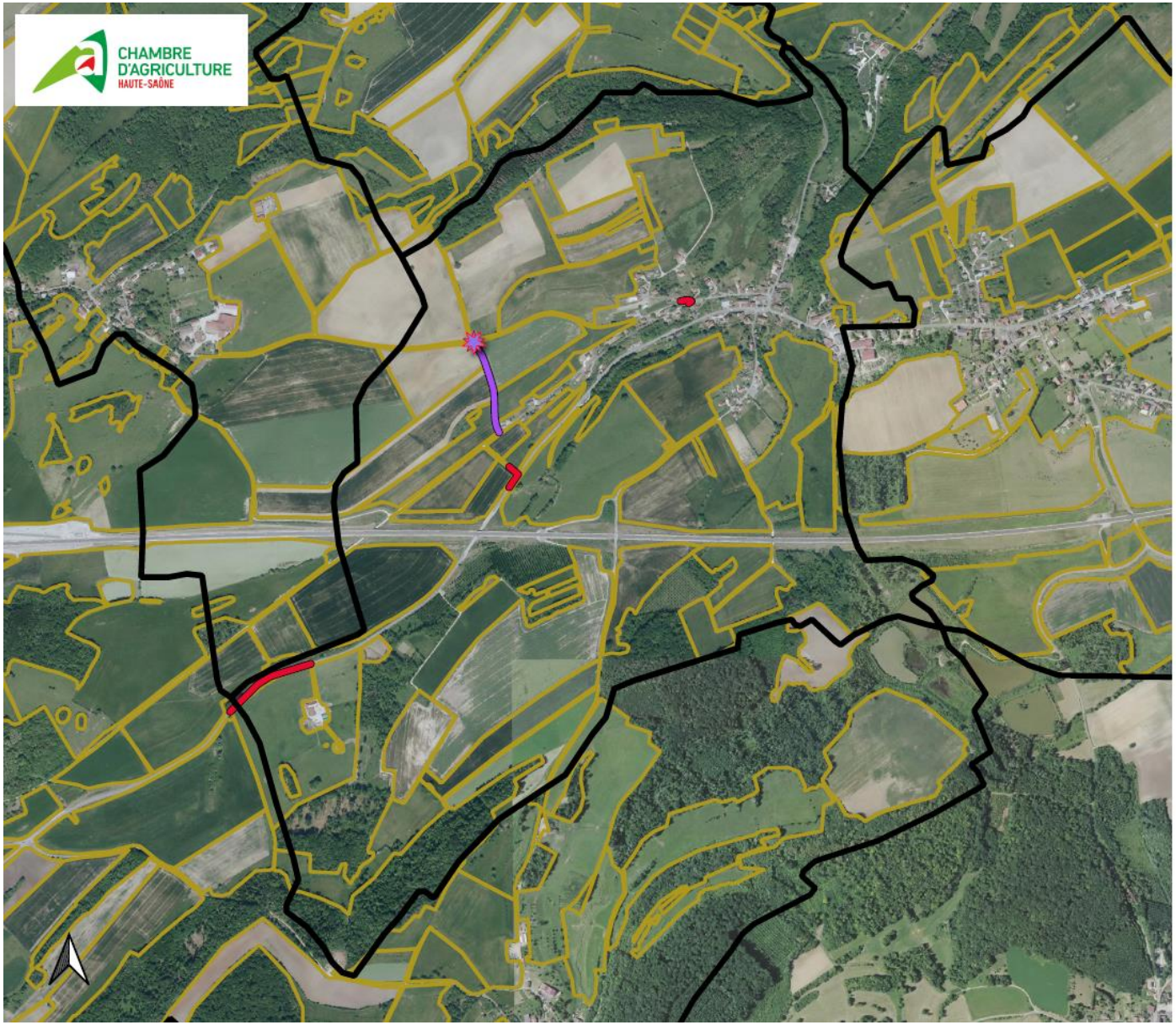
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

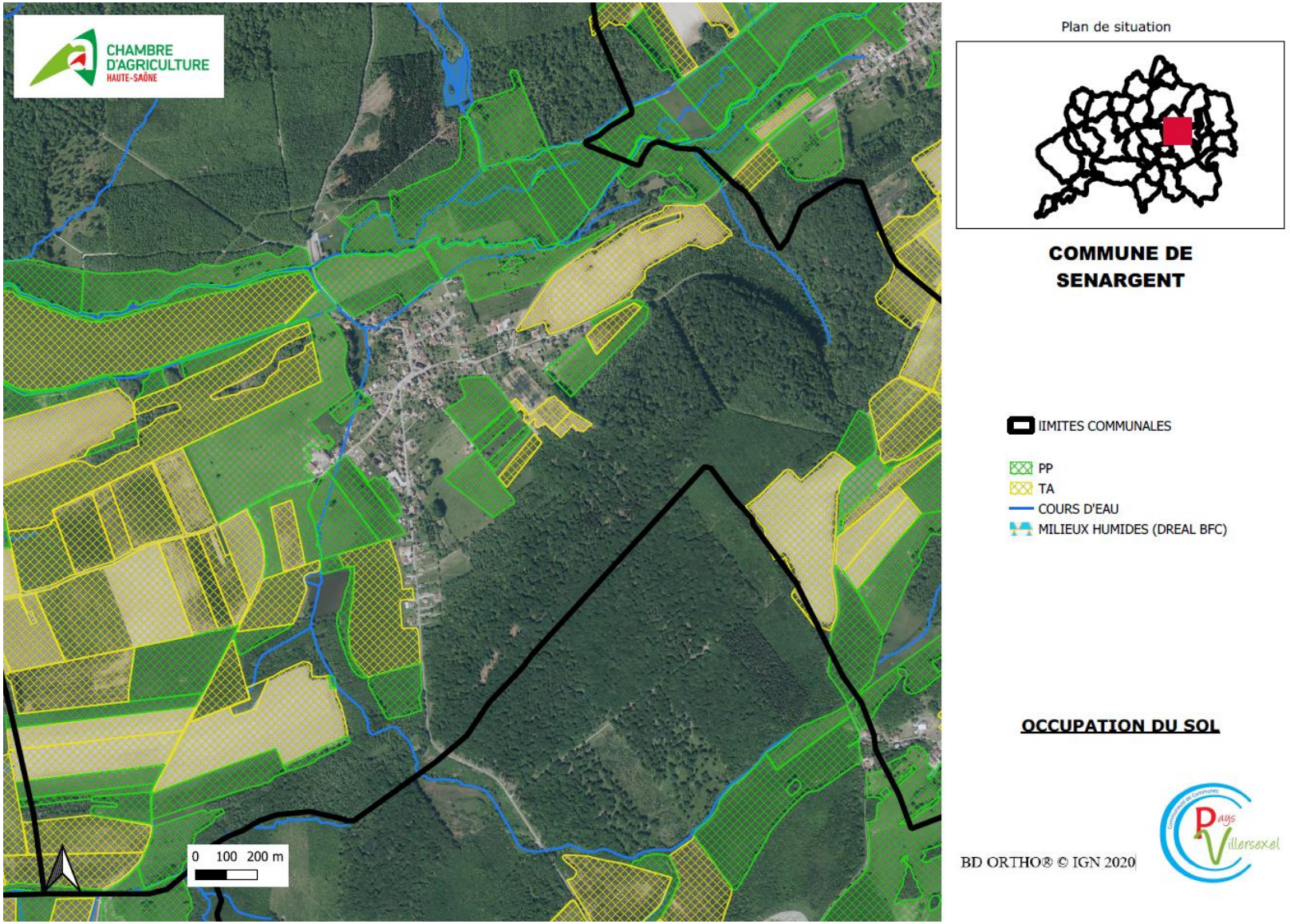


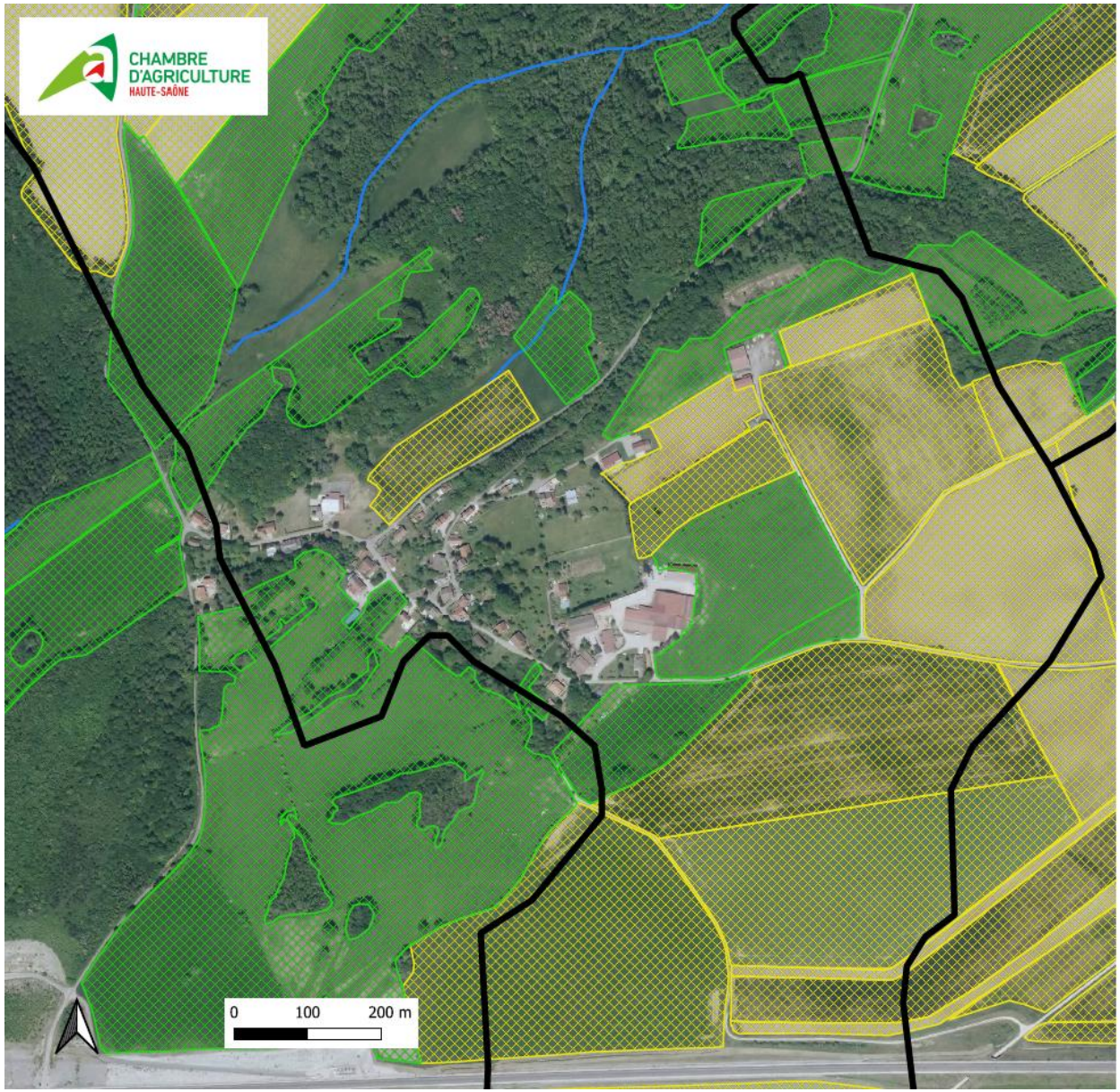
Déplacements agricoles



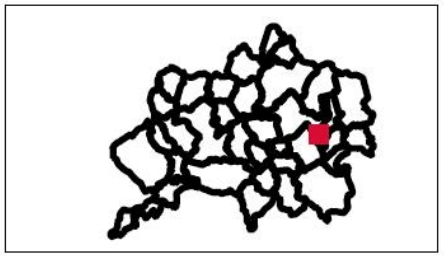
Senargent-Mignafans

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE MIGNAFANS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

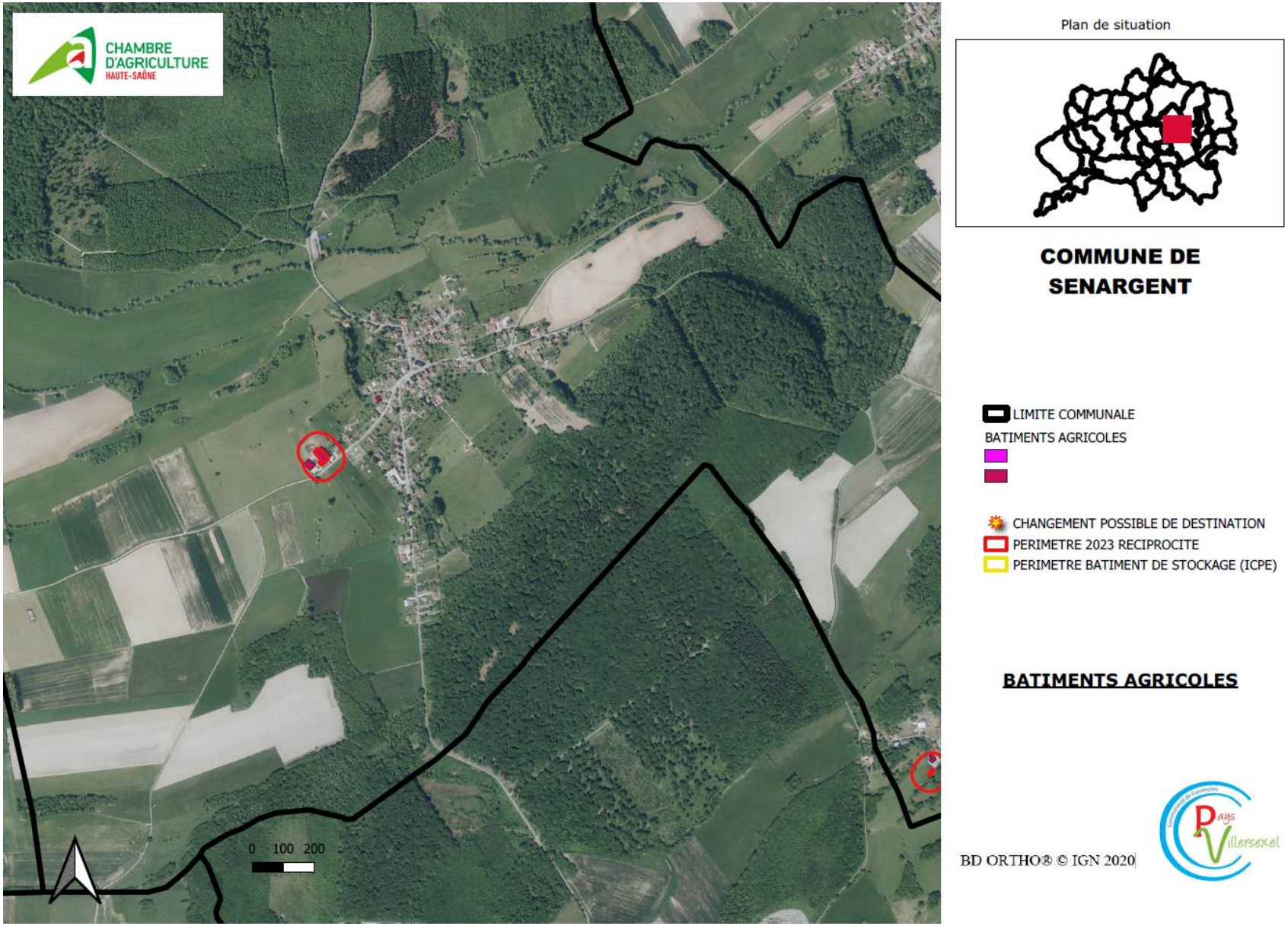
COURS D'EAU

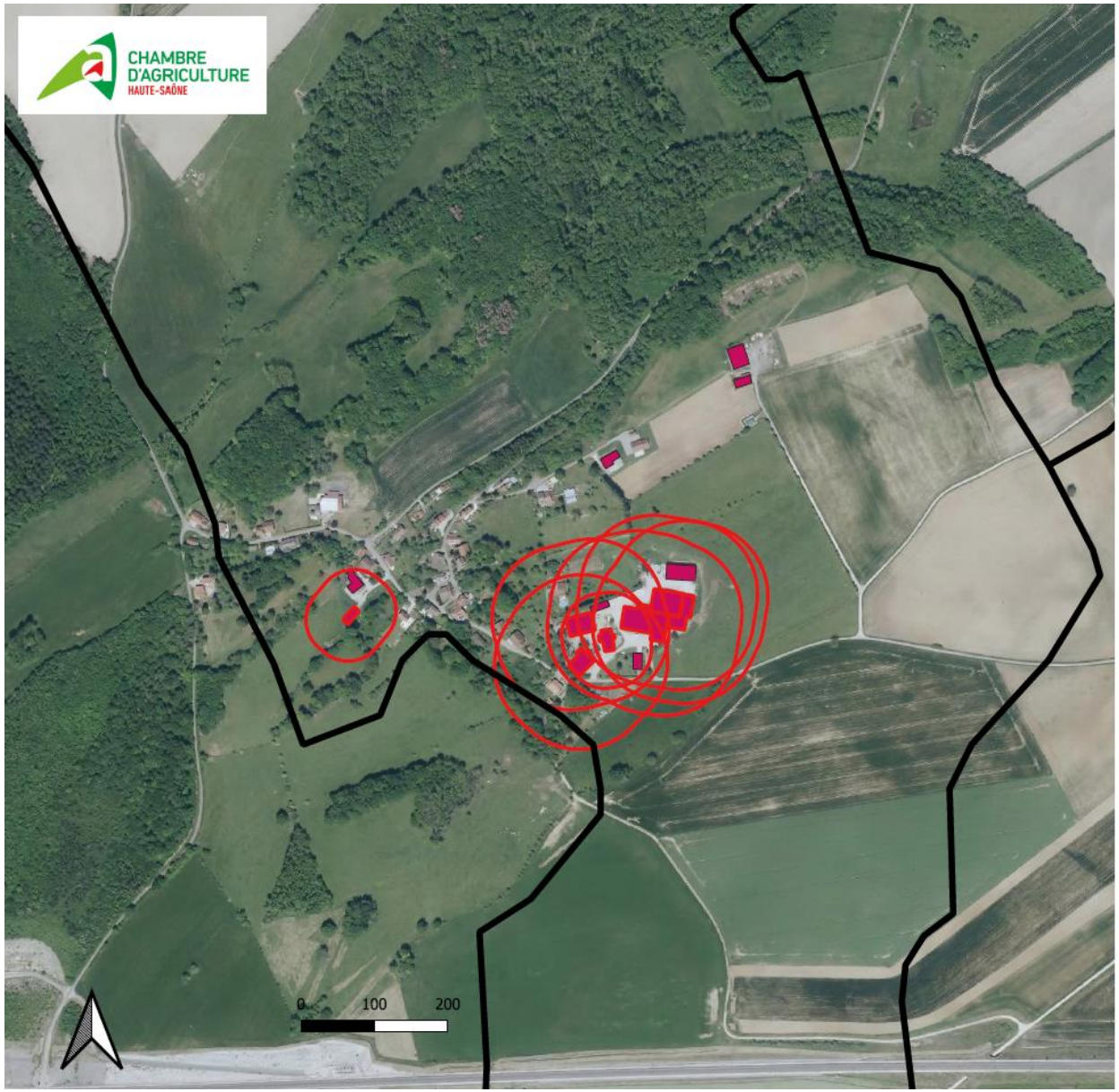
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

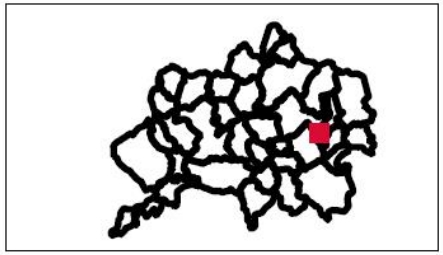
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE MIGNAFANS

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

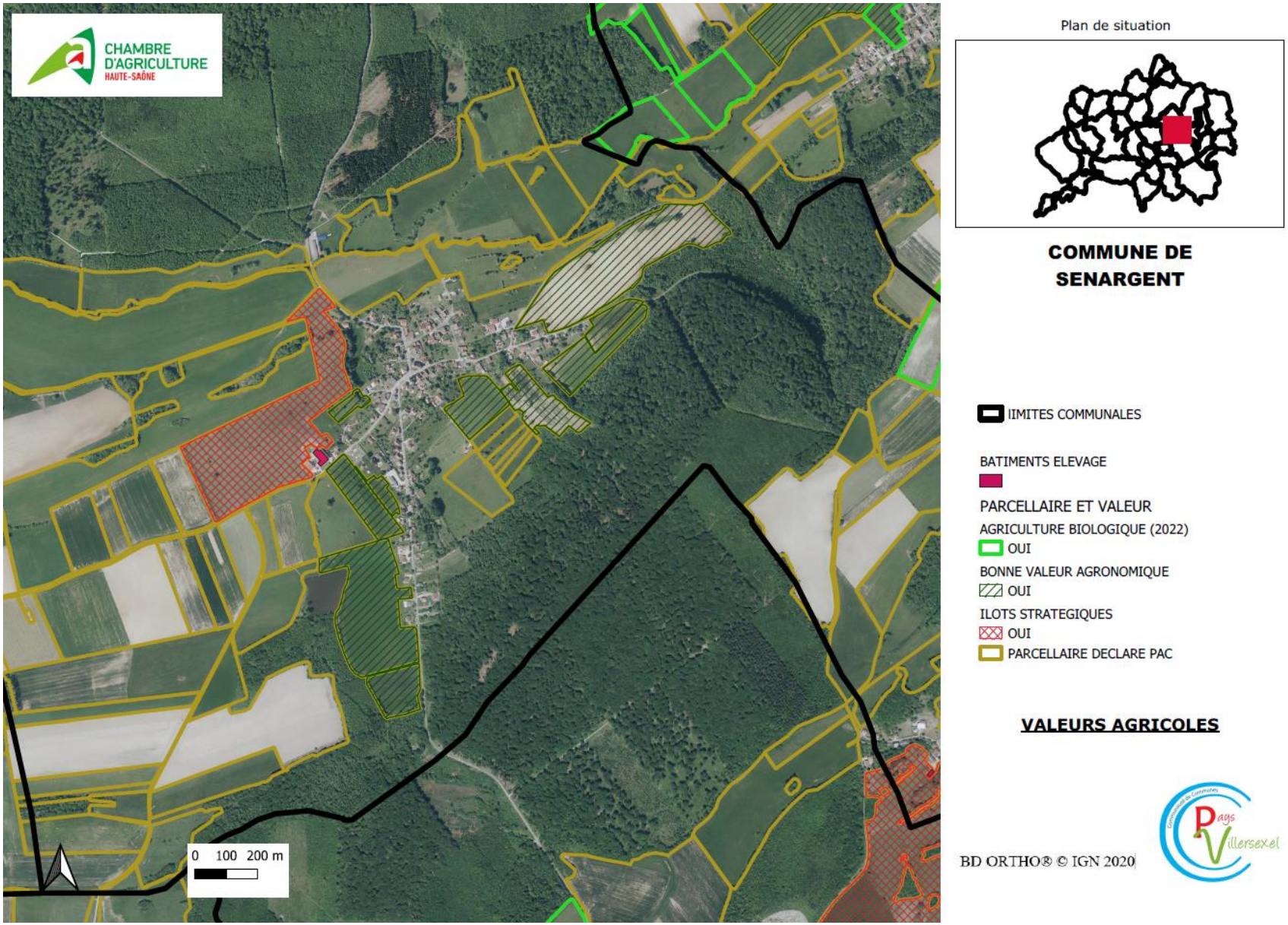
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

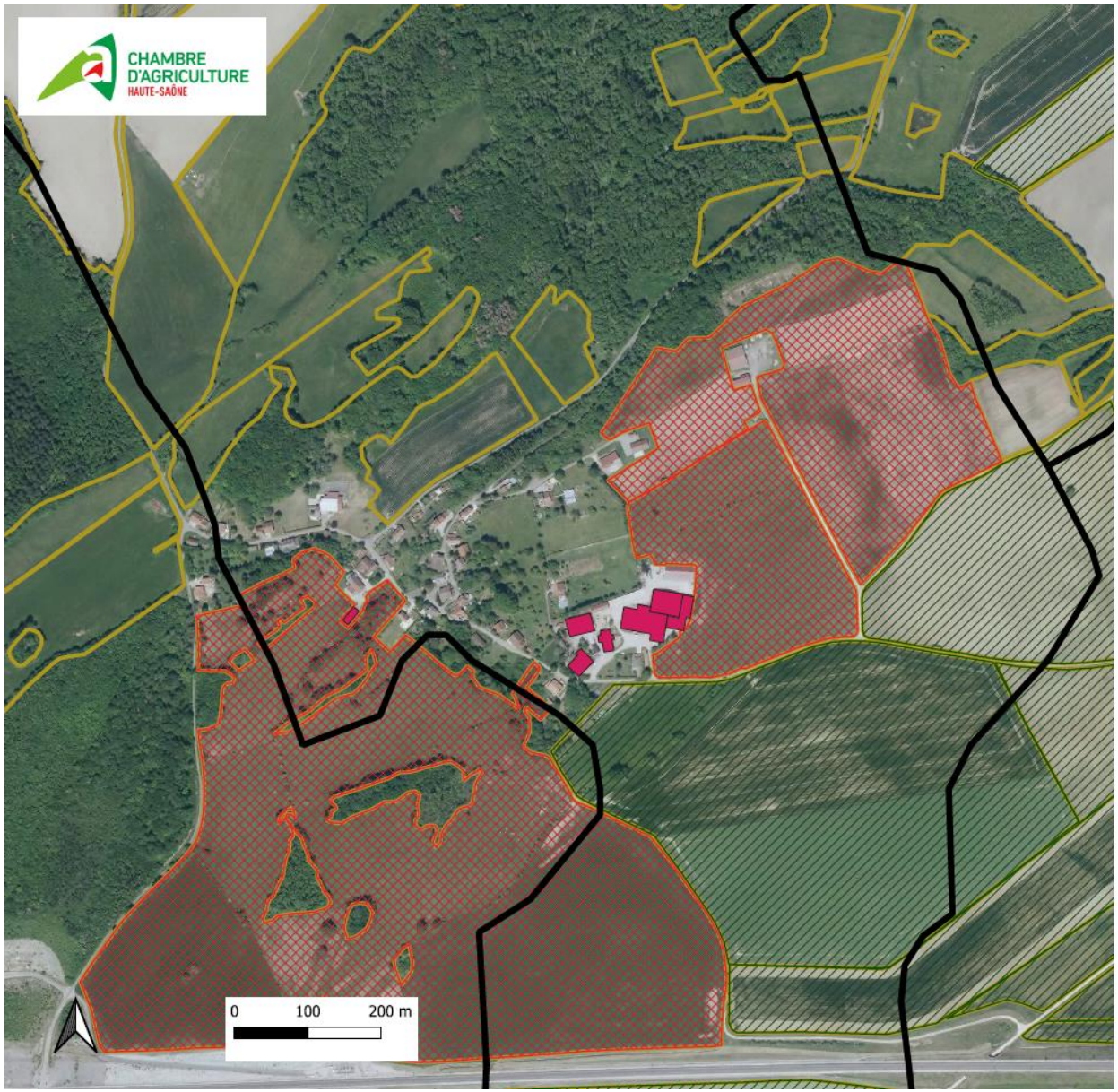
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

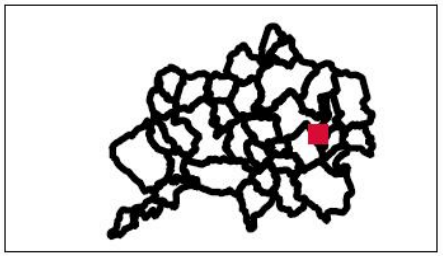
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE MIGNAFANS

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

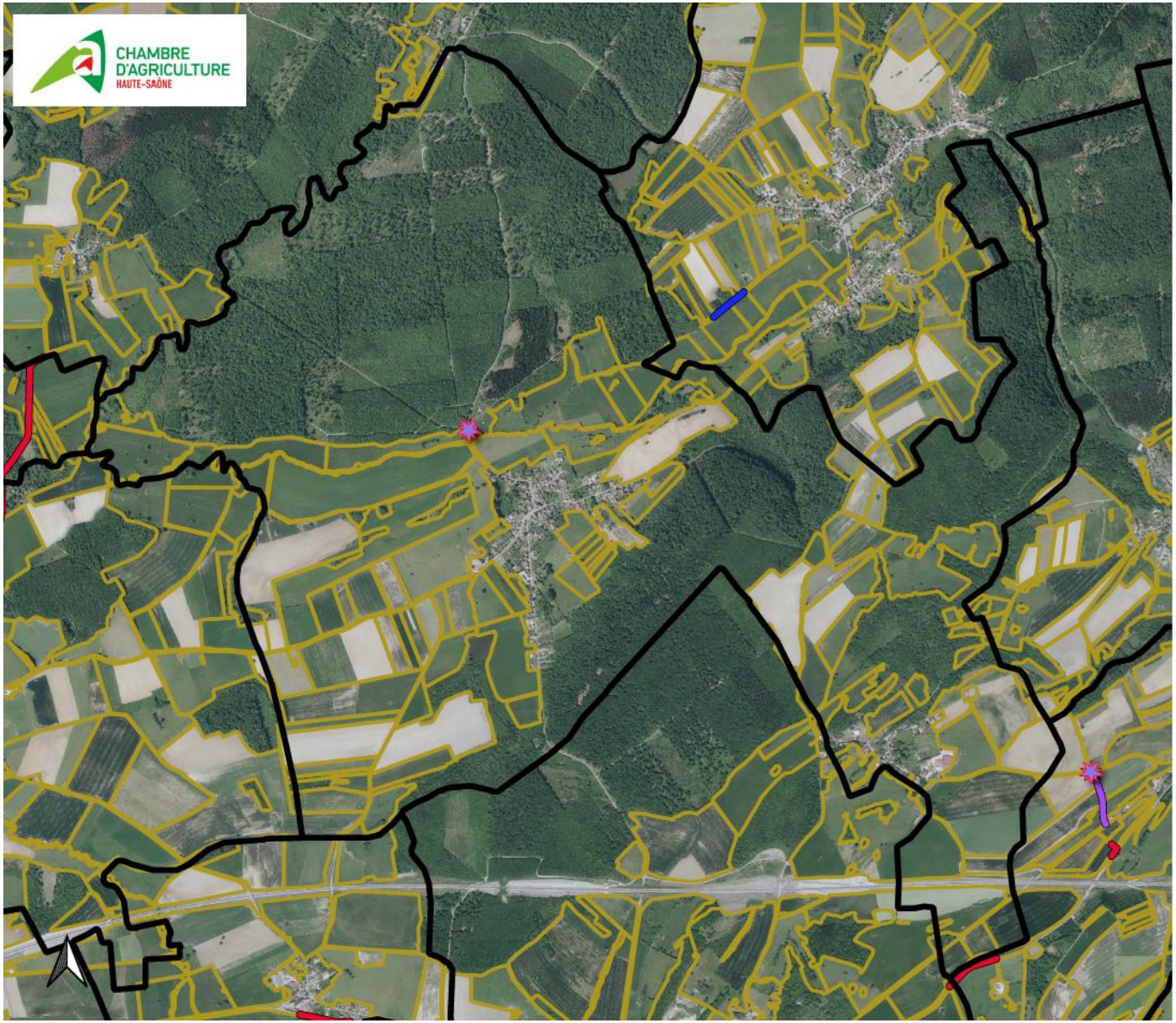
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE SENARGENT-MIGNAFANS

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

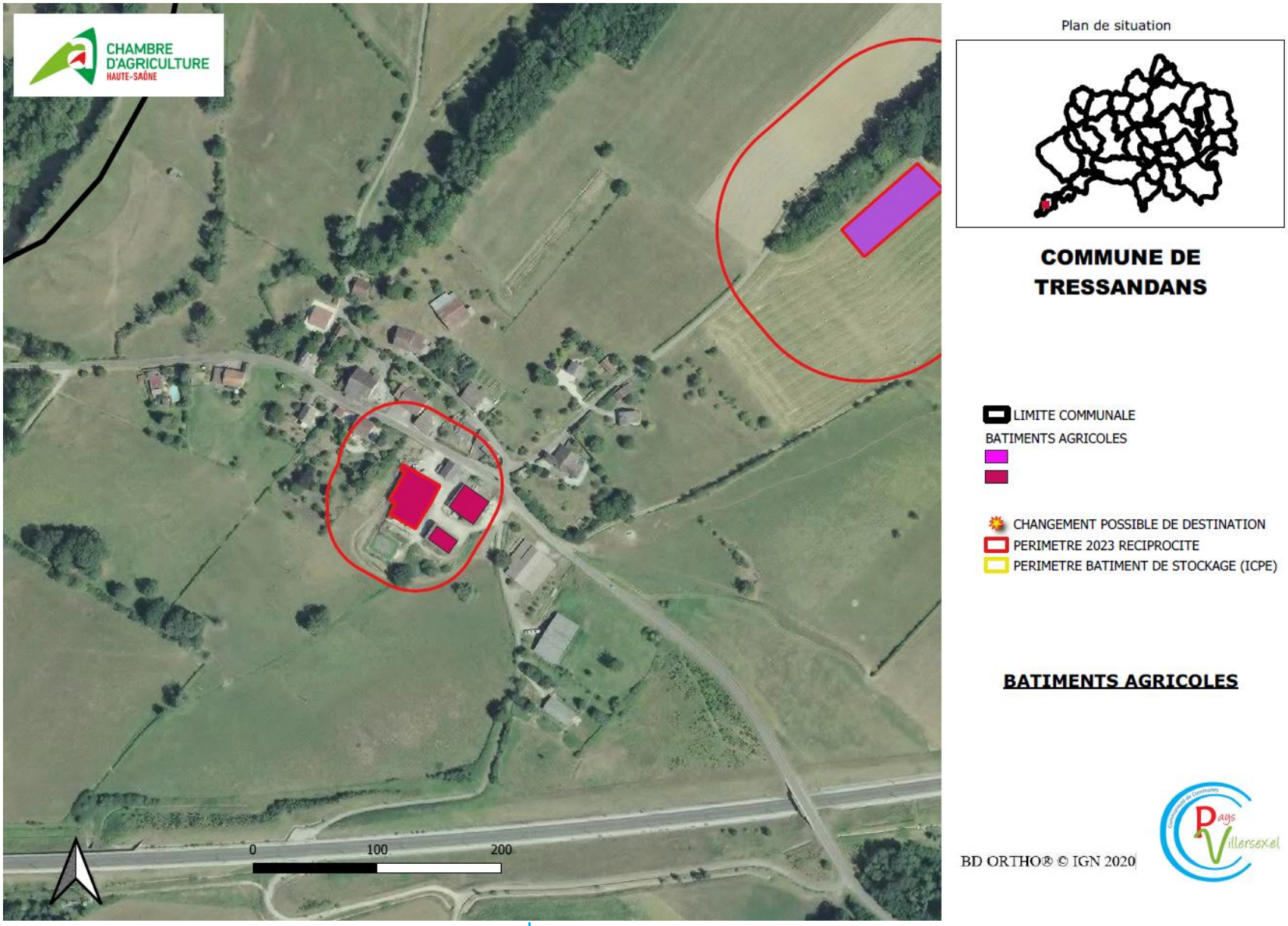
BD ORTHO® © IGN 2020

Tressandans

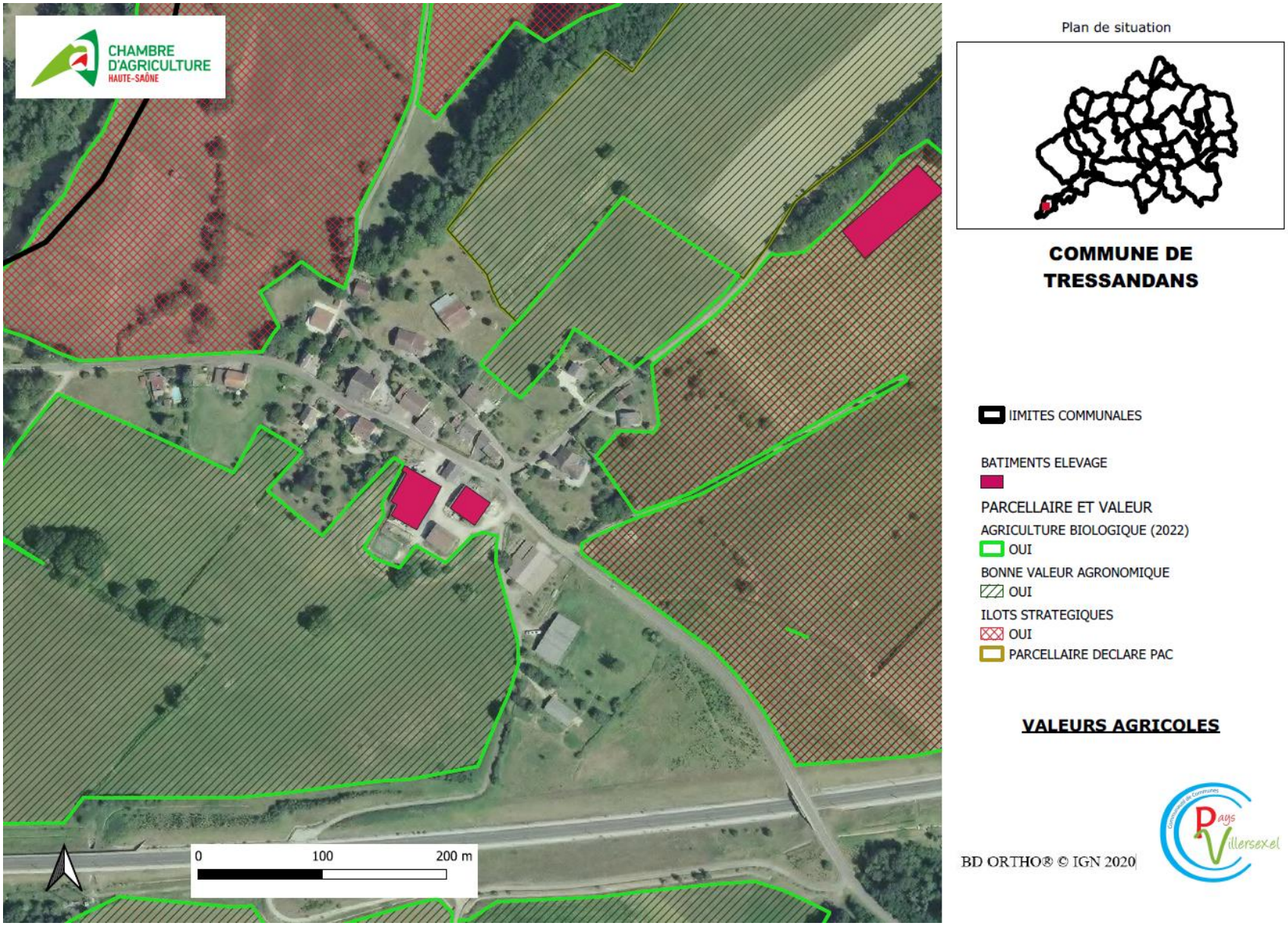
Occupation du sol



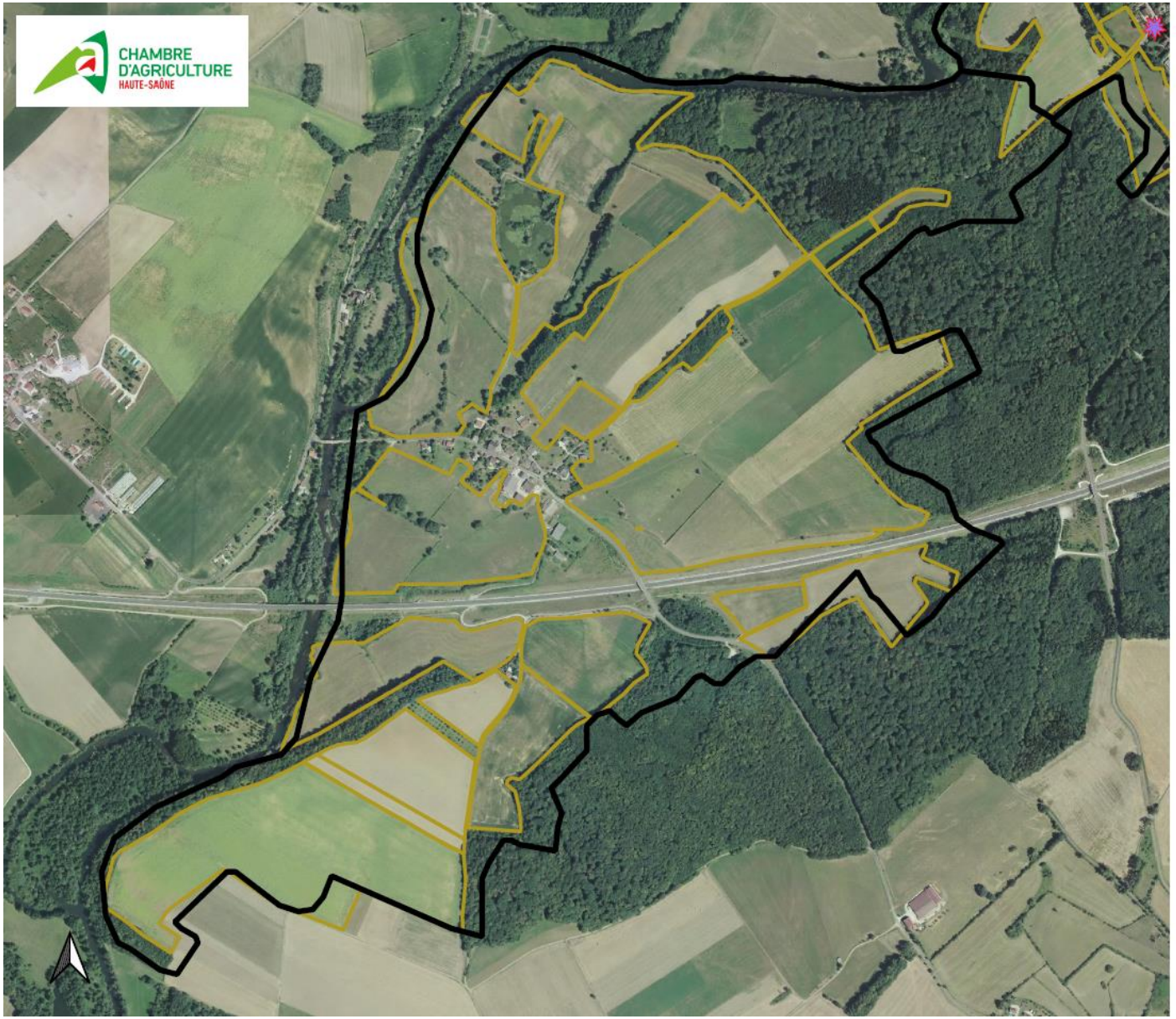
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

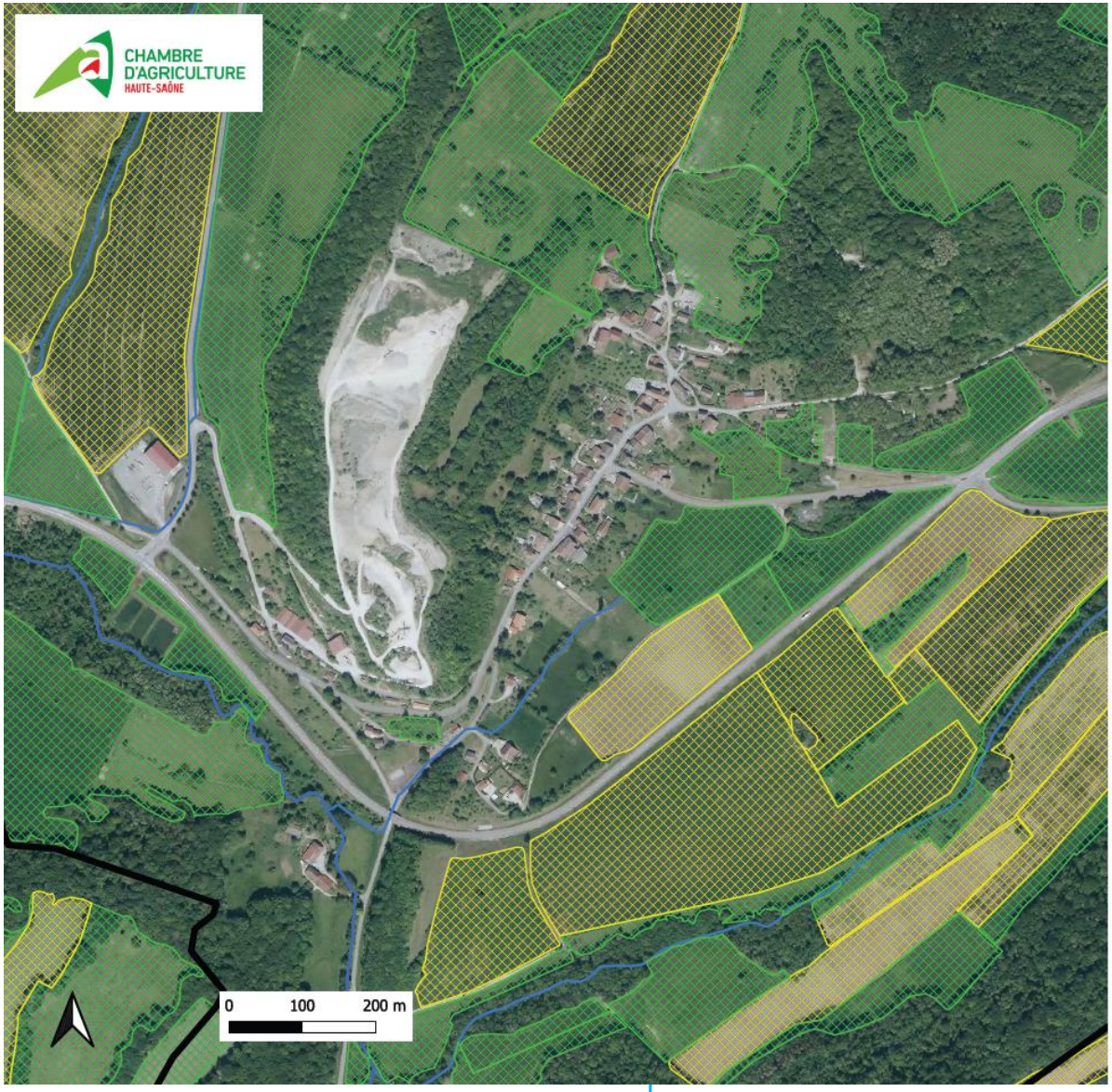


Déplacements agricoles

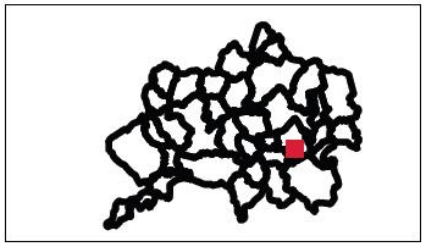


Vellechevreux-et-Courbenans

Occupation du sol



Plan de situation



COMMUNE DE VELLECHEVREUX

LIMITES COMMUNALES

PP

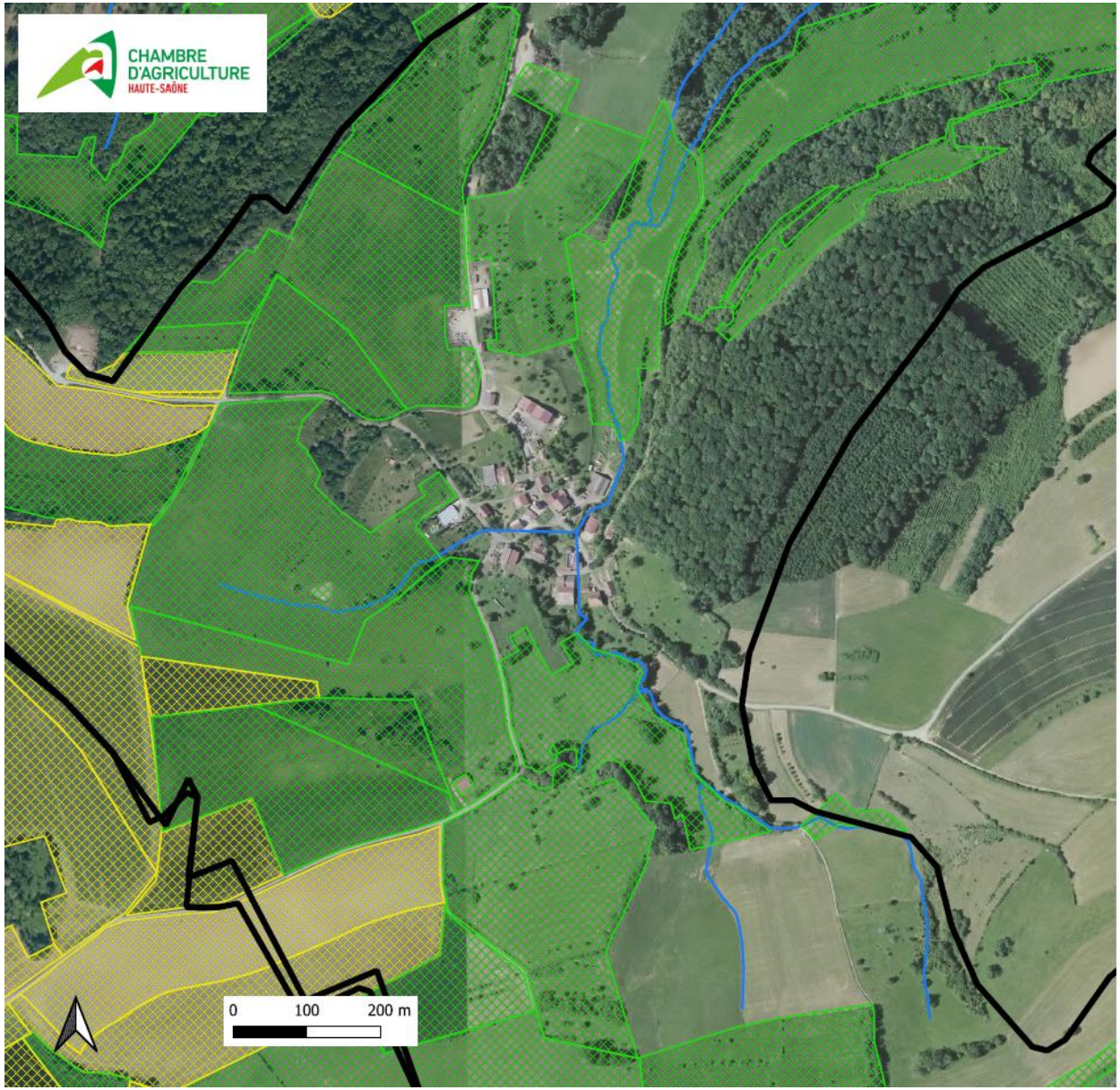
TA

COURS D'EAU

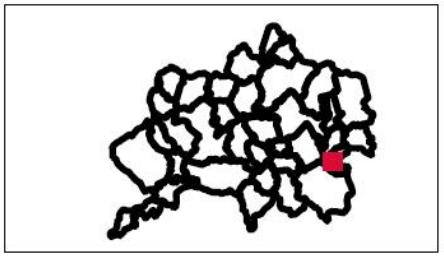
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE COURBENANS

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

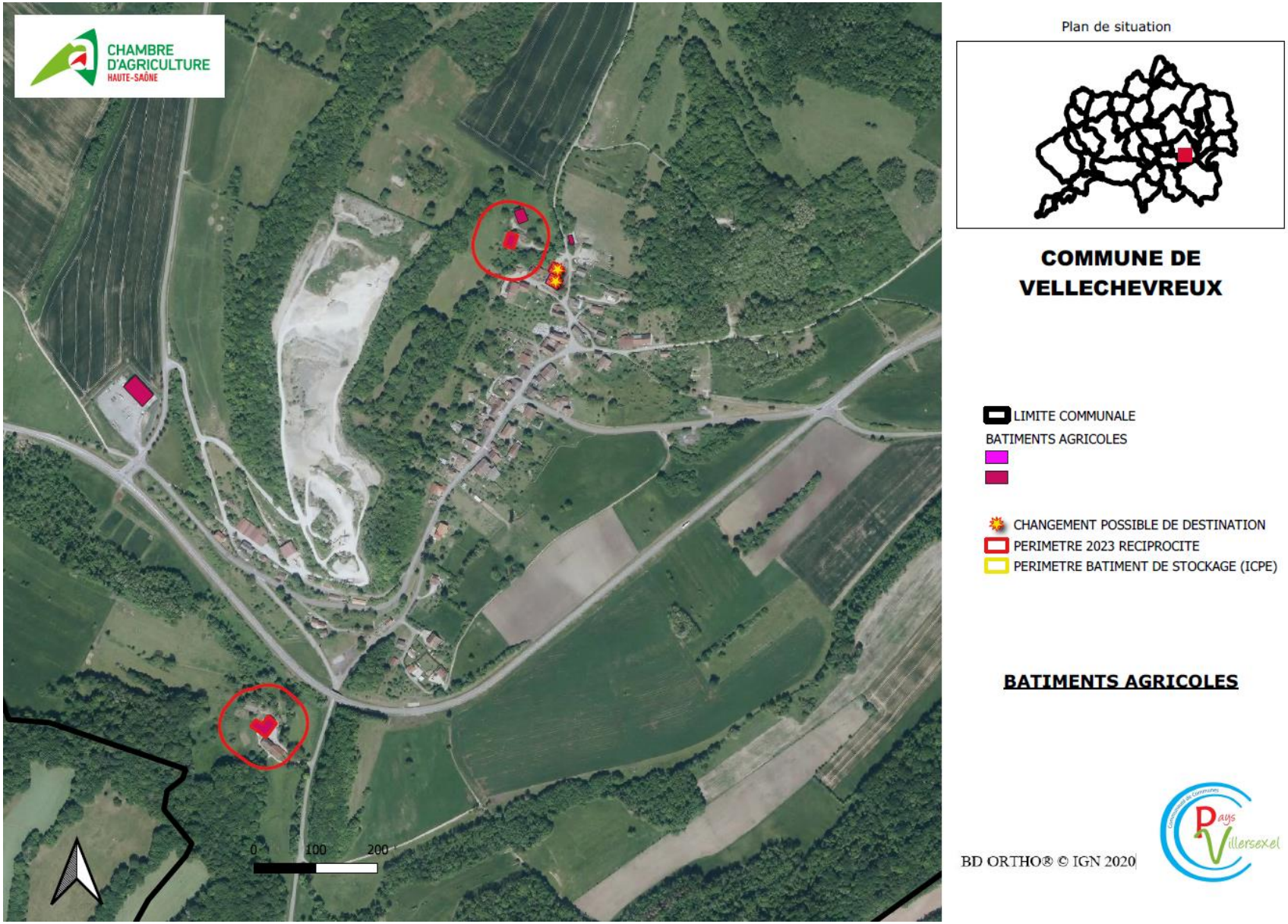
COURS D'EAU

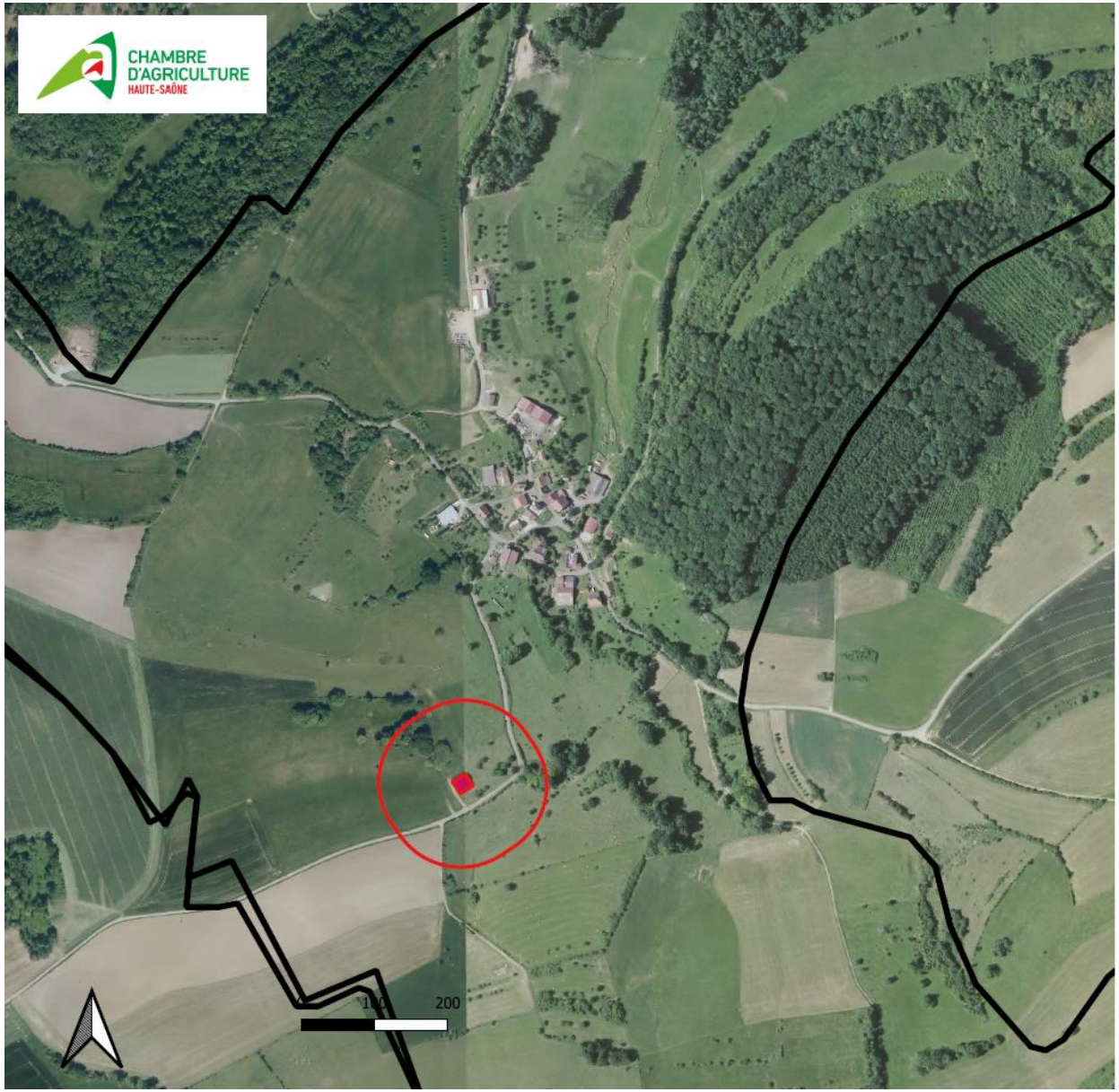
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

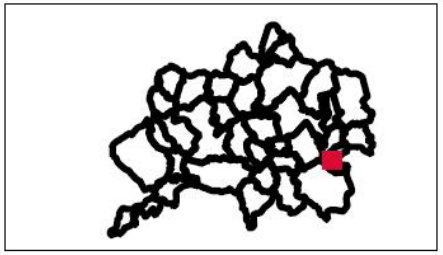
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE COURBENANS

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

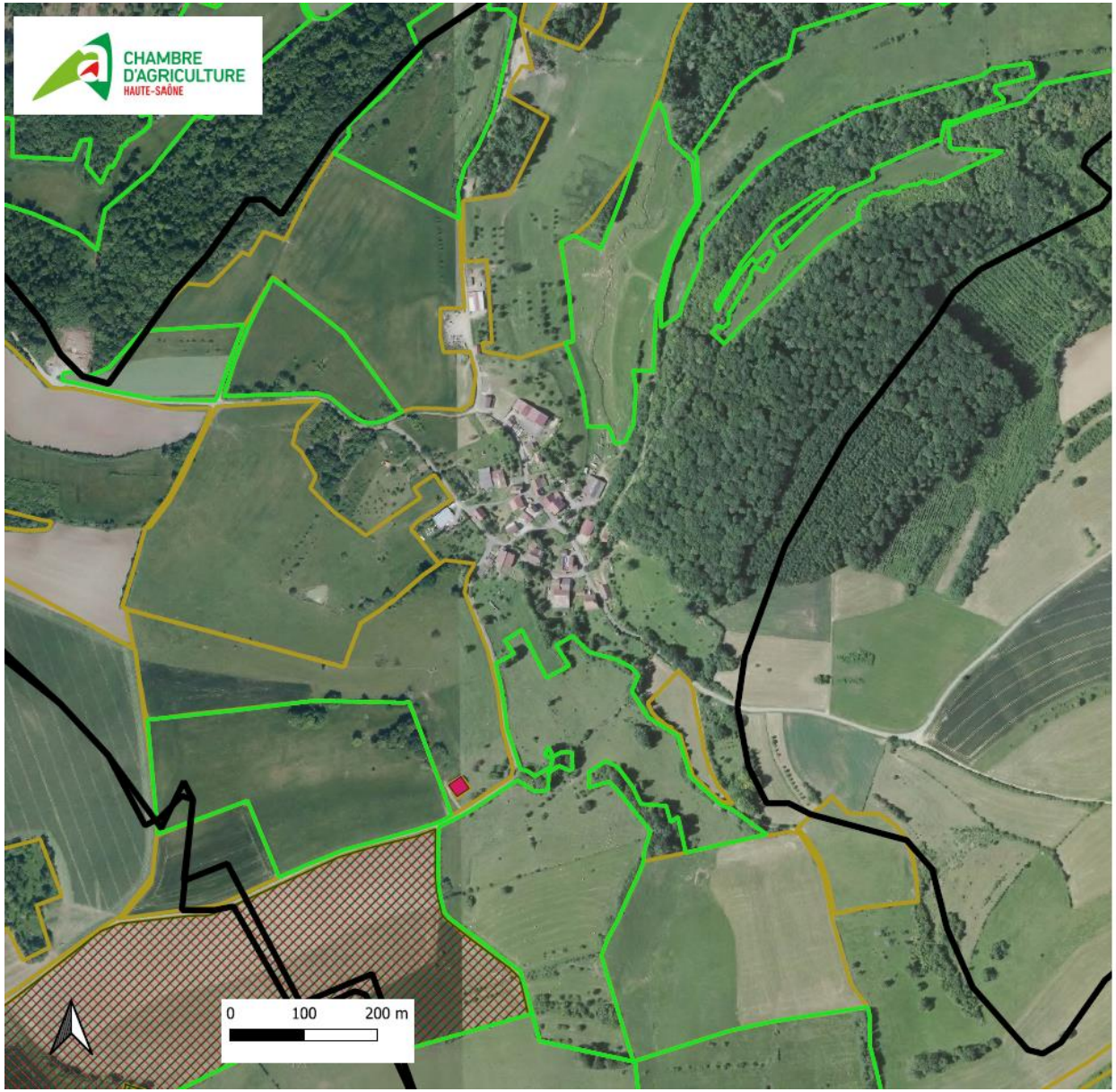
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

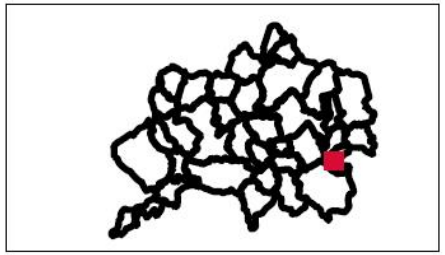
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE COURBENANS

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)

OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE

OUI

ILOTS STRATEGIQUES

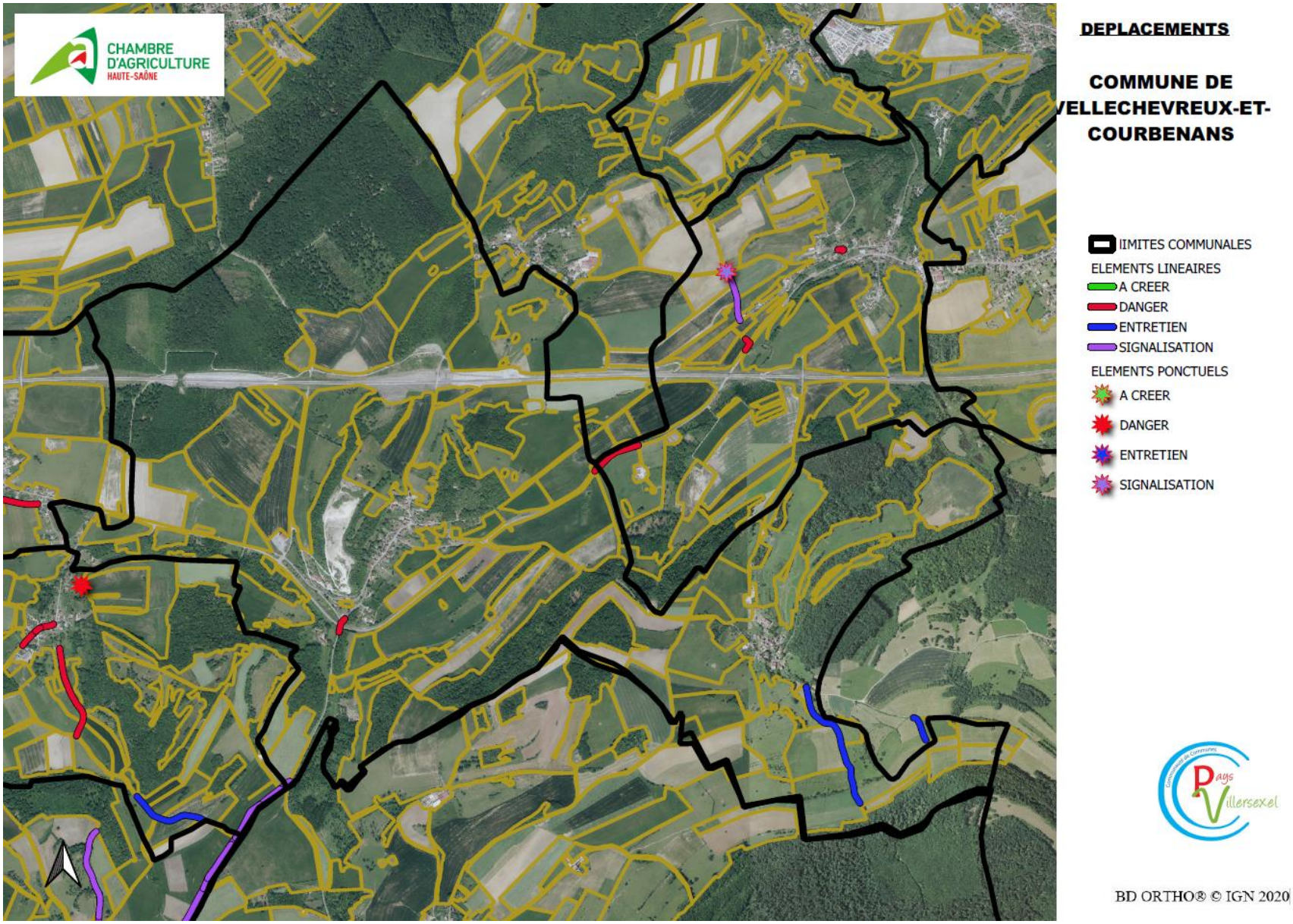
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

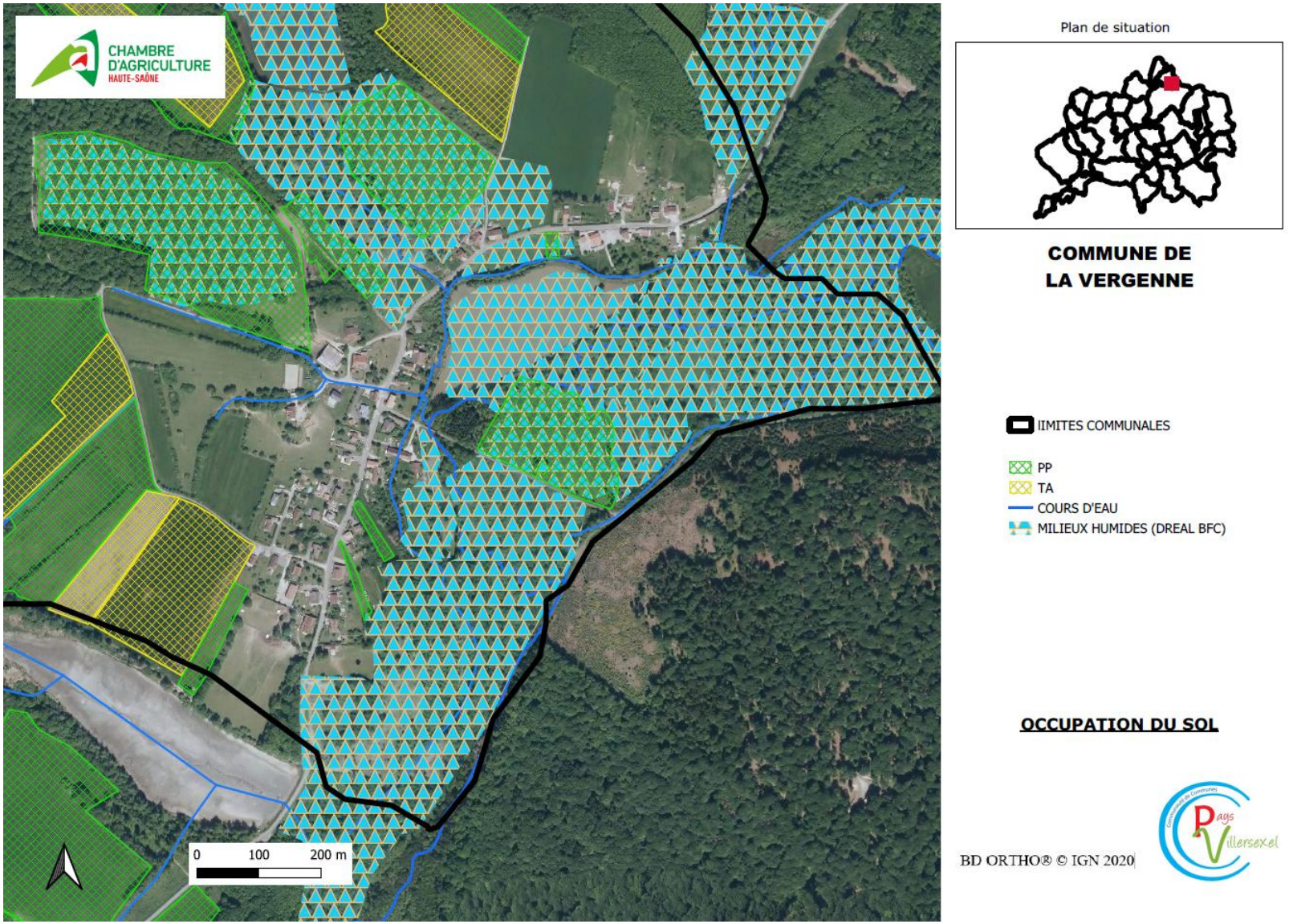
BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles

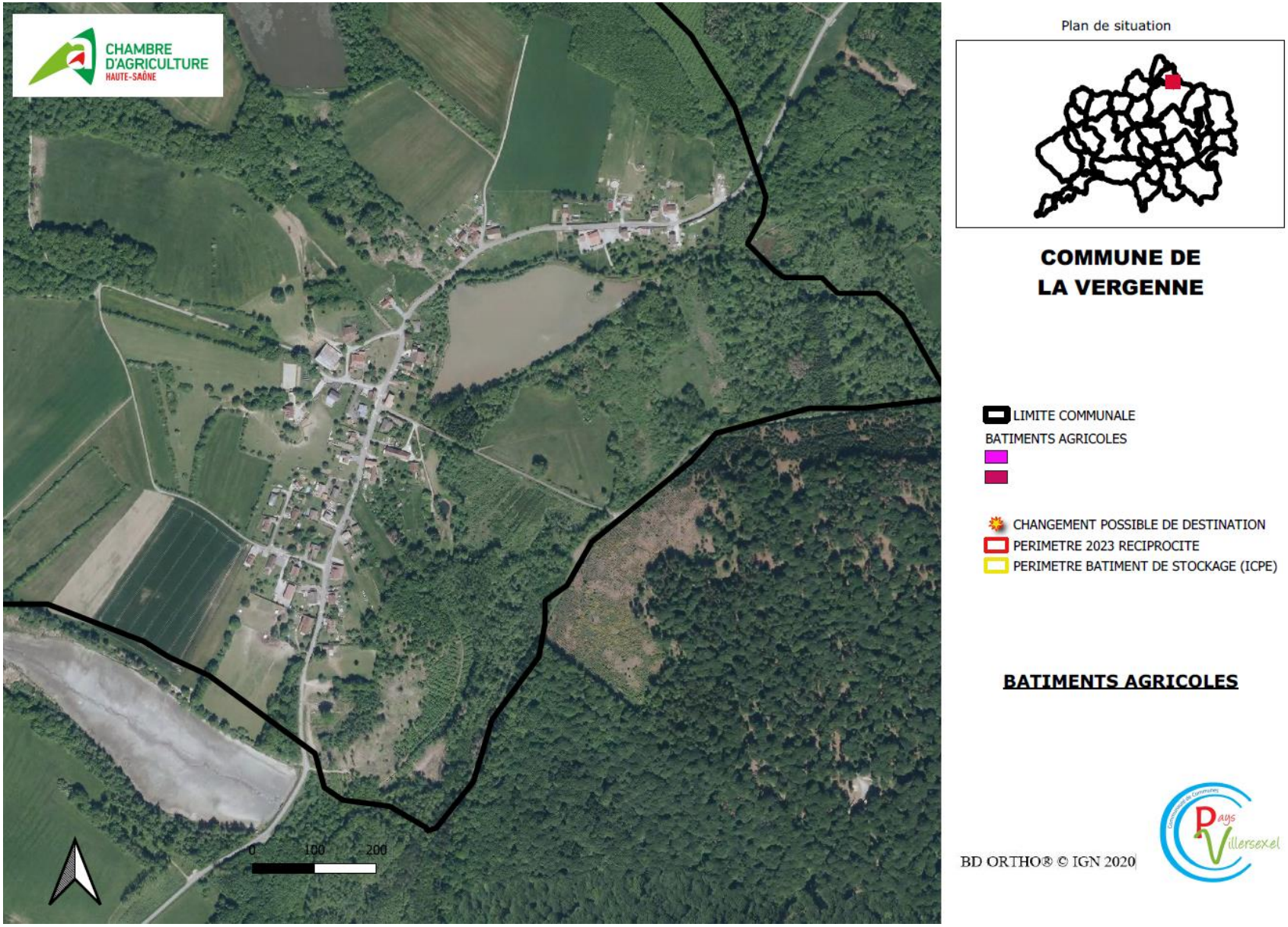


La Vergenne

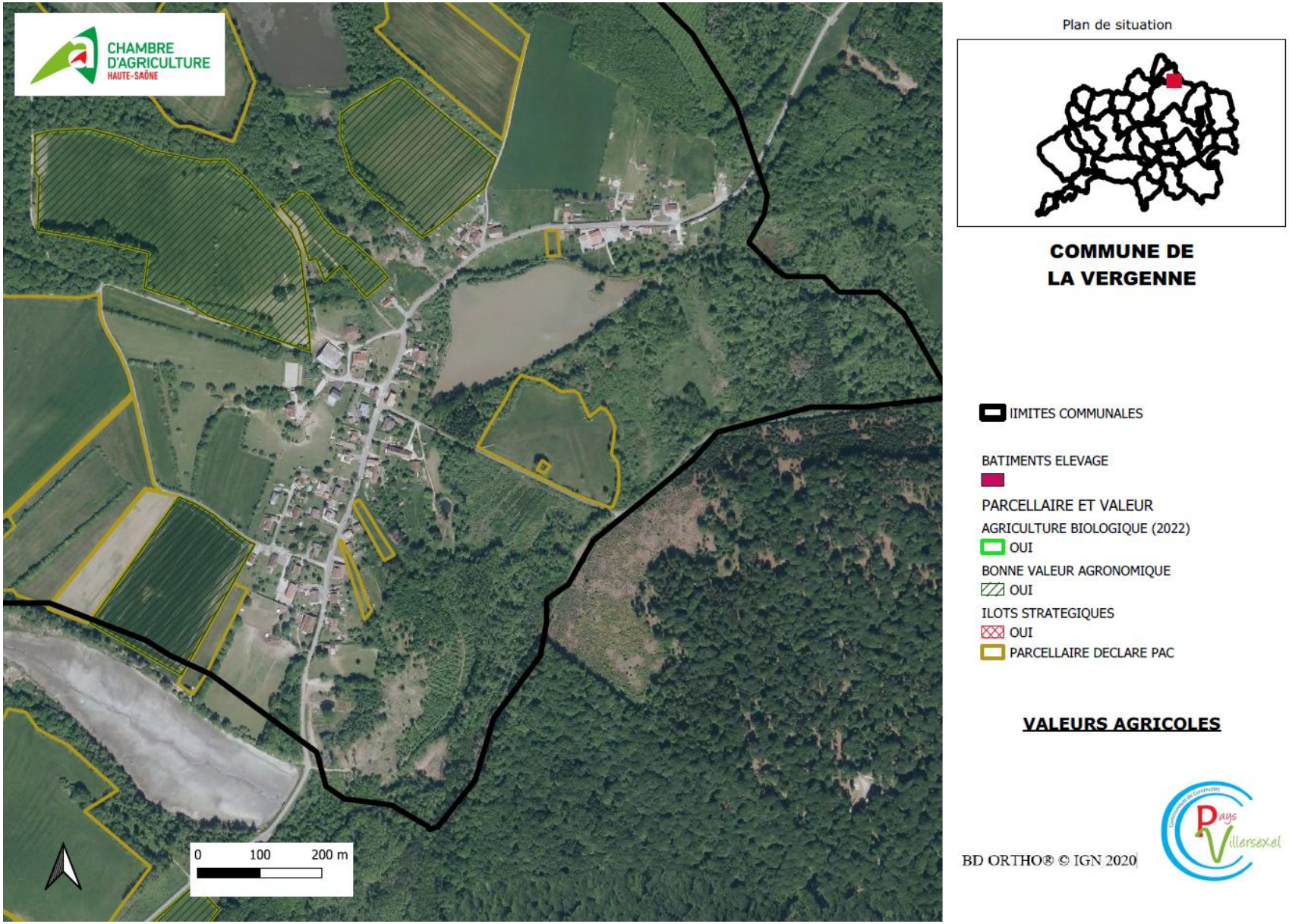
Occupation du sol



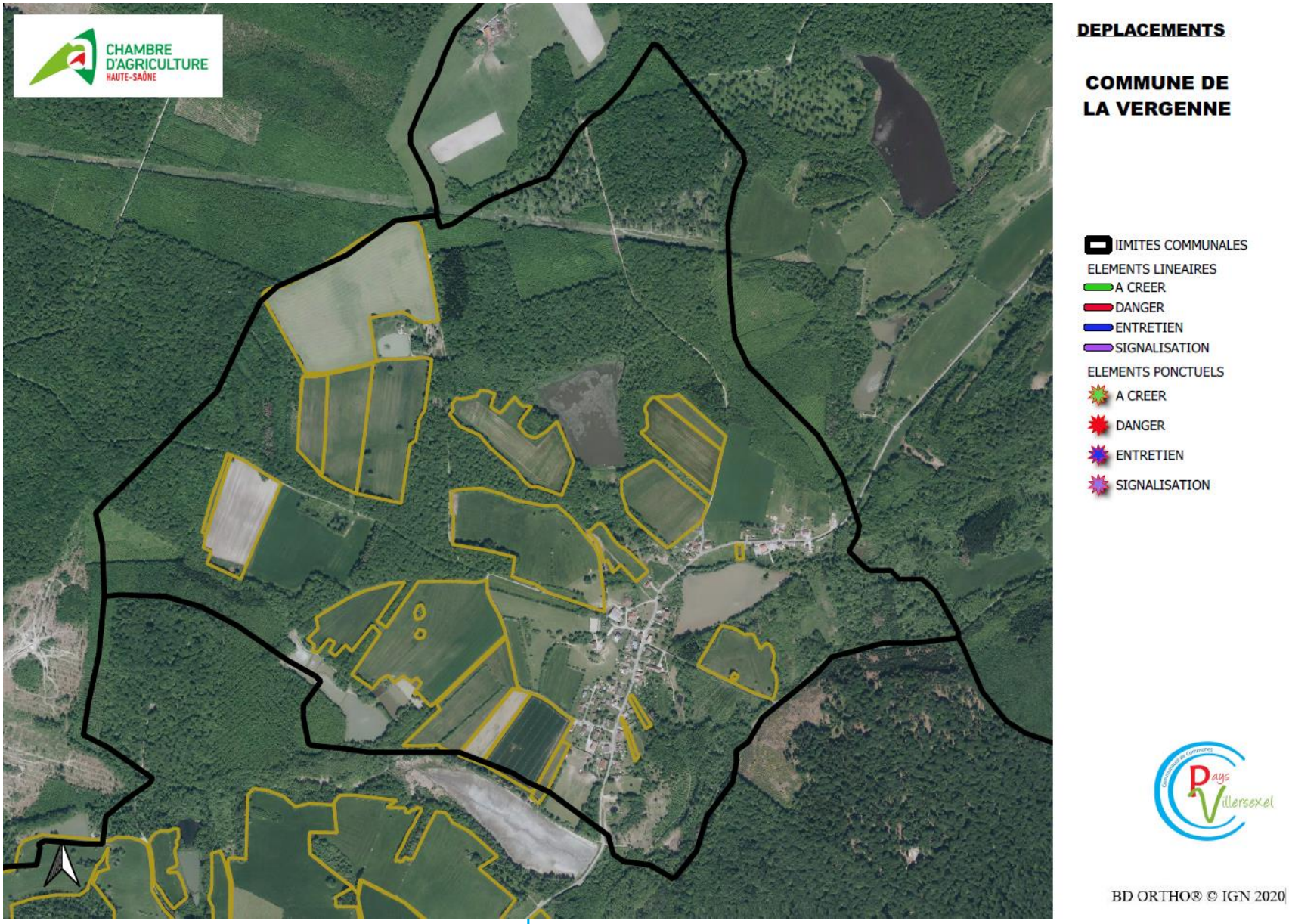
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres



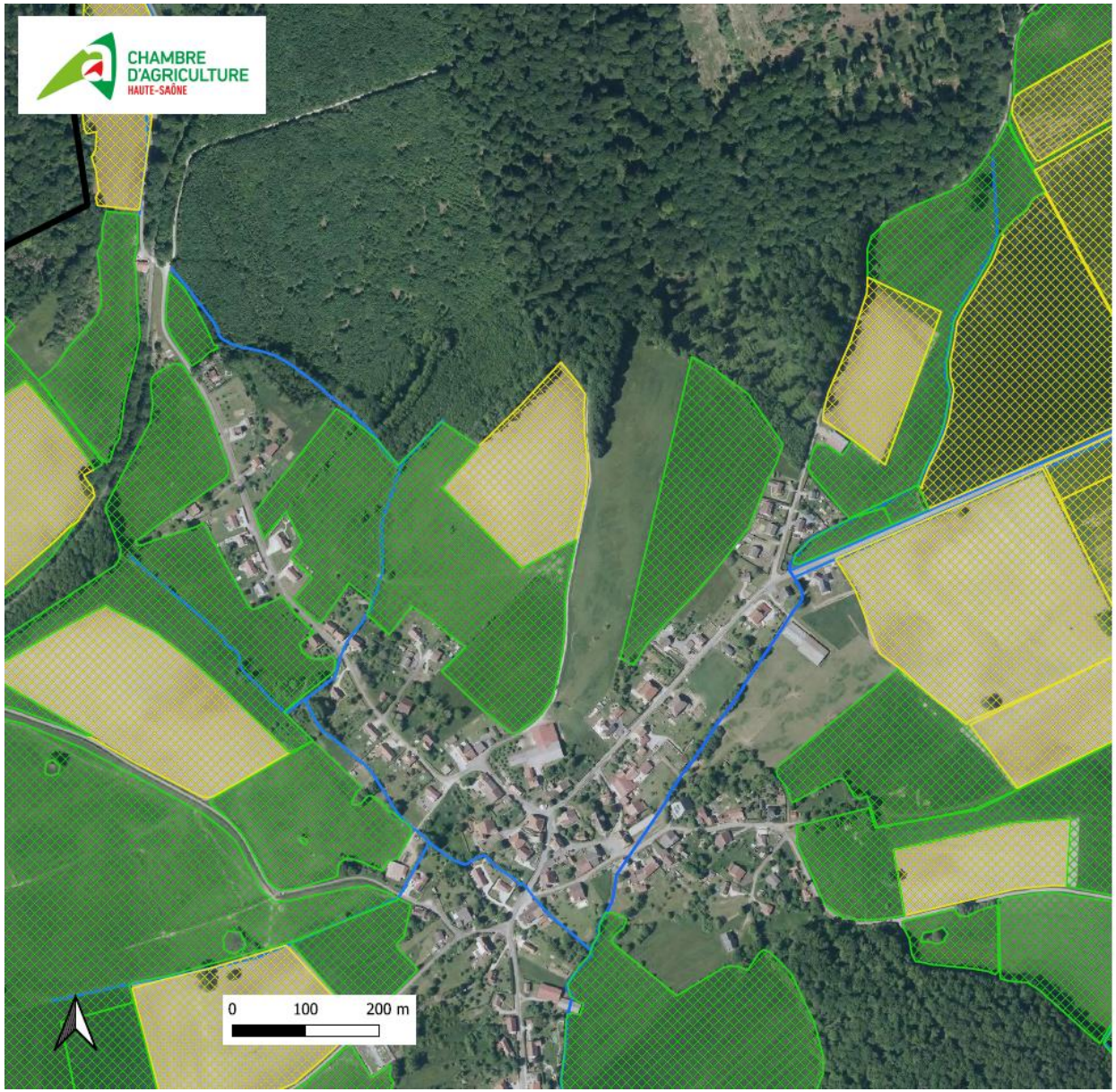
Déplacements agricoles



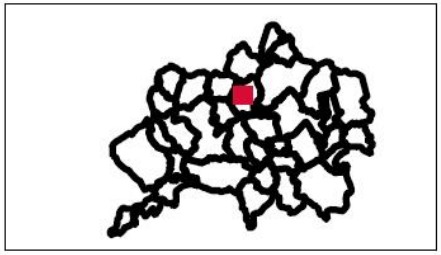
Villafans

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE VILLAFANS NORD

IIMITES COMMUNALES

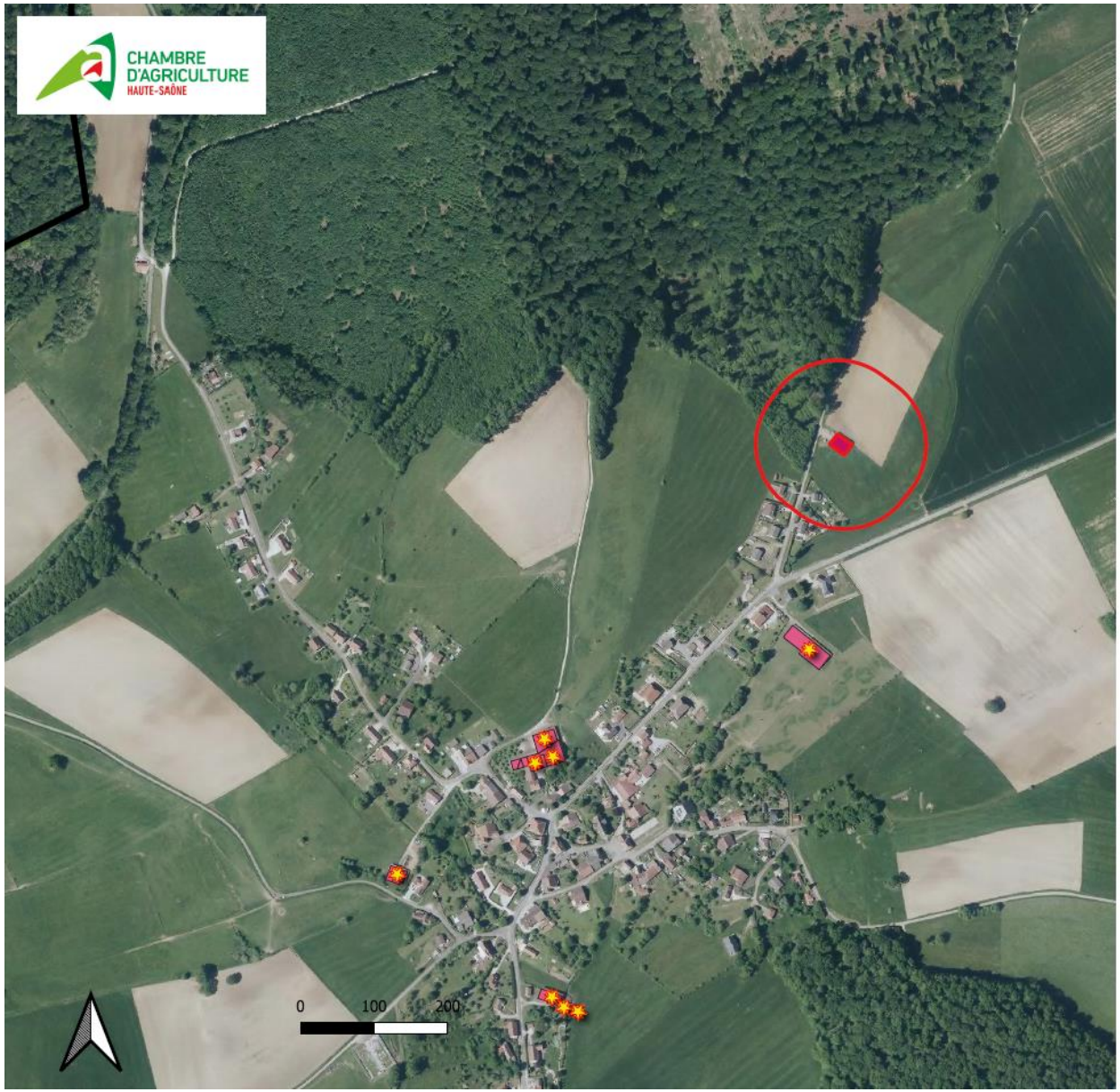
PP
TA
COURS D'EAU
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

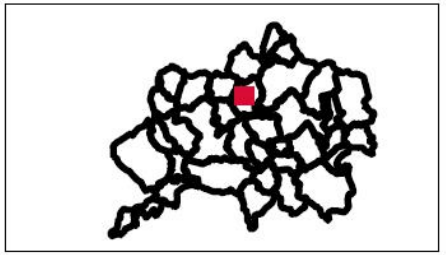
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE VILLAFANS NORD

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

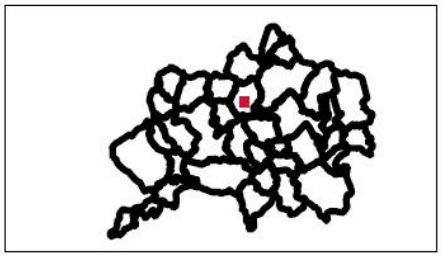
BD ORTHO® © IGN 2020

Pays Villersexel

Valeur agricole des terres



Plan de situation



COMMUNE DE VILLAFANS CENTRE

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)

OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE

OUI

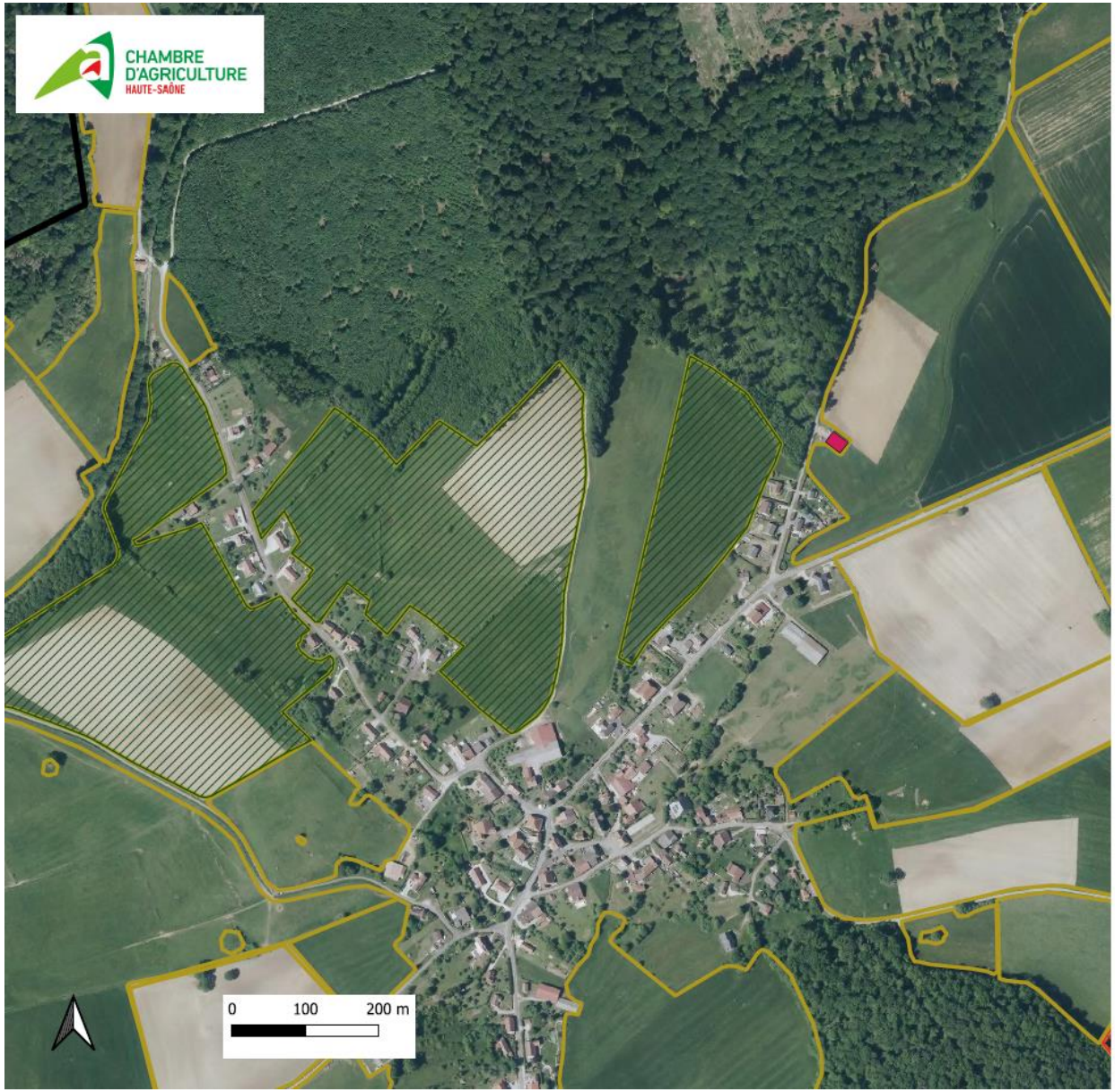
ILOTS STRATEGIQUES

OUI

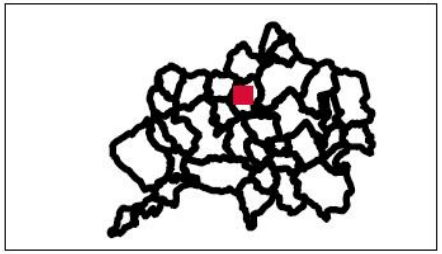
PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE VILLAFANS NORD

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

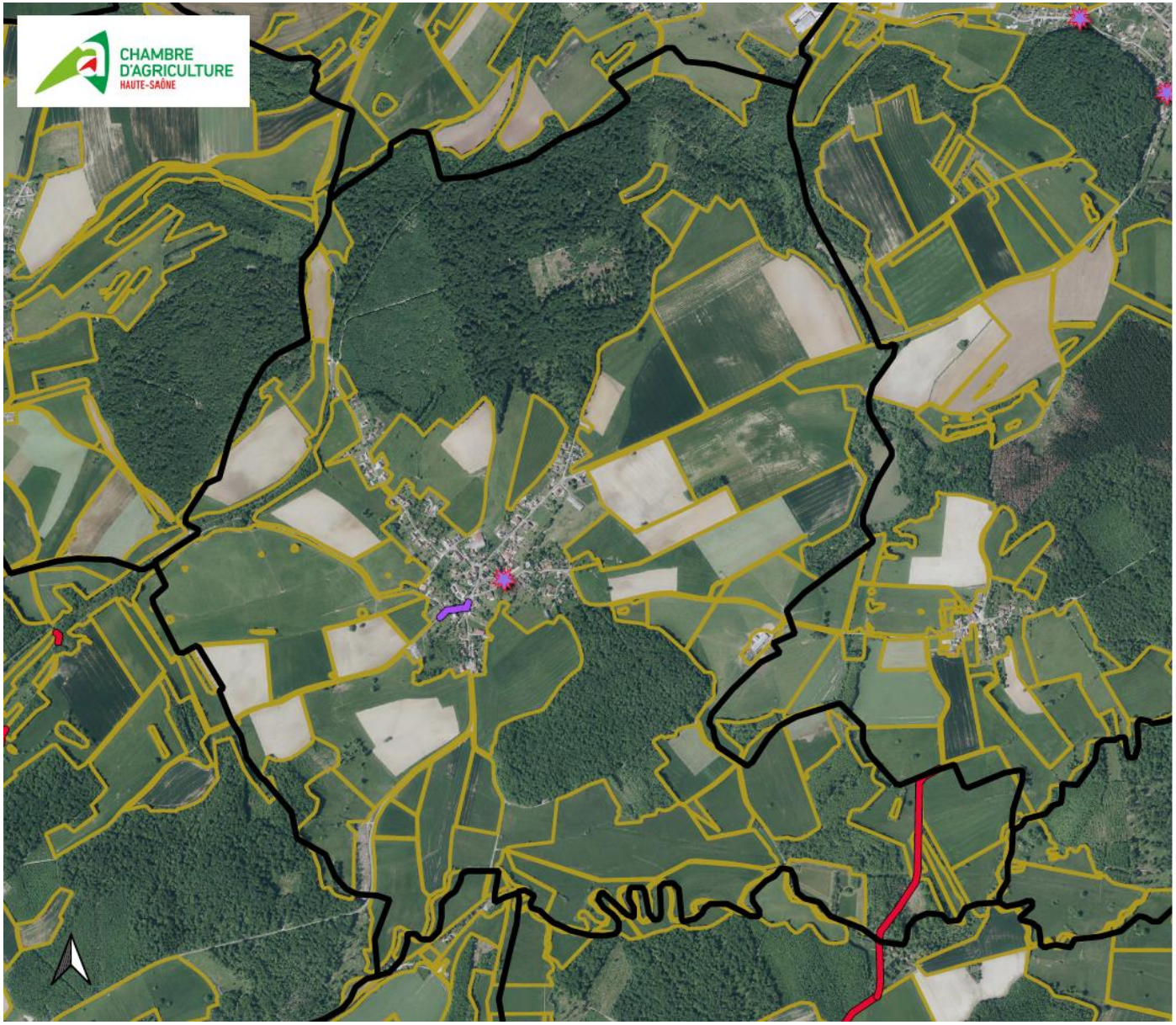
ILOTS STRATEGIQUES
OUI

PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020

Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

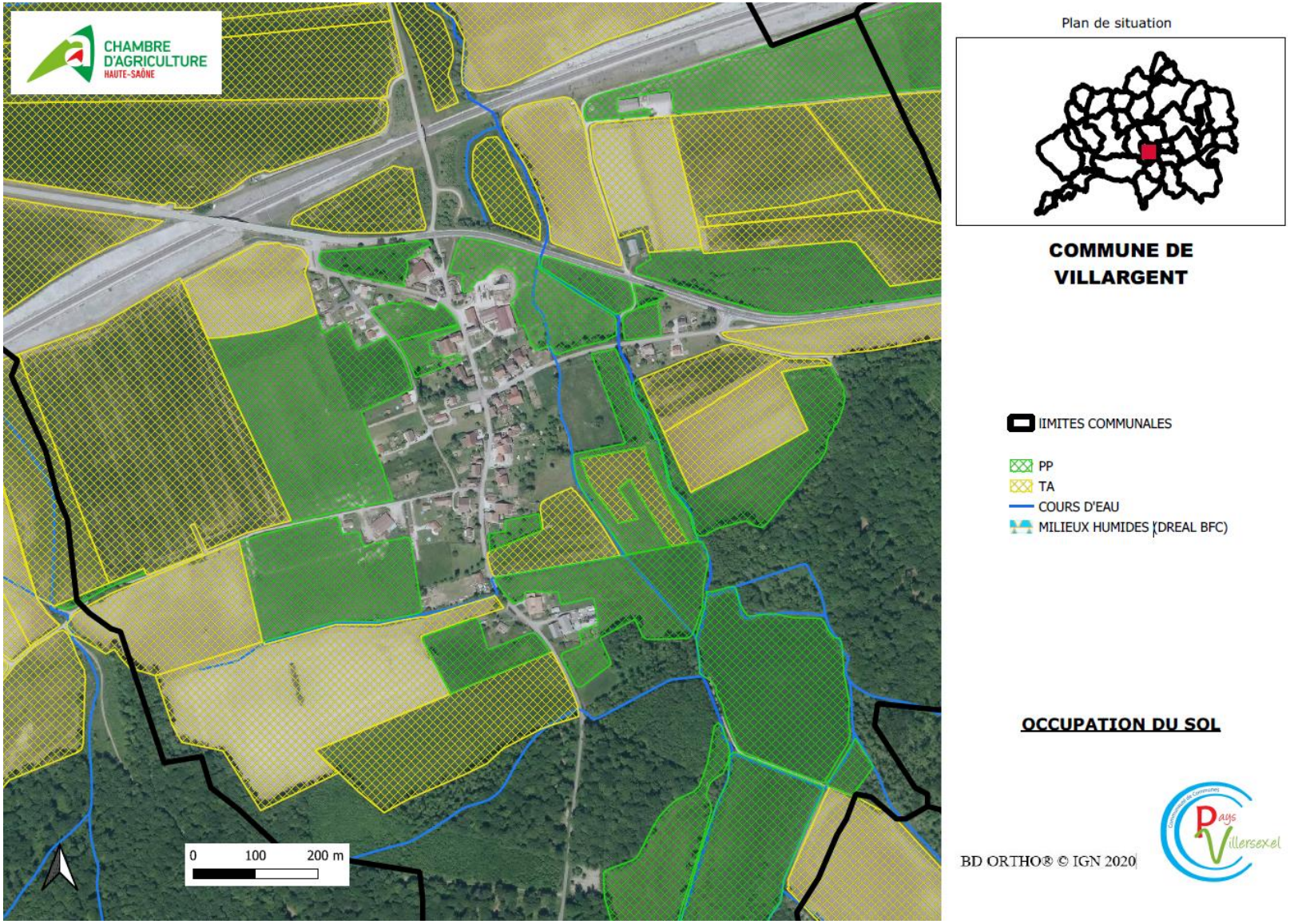
COMMUNE DE VILLAFANS

LIMITES COMMUNALES
ELEMENTS LINEAIRES
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION
ELEMENTS PONCTUELS
A CREER
DANGER
ENTRETIEN
SIGNALISATION

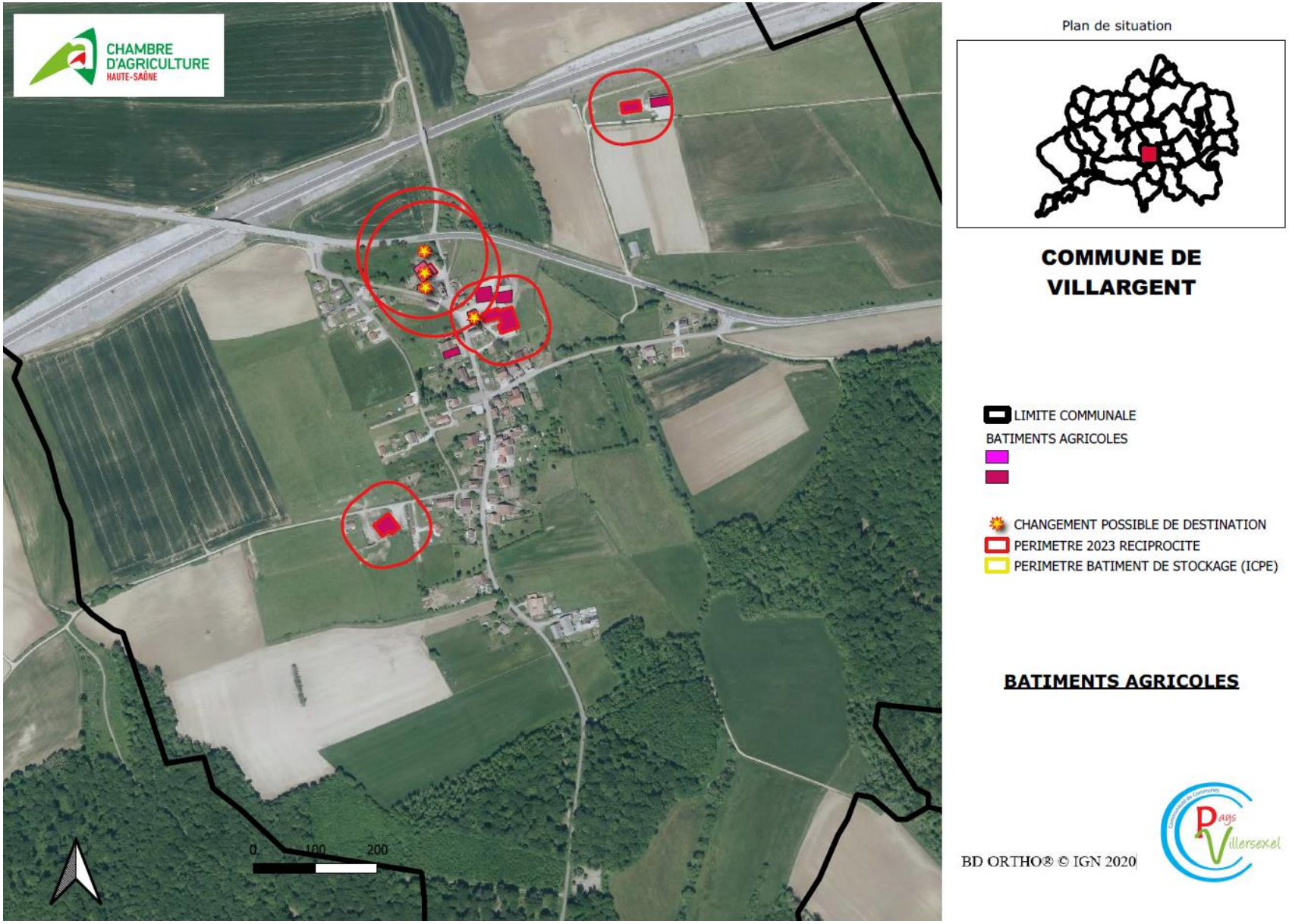
BD ORTHO® © IGN 2020

Villargent

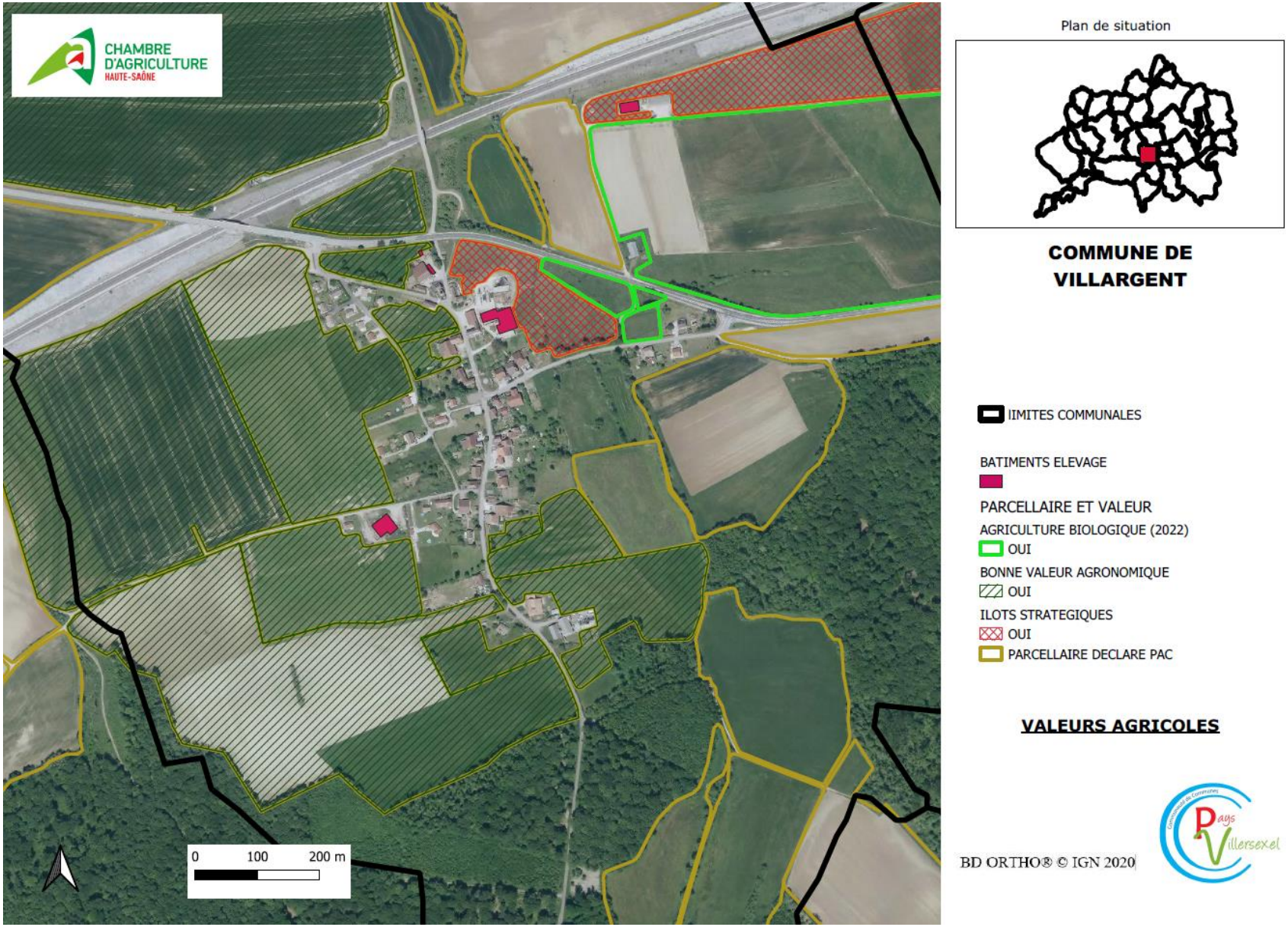
Occupation du sol



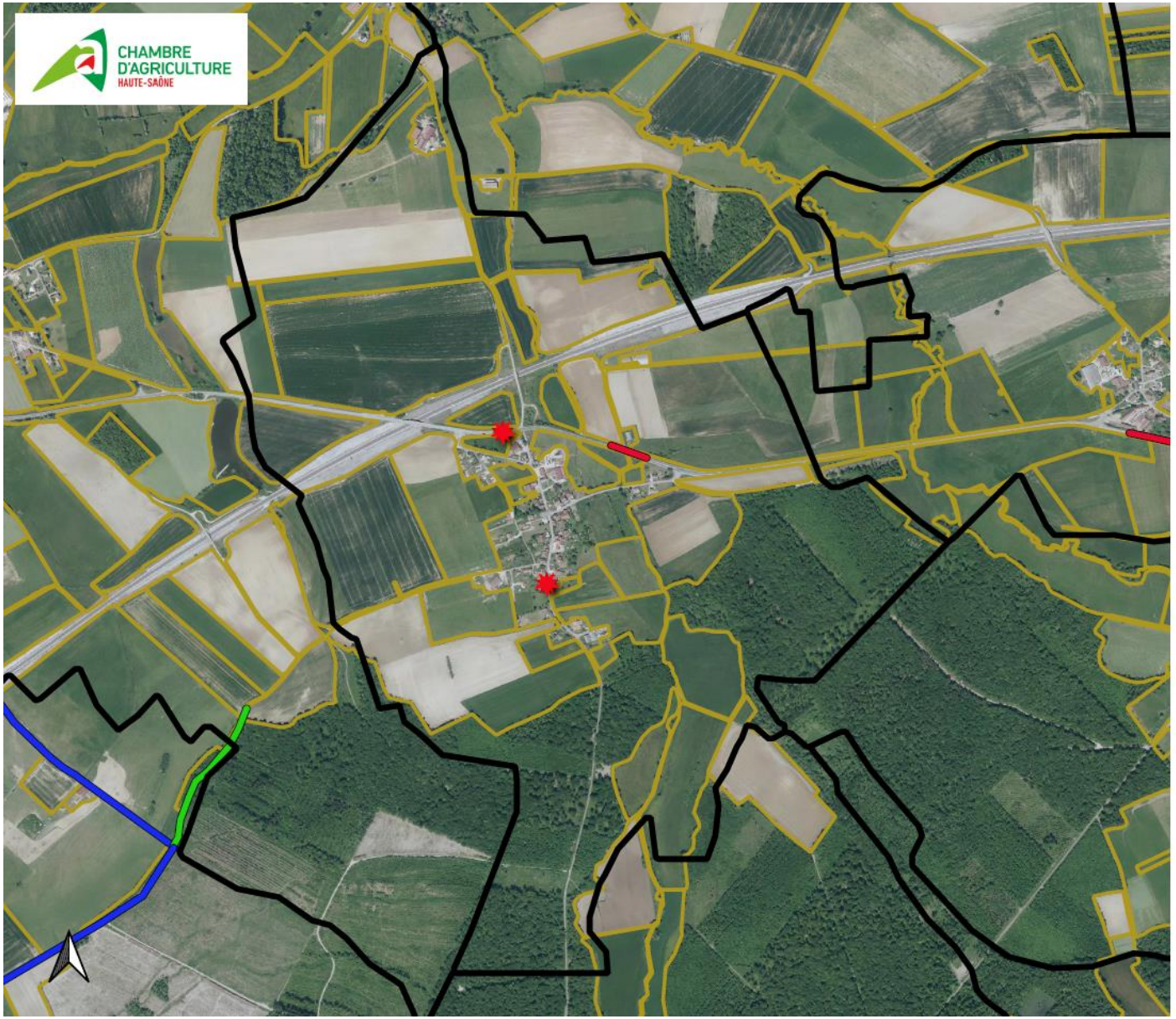
Bâtiment(s) agricole(s)



Valeur agricole des terres

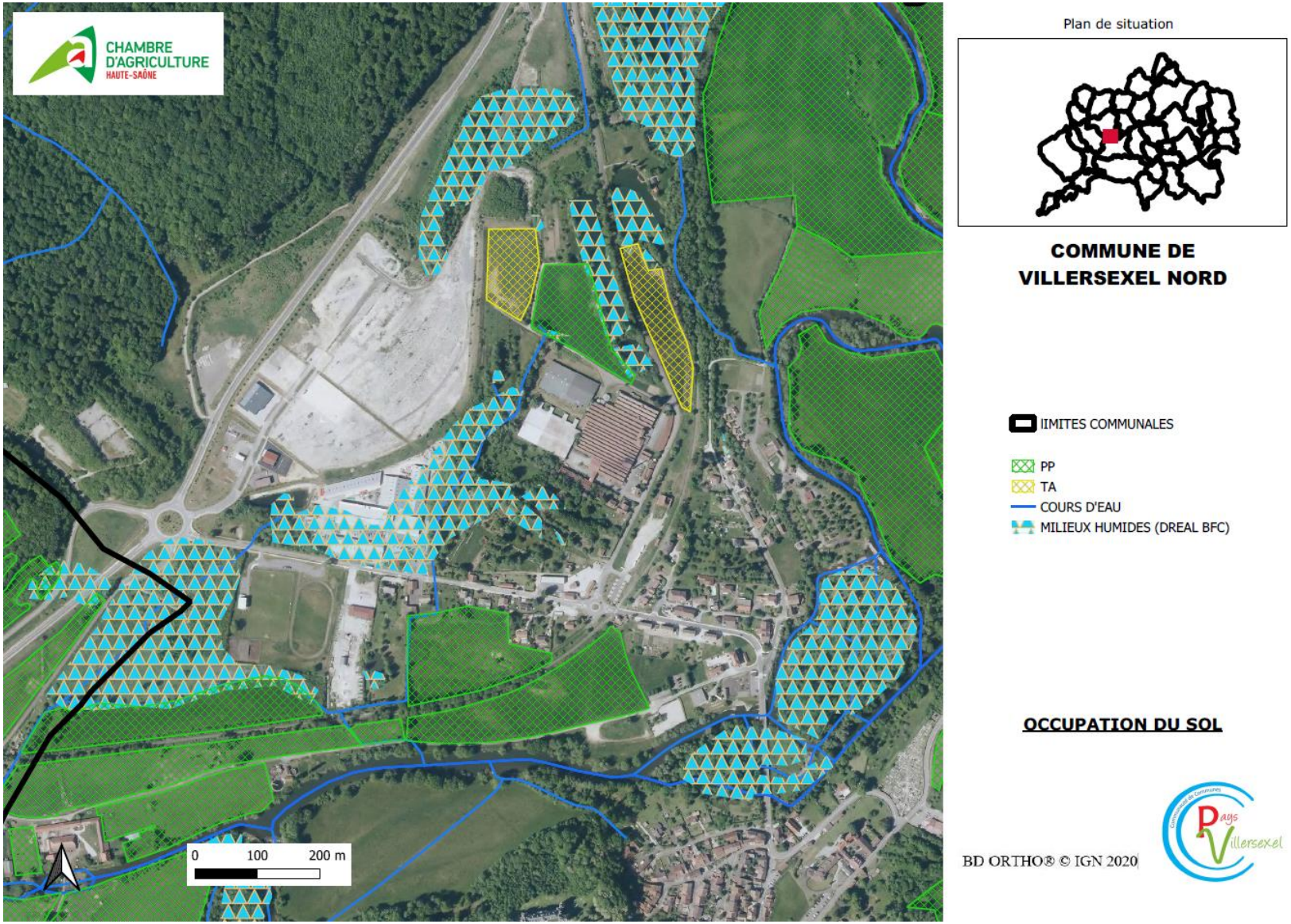


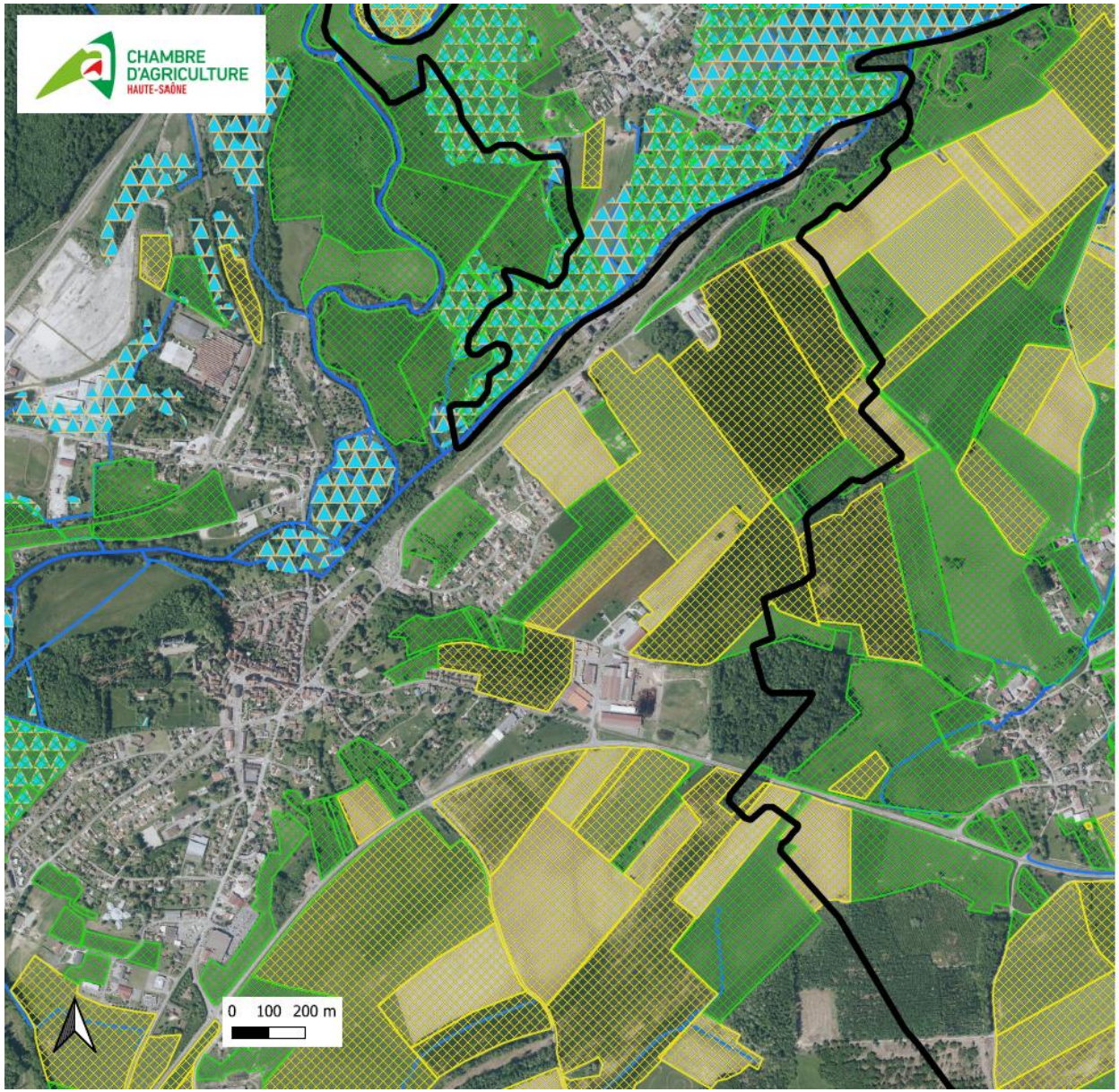
Déplacements agricoles



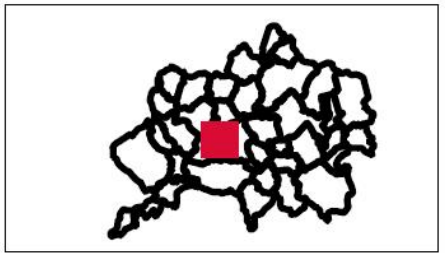
Villersexel

Occupation du sol





Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL EST

LIMITES COMMUNALES

PP

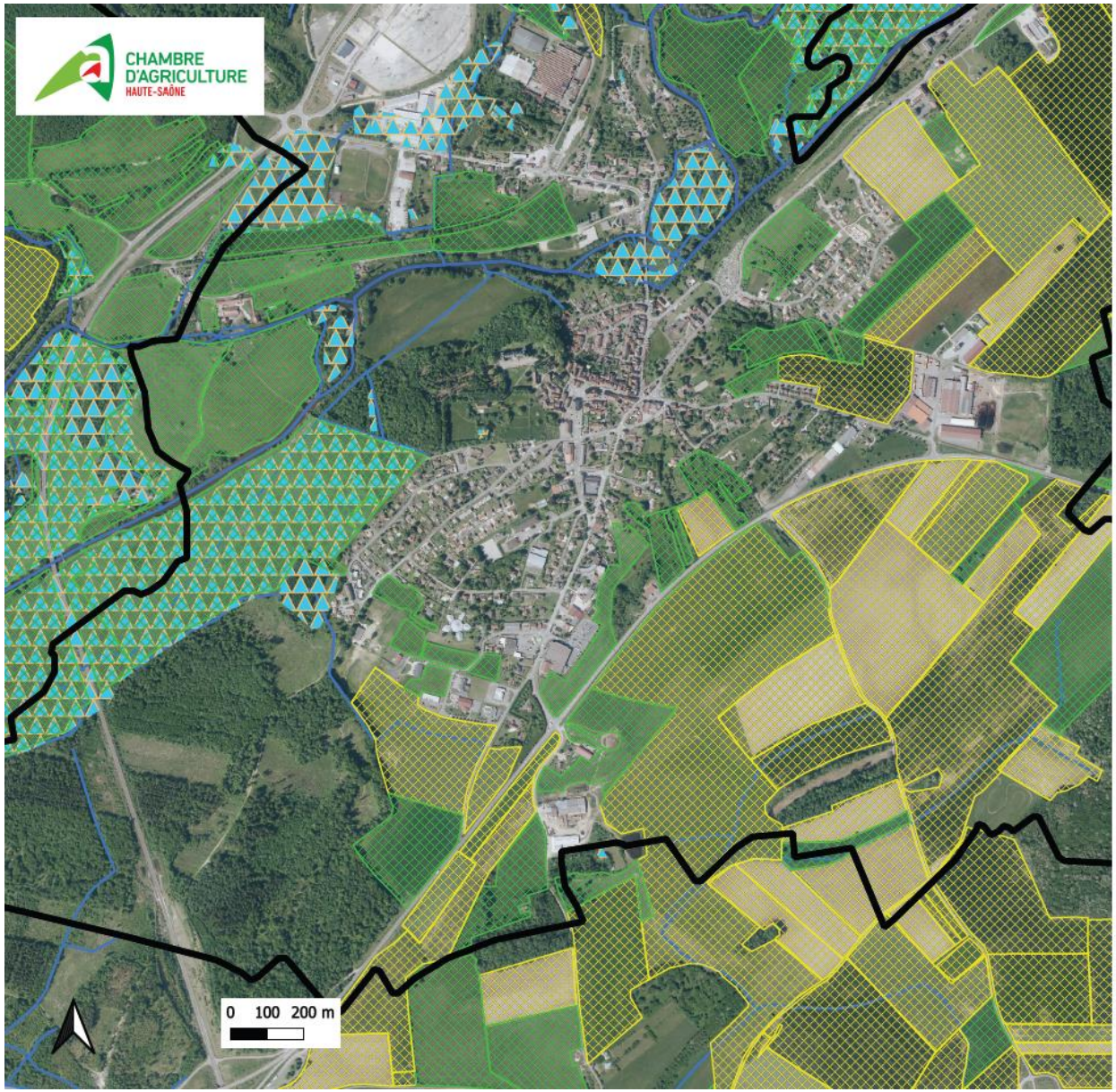
TA

COURS D'EAU

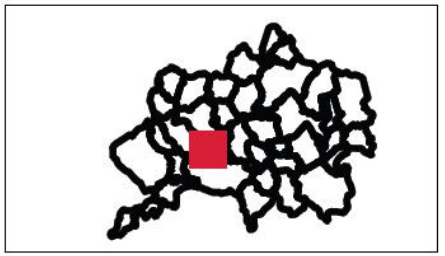
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL CENTRE SUD

IIMITES COMMUNALES

PP

TA

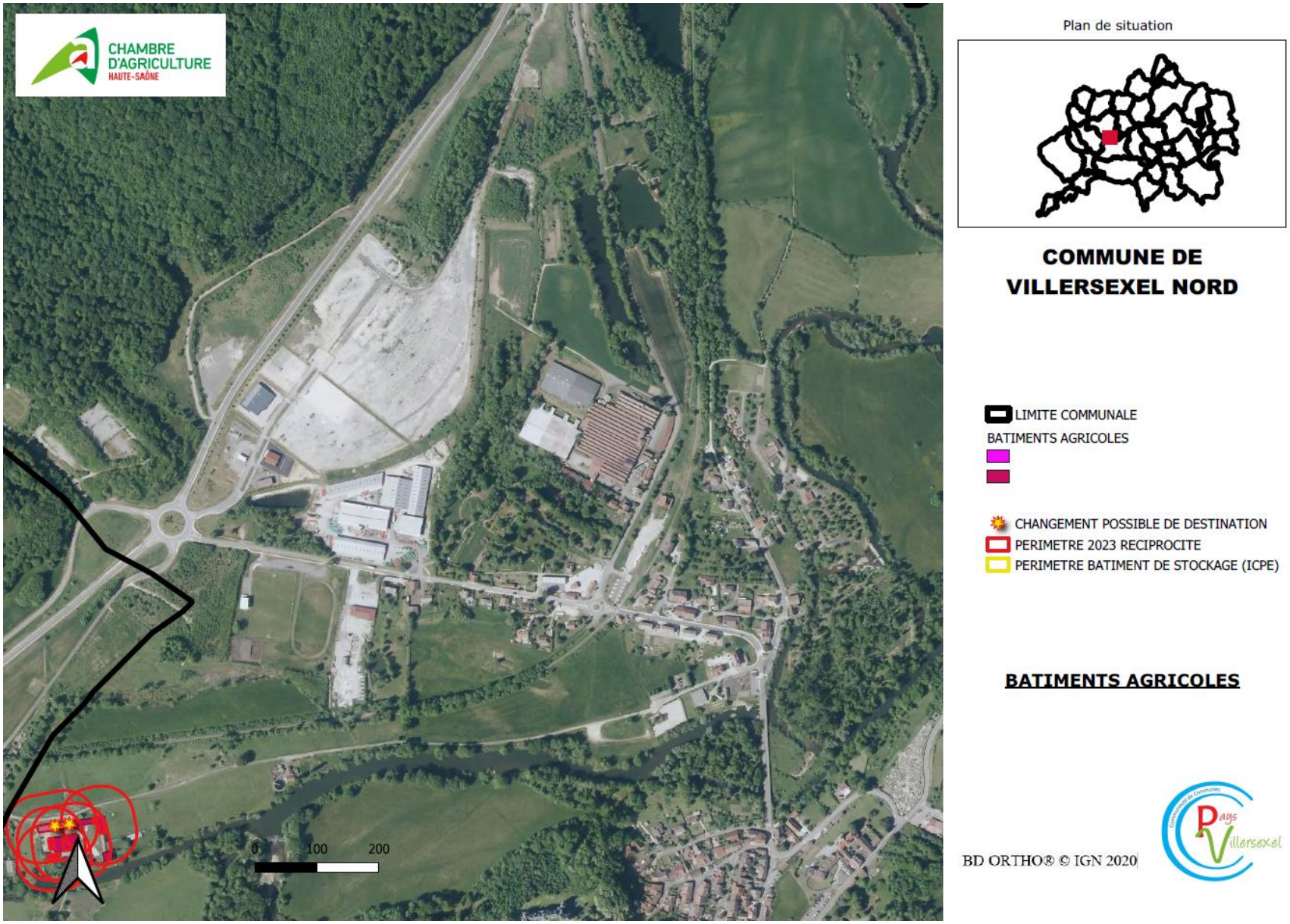
COURS D'EAU

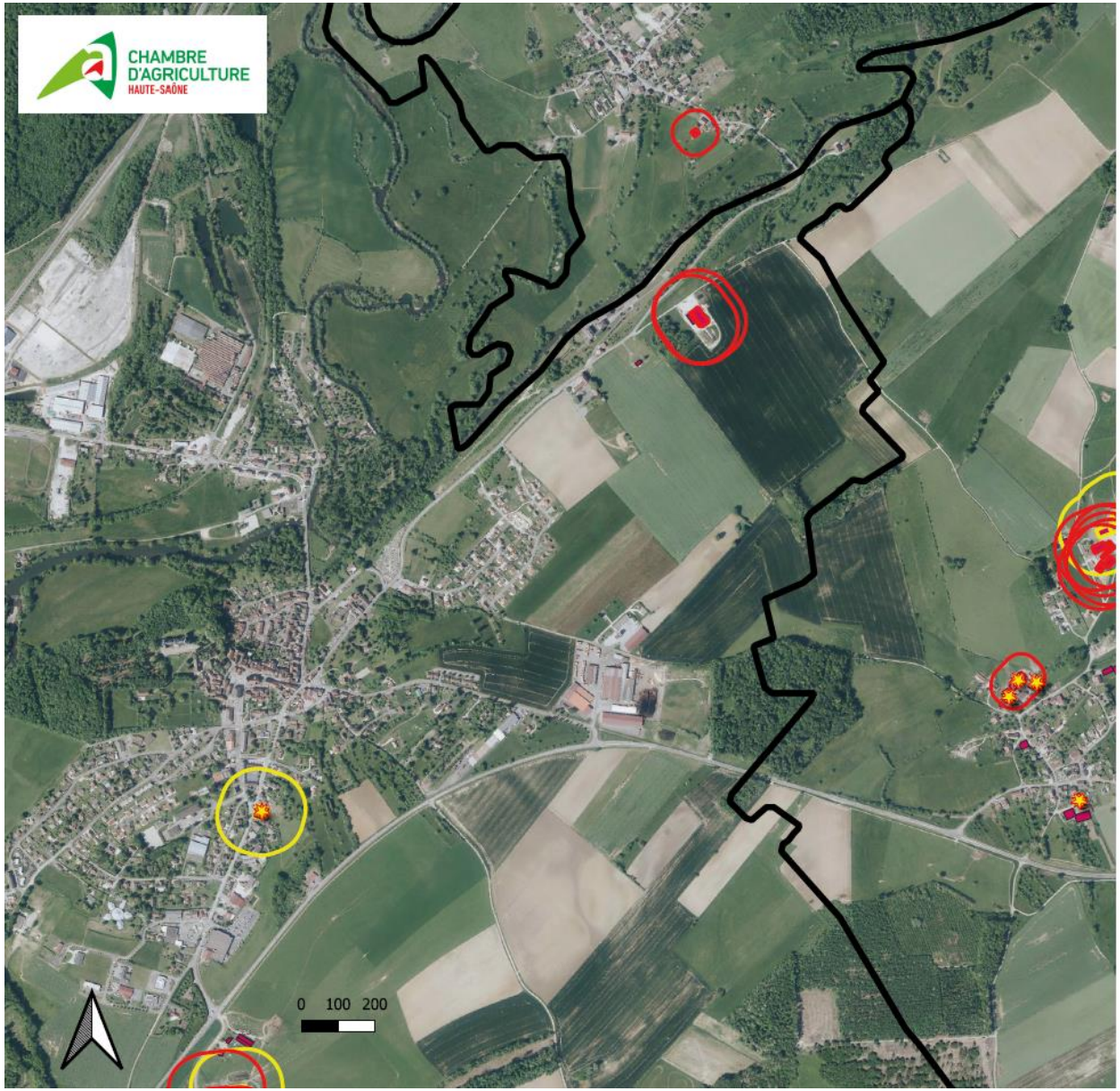
MILIEUX HUMIDES (DREAL BFC)

OCCUPATION DU SOL

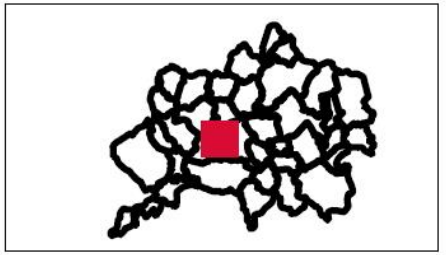
BD ORTHO® © IGN 2020

Bâtiment(s) agricole(s)





Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL EST

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

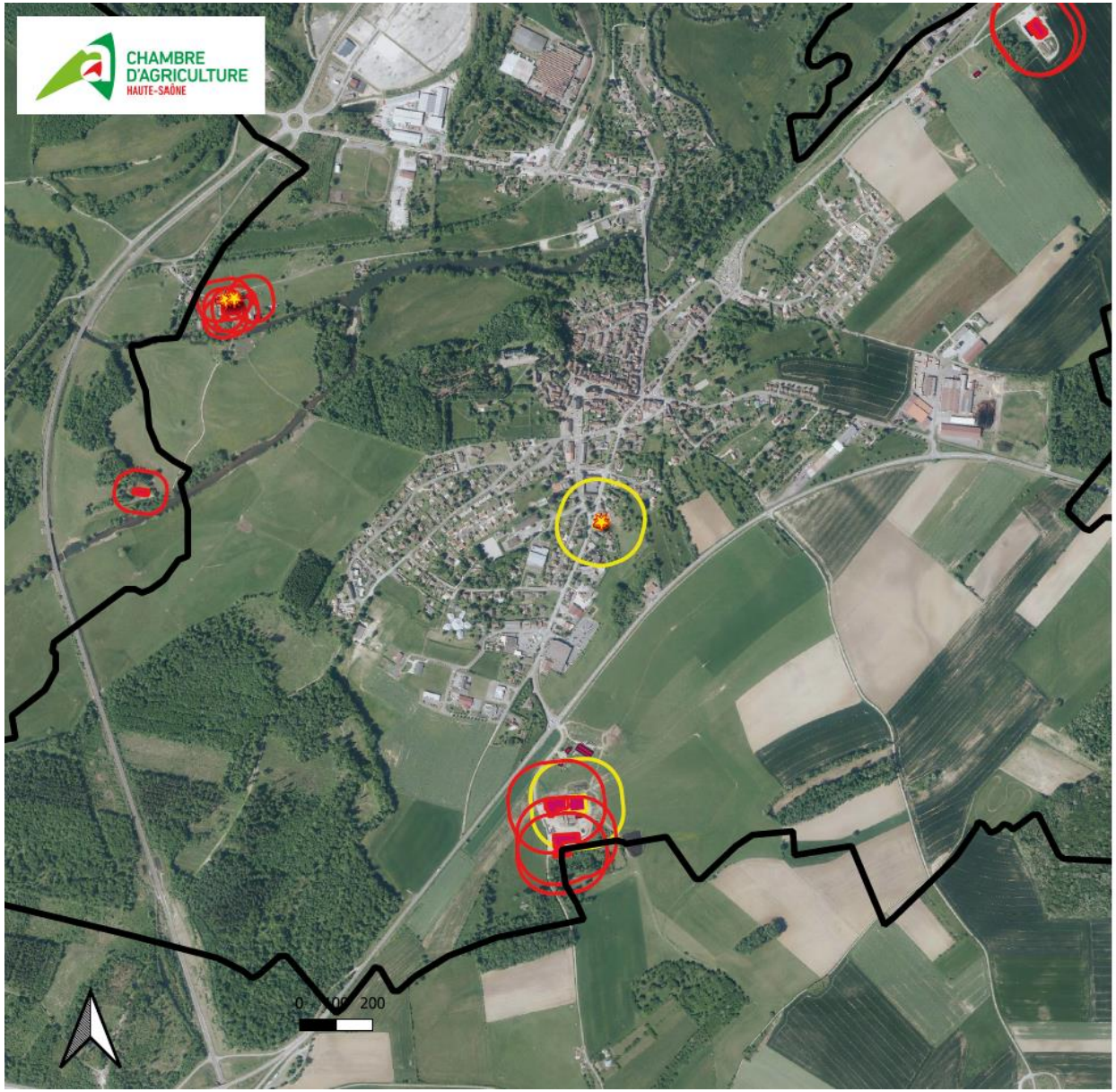
CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

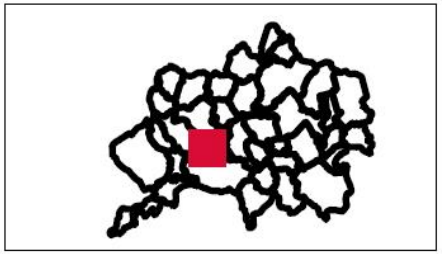
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL CENTRE SUD

LIMITE COMMUNALE

BATIMENTS AGRICOLES

CHANGEMENT POSSIBLE DE DESTINATION

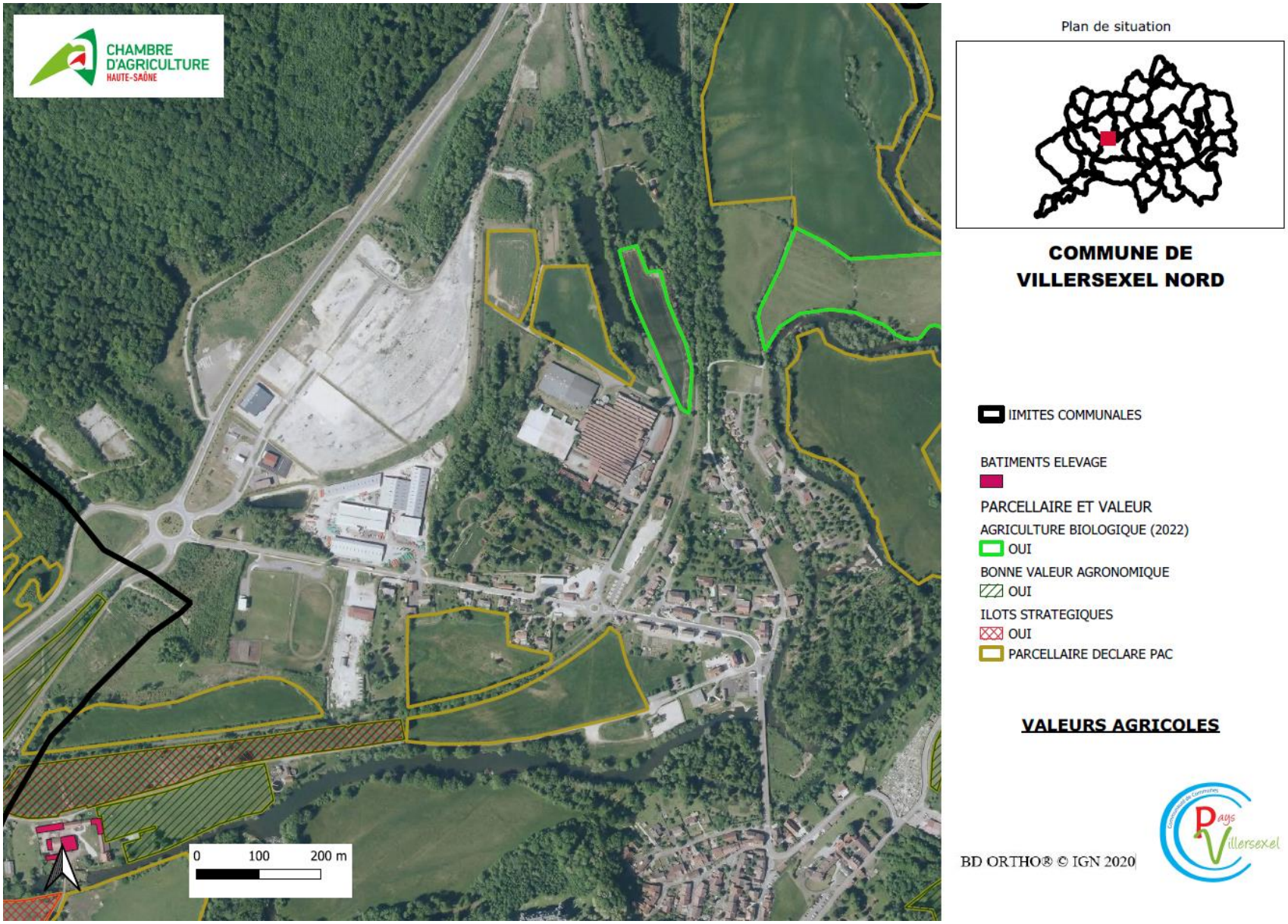
PERIMETRE 2023 RECIPROCITE

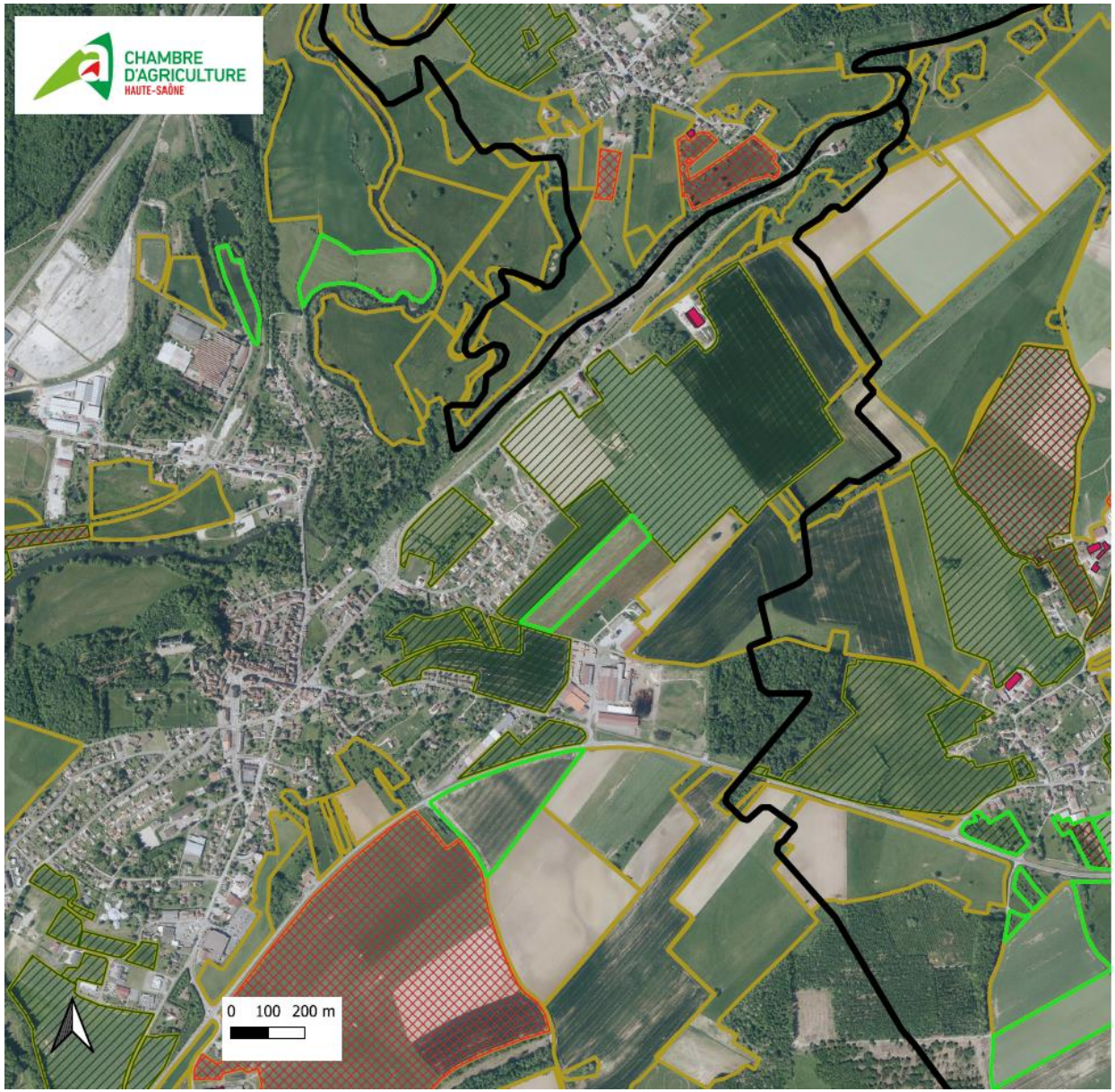
PERIMETRE BATIMENT DE STOCKAGE (ICPE)

BATIMENTS AGRICOLES

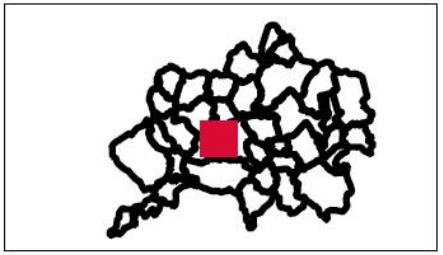
BD ORTHO® © IGN 2020

Valeur agricole des terres





Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL EST

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

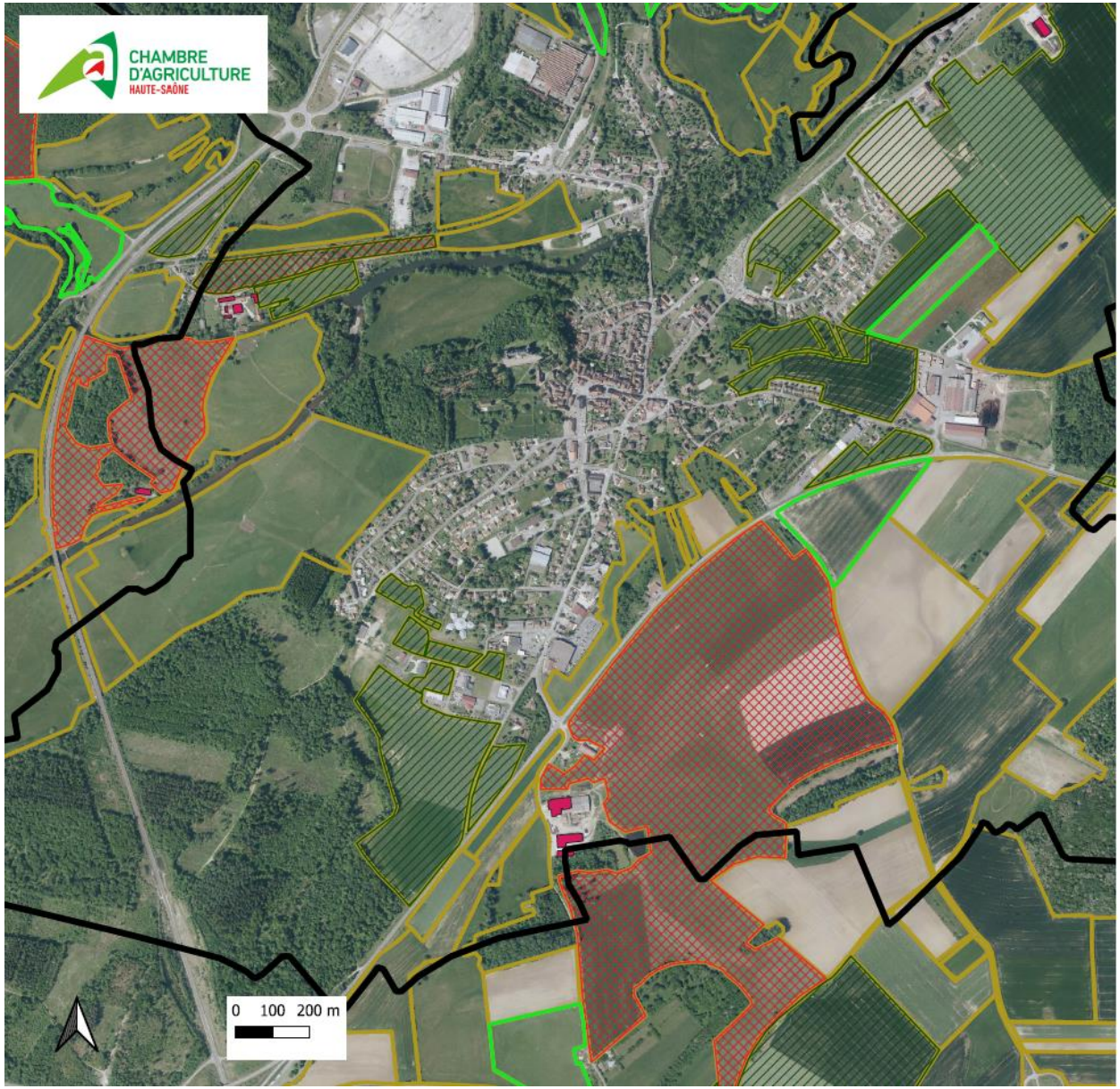
BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

ILOTS STRATEGIQUES
OUI

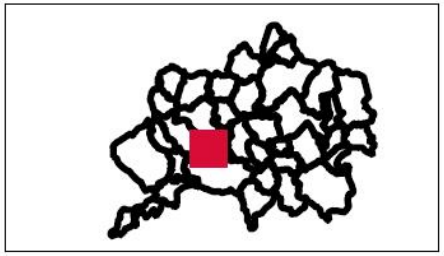
PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020



Plan de situation



COMMUNE DE VILLERSEXEL CENTRE SUD

LIMITES COMMUNALES

BATIMENTS ELEVAGE

PARCELLAIRE ET VALEUR

AGRICULTURE BIOLOGIQUE (2022)
OUI

BONNE VALEUR AGRONOMIQUE
OUI

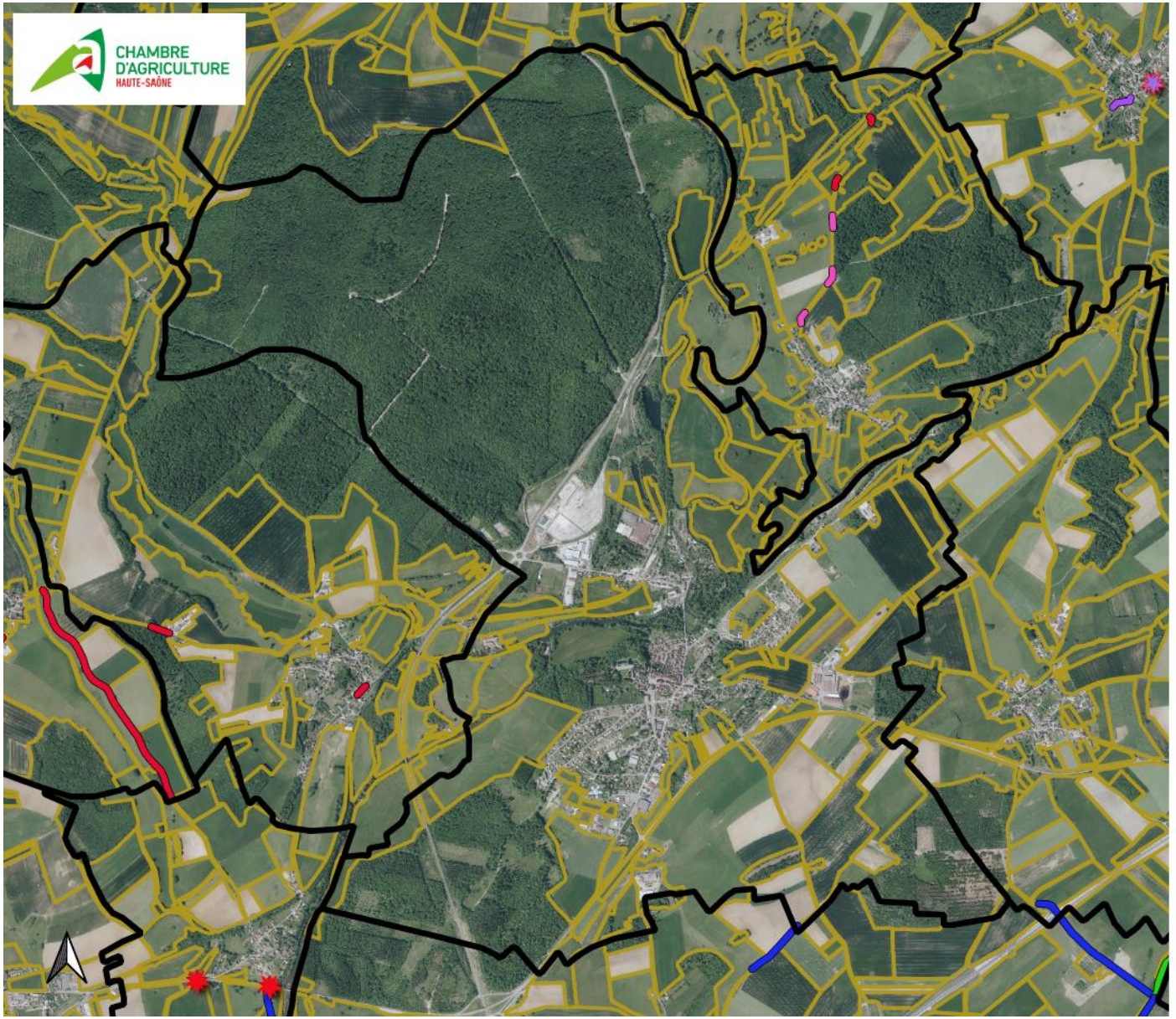
ILOTS STRATEGIQUES
OUI
PARCELLAIRE DECLARE PAC

VALEURS AGRICOLES

BD ORTHO® © IGN 2020

Pays Villersexel

Déplacements agricoles

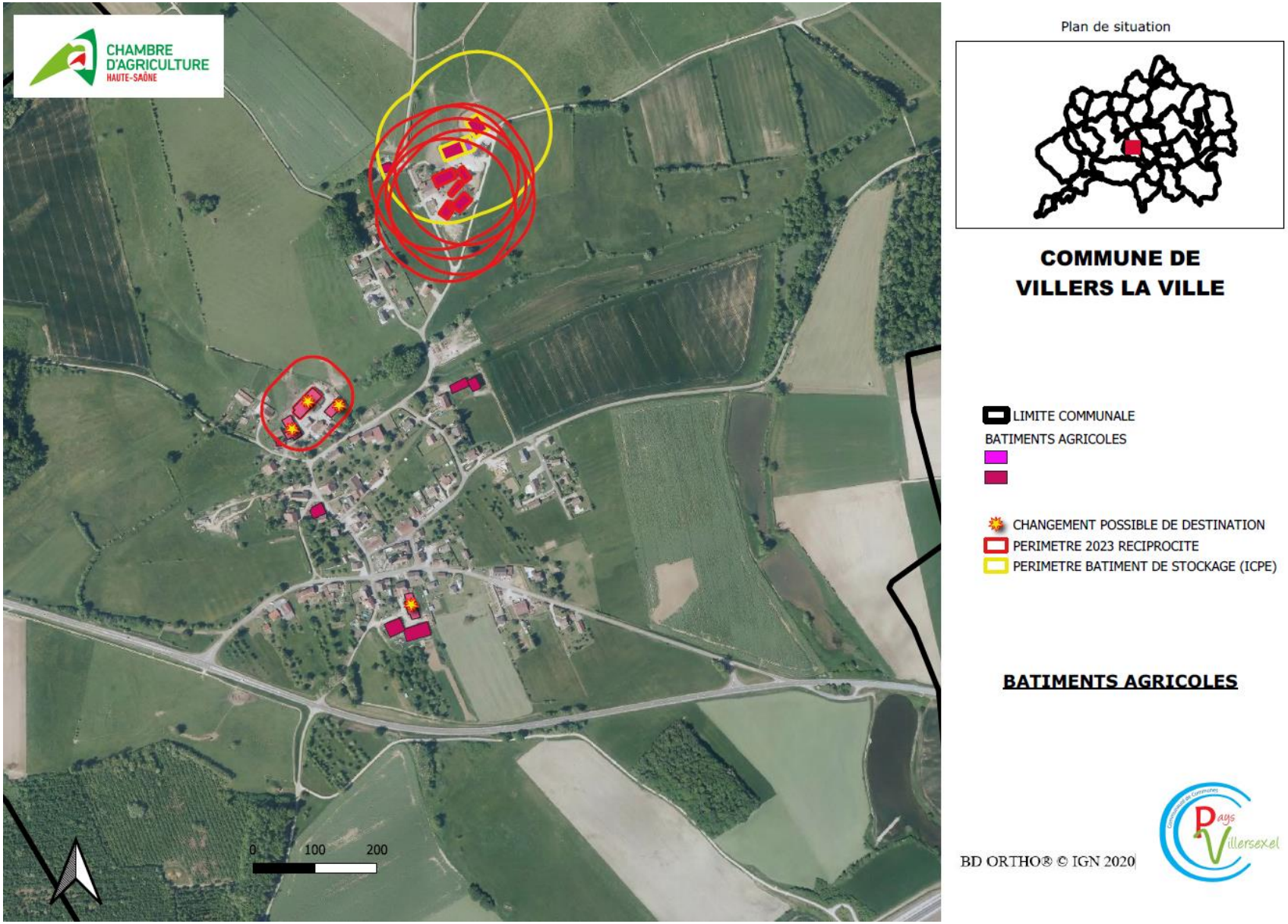


Villers-la-Ville

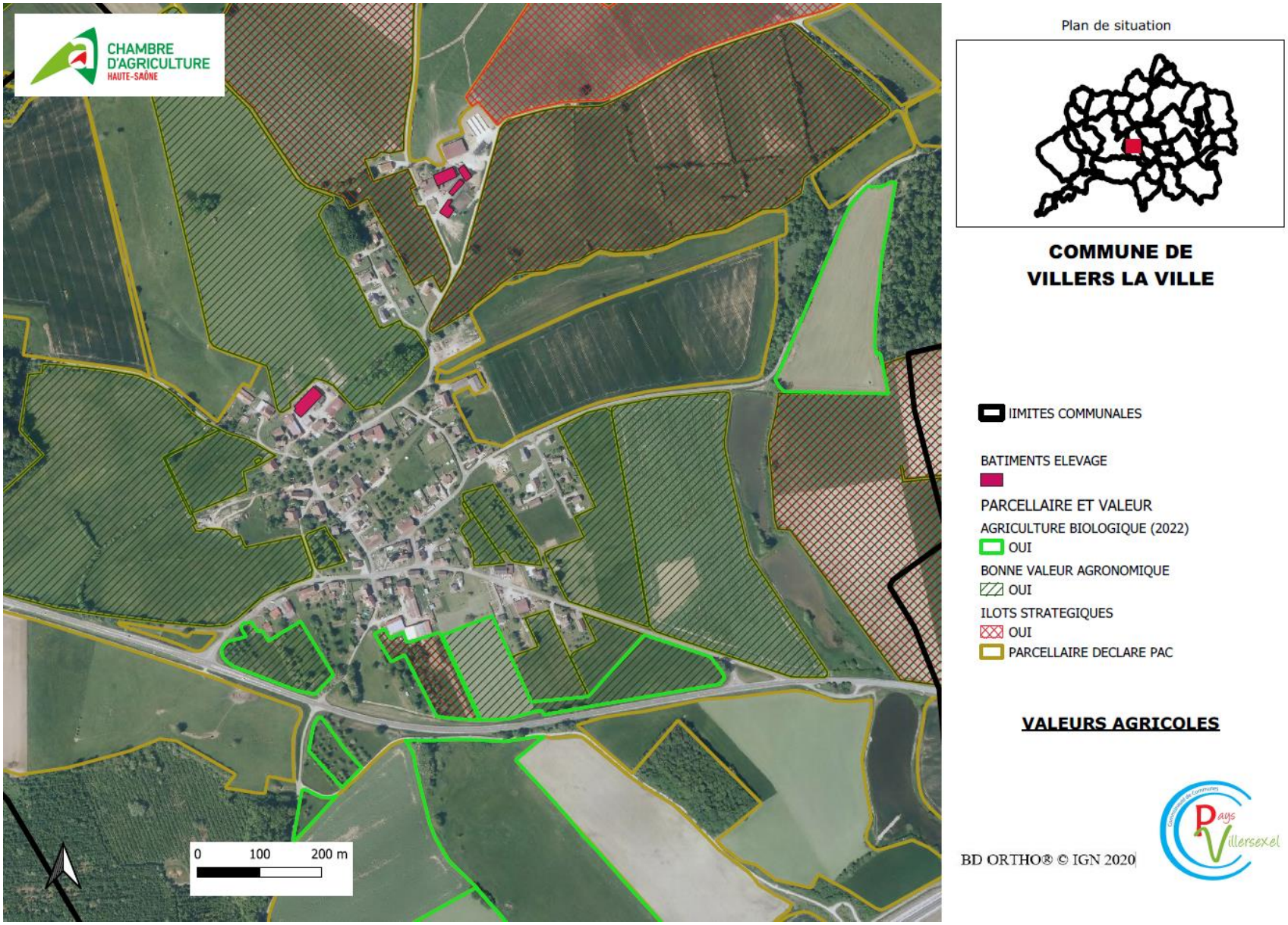
Occupation du sol



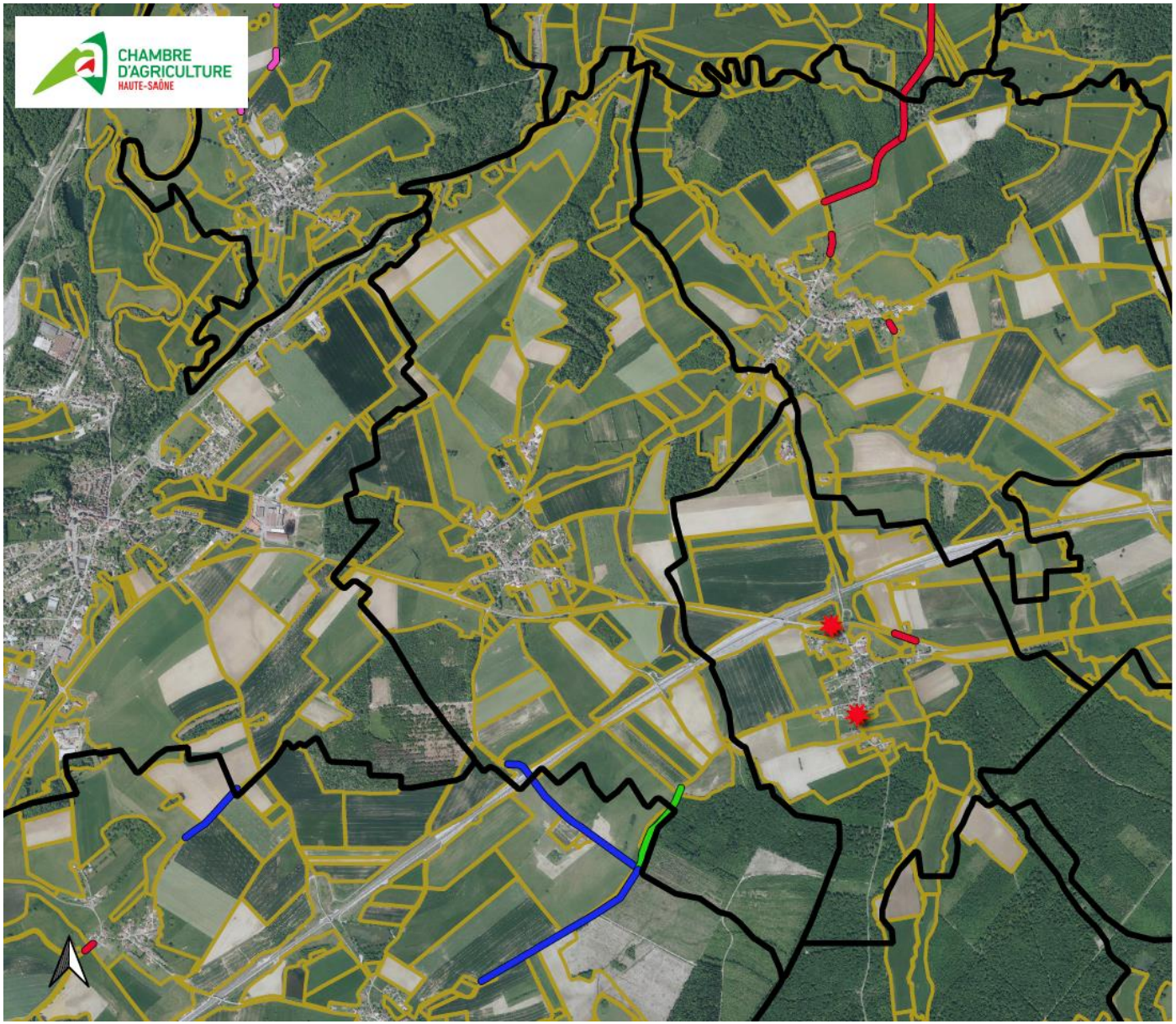
Bâtiments agricoles



Valeur agricole des terres



Déplacements agricoles



DEPLACEMENTS

COMMUNE DE VILLERS-LA-VILLE

LIMITES COMMUNALES

ELEMENTS LINEAIRES
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

ELEMENTS PONCTUELS
- A CREER
- DANGER
- ENTRETIEN
- SIGNALISATION

BD ORTHO® © IGN 2020

ANNEXES

Lexique :

AB : Agriculture biologique

AEP : Adduction d'eau potable

AFR : Association foncière de remembrement

ACCA : Association communale de chasse agréée

BCAE : Bonnes conditions agricoles et environnementales

CCXX : Communauté de communes

CFE : Centre de formalité des entreprises

CDOA : Commission départementale d'orientation de l'agriculture

CUMA : Coopérative d'utilisation du matériel agricole

DGD : Document de gestion durable (forêt)

DSTT : Direction des services techniques et des transports

DREAL : Direction régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement

DUP : Déclaration d'Utilité Publique

EARL : Exploitation agricole à responsabilité limitée

EBC : Espace boisé classé

ER : emplacements réservés

EURL : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

GAEC : Groupement agricole d'exploitation en commun

HA/Ha : hectare

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

JORF : journal officiel de la République Française

LEGTA : Lycée d'enseignement général technique agricole

MAE : Mesure agri-environnementale

MFR : Maison Familiale et Rurale

OPA : Organisation professionnelle agricole

PAC : Politique agricole commune

PLU : Plan local d'urbanisme

PHAE : Prime herbagère agro-environnementale

PSG : plan simple de gestion

RD : route départementale

RN : route nationale

RSD : règlement sanitaire départemental

SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SAU : Surface agricole utile

SCEA : Société civile d'exploitation agricole

SCOP : Surfaces en céréales oléagineux protéagineux

STECAL : secteurs de taille et de capacité d'accueil limités

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux

SIG : Système d'Information Géographique

SIREN : Service d'identification au répertoire des entreprises

SIRET : Service d'identification au répertoire des établissements

UGB : Unité de Gros Bovins

UTA : Unité de Travail Annuel

ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique floristique et/ou faunistique

Annexes règlementaires

(Réglementation en application au 12/12/2016 – arrêté ICPE du 5 déc. 2016)

Tableau Réglementation RSD /ICPE

Rappel de la réglementation en vigueur

Vaches laitières	Moins de 50 De 50 à 150 De 151 à 400 Plus de 400	*RSD** *IC Déclaration** *IC soumis à enregistrement** *IC Autorisation**
Vaches allaitantes	Moins de 100 Plus de 100	RSD* IC Déclaration
Bovins à l'engrais	Moins de 50 De 50 à 400 De 401 à 800 Plus de 800	RSD* IC Déclaration* *IC soumis à enregistrement** Autorisation*

RSD = Règlement Sanitaire Départemental
**** IC = Installation Classée***
IC Déclaration soumis à enregistrement = étude d'impact sans enquête publique

Règles d'implantation des bâtiments agricoles ou des annexes vis à vis des tiers ou limites des zones U des PLU ou cartes communales

	Bâtiment d'élevage	Annexes techniques (fosse, fumière, silo…)	Bâtiment stockage fourrage
RSD	**50 m**	**50 m (sauf silo à 25 m)**	
IC Déclaration	**100 m**	**100 m**	**100 m**
IC Enregistrement	**100 m**	**100 m**	**100 m**
IC Autorisation	**100 m**	**100 m**	**100 m**

Par ailleurs d'autres distances sont à respecter (pour l'implantation de nouveaux bâtiments ou annexes), à savoir :

↳100 m des campings (hors camping à la ferme).
↳ 200 m des lieux de baignade, plage.
↳ 100 m des stades.
↳ 500 m en amont des piscicultures.
↳ 35 m des cours d'eau, puits, forages, sources.

Rappel de quelques définitions

Habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tels que logement, pavillon, hôtel.

Local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

Bâtiment d'élevage : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages de bovins, les quais d'embarquement.

Annexes : les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, les salles de traite.

Fumier : un mélange de déjections solides et liquides et de litières ayant subi un début de fermentation sous l'action des animaux.

Effluents : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les jus d'ensilage et les eaux usées issues de l'activité d'élevage et des annexes.

Article L111-3 du Code Rural

- Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la Chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.

Dossier réalisé par Chistrine YODER
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE HAUTE-SAONE
17 Quai Yves Barbier – DP 20189 – 70004 VESOUL